

سوق من الزهور

m de soufre

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16168 - 7 F

SAMEDI 18 JANVIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

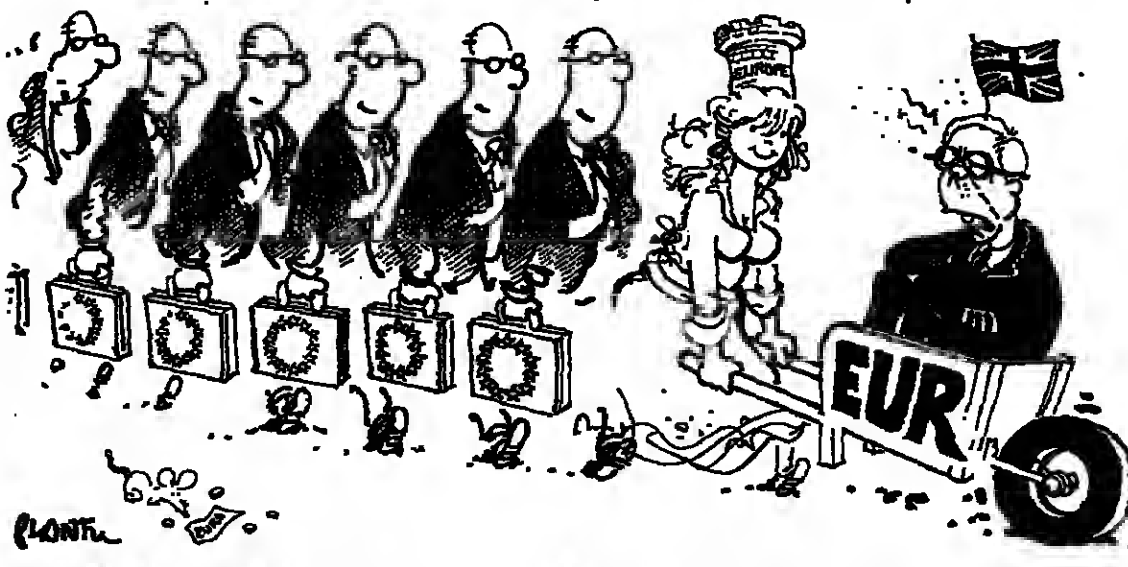
Les cadres de Thomson-CSF prêts à investir un milliard dans l'entreprise

LE GOUVERNEMENT devrait annoncer, d'ici à fin janvier, les nouvelles modalités de la privatisation de Thomson. Les cadres de Thomson-CSF entendent influencer sur sa décision. Depuis novembre 1995, plus de 2 000 d'entre eux ont créé la discrète, mais influente, Association du personnel actionnaire de Thomson (Apat) pour peser sur les pouvoirs publics et les représentants éventuels. Le président de l'Apat, Michel Hanotte, affirme que les salariés de Thomson-CSF sont prêts à investir un milliard de francs dans leur entreprise, ce qui représente environ 5 % du capital. Dans une industrie de pointe où le savoir-faire et la motivation des salariés constituent des atouts fondamentaux, le gouvernement et les futurs repreneurs de l'entreprise peuvent difficilement se permettre d'ignorer l'avis des cadres dirigeants.

Lire page 20

L'euro contraint les Quinze à harmoniser leurs politiques fiscales

Les projets de Bruxelles inquiètent les Britanniques



L'INTRODUCTION de la monnaie unique, en 1999, obligera les États qui l'adopteront à une convergence plus étroite de leurs politiques économiques à laquelle la fiscalité n'échappera pas. Tel est du moins l'avis de la Commission européenne. L'un de ses membres, Yves Thibaut de Silgny, a annoncé, jeudi 16 janvier, que Bruxelles ferait prochainement des proposi-

tions pour permettre notamment aux membres de la future zone euro de renforcer leur coopération en matière fiscale, sans que les pays non membres puissent les empêcher. Le débat s'inscrit dans les négociations sur la réforme de l'Union. Il s'agit de donner aux pays souhaitant une plus grande intégration des moyens d'y parvenir sans se heurter au veto des

autres, notamment des Britanniques. Paris et Bonn ont en revanche démenti les informations du quotidien *The Independent*, selon lesquelles les deux pays envisageraient d'unifier leurs politiques en matière d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux.

Lire page 2

M. Jospin prépare la gauche à cohabiter en 1998

Les Verts vont s'allier avec les socialistes

LIONEL JOSPIN est passé à la vitesse supérieure, jeudi 16 janvier, afin de « préparer l'alternance » et la cohabitation pour 1998. Le premier secrétaire du Parti socialiste a fixé le plan de travail de sa formation de janvier 1997 à mars 1998, avec, notamment, en novembre 1997, un congrès qui pourrait être dissolu de l'adoption, sans doute au début de 1998, du programme électoral. Tout en se défendant de mener « une campagne législative anticipée », M. Jospin a mis ses troupes en ordre de marche, une campagne nationale devant populariser, de mars à juin, les propositions du PS.

Se plaçant de fait en dirigeant de la gauche et excluant toute alternative au sein de l'actuelle majorité, présentée comme « une sorte d'intermédiaire électoral », l'ancien candidat à l'élection présidentielle a dénoncé « une politique fide, timorée, et l'une des plus réactionnaires menées en France depuis les exercices de cohabitation ». M. Jospin, qui avait jusqu'alors une démarche plus prudente de rassemblement de la gauche, s'est dit prêt à « envisager un contron-

d'orientation » entre les partis de gauche et les écologistes. Mais il a lancé un avertissement au Parti communiste et au Mouvement des citoyens (MDC) en excluant tout « droit de veto » sur le programme du PS, et notamment sur son attachement à la construction européenne et à l'euro. Cette ouverture de M. Jospin intervient au moment où le PS tente d'achever ses négociations électorales avec le Parti radical-socialiste (PRS), les Verts et le MDC. De nouvelles rencontres avaient lieu vendredi.

Une alliance « historique » se dessine avec les Verts, qui devraient être concrétisée par un triple accord, sur un texte politique et sur les élections législatives et régionales. Un accord « organique » est en vue avec le PRS, qui pourrait présenter des candidats dans trente-cinq circonscriptions, avec un financement commun de la campagne. En revanche, avec le MDC, les négociations sont, selon Georges Sarre, qui dénonce « l'hégémonie » du PS, « au point zéro ».

Lire page 6

Jeux de rôle dans l'assurance-maladie

L'Etat et les caisses d'assurance-maladie se sont mis d'accord sur la répartition de leurs pouvoirs.

p. 8

Les chirurgiens et le sida

L'ordre des médecins demande aux chirurgiens contaminés par le virus du sida de cesser d'exercer.

p. 11

Feu vert aux aliments transgéniques

Le Parlement européen a approuvé la commercialisation des aliments génétiquement modifiés.

p. 34

Plans antipollution

Les préfets sont invités à mettre en œuvre des plans d'urgence en cas d'alerte à la pollution.

p. 34

Rock et jazz « à message »

Les musiciens français du rock et du jazz renouent avec l'engagement politique et social, après avoir laissé ce terrain aux seuls rappeurs.

p. 28

Le Lycée d'Aristote localisé

Les vestiges du Lycée d'Aristote ont été mis au jour à Athènes.

p. 25

Abonnement : 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Australie, 25 ATS ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 220 PTA ; Grèce-Bulgarie, 1 E ; Grèce, 300 DR ; Hongrie, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 45 F ; Maroc, 20 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 300 PTA ; République, 9 F ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 15 KSE ; Suisse, 2,50 CHF ; Tunisie, 12 Din ; USA, 90 C ; USA (hors), 2,50 \$.

M 0147-118-7.00 F



Tititi, tatata, tititi, sa majesté le morse se meurt !

C'EST PAR UNE NUIT D'HIVER, la dernière de ce mois de janvier, et sur la plus sauvage, la plus surnoise, la plus redoutée des côtes de l'Atlantique - la pointe Finistère - seront orchestrées les obsèques d'un langage mythique et obsolète qui, pendant près d'un siècle, sut mettre en relation gens de mer et terriens. Sa majesté le morse se meurt.

La cérémonie sera sobre, l'austérité des signaux (points, traits) ne prêtant guère aux débordements d'émotion. Mais, dans la maison d'ardoise qui abrite la station radio-maritime Brest-Le Conquet, à la pointe des Renards, juste au-dessus des flots, l'ambiance sera celle d'une veillée d'armes et le 500 kilo-Hertz, d'habitude fort discret, risque, jusqu'à minuit, de résonner d'adieux en morse, provenant du monde entier. Messages d'amitié et de solidarité de « manipulateurs » d'autres pays, d'autres côtes, qui, casque aux oreilles et cartes marines sous les yeux, forment les maillons d'une même chaîne d'assistance et de solidarité pour tous les navires en mer. Et aussi hommage des marins à ces interlo-

uteurs du « 500 », décrypteurs et relayeurs de messages, guetteurs discrets et fiables, qui, tant de fois, ont su capter les appels de détresse. (C.Q.D., « Come Quick Danger ») angoissés, puis le fameux « — — — — (S.O.S., « Save Our Souls ») de bateaux en péril, du Titanic à l'Amoco-Codis.

Adieu le morse ! adieu !, a décidé France Télécom, avec deux ans d'avance sur l'Organisation maritime internationale. Archaïque, inusité, si ce n'est par de vieux cargos russes, asiatiques, panaméens. Le Conquet Radio (quarante-cinq employés) n'a recensé l'an passé que 152 messages en « graphie » (contre 200 000 minutes de trafic en « phonie », autrement dit radio). Messages usuels aux ports, aux médecins, aux armateurs. Messages d'appoint aussi, quand la radio du bord se révèle défectueuse ou quand des accents extravagants dans la pratique d'une langue rendent impossible tout échange vocal.

Adieu le morse ! Les marins se sont résignés. Car la radio, aujourd'hui, règne en maître. Les bateaux en sont tous équipés.

Grâce à la station du Conquet, lien et interface, ils peuvent s'en servir comme d'un téléphone. S.O.S. est devenu « Mayday » (prononcer comme « m'alder ») sur la fréquence 2182 kHz, réservée aux signaux de détresse que le Conquet Radio a mission de relayer auprès des centres régionaux de sauvetage. Quant aux bateaux de pêche appelés chaque jour par ordre alphabétique selon leur port d'attache, ils signalent brièvement leurs positions (« La Marie-Germaine en zone pêche ; tout va bien »). La litanie de leurs noms rythme la vie des familles de la côte.

Archaïque et peu rentable, dénoncent certaines voix de France Télécom qui tablent sur l'extension des systèmes de communication par satellite (Inmarsat) et l'abandon, au 1^{er} février 1999, des missions de radiophonie maritime confiées par l'Etat. Mais, là, opérateurs radio et marins de tout poil organiseront la fronde : « Quand on a le cul dans l'eau, c'est d'une voix calme au bout du fil d'ont on a besoin. Pas d'un écran-robot. »

Annick Cojean

Froid mortel, glaciale société

TOUT S'EST BIEN PASSÉ... mais quarante personnes sont mortes. Le bilan, sans doute provisoire, de la longue période de froid que vient de connaître la France tient dans ce raccourci d'apparence scandaleuse. La remarque peut paraître aussi juste que cho-

quante : le pays a constaté l'amélioration de l'accueil d'urgence de ses démunis en même temps qu'il lui fallait bles déplorer le nombre le plus important de décès causés par le froid depuis dix ans.

Au cours des hivers précédents, moins rigoureux, le froid avait tué

en moyenne une quinzaine de personnes. Comme cette année, toutes ne se trouvaient pas dans la misère. Même si les comparaisons restent malaisées, il faut remonter à deux années glaciales des années 80 pour se rendre compte que ce début de 1997 d'est pas ex-

ceptionnel. Environ cent cinquante victimes du froid avaient été recensées en 1985, près de cent en 1987.

Que le bilan des vingt derniers jours ait pris des proportions relativement moins dramatiques est sans doute dû, pour partie, aux efforts consentis ces dernières années en faveur de l'hébergement d'urgence. La chute des températures n'a pas pris au dépourvu les associations de solidarité.

Symbole des temps où les centres d'accueil déversaient leur trop-plein de sans-abri sous la surface des rues de Paris, la station de métro Saint-Martin désaffectée n'a pas été ouverte cette année. Des abris de fortune ont certes été mis en place dans plusieurs villes de France, mais leur nombre recule au profit de structures permanentes et plus fonctionnelles. Les 70 000 places offertes aux personnes en situation de précarité (15 000 en hébergement d'urgence, 35 000 en centre d'hébergement et 20 000 dans le cadre du plan Périssol) se sont révélées « quantitativement suffisantes », comme l'espérait le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuel.

Jérôme Fenoglio

Lire la suite page 18

Cinq nations et un ballon ovale

LE PROFESSIONNALISME, qui, depuis quelques mois, a effectué son entrée dans le rugby, éclaire d'un jour nouveau le Tournoi des cinq nations, dont le coup d'envoi est donné samedi 18 janvier. Des anciens regrettent l'absence de toutes d'antan, alors que de jeunes joueurs s'adaptent à l'arrivée de l'argent dans un sport longtemps considéré comme « amateur ».

Pour l'équipe de France, qui rencontre le XV irlandais au stade de Lansdowne Road à Dublin samedi, le premier match de la compétition, annoncé comme une formalité, est aussi un test pour le duo d'entraîneurs, Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux.

Lire pages 15 et 24

Premier de la classe



DANIEL LE BRET

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL du Soupp, Daniel Le Bret peut se targuer d'avoir construit en quatre ans le premier syndicat chez les enseignants de l'école primaire. Le Soupp, affilié à la FSU, a doublé la FEN lors des élections du 12 décembre 1996 et su inventer de nouvelles pratiques syndicales.

Lire page 10

Lire page 10	
International	2
France	6
Société	10
Annuaire classés	12
Régions	14
Horizons	15
Carrel	19
Entreprises	20
Finances-marchés	22
Aujourd'hui	24
Jeux	26
Agenda	27
Abonnements	27
Météorologie	27
Culture	28
Guide culturel	31
Communication	32
Radio-télévision	33

علا من الزهر

UNION EUROPÉENNE Le débat est ouvert sur la « flexibilité » dans l'Union européenne, c'est-à-dire les dispositions qui peuvent permettre à certains Etats

membres d'avancer vers plus d'intégration, même si les autres ne veulent pas les suivre. Parmi les domaines où se dessine la perspective de cette « Europe à deux vitesses »

figure la fiscalité, dans la mesure où la concurrence fiscale a des effets néfastes et fragiliserait la monnaie unique. ● LA COMMISSION de Bruxelles a annoncé, jeudi

16 janvier, qu'elle ferait prochainement des propositions sur la mise en œuvre de « coopérations renforcées » entre les pays qui adopteront l'euro. ● PARIS ET BONN ont

toutefois démenti envisager, comme l'affirmait la presse britannique, une politique commune en matière d'impôt sur le revenu ou de prélèvements sociaux.

Le débat est ouvert sur une harmonisation fiscale dans la zone euro

Paris et Bonn ont démenti l'existence d'un projet d'unification de leurs politiques dans ce domaine. La Commission de Bruxelles estime, en revanche, au grand dam des Britanniques, que davantage de coordination sera nécessaire entre les pays ayant une monnaie commune

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant
La double perspective de la monnaie unique et de l'élargissement aux pays d'Europe centrale, impose aux pays de l'Union européenne de réfléchir sur les méthodes pour poursuivre, voire accélérer, le processus d'intégration. C'est la tâche de la Conférence intergouvernementale (CIG), lancée en mars à Turin et qui se réunira lundi 20 janvier, à Bruxelles, au niveau ministériel.

La controverse prend de l'ampleur. Comme on pouvait le pré-

voir, l'approche de la monnaie unique change radicalement la donne du débat européen. Il s'y ajoute la lassitude que suscite la perpétuelle obstruction britannique. Elle grandit, maintenant que Tony Blair, à son tour, fait la fine bouche à l'égard des projets de réforme en gestation. Une telle configuration engendre à la Commission européenne la tentation de l'audace.

La Commission a eu, jeudi 16 janvier, un débat centré sur ce qu'on appelle les « coopérations renforcées » ou encore la « flexibilité », il s'agit de définir les conditions dans lesquelles certains pays membres pourraient aller de l'avant, sans que ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas les suivre, soient en mesure de les bloquer.

Les « coopérations renforcées »

● Proposition franco-allemande. Dans la lettre commune qu'ils ont adressée en décembre 1996 à la présidence irlandaise, Jacques Chirac et Helmut Kohl ont insisté sur la nécessité de mettre en place, dans le cadre des institutions communautaires, des « coopérations renforcées », permettant à quelques pays membres de l'Union européenne d'aller de l'avant vers une intégration plus poussée sans attendre les retardataires. Cette proposition, qui semble faire son chemin parmi les Quinze, soulève cependant des questions de procédure.

● Le seuil. A partir de quel seuil une « coopération renforcée » pourra-t-elle être décidée ? Faudra-t-il une majorité de pays membres, soit huit actuellement ? Et cette majorité comptera-t-elle seulement les Etats décidés à participer à une action particulière ou aussi les Etats d'accord pour qu'une solidarité renforcée soit mise en place même s'ils ne veulent pas eux-mêmes y prendre part ? Autre hypothèse : la décision devrait être prise à l'unanimité ; c'est ce que demandent les Britanniques pour conserver un droit de veto sur les engagements de leurs partenaires.

● Les domaines concernés. Une distinction pourrait être faite entre divers domaines, certaines matières faisant l'objet de vote à la majorité qualifiée, d'autres - comme la politique étrangère et la sécurité - requérant un consensus. Une autre question non résolue porte sur la solidarité politique et financière que devraient manifester, notamment en matière d'action extérieure, tous les membres de l'Union vis-à-vis de leurs partenaires engagés dans une « coopération renforcée ».

Les Français et les Allemands, sont partisans de telles procédures pour éviter la paralysie de la construction européenne, mais jugent néanmoins préférable qu'elles se développent dans le cadre des traités et des institutions communautaires. Ils ont soumis des propositions dans ce sens à l'autonomie dernière, qui ont été plutôt favorablement accueillies par la majorité des pays partenaires, mais auxquelles sont hostiles les Anglais. Ceux-ci veulent pouvoir continuer à opposer leur veto à toute avancée nouvelle, même dans l'hypothèse où ils n'y participeraient pas.

Jeudi, les commissaires ont limité leur réflexion au cas le plus controversé, celui de la coopération

économique. Moyennant certaines précautions, ils se sont montrés favorables à l'idée que, dans ce domaine, pourtant déjà très couvert par la législation communautaire, des « coopérations renforcées » pourraient jouer. Ce pourrait être le cas de l'harmonisation fiscale où les progrès accomplis depuis la mise en place du marché unique, sont considérés comme très insuffisants. Yves-Thibaut de Silguy, le commissaire chargé de la politique économique et monétaire, a annoncé pour les semaines à venir un rapport sur les initiatives à envisager dans ce sens.

DEUX VITESSES

S'agissant de la politique étrangère et de sécurité ou de la coopération en matière de justice et de police, très peu a été entrepris depuis l'entrée en vigueur du traité en novembre 1993, si bien qu'invoquer soulevé ici moins de problèmes. Dans des domaines tels la défense, la politique d'armement, l'Europe, l'intégration de « Schengen » dans le traité, « la possibilité d'approche flexible est généralement reconnue comme plausible », lit-on ainsi dans la note d'orientation préparée par Marcelino Oreja, le commissaire chargé des affaires institutionnelles.

Envisager des coopérations renforcées dans le domaine de l'action économique est plus délicat : on se heurte ici au risque d'aboutir à l'installation durable d'une Europe à deux vitesses. La Commission, « gardienne des traités » et, de surcroît, peu enthousiaste à l'égard

d'innovations institutionnelles susceptibles d'entraîner une dilution de ses pouvoirs, s'y résoud cependant.

Compte tenu de l'obstruction systématique pratiquée par Londres, n'est-ce pas à l'unique voie pour construire l'avenir ? « A défaut de mécanisme de flexibilité, l'éventualité de progrès rapides dans

des « coopérations renforcées » devraient être impérativement subordonnées au respect de quelques principes fondamentaux : compatibilité des actions ainsi mises en œuvre par quelques-uns avec les objectifs de l'Union, respect du cadre institutionnel unique, préservation du marché unique et des politiques communes, ouverture per-

Commission, le quotidien londonien *The Independent* publiait un article, très remarqué, faisant état de travaux pilotés par la France et l'Allemagne devant aboutir, dans le prolongement de l'Union économique et monétaire (UEM), à une vaste intégration fiscale des pays du Vieux Continent. De quoi rendre encore plus insupportable à tout Britannique bien-né l'idée d'adhérer à la zone euro !

Quelle représentation au sein du G 7 ?

Le commissaire européen Yves-Thibaut de Silguy a préconisé, jeudi 16 janvier, « une instance politique qui représentera les pays de la zone euro » dans les instances économiques internationales, aux côtés du futur président de la Banque centrale européenne (BCE). Le commissaire européen s'est demandé « qui représentera l'euro par exemple dans les sommets du G 7 », le groupe des sept principaux pays industrialisés. Le gouvernement de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, avait souhaité, en décembre, qu'après la création de la monnaie unique se développe « une concertation à trois (Europe, Japon, Etats-Unis) ou à quatre avec le Canada » pour « gérer un système mondial de changes flottants », comme au sein du G 7 actuellement. Interrogé sur le niveau futur de l'euro face au dollar, M. de Silguy a répondu : « Ce sont les marchés qui jugeront. Ce sont les marchés qui de plus en plus dirigent les gouvernements, contrairement à ce qu'on croit souvent en France ».

des domaines comme la circulation des personnes et les mesures d'accompagnement qui y sont liées, certains aspects de la fiscalité ou les prélèvements obligatoires, pourrait être durablement écartée alors même que certains Etats voudraient y progresser ensemble. En l'absence d'une solution à l'intérieur du traité, la flexibilité risquerait de se faire en dehors », lit-on dans le document de M. Oreja. Selon la Commission, à la fois réticente et consentante,

manente aux Etats non participants. « La flexibilité doit être une solution de dernier ressort », elle ne doit pouvoir jouer que dans le cas où les décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité et alors qu'il y a blocage.

Cette ouverture, même précautionneuse de la Commission, à l'égard d'un mécanisme dont l'objet serait de limiter le droit de veto, préoccupe les Anglais. Coïncidence, le jour même du débat en

HANDICAP

Du côté français et allemand, on nie l'existence de tels travaux, en faisant valoir que l'Union monétaire n'a pas besoin d'un grand système fiscal intégré pour exister. Mais personne ne conteste que l'absence de progrès sur ce terrain fiscal constitue un handicap pour le bon fonctionnement du marché unique et peut même, dans la mesure où la concurrence fiscale à laquelle se livrent les Etats membres se traduit par des pertes de recettes, gêner la mise en place de l'UEM.

« Il se pose la question de savoir s'il ne serait pas utile, pour les Etats de la zone euro, d'aller de l'avant dans certains domaines, tels que l'emploi, la politique sociale, les aides d'Etat ou la fiscalité », écrivent les services de la Commission. Ce seront les thèmes des prochaines communications promises par M. de Silguy. Les craintes britanniques rapportées par *The Independent* ne sont pas sans fondement.

Philippe Lemaître

La France souhaite, au minimum, un code de bonne conduite

PAS QUESTION ou, en tout cas, pas tout de suite ! Voilà en résumé la réaction du gouvernement français aux informations parues, jeudi 16 janvier, dans la presse britannique, selon lesquelles Paris et Bonn, sous l'égide de Bruxelles, travailleraient à dessiner les contours d'un système fiscal commun, qui pourrait voir le jour après la création de la monnaie unique.

Le ministre français de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a ainsi affirmé qu'il « n'était pas question de jompre avec la souveraineté fiscale ». Démentant que la France et l'Allemagne puissent unifier leur impôt sur le revenu, il a rappelé que, « depuis des mois », les pays membres de l'Union européenne travaillent « sur la définition de règles pour éviter la concurrence sauvage » que risquent certains Etats pour attirer les capitaux, mais pas sur un projet plus ample d'harmonisation fiscale.

La première ministre, Alain Juppé, a, lui aussi, apporté un démenti à ces informations. « Le mieux est souvent l'ennemi du

bien », a-t-il observé. « Commençons à faire ce que nous savons faire. Nous faisons d'ailleurs des efforts pour y parvenir. Faudra-t-il, plus tard harmoniser les systèmes fiscaux européens ? La question mériterait, sans doute, d'être posée à un moment où à un autre. Mais pour l'instant ne chargeons pas trop la barque, ni techniquement, ni politiquement car cela risquerait d'être un peu trop contre-productif ».

UNE PREMIÈRE CONTRAINTES

Le sentiment qui prévaut dans les milieux gouvernementaux français est, de fait, que l'harmonisation fiscale n'est plus un sujet d'actualité, du moins pour le court et moyen terme. Dans le passé, il le fut. Dans la perspective de la libération des mouvements de capitaux, survenue le 1^{er} juillet 1990, l'harmonisation européenne de la fiscalité a même été la première contrainte dont les gouvernements ont dû tenir compte pour élaborer les projets de loi de finances. La France a ainsi consacré, à l'époque, la quasi-

totalité de ses marges de manœuvres budgétaires à une baisse des taux supérieurs de la TVA et à un allègement sans précédent de sa fiscalité de l'épargne. Mais, depuis, cette priorité n'en est plus une.

En aparté, les experts du gouvernement français sont encore plus explicites. Ils font observer que les systèmes européens d'imposition sur le revenu et de cotisations sociales présentent entre eux des différences tellement considérables qu'il est quasi impossible - et sans doute pas même souhaitable - d'envisager un quelconque rapprochement. Dans ces deux domaines, chacun des grands pays européens fait donc cavalier seul. La France vient elle-même d'en faire la démonstration en engageant une réforme à cinq ans de son impôt sur le revenu, ainsi qu'une réforme de ses prélèvements sociaux.

Comme l'a rappelé M. Arthuis, la France ne milite donc, dans l'immédiat, qu'en faveur d'une sorte de code de bonne conduite pour interdire le recours par un pays membre à un système de « niche fiscale »

pouvant susciter des délocalisations de capitaux.

Mais ne faudrait-il pas aller au-delà ? C'est le souhait souvent exprimé dans les milieux financiers français, qui considèrent que le projet d'harmonisation européenne de la fiscalité de l'épargne a été abandonné depuis bientôt six ans et qu'il conviendrait de le relancer. Intervenant lors d'un colloque organisé à l'Assemblée nationale, mardi 14 janvier, Daniel Lebègue, ancien directeur du Trésor et vice-président de la BNF, a ainsi fait un plaidoyer remarqué en ce sens. Les balladins répètent, eux aussi, fréquemment que ce dossier de la fiscalité de l'épargne devrait être rouvert.

Mais tous les pays européens, à commencer par le Luxembourg, champion du « moins-disant » fiscal, y sont-ils disposés ? Dans le propos de M. Juppé transparaît une pointe de scepticisme : on sait, à Paris, qu'il ne serait pas réaliste de « trop charger la barque ».

Laurent Mauduit

La « culture monétaire » française suscite de plus en plus de méfiance en Allemagne

BONN
de notre correspondant
A mesure qu'on se rapproche des échéances fixées par le traité de Maastricht, l'Allemagne exprime de grandes réserves à l'égard de l'approche française des questions monétaires. En insistant sur la nécessité d'un contrôle politique de la monnaie, notamment en matière de politique de taux de change à l'égard du dollar et du yen, les dirigeants français heurtent de front la philosophie allemande. Si bien que les critiques à l'égard de la France semblent ne jamais avoir atteint, tant par leur fréquence que par leur ton, une intensité aussi vive qu'aujourd'hui.

« La France est-elle le bon partenaire pour l'Allemagne si l'on veut que l'aventure de l'euro soit menée de manière durable et aboutisse ou succède ? Les doutes s'accumulent », écrivait ainsi, il y a quelques jours, un économiste de l'institut HWWA de Hambourg. Rarement la possibilité d'un échec franco-allemand avait été envisagée de manière aussi franche outre-Rhin. C'est pour lancer le même type d'avertissement que Karl Otto



Pöhl est sorti de sa réserve ces derniers jours. A deux reprises en l'espace d'une semaine, l'ancien président de la Bundesbank (jusqu'en 1991) a tenu à exprimer publiquement, et en des termes assez forts, sa plus grande réserve vis-à-vis de l'approche qu'adoptent les milieux politiques français envers la monnaie unique.

Se faisant l'expression d'une opinion très répandue dans les

milieux économiques de son pays, M. Pöhl considère que la volonté française de mettre en place une autorité politique pouvant contrebalancer le pouvoir de la future banque centrale européenne est « extrêmement préoccupante », comme il l'a souligné, mardi 14 janvier, lors d'une conférence tenue à Paris à l'initiative de la Compagnie financière Edmond de Rothschild.

Plus encore que dans son allo-

cution parisienne, c'est dans un discours tenu la veille à Hanovre que Karl Otto Pöhl s'en est pris, avec une vigueur inhabituelle, aux positions défendues par les dirigeants français quant à la détermination future du taux de change de l'euro : « Il est urgent, a-t-il dit, que les déclarations françaises allant dans ce sens soient énergiquement dénoncées par l'Allemagne, si on veut éviter des turbulences sur les marchés finan-

ciers ». L'ancien président de la « Buba » dénonce la « campagne concertée » menée selon lui par les milieux politiques, économiques et universitaires français en vue d'une « remise en cause du statut de la future banque centrale européenne » dans le sens d'une moindre indépendance.

« IDÉES TRÈS DANGEREUSES »

Karl Otto Pöhl, qui cite le dernier livre du premier ministre (Entre nous) à l'appui de sa démonstration, s'en prend tout particulièrement à Alain Juppé qu'il soupçonne de vouloir placer la future banque centrale « sous tutelle d'une administration de contrôle politique ». « Les propos d'Alain Juppé témoignent d'une profonde méfiance, traditionnelle en France, vis-à-vis du fonctionnement des marchés financiers », affirme M. Pöhl. « Ces idées, ajoute-t-il, ne sont pas seulement incompatibles avec le texte du traité, elles sont très dangereuses, car, si les marchés arrivaient à la conclusion qu'une banque centrale européenne était politiquement contrainte à mener une politique de dévaluation de l'euro vis-à-vis du dollar ou du yen,

on pourrait aboutir à des retraits de placements d'une dimension catastrophique ».

Autrement dit, il y a une dissension profonde entre les objectifs poursuivis par la France et par l'Allemagne à travers la monnaie unique. Alors que Paris souhaite briser l'hégémonie du dollar et du yen et éventuellement créer une nouvelle monnaie de réserve, Bonn et Francfort visent surtout dans l'euro le moyen de se débarrasser des inconvénients liés aux fluctuations de taux de change à l'intérieur du marché unique européen.

Au fond, où réside l'intérêt de l'Allemagne ? Faire une « petite » monnaie unique avec la France, les pays du Benelux et l'Autriche ? Non, car, de facto, cette union monétaire existe déjà, notamment grâce à la politique du « franc fort ». Ce qu'il y a de beaucoup plus important, vu de Bonn ou de Francfort, c'est de parvenir à faire entrer la peseta et la lire dans un cycle vertueux dont profiteront en premier lieu les exportateurs allemands.

Lucas Delattre

Sur le marché magyar, la concurrence est vive

Propositions occidentales à la Russie sur l'OTAN

A la suite de la tournée en Europe de l'Onest de Strobe Talbott, secrétaire d'Etat adjoint, Bill Clinton et ses conseillers de politique étrangère ont examiné, jeudi 16 janvier, les propositions que les Occidentaux pourraient faire à la Russie pour surmonter l'opposition de celle-ci à l'élargissement de l'OTAN. Les Occidentaux sont prêts à ouvrir les négociations sur la « modernisation » du traité sur la réduction des forces classiques en Europe démodée par les Russes ; en outre, les Etats-Unis sont disposés à préparer un traité START sur la réduction des armes nucléaires stratégiques en attendant la conclusion de START II par la Douma. Outre des aides économiques, les Occidentaux vont proposer à la Russie un statut commercial spécial auprès de l'OTAN qui, sans lui donner un droit de veto, lui permettrait d'être associée à toutes les décisions concernant la sécurité en Europe. Ces propositions devaient être examinées à Moscou la semaine prochaine.

Chambre de commerce franco-hongroise. Il a incité « les milieux d'affaires français à être plus présents en Hongrie, où les produits n'occupent encore qu'une place très modeste avec 4 % du marché » et a souligné la volonté de la France d'être sollicitée pour les grands équipements collectifs et l'armement (le PDG de Matra Défense-Espace, Noël Forgeard, était du voyage), ce qui n'est pas encore le cas.

La Hongrie accueille l'essentiel des investissements étrangers en Europe de l'Est et réalise près de 60 % de son commerce extérieur avec l'Union européenne (UE). Son économie est largement intégrée à l'Europe de l'Ouest. Elle le rappelle à tous ceux qui, à Bruxelles, seraient

tentés de freiner le calendrier d'intégration à l'UE. Pour l'heure, ce sont les pays d'Europe centrale qui sont déficitaires dans leurs relations avec l'UE, pas le contraire. La libéralisation des échanges depuis la chute du mur de Berlin a d'abord profité à la partie occidentale du Vieux Continent.

« UNE POLITIQUE COURAGEUSE »
Troisième Investisseur et cinquième fournisseur dans ce pays, la France n'est pas en reste : elle réalise un léger excédent dans son commerce avec la Hongrie. Ses exportations ont décollé en 1992, pour progresser de quelque 20 % par an depuis 1995. Le président de l'EFOD (Édmond Alphandéry), de Gaz de France (Pierre Gadonneux), les PDG du Groupe Bouygues (Martin Bouygues), de TFI (Patrick Le Lay), de la Lyonnaise des eaux (Xavier Monod) notamment, accompagnent M. Chirac. Pour eux, la Hongrie est d'ores et déjà terre d'investissements privilégiée. Elle est d'autant plus courtisée qu'elle modernise ses infrastructures en privatisant gaz, électricité, distribution d'eau, réseaux de télévisions (TFI pourrait être candidat), autoroutes, etc.

Le pays passe d'une économie de prestations probables à des services misérables, mais à bas prix, à deux services de qualité, mais à coût plus élevé. Cela ne se fait pas sans douleur dans une Hongrie qui lutte contre une inflation encore élevée (25 %), et un chômage important (71 %), et qui s'attache à une grosse dette extérieure et à un déficit budgétaire. La cure d'austérité touche durement un pays où le salaire moyen mensuel tourne autour de 1.000 francs. M. Chimre a saisi : « une politique économique courageuse, souvent difficile, une volonté constante d'ouvrir la Hongrie et de la hisser au rang de puissance économique européenne ».

Le gouvernement socialiste poursuit sur ce chemin mais bésine parfois à tenir les engagements de hausses de prix - de l'énergie notamment - prises à l'égard des investisseurs étrangers: EDF et GDF sont concernés. Les constructeurs-exploitants d'autoroutes à péage - dont Bouygues - ne sont pas toujours populaires: des usagers, ruraux, ont écrit à Jacques Chirac pour se plaindre des hausses aux péages... En termes fort diplomatiques, le président a pris la défense des investisseurs français, sous forme d'une discrète mise en garde: « Il s'est peut être accroître leur participation au développement de la Hongrie, à-t-il dit, si vous voulez bien, de votre côté, maintenir un climat favorable à leur épanouissement et à leur succès. »

**Alain Frachon
et Pascale Robert-Diard**

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale
Sur les gradins, deux mille jeunes s'impatientsaient. Venu par de toute la Hongrie, ces adolescents, sélectionnés sur leurs notes en français, avaient été invités à participer à la première fête de la francophonie organisée dans la grande Halle nationale des sports de Budapest. Au programme : rock et Jacques Chirac. Avec trois quarts d'heure de retard, le président français a fait son entrée sous les acclamations, tandis que des jeunes filles roissantes et des adolescents au menton duveteux lui arrachaient des autographes.

Jacques Chirac n'a pas voulu décevoir leur enthousiasme. Une fois monté sur la scène, tendue pour l'occasion d'un simple rideau noir destiné à dissimuler les instruments, il a négligemment glissé sous son bras le texte qui lui avait été préparé et il a improvisé.

Bien campé sur ses deux jambes, le chef de l'Etat leur a longuement parlé du « rêve européen » porté par de Gaulle et Adenauer, de la

« grande famille de l'Est et de l'Ouest », de la paix « qu'il faut porter, défendre, enseigner dans votre camp, car elle est toujours en question », de la culture et de la diversité des langues « qu'il faut préserver », de leur avenir « qui sera meilleur que celui de [leurs] pères », sans oublier de souligner « le génie magyar » et de défendre la richesse de la francophonie contre l'uniformité de la langue anglo-saxonne. Emporté par ce moment de bonheur digne des plus belles heures d'une campagne électorale, Jacques Chirac ne s'arrêta plus. Un début de dissipation dans les rangs d'un public conquis ? Il finalement décidé à conclure et à abandonner la scène au groupe français des Rita Mitsouko. « Je serre la main de tous les garsons et j'embrasse toutes les filles », a lancé le chef de l'Etat, ému de voir deux mille adolescents hongrois entourer, après leur hymne national, une *Marseillaise* dans un français amoindri.

P.R.D.

Les factures de chauffage représentent la moitié d'un salaire moyen

Des milliers d'étudiants et de sympathisants de l'opposition bulgare ont de nouveau défilé jeudi 16 janvier dans le centre de Sofia pour pro-

tester contre la dégradation de leur niveau de vie et exiger le départ des socialistes (PSB, ex-communistes) au pouvoir. Le même jour, des

dissensions au sein du PSB ont éclaté au grand jour. Quatre membres de l'aile « réformatrice » du parti ont en effet annoncé leur démission.

SOFLA

de notre envoyé spécial

« Vous voulez connaître mon salaire ? Ça va être dur. Ça va être dur tout le jour ! » dit le docteur Rebbat Chabani préféra rire de la question. « Il y a un an, je touchais l'équivalent de 1 000 francs par mois. Ma dernière paie en valait 200. Quant à la prochaine, je ne sais pas. » Au regard des chiffres de la Commission nationale de statistiques, M. Chabani gagne deux fois plus que la moyenne des Bulgares. Pourtant, ce cardiologue âgé d'une quarantaine d'années est confronté à aux mêmes problèmes que ses compatriotes : assurer la survie de sa famille avec des revenus lamés par 300 % d'inflation et 600 % de dévaluation du lev en 1996.

Le personnel de l'hôpital Alexandrova, regroupé mercredi 15 janvier sous les bannières des principaux syndicats d'opposition, n'exprime d'ailleurs pas d'autre revendication que le droit de vivre décemment. Naturellement, ils ont répondu au mot d'ordre de grève lancé deux jours plus tôt par le syndicat et qui leur promet « le

changement par des élections anticipées » et « la fin du communisme ». Mais les slogans ne trompent personne. Chacun sait qu'il sera difficile de remonter la pente. L'opposition ne peut pas éliminer tous les problèmes d'un coup de baguette magique. Les « socialistes » « nous ont amenés au désastre, mais je suis également que l'opposition démocratique ne peut pas faire de miracle », explique Duchana, une infirmière. « Ses dirigeants aussi ont envie de manger une part du gâteau, et nous, nous ne comptons guère », ajoute-t-elle.

RECOURS AU « SYSTÈME D »
Cette désillusion explique sans doute pourquoi la grève a dû mal à prendre et pourquoi l'opposition donne souvent l'impression d'avoir peur d'être débordée par la rue et de courir derrière les revendications de la foule. Loïn des envolées lyriques des hommes politiques sur l'adhésion à l'OTAN ou à l'Union européenne, les Bulgares ont des préoccupations autrement plus terre à terre. « Vendredi der-

nier, un kilo de viande coûtait 900 levas, le mardi suivant il fallait en déboursier 1 400 », constate Duchana, mère de deux enfants.

Les factures de chauffage et d'électricité englobent plus de la moitié d'un salaire moyen. Mises bout à bout, les dépenses nécessaires au minimum vital dépassent de loin le budget d'une famille moyenne. Chacun recourt donc au « système D », qui échappe aux statistiques officielles. A l'automne, les mères de famille se sont remises à une vieille pratique : la préparation des conserves qui permettront de passer l'hiver. Les légumes secs, les pois, les haricots, les saucisses encombrent les cuisines, de même que les tonneaux de chou en saumure. La Bulgarie ayant une longue tradition agricole, chacun visite régulièrement sa famille en province pour s'approvisionner ou bien s'est mis à cultiver un lopin de terre. Les enseignants multiplient les cours du soir. Les vendeurs à la sauvette ont envahi les trottoirs. De plus en plus de gens cumulent les petits boulots de « au noir » en dehors de leurs

heures normales de travail. Les fonctionnaires - du policier au médecin en passant par les ministres - vivent de « bakchichs », petits ou grands.

Si ce système parallèle permet aux individus les plus résistants et les plus débrouillards de s'en sortir, des pans entiers de l'économie nationale, en revanche, s'effondrent dans le brouillard d'une transition ratée. La médecine publique en fait partie. « *Fuite de crédits, manque de médicaments, absence de spécialistes, en décembre, de ne plus recevoir aucun malade à l'exception des urgences* », dénonce Choudomir Latchev, chef du service de cardiologie à l'hôpital Alexandrova et président de l'Académie nationale de médecine. Résultat : 90 % des 1 400 lits de l'établissement sont inoccupés et les patients qui ont eu la « chance » d'être accueillis sont déjà prêts de partir pour les unités de soins intensifs. Car l'hôpital ne tient plus que grâce aux aides internationales.

Christophe Châtelot

[illegible]

Un nouvel incident oppose rebelles et soldats français en Centrafrique

BANGUI. Alors que la médiation pour résoudre la crise centrafricaine traîne en longueur, un nouvel incident a opposé, jeudi 16 janvier, une patrouille française à une douzaine de mutins de l'armée centrafricaine, non loin du camp Kasai où une partie des rebelles sont regroupés. Dans l'accrochage, un mutin a été tué et un autre fait prisonnier. La tension reste vive dans le camp rebelle, qui attend la reprise des discussions et surtout la réponse aux revendications transmises au général malien Touré qui mène la médiation. Ce dernier a en effet posé comme préalable un accord global, dit de « réconciliation », avec les vingt-quatre partis et la société civile. Le général Touré espérait aboutir durant le week-end. (Corresp.)

L'armée burundaise est accusée de nouveaux massacres

BUJUMBURA. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) a demandé, mercredi 15 janvier, au gouvernement burundais (Ruhukuma) d'assurer la protection des réfugiés hutus de retour de Tanzanie. Plus de cent vingt d'entre eux ont été tués vendredi par l'armée burundaise, alors qu'ils regagnaient leur pays. Selon une lettre adressée à leur évêque par les paroissiens de plusieurs localités de la province de Kayanza, au nord du Burundi, environ trois mille civils auraient été tués en décembre, lors d'opérations de l'armée contre la rébellion hutue dans cette zone. Le commandant militaire du secteur a qualifié ce chiffre d'« exagéré », mais a reconnu qu'une trentaine de personnes avaient été tuées. Il a expliqué qu'il fallait comprendre que les rebelles portaient « des tenues civiles » et utilisaient la population comme une sorte de bouclier humain. A Washington, le département d'Etat a dénoncé, dès mardi, le récent massacre par l'armée de réfugiés rentrant de Tanzanie (Le Monde du 15 janvier) et souhaité que s'ouvrent « des discussions entre toutes les parties ». (AFP, Reuters.)

Le gouvernement péruvien durcit sa position dans la crise des otages

LIMA. L'interlocuteur du gouvernement, le ministre Domingo Palerm, a fait savoir, jeudi 16 janvier, au Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), qui retient toujours soixante-quatorze otages dans la résidence de l'ambassade du Japon à Lima, qu'il refusait la participation d'un représentant du Guatemala au sein de la commission de garants. Le chef du MRTA, Nestor Cerna, avait accepté le principe de cette commission en proposant de l'élargir. Le négociateur officiel, Domingo Palerm, a expliqué, dans un communiqué, que cette proposition ne pouvait être acceptée car ce serait mettre sur le même plan la guérilla du Guatemala et le coup de force du MRTA. De plus, le gouvernement a décidé que les prisonniers du MRTA ne recevraient plus de visite de leurs parents. Une nouvelle fois, les perspectives d'une solution rapide et pacifique à la crise que vit le Pérou, depuis la prise d'assaut de l'ambassade tchèque le 17 décembre, semblent lointaines. (Corresp.)

ASIE

■ **BIRMANIE :** un comité des Nations unies vient de condamner les violations des droits des enfants en Birmanie, demandant à la junte militaire au pouvoir à Rangoon d'arrêter le travail forcé, la prostitution et l'exploitation des mineurs. Torture et enrôlement de mineurs dans les forces armées par la junte au pouvoir restent monnaie courante dans ce pays, affirme ce rapport. (AFP)

■ **INDE :** un célèbre syndicaliste indien a été tué, jeudi 16 janvier, à Bombay, par des assaillants non identifiés qui ont ouvert le feu sur sa voiture. Datta Samant, soixante-cinq ans, avait dirigé en 1982 une grève de 250 000 ouvriers de l'industrie textile qui avait duré deux ans. Il restait violemment opposé à des projets de l'industrie textile qui pourraient conduire à des vagues de licenciements. (AFP)

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS :** le président Bill Clinton a condamné comme un « acte vil » la double explosion qui a fait six blessés, jeudi 16 janvier, et qui visait apparemment une clinique d'Atlanta (Géorgie) pratiquant des avortements. « La double attaque contre une clinique de santé pour femmes à Atlanta ce matin est un acte vil et malveillant », a déclaré le président Clinton en promettant que les coupables seraient punis. (AFP)

ÉCONOMIE

■ **NORVÈGE :** un excédent commercial record de 94,5 milliards de couronnes (78,7 milliards de francs) a été enregistré en 1996, en hausse de 76 % par rapport à 1995, a annoncé lundi 13 janvier l'Office des statistiques. Les exportations ont atteint 309,4 milliards de couronnes, aidées par la hausse des cours de l'énergie. Ces résultats ont été publiés alors que les exportateurs norvégiens redoutent les conséquences de la récente appréciation de la couronne, stimulée par la vigueur de l'économie norvégienne. Oslo prévoit cette année un excédent budgétaire de 55 milliards de couronnes. (Corresp.)

■ **FINLANDE :** le chômage touche 19 % de la population active en décembre, soit l'un des taux les plus élevés d'Europe, a indiqué jeudi 16 janvier le ministère du travail. Ce taux avait atteint 17,4 % en novembre. Même si l'Office des statistiques publie de son côté des chiffres moins catastrophiques (15,9 % en novembre), ces piètres performances signifient un revers pour le gouvernement du social-démocrate Paavo Lipponen, qui avait promis de réduire le nombre de chômeurs (460 000) par deux avant le début de 1999. (Corresp.)

Sérieux revers militaire pour la coalition anti-talibans au nord de Kaboul

KABOUL. Les talibans ont infligé, jeudi 16 janvier, un sérieux revers à l'opposition armée afghane en prenant, au cours d'une offensive, la ville de Charikar et surtout la base aérienne de Bagram, au nord de Kaboul. Cet aéroport a été pris sans combats, ont affirmé sur place à l'AFP des commandants intégristes. Les troupes talibans ne sont plus désormais qu'à 13 kilomètres de Jabul Saraj, le quartier général des forces de la coalition de l'opposition. Depuis Pïran, les forces loyales à l'ancien gouvernement afghan reçoivent en septembre 1996 par les étudiants en religion ont cependant démenté la prise de la base de Bagram. Pour célébrer la victoire de ses troupes, le dirigeant des talibans, le moollah Mohammed Omar, a ordonné aux autorités talibans de distribuer 1,15 milliard d'afghanis aux pauvres (environ 200 000 francs) dans les grandes villes d'Afghanistan. (AFP)

Après l'aval de la Knesset, l'armée israélienne a évacué la majeure partie d'Hébron

Les travaillistes ont apporté leurs voix au gouvernement, critiqué par une partie des siens

L'armée israélienne s'est redéployée dans Hébron, vendredi 17 janvier, à la suite du vote de la Knesset, jeudi, qui a approuvé à une large ma-

jorité le protocole d'accord sur Hébron conclu dans la nuit de mardi à mercredi entre Yasser Arafat et Benjamin Nétanyahou. Le vote favo-

nable de la Knesset a été assuré par l'opposition, qui a rendu hommage au premier ministre tout en l'invitant à conforter la paix.

JÉRUSALEM

de notre correspondant
L'histoire, parfois, se répète. Comme son lointain prédécesseur Menahem Begin, il y a dix-neuf ans, le premier ministre nationaliste Benjamin Nétanyahou, minoritaire dans son propre camp, a dû compter jeudi 17 janvier sur les voix de la gauche, alliées à celles des élus arabes, pour obtenir une majorité à la Knesset. Le 16 janvier 1978, retournant les historiens, M. Nétanyahou est parvenu à faire ratifier l'accord sur le retrait partiel d'Hébron grâce à l'opposition.

Le vote a été sans appel : 87 voix pour, 17 contre et une abstention. Quinze députés n'ont pas pris part au vote, dont la moitié délibérément. Parmi ces derniers, on compte quatre ministres, dont Ariel Sharon (infrastructures) et Rafi Eytan (agriculture), hostiles à l'accord. En 1978 comme en 1997, il s'agissait d'approuver des compromis sur le difficile chemin de la coexistence d'Israël avec le monde arabe qui l'entoure. Principale différence : le retrait militaire du Sinaï conduisait inéluctablement à la paix avec l'Égypte. Le redéploiement « à » et non pas « hors » d'Hébron, comme l'a souligné le premier ministre à la tribune, ne garantit pas la suite du processus de paix.

« Nous démontrons aujourd'hui que nous honorons nos engagements d'Israël », a expliqué M. Nétanyahou, mais nos objectifs sont différents (de ceux des travaillistes). Nous allons

mettre à profit l'intervalle que nous avons obtenu dans le nouvel accord (un an de plus par rapport à l'ancien pour les retraits supplémentaires prévus en Cisjordanie) pour les atteindre : maintien de l'unité de Jérusalem, garantie de la profondeur territoriale nécessaire à la sécurité de l'État, défense du droit des Israéliens à s'installer partout sur leur terre. Et

ceux qui vivent là-bas, armés jusqu'aux dents, au milieu d'une population hostile de 140 000 Palestiniens. « Sachez que nous ne vous considérons pas comme un appendice insignifiant de 400 juifs. Vous êtes nos représentants dans la ville des Patriarches. »

Mais il en faut plus aujourd'hui pour rassurer ceux qui s'inquiètent

Des policiers palestiniens dans la ville des Patriarches

Conformément à l'accord de mercredi, la police palestinienne a pris le contrôle, vendredi 17 janvier, à l'aube, de la majeure partie de Hébron et hissé le drapeau national sur le bâtiment qui était le quartier général des forces d'occupation israéliennes depuis trente ans. Le transfert des pouvoirs – baptisé par l'armée « Opération Remise des clés » – a été symbolisé par une poignée de main entre officiers des deux parties dans le quartier général, qui avait été préalablement vidé de tous ses équipements. Le chef des forces israéliennes en Cisjordanie a quitté le bâtiment escorté de ses hommes dans plusieurs jeeps militaires. « C'était ma mission et je l'ai remplie de mon mieux », a-t-il lancé, alors qu'un porte-parole de l'armée israélienne annonçait que « le redéploiement s'est achevé ». Selon le maire d'Hébron, Moustapha Natché, M. Arafat lui-même viendra « dans les prochains jours » visiter les quartiers libérés de l'occupation israélienne. (AFP)

nous proposerons aux Palestiniens un arrangement adéquat d'auto-administration mais sans les pouvoirs de souveraineté qui menacent l'État d'Israël.

M. Nétanyahou a ajouté qu'Israël ne quittera pas Hébron, que la petite communauté juive installée au cœur de la ville serait « maintenue » et même « renforcée ». Puis il s'est adressé aux 400 « chers frères et

de l'avenir du « Grand Israël ». Le débat fut long – plus de dix heures – et souvent acrimonieux. A tort ou à raison, « Bibi », comme on l'appelle familièrement en Israël, est désormais perçu par une partie de sa coalition comme un politicien trop sensible aux pressions, notamment internationales, et donc peu digne de confiance. Plusieurs députés l'ont dit jeudi soir à la tribune : ils

Quatorze morts dans un attentat à la bombe au sud d'Alger

■ **AL MOINS 14 PERSONNES** ont été tuées et une cinquantaine blessées, jeudi 16 janvier, lors d'un attentat à la bombe à Boufarik, à 25 kilomètres environ au sud d'Alger. L'explosion s'est produite à l'endroit où se tient habituellement un marché de la volaille d'occasion et de pièces détachées. La bombe, apparemment dissimulée dans un cabas, était bourrée de morceaux de ferraille, de bouillons et de clous, selon les témoignages recueillis sur place, ce qui explique la lourdeur du bilan alors que les dégâts matériels se réduisent à un modeste cratère.

Située au cœur de la vaste plaine de la Mi-

tidja – un des fiefs du Groupe islamique armé (GIA), Boufarik a été la cible de plusieurs attentats. Le plus meurtrier – l'explosion d'une voiture piégée – le 27 septembre 1996, avait fait 27 morts, selon la presse algérienne.

Dans un autre fief des islamistes, la Casbah d'Alger, théâtre de multiples combats, au cours des dernières années, des affrontements ont eu lieu qui se seraient soldés par la mort jeudi de 8 à 12 hommes. Menée par les forces de sécurité appuyées par des unités d'élite de l'armée, l'opération avait commencé la veille au soir, après l'heure de la rupture du jeûne du ramadan, par un bouclage

du quartier par les forces de sécurité. Peu de temps après, l'arrivée sur place d'unités d'élite avait entraîné une bataille rangée avec le commando islamiste. L'affrontement allait durer près de 8 heures et aboutit à l'élimination physique du commando islamiste, selon des habitants du quartier.

Quelques heures avant le début de l'opération dans la Casbah, le chef de l'État, le général Liamine Zéroual avait mis à profit la tenue du premier conseil des ministres de l'année pour redire sa « détermination » à combattre un terrorisme qui est le fait « de criminels, de traîtres et de mercenaires ».

Double offensive des rebelles soudanais contre le régime islamiste

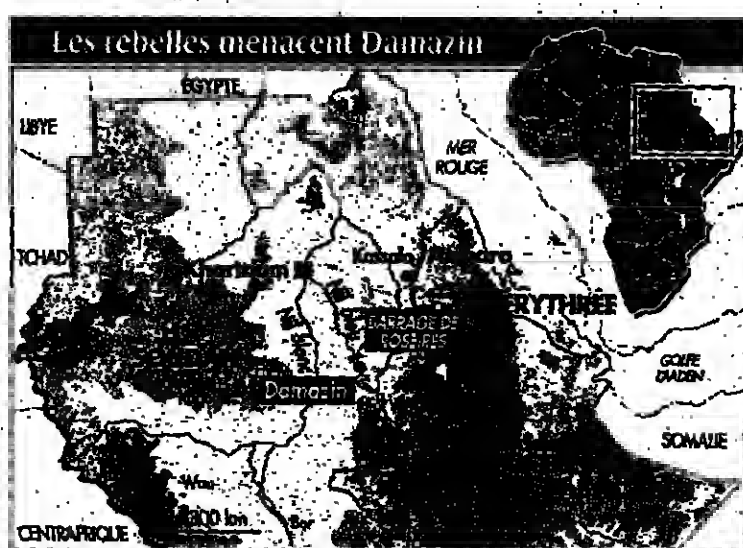
Khartoum décrète la mobilisation générale et accuse l'Erythrée et l'Éthiopie

■ **NAIROBI**
de notre correspondant
en Afrique de l'Est

La dernière offensive de la rébellion soudanaise va-t-elle sonner le glas du régime islamiste de Khartoum, comme l'annonce l'opposition soudanaise ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer, car les affrontements restent limités, depuis cinq jours, à la zone frontalière. Les derniers assauts de la guérilla n'en sont pas moins suffisamment sérieux pour mettre le gouvernement de Khartoum sur ses dents. Les rebelles sudistes de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et l'opposition armée nordiste, réunis au sein de l'Alliance démocratique nationale (ADN), ont simultanément lancé leurs opérations à partir de l'Éthiopie, au sud, et de l'Erythrée, au nord. Ils bénéficieraient d'un soutien financier américain.

Les maquisards ont ouvert, le 13 janvier, deux nouveaux fronts dans le sud et le nord de la province soudanaise du Nub bleu. Ils ont déjà conquis plusieurs localités et postes militaires situés sur la frontière, et annoncent qu'ils avancent vers la localité stratégique de Damazin, voisine du barrage de Roseires, qui alimente en électricité la capitale, et vers la ville de Kassala, centre d'une riche région agricole.

Le gouvernement soudanais a réagi rapidement en décrétant la mobilisation générale – qui reste pour le moment volontaire, selon un journaliste de Khartoum – et en appelant à la « guerre sainte ». Des centres de recrutement ont été ouverts à travers le pays et des renforts en troupes et en armement sont acheminés vers Dama-



zin et Kassala. La majorité des universités ont fermé leurs portes et les fonctionnaires, ayant reçu un entraînement militaire, sont appelés à rejoindre le front. Plusieurs opposants ont été arrêtés afin « d'obtenir des informations », selon les explications du ministre de la justice. Pour permettre aux footballeurs de s'entraîner, le Soudan s'est retiré de la Coupe d'Afrique des nations.

« La bataille décisive contre les envahisseurs érythréens a commencé », a déclaré, jeudi 16 janvier, le président soudanais Omar Hassan El Bechir, à l'occasion du départ vers le front d'un convoi de trente camions chargés de miliciens des Forces de défense populaires et de vivres. Affirmant qu'il s'agit purement et simplement d'une « agression » des troupes érythréennes et érythréennes, « appuyées par certains éléments de l'APLS », le Soudan a porté l'af-

faires devant le Conseil de sécurité de l'ONU, mais ce dernier a rejeté la plainte. Khartoum tente aussi de mobiliser les gouvernements arabes en affirmant que la sécurité nationale arabe – et singulièrement de l'Égypte – est elle aussi menacée.

RENVERSEMENTS D'ALLIANCES
Addis-Abeba et Asmara nient toute implication de leurs armées dans les combats. « Il s'agit d'une invention délibérée », affirme le ministère érythréen des affaires étrangères. L'Éthiopie, pour sa part, accuse Khartoum de rejeter sur l'étranger la responsabilité d'une « débauche militaire interne » et condamne aussi les « actes évidents de déstabilisation et de trahison » commis par le régime soudanais. C'est une allusion au soutien accordé par Khartoum aux mouvements islamistes en Éthiopie et en Erythrée – deux

pouvoirs dominés par des chrétiens orthodoxes – et à la tentative d'assassinat dirigée contre le président égyptien, Hosni Mubarak, en juin 1995, à Addis-Abeba.

Persuadés que Khartoum a armé les terroristes, les dirigeants érythréens, qui ont pourtant bénéficié de l'appui du Soudan durant leurs années de guérilla, ont mis fin aux bonnes relations avec leur voisin et ont repris contact avec l'APLS, qu'ils avaient chassée d'Éthiopie lorsqu'ils ont renversé le régime du colonel Mengistu, en mai 1991.

Hassan El Tourabi, le président du Parlement soudanais, considéré comme l'émence grise du régime islamiste, a déclaré à Radio-France internationale que « le Soudan n'envoie pas de troupes en Éthiopie, mais lui rendra la pareille en ouvrant ses frontières aux opposants érythréens et érythréens ». Et réaffirmé, Khartoum apporte déjà son aide aux groupes armés intégristes et ce sont les activités de la guérilla du Djihad Eritrea – qui recrute dans les camps de réfugiés érythréens au Soudan – qui ont poussé Asmara à rompre ses relations diplomatiques avec Khartoum, en décembre 1994, et à accueillir l'opposition soudanaise, dont les bureaux sont installés dans les locaux de l'ambassade du Soudan.

Ces renversements d'alliances dans la région font l'affaire des États-Unis, qui, depuis l'arrivée au pouvoir des fondamentalistes, en 1989, à Khartoum, s'inquiètent d'une expansion de l'islamisme dans la Corne d'Afrique.

Jean Héline

سعدا من النهر

L'armée israélienne partie d'Hébron

Une cinquième personne a été arrêtée après une série d'attentats à l'explosif dans les régions du Cap et de Johannesburg

JOHANNESBURG. Une cinquième personne a été arrêtée, jeudi 16 janvier, dans le cadre de l'enquête sur les récents attentats revendiqués par un mouvement afrikaner. Les bombes artisanales qui ont fait quatre morts et plusieurs dizaines de blessés dans les régions du Cap et de Johannesburg, fin décembre et début janvier, ont réveillé la crainte d'une reprise de la violence de l'extrême droite blanche, que l'Afrique du Sud ne connaissait plus depuis les élections de 1994.

Avant ce scrutin, des militants de l'AWB, le mouvement néo-nazi d'Eugène Terreblanche, avaient commis une série d'attentats à la bombe pour tenter d'empêcher l'arrivée au pouvoir de la majorité noire. M. Terreblanche a affirmé, il y a quelques jours, que les nouveaux poseurs de bombes étaient des militants de son organisation qui échappaient à son contrôle et laissés entendre que d'autres attentats pourraient suivre si les revendications de la minorité afrikaaners n'étaient pas satisfaites.

Un réel malaise persiste au sein de cette population qui a dû abandonner les privilèges qui lui conféraient le régime d'apartheid. La politique d'emploi en faveur des Noirs, la disparition d'un système éducatif distinct, la perte d'influence de la langue afrikaans ou les travaux de la commission chargée de faire la lumière sur les crimes de l'apartheid alimentent les frustrations des Afrikaners. Mais la majorité d'entre eux, bon gré mal gré, se résignent au changement et ne sont pas prêts à basculer dans la violence.

Les mouvements extrémistes

L'extrême droite blanche se réveille en Afrique du Sud

Une cinquième personne a été arrêtée après une série d'attentats à l'explosif dans les régions du Cap et de Johannesburg

JOHANNESBURG. Une cinquième personne a été arrêtée, jeudi 16 janvier, dans le cadre de l'enquête sur les récents attentats revendiqués par un mouvement afrikaner. Les bombes artisanales qui ont fait quatre morts et plusieurs dizaines de blessés dans les régions du Cap et de Johannesburg, fin décembre et début janvier, ont réveillé la crainte d'une reprise de la violence de l'extrême droite blanche, que l'Afrique du Sud ne connaissait plus depuis les élections de 1994.

Avant ce scrutin, des militants de l'AWB, le mouvement néo-nazi d'Eugène Terreblanche, avaient commis une série d'attentats à la bombe pour tenter d'empêcher l'arrivée au pouvoir de la majorité noire. M. Terreblanche a affirmé, il y a quelques jours, que les nouveaux poseurs de bombes étaient des militants de son organisation qui échappaient à son contrôle et laissés entendre que d'autres attentats pourraient suivre si les revendications de la minorité afrikaaners n'étaient pas satisfaites.

Un réel malaise persiste au sein de cette population qui a dû abandonner les privilèges qui lui conféraient le régime d'apartheid. La politique d'emploi en faveur des Noirs, la disparition d'un système éducatif distinct, la perte d'influence de la langue afrikaans ou les travaux de la commission chargée de faire la lumière sur les crimes de l'apartheid alimentent les frustrations des Afrikaners. Mais la majorité d'entre eux, bon gré mal gré, se résignent au changement et ne sont pas prêts à basculer dans la violence.

Les mouvements extrémistes

comme l'AWB ont perdu beaucoup de leur influence depuis 1994. Les meetings de l'organisation néo-nazie n'attirent plus que quelques dizaines de personnes. M. Terreblanche a récemment fait davantage parler de lui dans la chronique judiciaire - pour avoir passé à table des Noirs - que sur la scène politique.

Les Afrikaners semblent plutôt se tourner vers le Front de la Liberté du général Constand Viljoen, le seul parti d'extrême droite à avoir accepté de participer au processus démocratique en 1994, et qui a, depuis, presque doublé son score électoral.

« JUSQU'AU-BOUITISTES »

M. Viljoen n'a pas obtenu de Nelson Mandela la possibilité de créer un territoire autonome pour les Afrikaners, vieille revendication des extrémistes blancs, mais il continue à mener un dialogue avec le pouvoir pour la prise en compte des intérêts de cette minorité dans les réformes en cours. Il a aussi obtenu du président un nouveau geste en direction des Afrikaners avec l'extension de l'amnistie aux extrémistes blancs ayant commis les attentats de 1994. Mais, à peine deux semaines plus tard, survenaient les nouvelles explosions revendiquées par l'extrême droite.

Même si ces attentats sont l'œuvre désespérée de quelques « jusqu'au-boutistes », ils renforcent le sentiment, au sein d'une partie de la population noire, que le pouvoir fait trop de concessions à la minorité blanche. Ils risquent, à ce titre, de fragiliser un processus de réconciliation nationale encore vulnérable.

Frédéric Chambon

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 18 JANVIER 1997 / 5

Un dialogue s'amorce en Corée du Sud entre les syndicats et le gouvernement

Le parti au pouvoir exclut de réviser la nouvelle législation sur le travail

Alors que le mouvement de grève s'essouffait, le dirigeant syndicaliste Kwon Young-kil a finalement accepté le principe d'un débat télévisé avec le président du parti au pouvoir, Lee Hong-koo, tout en continuant à exiger l'abrogation de la nouvelle loi sur le travail. Le gouvernement exclut toute révision de cette loi, même si le chef du Parti de la nouvelle Corée a « regretté » les conditions dans lesquelles elle a été votée.

SÉOUL. Une amorce de dialogue entre le gouvernement et les syndicats d'une part, le chef de l'Etat et l'église de l'autre, semblait s'esquisser, vendredi 17 janvier, avec l'annonce par Kwon Young-kil, président de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), qu'il acceptait un débat télévisé avec le président du parti gouvernemental, Lee Hong-koo, sur la nouvelle loi sur le travail qui a donné lieu depuis son adoption à quatre semaines d'actions de protestation et de grèves.

Le cardinal Kim, archevêque de Séoul, devait par ailleurs être reçu, vendredi, par le président Kim Young-sam. Les dirigeants de la KCTU campent depuis un mois dans l'enceinte de la cathédrale de Myeongdong et la présence depuis jeudi, à côté de leur tente, d'une autre qui abrite une dizaine de prêtres constitue un nouvel obstacle psychologique à une intervention de la police.

M. Kwon a déclaré que, tout en acceptant le débat télévisé proposé il y a quelques jours par le Parti pour la nouvelle Corée (PNC, majoritaire), il maintenait les conditions mises à l'ouverture d'un dialogue avec le gouvernement (annulation des lois sur le travail et le renforcement des pouvoirs des services de renseignements, retrait des mandats d'arrêt à l'égard des dirigeants syndicaux).

« Ce débat ne signifie pas que nous acceptons ces lois, mais nous voulons informer directement la nation des objectifs de notre lutte ». Le leader syndicaliste, qui reste menacé d'arrestation, exige en outre que cette intervention ait lieu en direct et que le gouvernement garantisse sa sécurité.

Si ce débat a lieu, ce sera la première fois qu'un homme qui défie le pouvoir pourra s'exprimer à la télévision sur un pied d'égalité avec un de ses représentants, donnant ainsi de facto sa légitimité à la KCTU, organisation non reconnue par les autorités en dépit de ses 500 000 membres.

« REPRÉSENTATION »

Pour l'instant, le gouvernement exclut toujours une révision d'une loi « nécessaire à la survie nationale ». Mais le PNC a exprimé ses regrets pour la manière dont la loi a été votée et s'est déclaré prêt à envisager des dispositions complémentaires. Les autorités poursuivent cependant leur action répressive contre les syndicalistes, dont seize sont recherchés par la police. La crainte de telles « représailles », préléude à la perte de l'emploi, a été, de l'aveu même des syndicalistes, l'une des raisons d'une participation plus faible que prévue au mouvement de grève.

Selon Yoon Young-mo, porte-parole de la KCTU, la relative jeunesse du mouvement syndical coréen et son image dans l'opinion publique sont deux autres facteurs qui expliquent le demi-échec de la grève : « Depuis le régime de Park Chung-hee (1961-1979), les syndicats sont associés aux communistes. Aujourd'hui, cette perception demeure latente et il est toujours facile de la raviver, comme en témoignent les accusations du ministère de la justice contre « certains syndicalistes agents provocateurs du Nord » ».

Philippe Pons

Les Tibétains victimes de violences policières au Népal

LES TIBÉTAINS qui fuient la répression chinoise ne sont pas toujours au bout de leurs peines une fois l'Himalaya franchi : des sources émanant de l'émigration tibétaine à Katmandou font état de multiples cas de mauvais traitements par la police népalaise à l'encontre de réfugiés qui ont pénétré clandestinement dans le royaume himalayen.

Fin décembre, un moine de onze ans a ainsi été appréhendé par la police alors qu'il venait, en compagnie de huit autres Tibétains, de franchir la frontière sino-népalaise. Selon ces sources, qui ont requis l'anonymat, l'enfant fut battu puis forcé de s'agenouiller pendant une heure dans la montagne par une température proche de zéro avant d'être enfermé dans un grand sac en plastique et trempé plusieurs fois dans l'eau d'une rivière glaciale.

En 1995, les autorités népalaises avaient, à plusieurs reprises, remis directement des réfugiés tibétains aux autorités chinoises. Sous pression du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ces pratiques ont cessé, mais la répression à l'égard de ces réfugiés continue. Récemment, des policiers n'ont pas hésité à ouvrir le feu sur des « clandestins » qui tentaient de leur échapper.

En théorie, les Tibétains sont autorisés à demander aux Chinois un laissez-passer pour se rendre en Inde ou au Népal visiter leurs familles. En réalité,

ces permis ne sont attribués qu'en échange de pots-de-vin exorbitants aux fonctionnaires de Pékin. Côté népalais, les policiers n'hésitent pas non plus à monnayer leur « tolérance » contre une poignée de roupies.

Le Népal, dont la politique étrangère est la résultante d'un délicat exercice diplomatique consistant à ménager les deux voisins chinois et indien, ne peut sans doute être accusé, en tant que tel, d'encourager les violences policières. Mais compte tenu de ses liens avec la Chine, le gouvernement népalais ne devrait pas assouplir sa politique de fermeté à l'égard des réfugiés tibétains. Surtout pas au lendemain de la visite à Katmandou, en décembre dernier, du président chinois Jiang Zemin.

Bruno Philip

ACTROS, ÉLU CAMION DE L'ANNÉE.

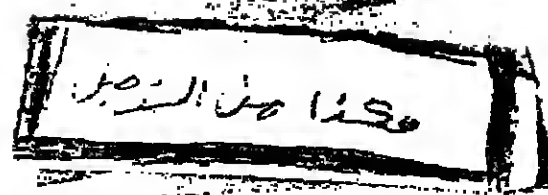


Parmi toutes
ses performances,
il a su vous plaire.

ACTROS. "TRUCK OF THE YEAR 1997". Parce que cette nouvelle gamme de camions intègre toutes les technologies à la pointe de l'innovation, elle a reçu le grand prix de l'année. Coûts réduits, sécurité accrue, confort de conduite optimum, baisse de la consommation, moins de maintenance, c'est toute l'action du système Telligent®, une exclusivité Mercedes-Benz. Mais Actros a déjà su prendre une toute autre dimension qui ne peut être chiffrée : celle de vous plaire.



Mercedes-Benz



ÉLECTIONS Les socialistes ont décidé d'accélérer la cadence pour ouvrir dès maintenant la bataille électorale de 1998. ● LIONEL JOSPIN a dénoncé, jeudi 16 janvier, la poli-

tique de Jacques Chirac et du gouvernement en soulignant que les Français auront à la fin 1998 « au regard de la nôtre ». ● LE PREMIER SECRÉTAIRE du PS s'est dit prêt à

conclure un « contrat d'orientation » entre les partis de gauche et les écologistes, tout en excluant tout renoncement des socialistes à la monnaie unique. Les négociations électorales

se poursuivent, vendredi 17 janvier, entre le PS, le Mouvement des citoyens, le Parti radical-socialiste et les Verts. ● UNE ALLIANCE « historique » se dessine avec les Verts, qui

pourrait prendre la forme d'un triple accord. ● LES DISCUSSIONS avec le MDC sont en revanche « au point zéro » alors qu'un accord organique est en vue avec le PRS.

Lionel Jospin reprend l'initiative à gauche et lance la bataille électorale

Le premier secrétaire du PS propose un « contrat d'orientation » entre les partis de gauche et les écologistes. Des accords électoraux se profilent avec le Parti radical-socialiste et les Verts, tandis que les négociations avec le Mouvement des citoyens sont dans l'impasse

LIONEL JOSPIN est passé à la vitesse supérieure, lors de sa conférence de presse jeudi 16 janvier (*Le Monde* du 17 janvier). Après avoir bouclé son projet économique, le 15 décembre 1996, en répétant que sa mise en œuvre porterait sur une législature, le premier secrétaire du Parti socialiste a lancé la bataille électorale de 1998, en se plaçant de fait dans une position de gagnant et donc dans la perspective d'une cohabitation.

« La majorité va passer de la digestion de sa victoire à la crainte de sa défaite », a lancé M. Jospin qui a centré ses attaques sur Jacques Chirac et sur le gouvernement, sans citer le nom d'Alain Juppé. Il a aussi invité ses troupes à préparer ce « temps de la reconquête », en élaborant un programme électoral, tout en approfondissant le projet économique, et en se mobilisant sur le terrain.

POSITION « CENTRALE »

M. Jospin est aussi passé à la vitesse supérieure dans sa démarche de rassemblement de la gauche. Le 17 octobre 1996, il avait fait un premier pas en déclarant au *Nouvel Observateur* qu'il n'était « pas contre un accord politique symbolique » entre les partis de gauche et les écologistes. Alors que le 18 décembre, lors de l'ouverture du congrès du PCF, Robert Hue évoquait, pour la première fois, « une base d'engagements communs » entre les forces de gauche, Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national chargé des re-



lations extérieures, n'envisageait encore officiellement qu'une « alliance de deuxième tour » avec les communistes.

Tout en se défendant de toute hégémonie mais plaçant le PS en position « centrale », M. Jospin s'est dit prêt, jeudi, à « envisager un contrat d'orientation » entre les partis de gauche et les écologistes. La proposition, qui n'est pas le « contrat de gouvernement » réclamé par la Gauche socialiste, s'adresse à tous les partenaires du PS : Parti radical-socialiste (PRS), Parti communiste, Mouvement des citoyens (MDC), Verts. Mais elle est en fait restreinte au cercle des partis pro-européens. « Que ce soit sur l'euro, l'Europe ou autre chose, personne ne doit croire pouvoir disposer d'un droit de veto sur notre politique », a martelé M. Jospin. Ce contrat d'orientation étant conçu dans « la perspective de gouverner ensemble », il a dissipé toute ambiguïté sur ses intentions : « Imaginer que nous pourrions renoncer à la perspective de la construction européenne, qui est pour nous un axe historique nécessaire, ou même renoncer à la monnaie unique (...), je crois que ça ne peut pas être un objet de débat, en tout cas pas [un objet] d'accord ».

L'avertissement s'adresse clairement à M. Hue et à Jean-Pierre Chevènement, qui ont relancé une campagne commune sur un référendum contre la monnaie unique, le MDC en faisant un préalable à un accord avec le PS. Le premier, qui se voit crédité d'une « direction ouverte ou

dialogue » mais soupçonné de ne pas avoir procédé aux clarifications attendues, est mis au pied du mur, prié de choisir entre sa volonté de participer à un éventuel gouvernement de la gauche et son opposition à l'euro. Le second se voit opposer plus nettement une fin de non-recevoir.

Cette inflexion de M. Jospin est intervenue au moment même où le PS tente d'achever ses négociations avec les Verts, le PRS, le MDC et la Convention pour une alternative progressiste (CAP). L'objectif est de conclure ces discussions pour le

20 janvier. Le PS doit rencontrer de nouveau, vendredi, le PRS, les Verts et le MDC. Avec le PRS, l'accord « organique », avec financement commun, sur un texte politique est presque finalisé. Les deux formations pourraient s'entendre sur trente-cinq circonscriptions pour le PRS, soit un peu moins qu'en 1993, étant entendu qu'il n'y aurait aucune primaire. Mais les pourparlers achoppent encore sur deux ou trois « points durs », l'un deux concernant Bernard Kouchner, qui mène les négociations au nom du PRS. Après avoir été annoncé à Paris et en Charente-Maritime, l'ancien ministre de la santé pourrait se présenter dans la 1^{re} circonscription de la Moselle.

« TRADITION POLITICIENNE »

Avec les Verts, un accord « partiel » est en vue, avec un double volet politique et électoral. Les amis de Dominique Voynet voudraient lier les élections régionales et les élections législatives. Les Verts ont demandé quarante circonscriptions, mais le PS n'en a proposé que dix-huit, dont une moitié gagnables. Il pourrait relever la barre à 25 ou 27, étant entendu que les Verts ne présenteraient pas de candidats dans une centaine de circonscriptions. Là encore, des difficultés subsistent — notamment avec Yves Cochet, qui conduit la délégation des Verts et qui, après avoir largué sur l'ancienne circonscription du maire de Rennes, Edmond Hervé, pourrait se présenter en Ile-de-France — mais

l'accord, inédit, semble imminent. Avec le MDC, la recherche d'un accord « ponctuel » est dans l'impasse. Le PS a proposé de rajouter deux circonscriptions à celles des quatre députés sortants, mais le MDC a jugé cela très insuffisant. De surcroît, il souhaite que des candidats communs de la gauche soient présentés dans les circonscriptions où il y a un danger Front national, soit 49 selon le MDC et une petite

lument hors du jeu —, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ne cache pas son ressentiment. Son porte-parole, Alain Krivine, a fustigé, jeudi devant la presse, « des grandes manœuvres dans la plus pure tradition politicienne ». Par ailleurs, M. Krivine a dénoncé ce « ballet insaisissable » dont le débouché sera, selon lui, « un gouvernement PC-PS, avec peut-être pour seule nouveauté l'arrivée des Verts, sans aucun débat

« L'héritage du gaullisme »

Lionel Jospin s'est interrogé, jeudi 16 janvier, sur « ce qu'il peut rester du gaullisme dans la pratique et les références du président de la République et du gouvernement ». Pour le premier secrétaire du PS, qu'il s'agisse des nationalisations à la Libération ou, après 1958, de « la rupture avec les organismes intégrés de l'OTAN », le chef de l'Etat et le gouvernement sont « en rupture » avec « ces deux héritages fondateurs » du général de Gaulle. M. Jospin a critiqué la décision de M. Chirac d'engager, « de façon précipitée », la réintégration de la France dans les structures militaires de l'OTAN, alors qu'il faut, selon lui, « avancer sur le chemin de la construction d'une politique de sécurité (européenne) et, à partir de là, poser dans des termes nouveaux les relations avec l'alliance atlantique ». Pour Jean-François Manceau, secrétaire général du RPR, « Lionel Jospin essayant de se poser en défenseur du gaullisme ressemble à s'y tromper à une poule qui voudrait se faire passer pour un aigle ».

quinzaine selon le PS. Bon prince, le PS pourrait rajouter vendredi dans la corbeille quelques circonscriptions et proposer un texte qui listerait les convergences — contre le libéralisme — et les divergences.

Seule exclue de ce dialogue tous azimuts à gauche — à l'exception de Lutte ouvrière, qui s'est placée réso-

lutionnaire avec ce qu'on a coutume d'appeler le peuple de gauche, et dont le programme tiendra sur un ticket de métro ». La LCR envisage, en l'absence d'accord, de présenter deux cent cinquante candidats aux élections législatives.

Michel Noblecourt

La loi sur l'immigration en ligne de mire

M. Jospin a indiqué, le 16 janvier, qu'en cas de victoire en 1998 le PS remettrait en cause la loi Debré sur l'immigration. « L'engagement de revenir sur la législation Pasqua-Méhaignerie, à-t-il dit, vaut pour cette législation supplémentaire ». Confirmant l'« engagement solennel » de défaire la loi sur les fonds de pension, il n'a pas exclu que sur « le socle » des régimes de répartition, « on puisse éventuellement autoriser ou permettre à la marge des systèmes complémentaires ». Quant à la retraite à 55 ans, c'est « un débat éternel », masquant celui sur les fonds de pension. « Le PS "piégé" ? Je crains que vous ne soyez piégés vous-mêmes », a-t-il assuré (*Le Monde* du 15 janvier).

l'avis de M. Jospin. Ce contrat d'orientation étant conçu dans « la perspective de gouverner ensemble », il a dissipé toute ambiguïté sur ses intentions : « Imaginer que nous pourrions renoncer à la perspective de la construction européenne, qui est pour nous un axe historique nécessaire, ou même renoncer à la monnaie unique (...), je crois que ça ne peut pas être un objet de débat, en tout cas pas [un objet] d'accord ».

L'avertissement s'adresse clairement à M. Hue et à Jean-Pierre Chevènement, qui ont relancé une campagne commune sur un référendum contre la monnaie unique, le MDC en faisant un préalable à un accord avec le PS. Le premier, qui se voit crédité d'une « direction ouverte ou

dialogue » mais soupçonné de ne pas avoir procédé aux clarifications attendues, est mis au pied du mur, prié de choisir entre sa volonté de participer à un éventuel gouvernement de la gauche et son opposition à l'euro. Le second se voit opposer plus nettement une fin de non-recevoir.

Cette inflexion de M. Jospin est intervenue au moment même où le PS tente d'achever ses négociations avec les Verts, le PRS, le MDC et la Convention pour une alternative progressiste (CAP). L'objectif est de conclure ces discussions pour le

20 janvier. Le PS doit rencontrer de nouveau, vendredi, le PRS, les Verts et le MDC. Avec le PRS, l'accord « organique », avec financement commun, sur un texte politique est presque finalisé. Les deux formations pourraient s'entendre sur trente-cinq circonscriptions pour le PRS, soit un peu moins qu'en 1993, étant entendu qu'il n'y aurait aucune primaire. Mais les pourparlers achoppent encore sur deux ou trois « points durs », l'un deux concernant Bernard Kouchner, qui mène les négociations au nom du PRS. Après avoir été annoncé à Paris et en Charente-Maritime, l'ancien ministre de la santé pourrait se présenter dans la 1^{re} circonscription de la Moselle.

Les socialistes vont « populariser » et approfondir leurs propositions

POUR COMBATTRE « l'une des politiques les plus réactionnaires menées en France depuis les exercices de cohabitation » et « redonner de l'espoir » aux Français, Lionel Jospin a défini, jeudi 16 janvier, les quatre étapes de l'action du PS en 1997-1998, qui ont d'ores et déjà été précisées par le secrétaire national.

Première étape (janvier-février) : désignation, le 8 février, des candidats aux élections législatives et sénatoriales et des têtes de listes départementales aux élections régionales. Un tract de quatre pages et une affiche populariseront les orientations des trois conventions de 1996 (Europe, démocratie, économie).

Pour aider les candidats, Pierre Moscovici, secrétaire national chargé des études, mettra en place en février un groupe de travail « Arguments, ripostes, analyses de fond », et la Fédération des élus socialistes et républicains rédigera une « Charte politique » pour les élections régionales.

Deuxième étape (mars-juin) : une campagne politique nationale sera lancée à travers des meetings dans les régions. L'objectif de M. Moscovici est d'organiser environ 500 réunions. M. Jospin animant quelques grands rassemblements.

Parallèlement, le PS organisera un « approfondissement thématique » autour de quelques thèmes : immigration, services publics, éducation, sécurité, logement et sans doute protection sociale. La commission immigration devrait présenter un rapport devant le bureau national le 26 mars.

LE CONGRÈS POURRAIT AVOIR LIEU À BREST

Une conférence nationale agricole et rurale devrait avoir lieu le 12 avril. Une journée sur le thème « Construire l'école de la réussite » aura lieu le 26 avril. Un colloque national sur les services publics sera organisé les 14 et 15 juin. Des rencontres décentralisées se tiendront sur la

sécurité avant que des conclusions politiques soient tirées à l'automne. L'environnement devrait faire l'objet d'une « initiative conjointe » avec les Verts. Pour les candidats aux législatives, une campagne de formation sera lancée le 11 mai.

Troisième étape (juin-décembre) : lancement du congrès national. Il se tiendra en novembre et sera « associé à un processus de réforme statutaire ». M. Jospin souhaite, pour l'heure, que l'élaboration du programme, officiellement confiée à M. Moscovici, soit dissociée du congrès, qui pourrait avoir lieu à Brest.

Le programme donnera lieu à des débats décentralisés et à des conseils nationaux, avant qu'une « instance nationale ad hoc » adopte cette plate-forme, sans doute début 1998. Il ne restera qu'une quatrième étape, de janvier à mars 1998, celle de la campagne électorale...

M. N.

Une alliance « historique » se dessine avec les Verts

ENTRE le « pôle de radicalité » et le pôle réformiste, les Verts ont choisi. Ferme courtoisie par les socialistes, alors que les communistes se contentaient de sourires et de mots, la direction des Verts pourrait annoncer, le 21 janvier, à l'occasion de ses vœux, la signature d'un triple accord avec le PS. Rompant avec la tradition de l'autonomie politique — le fameux « ni droite ni gauche » de son ancien dirigeant, Antoine Waechter —, Dominique Voynet a finalement décidé de passer avec le PS une alliance « historique », selon le mot d'Yves Cochet, son promoteur : texte politique, accords électoraux partiels pour les législatives et les régionales.

Fin le temps où, pour gouverner, les écologistes souhaitaient d'abord conquérir la « majorité culturelle » : sur huit pages, désormais quasiment arrêtées, les deux formations ont dressé la liste de leurs convergences. Au chapitre du social, une loi-cadre fixe à 35 heures la durée légale du travail sans réduction de salaire, pour arriver ultérieurement aux 32 heures. Les deux partis revendiquent le quinquennat présidentiel, et, à défaut du mode de scrutin proportionnel cher aux Verts, une « compensation proportionnelle pour rééquilibrer les injustices du mode de scrutin majoritaire ». Sur l'environnement, les deux partis ont inscrit la réduction du programme autorou-

tier, un moratoire sur l'avenir énergétique (gel de la construction de toute centrale d'ici à 2010, une loi d'orientation en 2005). Sur l'immigration, PS et Verts n'ont pas réussi à s'entendre sur le droit de vote des immigrés aux élections locales, mais parient de révision — à défaut d'abrogation — des lois Pasqua.

Les deux autres volets concernent les élections législatives et régionales de 1998. Depuis la grosse déception des législatives de 1993, M^{me} Voynet a compris que le salut de sa formation passe par la présence de députés au Palais-Bourbon. Malgré les 7,6 % de suffrages gagnés alors par l'Entente des écologistes (Génération Ecologie et Verts), aucun candidat n'avait trouvé la voie de l'Assemblée nationale. Son mauvais score à l'élection présidentielle (3,35 % de suffrages exprimés), les résultats catastrophiques des élections partielles intervenues depuis lors — où les Verts dépassent rarement les 3 % — ont fini de la convaincre que, pour enrayer ce déclin et s'assurer une présence, une alliance devient urgente.

L'accord partiel avec le PS pourrait intervenir ce week-end, autour d'une vingtaine de circonscriptions réservées, les Verts se gardant le droit de se présenter dans 300 circonscriptions. Les discussions sur les régionales — les Verts avaient em-

porté 212 sièges en 1992 — débuteront dans la foulée.

Rien n'est pourtant gagné. Les Verts, qui se sont toujours opposés haut et fort aux parachutages, ont dû se plier à cette règle : à Dôle (Jura), M^{me} Voynet a moins de chances d'être élue qu'à Paris, où certains de ses amis l'auraient bien vue se présenter, car la discipline de vote y est plus grande. L'expérience électorale, en outre, est totalement « inédite », rappelle Daniel Boy, chercheur au Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof) : rien ne permet de prédire la qualité des reports ou les risques de candidatures dissidentes, ni de garantir l'élection des députés verts. « Tout dépend de la dynamique politique qui sera mise en place », explique Jean-Luc Benhamias.

Tous ces accords devront, enfin, être ratifiés par les 3 000 militants écologistes eux-mêmes : le 1^{er} février, par le Conseil national inter-régional (CNIR), sorte de « parlement » des Verts, puis, fin mars, par ses délégués réunis en assemblée générale. Ce ne sera pas la partie la plus facile des négociations. Dominique Voynet devra convaincre ceux qui sont restés fidèles à la ligne du « ni ni », mais aussi calmer son aile gauche, moins historique mais tout aussi épidermique.

Ariane Chemin

Georges Sarre met en cause « l'hégémonisme du PS »

ULTIME COUP d'intimidation ou prémices d'une rupture annoncée ? Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des citoyens (MDC), et Georges Sarre, son vice-président, ont vivement réagi à la mise en garde de Lionel Jospin, le 16 janvier, affirmant que la construction européenne et la monnaie unique ne peuvent pas « être un objet de débat, en tout cas pas [un objet] d'accord ».

« L'hégémonisme du PS pose un véritable problème », nous a déclaré M. Sarre. « Lionel Jospin propose un contrat d'orientation, note l'ancien ministre. C'est très bien, mais si on ne peut pas y parler de l'Europe, inutile d'y penser. Nous n'imaginons pas que le débat n'ait pas

lieu, puisque la question de la monnaie unique constituera le principal dossier du gouvernement qui sera élu en 1998. Cette réaction est d'autant plus étonnante que le PS avait signifié lui-même qu'il posait quatre conditions au passage à l'euro. » Le député de Belfort, de son côté, rappelant son « très vif sentiment de la responsabilité » de son parti, a estimé que « la question de l'Europe est suffisamment grave pour qu'on puisse en débattre librement. Nous ne laisserons donc pas escamoter ce débat ».

Le MDC, qui souhaite subordonner tout accord électoral à un accord sur un texte politique, estime que les négociations sont aujourd'hui au « point zéro ». Les

amis de M. Chevènement demeurent très discrets. En revanche, sur les propositions qu'ils auraient, selon plusieurs sources, adressées au PCF avant son 29^e congrès. Elles concerneraient les élections sénatoriales et régionales, mais aussi quelques circonscriptions pour les législatives.

Interrogé à ce sujet lors d'une conférence de presse qu'il présidait avec M. Chevènement, afin de relancer ensemble une campagne en faveur d'un référendum sur le passage à la monnaie unique, le 7 janvier, M. Hue avait simplement indiqué : « Il y aura d'autres rencontres entre nous. La prochaine fois, peut-être qu'il y aura d'autres personnes autour de la table, car nous voulons aussi le rassemblement de tous ceux qui ne veulent pas que les marchés financiers fassent la loi ». Conscrit à l'Europe sociale et politique, la rencontre organisée par le Forum alternatives européennes de Charles Fiterman, le 1^{er} février, excluait pourtant soigneusement ces derniers. Comme à Sanguinet (Landes), lors de l'université d'été des Verts, le 30 août, seuls Lionel Jospin, Robert Hue, Dominique Voynet et Bernard Ravenel (Convention pour une alternative progressiste, CAP) seront admis à la table de discussion...

Ar. Ch.

A Orange, la base souhaite une candidature unique

A Orange (Vaucluse), ville administrée par le Front national, la section du Parti socialiste, animée par l'ancien ministre Jean Gatel, veut à tout prix, comme le Mouvement des citoyens, « une candidature unique de la gauche dès le premier tour des législatives ». Dans une lettre à Lionel Jospin, le 16 janvier, M. Gatel demande que « tout soit fait pour éviter l'insupportable face à face entre la droite extrême et l'extrême droite au second tour ». « Le choix unilatéral de son candidat par le Parti socialiste, écrit l'ancien ministre, nous paraît être non seulement inopportuniste mais lourd de conséquences graves. » La section d'Orange refuse donc le calendrier du PS qui lui impose de désigner un candidat entre le 21 janvier et le 6 février afin de « bénéficier d'un délai suffisant pour préparer les conditions d'une union à gauche ». « Dans le cas contraire, prévient-il, toute la section d'Orange serait collectivement candidate à la candidature. »

Le maire PS invalidé voudrait aussi mobiliser sur son programme

VITROLLES

Cité Aragon, Guy Hermier, des sentiments généraux : « Quant le bien est sous le grêle, *qui fuind le diable* ». » Quant à Jean-Jacques Ancoir, sans abandonner ce thème, il concluait la soirée par un *long discours* reprenant par la même les actions engagées par sa municipalité depuis dix-sept mois. Avant ses réalisations en matière de sécurité, de chômage, de solidarité, d'implantation d'entreprises sur la commune, il proposait une charte de la démocratie locale qui prévoyait un système de consultation permanente de la population fondé sur les conseils de quartier déjà mis en place et un débat obligatoire en conseil municipal sur toute proposition ayant obtenu 500 signatures. C'était une manière pour lui de recenser une campagne qui avait démarré sur le seul axe d'une lutte frontale contre l'extrême droite, ses hommes et ses idées. Mais cette campagne n'avait essentiellement pour but de présenter une équipe dont les 39 membres n'ont été appelés un à un à venir s'installer sur la tribune. Renouvellement et rajoinement, comprenant nombre d'enseignants, d'animateurs sociaux, de salariés, elle est composée de socialistes, de communistes, de radicaux et d'écologistes et de « républicains ». dont

Le problème principal résidait ailleurs. Les amis de M. Anglade craignaient qu'une liste concurrente ne se constitue autour des dissidents socialistes locaux. En effet, en juin dernier son premier adjoint et quelques élus PS démisionnaient de la majorité municipale pour protester contre

Jean-Jacques Anglade a lancé depuis dix jours une offre de débat à Catherine Mergat, candidate officielle du Front national, pour un an. Dans un communiqué, celle-ci a répondu qu'elle « n'entend pas débattre avec le maire déchu, car elle ne débat pas avec un individu invalidé pour malversations électorales et mis en examen pour usage de faux et recel ». Roger Guichard, le candidat de l'UDF et du RPR, souhaite lui aussi une confrontation avec elle. La discussion sur le rôle de M. Mergat commence à s'échauffer de l'importance. M. Guichard estime même salsu la justice, car il estime qu'un journal récent du FN, où l'expression « le maire » est inscrite sous la photo de Bruno Mégret, relève de la volonté de tromper l'électorat.

des décisions budgétaires concernant l'équipe de hand-ball, objet de multiples contestations dans la ville. Au cours de cette crise, la tri socialiste directrice du cabinet du maire avait aussi quitté son poste. Ces chamailleries féroces au sein de la section socialiste se mariaient aux vives tensions qui travaillent la fédération du PS des Bouches-du-Rhône et dont l'investiture de Jean-Jacques Anglade était aussi devenue un enjeu. Le fait qu'il soit mis en examen était bien sûr aussi contesté, mais l'opinion publique ne soulignait une tête et une liste nouvelle.

Un président a été nommé par la direction nationale du parti et qui avait fait figurer Michel Pezet, ancien élu socialiste de Marseille, parmi les personnalités testées,

LE « NÉO-TOTALITARISME ÉCONOMIQUE » ou le stade supérieur du capitalisme... En guise de carte de révélation, Philippe Van Parijs nous livre quelques classiques. Lors de la célébration de ses souhaits à la presse, jeudi 16 janvier, comme il l'avait fait une semaine auparavant à Bruxelles (*Le Monde* du 8 janvier), le président RPR de l'Assemblée nationale, a plaidé, une nouvelle fois, pour une réaffirmation du politique face au pouvoir des marchés. Il est même monté d'un cran, redoutant qu'aujourd'hui « le système capitaliste ne développe les mêmes avatars que le marxisme avec le stalinisme ».

« Que la politique se retrouve sous le joug de l'économie, c'est un fait, mais elle doit s'en dériver et non s'y résigner, sauf à considérer que la légitimité des urnes doit céder à la légitimité de l'efficacité », a poursuivi M. Seguin, très irrité par cette dernière proposition, qu'il juge « terrible » car, pour lui, elle revient à « condamner l'exercice du droit de la démocratie ». Le président de l'Association des maires de France a insisté sur la crise actuelle du politique ne tient pas à une prétendue médiocrité du personnel public, mais à « l'impuissance trop fréquente des responsables publics face aux grands enjeux de notre temps », a-t-il souligné. « En remettant ses valeurs, donc le politique, au centre de sa construction, l'Europe nous le donne et impose,

Le président de l'Assemblée nationale a également répondu au président du Sénat, inaugurant une nouvelle forme de débat entre cérémonies de vœux. La veille, lors de ses propres souhaits à la presse, René Monory avait estimé « ridicule et idiot » l'idée qu'il n'y aurait plus suffisamment d'emplois. « Le plein emploi n'est plus possible », a rétorqué M. Séguin.

Dans des salons, oh, parmi d'autres convives, Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, et Xavier Gouyou-Beauchamps, patron de France Télévision, banquettaient courtoisement. M. Séguin a souhaité la création à l'Assemblée d'une « grande mission d'information » sur l'avenir de la presse française. « Je ne pense pas seulement au problème des obteneurs d'impôts (...). Je pense, plus largement, à l'avenir de la presse, à son indépendance, à son rôle nécessaire dans le bon fonctionnement de notre vie démocratique », a-t-il affirmé, répondant ainsi aux remarques du président de la presse parlementaire, Henri Poillard, mais aussi de ses homologues des presses présidentielle et ministérielles lors des vœux de l'Élysée et de Matignon (*Le Monde* du 16 janvier).

Caroline Monnot

Le premier ministre s'est déplacé dans l'Aisne pour rencontrer des chefs d'entreprise et prêcher l'optimisme, déclarant que « la bonne réponse [aux problèmes] c'est la confiance, l'enthousiasme, c'est se battre »

SAINT-QUENTIN

SAINT-QUENTIN
de notre envoyé spécial

En 1996, le maître-mot, c'était «temir». Temir dans un climat où la morosité étreignait l'opinion publique. Depuis quelques jours, Alain Juppé ne cesse de marteler le mot-phare de 1997 : «réformer». Le premier ministre compte bien que ce passage d'une position défensive à une attitude offensive développe l'anti-morosité. Après avoir délivré ce message à Paris, M. Juppé est allé sur le terrain, jeudi 16 janvier, pour faire de même. Il a choisi Saint-Quentin (Aisne) pour ausculter l'avancée des réformes portant sur les simplifications administratives.

Accompagné du ministre des PME, Jean-Pierre Raffarin, le chef du gouvernement a visité la société Moret, une petite entreprise fabriquant des pompes, à laquelle il a tiré « un coup de chopeau » car elle innove. Il a profité de cette journée thématique pour annoncer la tenue, lundi 20 janvier, à l'Hôtel Matignon, de la première conférence annuelle des PME.

Passant aux travaux pratiques de la réforme, il a assisté à l'embauche « en direct » d'un salarié co CIE (contrat initiative-emploi) par le PDG de Moret. L'opération, qui s'est déroulée à l'Urssaf, par minitel, n'a pas duré plus de sept minutes. « Pour quoi faut-il mettre l'heure » de l'embauche, s'est inquiété M. Juppé ? « Les textes le prévoient » lui a-t-il été répondu. A l'extérieur, une manifestation syndicale était tenue à distance par la police.

« LA MODE DE LA MOROSITÉ »

Apôtre de la réforme et de l'optimisme réunis, M. Juppé a poursuivi son examen par une table ronde regroupant des chefs d'entreprises et des représentants de l'administratioo. Au programme : la cohérence entre les décisions parisiennes et l'application sur le terrain. La méthode : « proximité, simplicité, participation ». Le premier ministre a pris bonne note des améliorations à apporter, comme l'harmonisation entre l'Urssaf et les Assedic pour la déclaration d'effectifs des entre-

prises. M. Raffarin indiquant que l'objectif est « de diminuer de moitié », d'ici la fin de l'année, le nombre de lignes de la fiche de paie, M. Juppé a lancé à son ministre : « Es-tu conscient de l'engagement que tu viens de prendre ? » « J'en porte la responsabilité avec Jacques Barrot » lui a répondu le président du conseil régional de Poitou-Charente. Le premier ministre a saisi l'occasion pour affirmer que le stage diplomatique qu'il veut développer n'est « pas un contrat ou robaïs ».

Puis, le premier ministre a fait un sort à la morosité, dans la soirée, à la mairie de Saint-Queutin.

« Si on se laisse emporter par la morosité, personne ne s'en sortira », a-t-il déclaré. Il a insisté : « Pendant quelques mois, le mode c'était la morosité. Eh bien, je souhaiterais que cette mode change. Non pas que les problèmes aient disparu. (...) Mois où bonne réponse ce n'est pas la morosité. La bonne réponse c'est la confiance, l'enthousiasme, c'est se battre. »

Olivier Biffaud


Processeur Pentium® avec technologie MMX

10.990



SCREEN DE VOEDS

Processeur Pentium® 166 MHz
avec technologie MMX™
Disque Dur 2,5 Go • Mémoire RAM 16 Mo
Mémoire-cache 256 Ko • Écran 15"
Carte Vidéo ATI 3D Xpression
Lecteur de CD-ROM 12x
Enceintes Highscreen AX 500 • Carte Son
Clavier, Souris • Tapis • Garantie 1 an
Logiciels inclus :
Pack Win95 : Windows 95, Microsoft +,
Corel Draw 6, StarOffice 3.1 et Netscape 2.1



LOBIS
MICROCOMPUTER

**Le Constructeur Distributeur
Informatique N°1 en Europe**

L'accord parfait
CANON BJC 4200
L'imprimante photo-réaliste

- Procédé : Couleur
- Vitesse (Mono) : 4,5 ppm
- Résolution Max. : 720 x 360 dpi

1.990 F_{ITC}

40 MAGASINS EN FRANCE

Notre informatique 100% compatible avec vous

سنة ١٤١٥ هـ

L'Etat et la Caisse nationale d'assurance-maladie se partagent le contrôle du système de santé

L'enveloppe de dépenses de soins de ville a été fixée à 261,8 milliards de francs pour 1997

Le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie doit examiner, mardi 21 janvier, la première partie de la convention d'objectifs et de gestion qui définit les dépenses de soins de ville a été fixée à 261,8 milliards de francs pour 1997, soit plus 2,06 % par rapport à 1996.

LES RELATIONS entre l'Etat et la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), qui n'avaient cessé de se dégrader depuis des années, devraient partir sur des bases plus saines, permettant d'améliorer le fonctionnement du système de santé. C'est, du moins, le but affiché par le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, et le président (CFDT) de la CNAMTS, Jean-Marie Spaeth, qui ont jeté les bases de la première « convention d'objectifs et de gestion » entre l'Etat et la principale branche de la Sécurité sociale (500 milliards de francs de dépenses pour le seul régime des salariés du privé).

Cette convention, prévue dans la réforme de la protection sociale, sera soumise, mardi 21 janvier, au conseil d'administration de la CNAMTS. Dans les semaines suivantes, elle sera complétée par d'autres textes précisant, notamment, les orientations pluriannuelles de l'Etat (1997-1999) en matière de santé publique, de politique du médicament et de démographie médicale, les objectifs prioritaires de la branche maladie et les moyens qu'elle mobilisera pour les atteindre.

chaque année les conditions de l'équilibre financier des caisses et le champ de remboursement des produits et des services, arrêter le nombre d'étudiants en médecine et fixer les orientations générales de la politique hospitalière. De son côté, l'assurance-maladie, qui gère les remboursements, doit offrir « un service efficace d'égalité qualité » à tous les assurés. Afin d'améliorer la qualité et l'efficacité du système de soins, la CNAMTS, comme les régimes des agriculteurs et des indépendants, des conventions avec chaque profession de santé, notamment les médecins.

Au-delà de ces principes, l'Etat s'engage à garantir à la branche maladie la stabilité du cadre juridique applicable. La CNAMTS ne veut pas, en effet, que le gouvernement prenne, en cours d'année, des mesures qui alourdiraient ses charges et entraîneraient un déficit dont elle ne serait pas responsable. Les pouvoirs publics s'engagent aussi à « ne pas intervenir dans les domaines de compétences de la CNAMTS », en particulier dans les négociations caisses-médecins. En cas d'échec de ces négociations, les responsables de la « Sécu » ont obtenu que le règlement minimum régissant les relations caisses-médecins soit élaboré par l'Etat en « concertation étroite » avec eux, afin que les praticiens ne puissent pas obtenir du gouvernement ce que les caisses leur auraient refusé.

De son côté, la caisse nationale s'engage à « veiller à la continuité des droits à l'assurance-maladie et à l'accès aux soins, notamment pour les assurés sociaux dans la situation précaire ». Elle devra tout mettre en œuvre pour faire respecter l'objectif prévisionnel de

dépense de médecine de ville. Enfin, la convention confirme que la branche maladie du régime général assurera bien la maîtrise d'ouvrage du projet Sesam Vitale, destiné, d'ici fin 1999, à remplacer les feuilles de soins par des échanges informatiques entre les professionnels de santé et les organismes sociaux.

NEGOCIATIONS DIFFICILES

L'avenant à cette convention-cadre, pour 1997, précise que les dépenses de soins de ville (honoraires, prescriptions et prestations en espèces, sauf indemnités maternité et accidents du travail) ne devront pas dépasser 261,8 milliards (tous régimes confondus et hors DOM). Elle inclut les médecins et les autres professionnels (dentistes, kinésithérapeutes, biologistes, cliniciens etc.). Cette somme s'impute sur l'enveloppe de 600,2 milliards de dépenses d'assurance-maladie votée fin novembre par le Parlement dans le cadre de la première loi de financement de la Sécurité sociale.

Fin janvier, les médecins libéraux vont négocier, la part de cette enveloppe qui leur revient pour les honoraires et les prescriptions ; elle était de 205 milliards en 1996. Ces négociations s'annoncent difficiles, la plupart des syndicats médicaux refusant le principe même de cette enveloppe et l'assimilant à un « rationnement des soins ».

Jean-Michel Bezat

Dépenses relativement sages en 1996

L'objectif d'évolution des dépenses de médecine libérale, fixé par le gouvernement à 2,1 % pour 1996, « peut encore être tenu », même si un dérapage « mineur » est « vraisemblable » en décembre, affirme le directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) dans un entretien publié, mercredi 15 janvier, par *Le Quotidien du médecin*. La caisse devrait ainsi « gagner entre 3 et 4 milliards de francs par rapport au scénario catastrophe » imaginé début 1996, indique Gérard Rameix.

L'évolution plus favorable s'explique essentiellement par des « facteurs psychologiques », ayant entraîné une modification des comportements de la part des patients et des médecins, précise-t-il. A cela s'ajoutent certaines initiatives de la CNAMTS, ajoute M. Rameix, comme « l'accent mis sur la nécessité de prescrire plus fréquemment des médicaments moins coûteux ».

EFFICACITE ET TRANSPARENCE
D'emblée, le texte indique que cette clarification des compétences est « indispensable dans un but d'efficacité et de transparence ». L'Etat doit décider des orientations de la politique de santé et de Sécurité sociale, définir

Lourde condamnation pour un chahut contre M. de Villiers

LE TRIBUNAL correctionnel de Strasbourg a condamné, mercredi 15 janvier, à cinq mois de prison avec sursis, cinq ans de privation de droits civils et civiques, et 1 franc de dommages et intérêts, deux étudiants reconnus coupables d'entrave concertée à la liberté de réunion et d'expression, avec menaces, violences ou voies de fait. Les deux étudiants avaient perturbé une conférence de Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, organisée, le 23 octobre 1996, à l'Institut d'études politiques de Strasbourg. Le soir de la conférence, la police était intervenue avec chiens et matras pour mettre fin au chahut, au cours duquel M. de Villiers avait essuyé des insultes et évité de justesse des jets d'œufs. Le procureur de la République avait requis 80 heures de travaux d'intérêt général. « Après le jugement de Toulon infligeant des peines de prison ferme aux membres du groupe NTM », la fédération socialiste du Bas-Rhin s'est inquiétée d'un retour à un ordre moral qui, paradoxalement, semble accepter sans difficultés les propos racistes et antisémites de certaines organisations politiques ».

Bernard Tapie engagé par une entreprise américaine

US BRIDGE CORP., entreprise américaine de construction et travaux publics, a annoncé, mercredi 15 janvier, qu'elle avait engagé Bernard Tapie comme consultant. L'ancien élu des Bouches-du-Rhône sera chargé de rechercher de nouveaux marchés ainsi que des partenaires et des alliances susceptibles de favoriser l'implantation de l'entreprise à l'étranger.

Par ailleurs, M. Tapie a confirmé, jeudi 16 janvier sur Europe 1, qu'après une première expérience dans le film de Claude Lelouch *Hommes, femmes, mode d'emploi* il allait tenir un nouveau rôle dans un film du réalisateur Jacques Rozier, intitulé *Piff maringale*. Ces projets sont toutefois suspendus à différentes décisions judiciaires le concernant. La Cour de cassation doit ainsi statuer, le 4 février, sur son recours contre une condamnation à deux ans de prison, dont huit mois ferme, dans l'affaire de corruption liée au match OM-Valenciennes.

Démenti aux informations de « L'Express » concernant le PSU

INTERROGÉ par *Le Monde*, jeudi 16 janvier, au sujet du document soviétique cité par *L'Express* (daté 16-22 janvier) et affirmant que le PSU avait bénéficié de subsides des ambassades de Yougoslavie et d'Albanie à Paris au début des années 60, Gilles Martinet a opposé un démenti formel.

M. Martinet, ancien ambassadeur de France à Rome, fut l'un des fondateurs du Parti socialiste unifié (PSU), en 1960, et son secrétaire général adjoint aux côtés d'Edouard Depreux, secrétaire général (aujourd'hui décédé) jusqu'en 1967. « Il est impossible, nous a-t-il déclaré, que des liens de ce genre aient été établis par le PSU à cette époque sans que j'en sois informé. Or, je n'ai eu connaissance d'aucun fait de nature à corroborer les affirmations du document auquel se réfère *L'Express*. Je les démentis donc formellement ».

DÉPÊCHES
■ **ARC-EN-CIEL** : le ministre délégué à la ville et à l'habitat, Eric Raoult (RPR), a affirmé, vendredi 17 janvier sur RMC, que le premier ministre, Alain Juppé, serait « le futur leader de la majorité », en estimant qu'il restera en fonction jusqu'en 1998. Qualifiant Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, de « petit maitre de l'échiquier » politique, M. Raoult a assuré, en matière de résultats économiques, que « l'arc-en-ciel sera pour le premier semestre ».

■ **PREDICTION** : une majorité de Français (51 %) juge probable une défaite de la majorité RPR-UDF aux prochaines élections législatives et 5 % la jugent même certaine, selon un sondage réalisé par la Sofres du 3 au 6 janvier auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes et publié par *Le Figaro-Magazine*, samedi 13 janvier. 31 % seulement des personnes interrogées jugent une telle défaite « peu probable » et 5 % qu'elle est « exclue », tandis que 8 % sont sans opinion.

■ **ANGOULEME** : Philippe Mottet (UDF-FD) a été élu maire d'Angoulême, jeudi 16 janvier. Ce professeur de droit civil à l'université de Poitiers, qui était jusqu'alors premier adjoint, succède à Georges Chavaneau, député (UDF-FD), démissionnaire pour raisons de santé (*Le Monde* du 7 janvier). Dauphin désigné depuis trois ans, M. Mottet a été élu par 34 voix sur 43, les neuf conseillers municipaux d'opposition s'étant abstenus. Président départemental de Force démocrate, M. Mottet est également conseiller régional de Poitou-Charente depuis 1992. — (Corresp.)

■ **PARIS** : le bureau des adhérents directs de l'UDF, réuni jeudi 16 janvier à Paris, n'a pas prononcé l'exclusion de Georges Mesmin, député du 16^e arrondissement de Paris, soumise par Claude Gosselin, secrétaire général de l'UDF, qui sera candidat dans la même circonscription en 1998. La commission d'investiture arbitra le différend entre les deux hommes. Dans une lettre adressée aux parlementaires, M. Mesmin s'est défendu d'être « devenu raciste » sous prétexte d'avoir participé à un colloque en même temps que Bruno Mégret, délégué général du Front national, comme l'en accuse M. Gosselin.

■ **FAMILLES MONOPARENTALES** : l'examen de la proposition de loi de Nicole Carlat (RPR, Paris) sur les familles monoparentales, qui veut « répondre aux difficultés, voire la détresse, des parents seuls en charge d'enfants », a été interrompu et reporté à une date ultérieure pour des raisons d'ordre du jour parlementaire.

Adoption du projet sur l'amélioration des relations public-administrations

L'ASSEMBLEE NATIONALE a adopté en première lecture, jeudi 16 janvier, le projet de loi sur l'amélioration des relations entre les administrations et le public. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PS s'est abstenu et le PCF a voté contre. Lorsque ce n'est pas encore le cas, les autorités administratives seront tenues d'accuser réception des demandes ou réclamations qu'elles reçoivent. Une autorité administrative saisie à tort d'une demande ou réclamation devra la transmettre à l'autorité compétente, et en aviser l'intéressé.

D'autre part, alors qu'actuellement, au terme d'un délai de quatre mois, le silence de l'administration vaut — sauf exceptions — décision de rejet, il est prévu que, dans des domaines qui seront progressivement étendus, le silence de l'administration vaudra acceptation au terme d'un délai de deux mois. Le projet de loi donne par ailleurs un cadre juridique aux expériences de « maisons de services publics », en cours dans une vingtaine de départements, afin de regrouper les services sociaux de l'Etat, des départements, des communes et des caisses d'allocation familiale.

L'opposition à Nicole Notat en passe d'essuyer un revers dans le Val-de-Marne

QUALIFIEE de « quatuor marginal » par les dirigeants de la CFDT d'Ile de France, l'actuelle direction de l'union départementale du Val-de-Marne, dont le congrès se tient vendredi 17 et samedi 18 janvier, redoute de voir sonner l'heure des comptes. Cette petite structure — environ 7 000 adhérents —, s'est souvent distinguée par sa turbulence. Elle se situe résolument dans l'opposition à la ligne confédérale depuis le recensement opéré par Edmond Maire en 1978. Ses chefs de file sont aujourd'hui proches de l'association Tous ensemble, qui s'affiche désormais comme l'opposition officielle au sein de la CFDT à la politique suivie par Nicole Notat.

Dans son histoire, l'UD CFDT du Val-de-Marne, la seule à disposer encore dans ses statuts d'un président qui codirige avec le secrétaire général, a connu des vagues successives de départs vers SUD, qui ont progressivement effrité les bases de sa majorité. Dès 1985, le syndicat du personnel au sol CFDT d'Air Inter est parti créer le SNPTI, qui se transforme, ce vendredi 17 janvier, en SUD aéro. En 1989, ce fut le tour des syndicats PTT 94 et Santé-social 94 de créer SUD-PTT et le CRC Santé-social, qui se transformèrent, en juin prochain, en SUD-Santé. Enfin, les premiers gros bataillons de SUD-Rail, créé en janvier 1996, pro-

viennent du départ des sept cents cheminots CFDT du dépôt de Paris Sud-Est. Le premier congrès de SUD-Rail s'est d'ailleurs tenu, en avril 1996, à Villeneuve-Saint-Georges, dans le Val-de-Marne.

■ **VILLAGE GAULOIS**
Proche de la ligne confédérale et fidèle parmi les fidèles de Nicole Notat, Joseph Le Corre, secrétaire général de l'Union régionale des syndicats d'Ile-de-France (URSI) CFDT, tient sa revanche. Alors que le congrès de la CFDT d'Ile-de-France doit se tenir dans quelques mois, c'est avec une majorité acquise aux thèses de la confédération dans chacune de ses unions départementales qu'il risque de l'aborder. Il a la possibilité de réduire à sa merci le « village gaulois » qui persistait dans le Val-de-Marne. Un premier indice a été perceptible, en juin 1996, lorsque la direction de cette union départementale s'est fait mettre en minorité sur une demande d'adhésion à l'association Tous ensemble.

Pour les stratèges de l'URSI, il s'agissait d'entamer la reconquête. Une équipe alternative a aussitôt été constituée et deux textes d'orientation sont en concurrence avant l'ouverture du congrès. Le premier, rédigé par Dominique Guibert, président de l'UD, membre

du SGEN 94 et du comité directeur de Tous ensemble, apparaît, aux dires de représentants des deux camps, « intelligent » mais « très abstrait ». Le second texte, dans lequel on sent le coup de patte de Jacky Bortems, numéro deux de la confédération et ancien secrétaire général de l'URSI, serait, lui, « plus malin » et, surtout, « plus proche de la base ». Sans jamais faire référence aux thèses majoritaires, il en épouse habilement les contours.

Mais la bataille se situe aussi sur un plan juridique. L'union départementale refuse la participation à son congrès d'une vingtaine de syndicats qu'elle considère comme « des éléments de syndicats régionaux bien contrôlés » par la région, alors que, selon les statuts de l'UD, ne peuvent participer au congrès que des syndicats départementaux et des sections départementales de syndicats régionaux ou nationaux. Le bras de fer joue sur 13 500 timbres, soit de l'ordre de 20 % des inscrits. L'union régionale a envoyé, le 13 janvier, une mise en garde à l'union départementale, par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle a aussi élu une commission de conciliation et de contrôle, composée de membres de l'UR.

Alain Beuve-Méry

Les députés entendent préserver leur liberté de choix sur le service national

LES ELUS veulent conserver leur pouvoir de décision : plusieurs députés de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, dont son président, Jacques Boyon (RPR, Ain), se sont efforcés que Christian Noyer, directeur du cabinet du ministre de l'économie et des finances, ait tenté de faire pression sur eux dans le cadre de leur réflexion sur le nouveau service national.

Evoquant, mercredi 15 janvier, le coût du rendez-vous citoyen et du volontariat que le projet de loi instaure, M. Noyer a demandé aux élus de la nation de se montrer

« particulièrement vigilants et prudents » quant aux effets que tout allongement de la durée du rendez-vous citoyen — prévue de cinq jours par le gouvernement — aurait dans le contexte actuel des finances publiques. M. Noyer a prévenu que le ministère des finances ne pourrait pas accorder de nouveaux crédits et que, en conséquence, toute initiative des élus imposerait « un redéploiement budgétaire interne au ministère de la défense » ou une diminution des effectifs militaires.

« Le rendez-vous citoyen coûtera cher », a expliqué M. Noyer, qui estime les dépenses à 1,6 milliard de francs pour le ministère de la défense et entre 200 et 400 millions à la charge des ministères civils. Le coût de fonctionnement de chacun des dix centres prévus pour évaluer, orienter et informer les jeunes de 110 millions de francs par an. D'autre part, le directeur de cabinet de Jean Arthuis a considéré que les volontaires pour un service de neuf à vingt-quatre mois recevront « une indemnité relativement faible », environ 2 000 francs par mois. « Il s'agit là, a-t-il commenté, d'un seuil maximum dont il paraît diffi-

cile de s'écarter ». M. Boyon a aussitôt rejeté la « mise en garde » de M. Noyer. Pour lui, les députés sont aussi sensibles que quiconque à l'équilibre du budget.

Parmi les membres de la commission, Pierre Favre (UDF, Gironde) a réagi le plus vivement, se disant « surpris du langage utilisé par le directeur de cabinet du ministre de l'économie et des finances ». « En entendant cette mise en garde, je me demande qui, en fait, dirige la défense de la France », s'est-il écrié.

GESTION OPAQUE
En dépit de cette première es-carmouche, M. Noyer a récidivé, en s'en prenant à la gestion financière des années. « Le ministère de la défense, a-t-il dit, est le seul ministère qui maintienne une opacité totale sur son système de gestion », avec 100 milliards de francs d'autorisations de programme affectés et non engagés et 30 milliards de francs qui ne sont même pas affectés. « Le ministère de la défense ne se met pas en condition de gérer au mieux ses relations avec les entreprises de défense », a conclu le directeur de cabinet.

M. Boyon a indiqué qu'il adres-

Jacques Isnard

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Réglement en bon état des droits de douane
Prix communiqués par téléphone

MATELAS & SOMMIERS
Tous les modèles : fixés ou relevables
SOMMEILS : TRESA - EPEDA - SIMONS
DURASOL - GUTER - PÉRELLI - ETC.

CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir ou tissu
Steiner - Coulon - Suro - Suro - Etc.

MOBECO
217, rue de la République 93100 St-Denis
01.42.08.71.00 ouvert 7j/7

سنة ١٩٩٦

ÉDUCATION. Le ministère de l'éducation nationale a rendu publics, mercredi 15 janvier, les résultats officiels des élections professionnelles chez les enseignants, qui se sont te-

nues le 12 décembre 1996. Le succès du Snuipp, syndicat affilié à la FSU, est confirmé: il arrive en tête et détrône la FEN dans le premier degré.

● EN QUATRE ANS, le Snuipp, construit à partir de la scission de la FEN, a su rassembler des militants issus de courants divers, et souvent opposés. Les itinéraires de son trio dirigeant - Daniel Le Bret, Danielle

Czalczyński, Nicole Geneix - reflètent pour partie ceux de bon nombre de ses militants. ● PAR AILLEURS, les chefs d'établissement ont mené, jeudi 16 janvier, une journée d'action pour

protester contre la vétusté de certaines machines et équipements. Ainsi, à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, les ateliers de la section mécanique se révèlent dangereux et obsolètes.

Le Snuipp, ou l'alchimie à succès d'un nouveau syndicalisme enseignant

A l'occasion des élections de décembre 1996, il a détrôné la FEN, devenant ainsi le premier syndicat dans le primaire. En quatre ans, son trio dirigeant - Daniel Le Bret, Danielle Czalczyński, Nicole Geneix - a su rassembler des courants épars ou divisés pour incarner un certain renouveau

A EUX TROIS, ils n'ont pas quarante ans en moyenne. La plus jeune, Nicole Geneix, a trente-trois ans, la plus « ancienne », Danielle Czalczyński, quarante-cinq, et le seul homme de ce triumvirat, Daniel Le Bret, quarante et un. In-

connu du grand public, ce trio, qui intrigue ou agace le monde syndical, vient de négocier un virage historique dans le paysage des « instits », en gagnant les élections professionnelles du 12 décembre 1996. Ils ont battu la FEN (Fédération de l'éducation nationale), qui régnait depuis 1947.

Cette destitution de la maison-mère, dont ils sont issus, est une histoire de déchirements, de trahisons et de déceptions, mais aussi une aventure que personne n'avait prévue. Rien ne destinait ces trois personnages à s'emparer sur le même bateau. Lorsqu'ils le firent, voilà quatre ans, en devenant secrétaires généraux du Syndicat national unitaire des instituteurs (Snuipp), qui se créait au sein de la FSU (Fédération syndicale unitaire), certains prédisaient leur naufrage.

L'intrigue se joue sur un parking d'Orléans (Loiret), le 24 juin 1992, après un congrès extraordinaire du SNI (Syndicat national des instituteurs de la FEN), au cours duquel les minoritaires « se sont fait virer ». Furieux ou secrètement ravis, c'est selon, on retrouve là des tenants de

la tendance Unité et Action (long-temps très proche du PCF) et des militants d'Ecole émancipée, héritiers de l'anarcho-syndicalisme, porteurs d'une forte tradition pédagogique.

Matériellement, ils ont tout perdu ou presque. Le nom même du SNI, drapeau de plusieurs générations d'instituteurs, tomba aux oubliettes dès le lendemain, transformé en SE (Syndicat des enseignants) par la majorité restante, proche des socialistes. Les nouveaux exclus de la FEN n'ont jamais vraiment travaillé ensemble. Au mieux, ils ont cohabité dans l'indifférence; au pire, ils se sont collés des étiquettes peu aimables.

L'AVENTURE DU « SNOOOPY »

Le fonctionnement de la FEN, docteur en tendances, favorisait la méfiance. « Chacun avait droit à son temps de parole en fonction de l'importance de son courant; on lui faisait son truc et on reportait », assure un ancien. En schématisant, chacun pensait que l'autre était « soit réformiste, soit stalinien, soit révolutionnaire ». Entre les trois, point de mélange, mais parfois de vieilles hautes recuites.

Les fondateurs du Snuipp ne sont pourtant pas des inconnus les uns pour les autres. Danielle Czalczyński, militante d'Ecole émancipée au sein du SNI depuis vingt ans, a ren-

contré Daniel Le Bret, militant d'Unité et Action, dans les coordinations contre le statut de maître-directeur en 1987, réprimées par leur syndicat commun, le SNI. « Il faisait partie de ceux qui refusaient de dire que la coord était suspecte », se rappelle Danielle « C'est à l'époque où il était à la tête du SNI. Il se sont retrouvés quelques années plus tard au sein du bureau national avec Nicole Geneix, elle aussi « U et A ». « Aucun de nous trois n'a jamais fini son premier mandat », remarque l'un d'eux. La FEN a éclaté avant.

Sans locaux, sans journal interne, peu rompus aux négociations ministérielles, les minoritaires exclus ont beaucoup à construire. Le SNES va les aider en leur prêtant des bureaux et en leur « cédant » cinquante décharges de postes, soit « un mi-temps dans chaque département ». « Aujourd'hui, à vouloir lire le fonctionnement de notre équipe à travers des étiquettes, on commet une erreur fondamentale », martèlent les trois secrétaires généraux du Snuipp avec une conviction à la limite de l'apagacement. Leur fierté est d'avoir dépassé les clivages anciens.

« Il faut comprendre à quel point, dans la FEN, les majoritaires considéraient qu'appartenir au PCF équivalait à un stigmate. Lors d'un congrès à Clermont-Ferrand, quelqu'un s'était amusé, à la tribune, à

lire les contributions de militants dans des revues communistes », rappelle un ancien militant. Daniel Le Bret et Nicole Geneix ont adhéré au PCF, à des époques différentes, « comme les autres pour changer le monde », mais aussi parce qu'ils se trouvaient dans un département tenu par « U et A », la Drôme pour l'un, la Seine-et-Marne pour l'autre. Le premier s'en est « détaché » doucement, sans devenir anti quel que ce soit », estimant dès 1981, « de

pas le fruit du hasard. C'est, entre autres, la rencontre de trois itinéraires particuliers avec la transformation du métier d'instituteur, devenu celui de professeur des écoles. C'est, aussi, un besoin de renouveau de la part d'enseignants qui vivaient dans un univers syndical figé.

« Ils ont réussi un coup de pub, un coup de jeune », dit un dirigeant de la FEN, comme pour limiter ce succès. Il est vrai que dans les manifes-

Un poids politique accru

Parmi les dix-huit syndicats de la Fédération syndicale unitaire (FSU), deux forces font désormais jeu égal ou presque, le SNES représentant les enseignants du second degré et le Snuipp ceux du premier degré. Les autres syndicats sont de taille beaucoup plus modeste. Dans toutes les instances de la FSU, bureau fédéral ou conseil, il est probable que même si la représentation statutaire du Snuipp n'est pas modifiée, son poids politique se trouvera accru.

plus en plus contradictoires les rôles politique et syndical ». La seconde n'était « plus satisfait ni du fonctionnement interne ni de la façon d'appréhender les problèmes sociaux et politiques ».

Il n'empêche. Si cette alchimie « vient » depuis plus de quatre ans, si ce trio a réussi à rassembler une équipe de militants de sensibilités différentes et à inventer de nouvelles pratiques syndicales, ce n'est

pas tout. On ne voit que ce jeune syndicat avec ses ballons, ses orchestres, ses slogans. Mais, derrière la logistique festive, on compte surtout les adhérents, les militants, les sympathisants. Un de leurs proches juge l'équipe: « Daniel, c'est le plus intuitif des trois, celui qui pense à des coups », avec un côté un peu fibriste. Nicole, c'est une bassesse, concentrée sur les aspects « métier », qui a été un peu

dogmatique, autrefois. » Danielle « C'est » fait l'unanimité sur sa solidité pédagogique.

Féru des questions d'apprentissage de la lecture, elle les a éprouvées longtemps dans sa classe. Adhérente de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de 1968 à 1986, militante féministe dans les années 70, Danielle Czalczyński avait déjà parcouru pas mal de chemin avant l'aventure du « Snoopy », comme l'appellent ses adhérents. « On a redécouvert le syndicalisme, pas en plaquant des théories, mais en faisant. C'est une joie ! », s'exclame cette fille d'immigrés polonais qui garde de ses maîtres de l'école primaire, acquis aux idées de Célestin Freinet, un souvenir ému.

« CADEAU COLLECTIF »

Cultivant volontiers un style décontracté, jeans, blousons et chemises à fleurs - mais il a coupé son catogan en 1994 -, Daniel Le Bret est l'homme du consensus. « C'est un équilibriste, dans le sens malin du terme », estime un des militants de la FSU, à laquelle appartient le Snuipp. Le secrétaire général ne néglige personne. Il donne ainsi une longue interview à *Démocratie et socialisme* (numéro de janvier), le mensuel de la Gauche socialiste, pour expliquer le succès du syndicat aux élections. Cela ne va pas toujours sans mal, et quelquefois « ça hurle dans le bocal », comme le raconte un militant. « Mais aucune décision, assure-t-il, n'est prise sans qu'elle ait été trépidée, macérée dans les esprits, ce qui est assez hérité dans la vie politique et syndicale. »

S'ils discutent de façon permanente sur les questions « des revendications, des logiques d'appareil », les responsables du Snuipp sont au moins d'accord sur une méthode. « Le pacte qui nous a liés depuis le début, sans lequel Danielle et C'est » serait partie, c'est le rapport incessant aux enseignants », confie Springsfields Marin, quarante-deux ans, un militant d'Ecole émancipée. Renouant avec une tradition tombée en désuétude, le Snuipp affirme avoir restauré les réunions syndicales dans les écoles: « On écoute, on explique, on ne propose rien de figé. Pendant le mouvement de décembre 1993, c'était fantastique », explique-t-il. « C'est le cadeau collectif de nos années d'engagement. C'est aussi un cadeau d'adieu, nous sommes la dernière génération de post-soixante-huitards. Après, ce sera différent. »

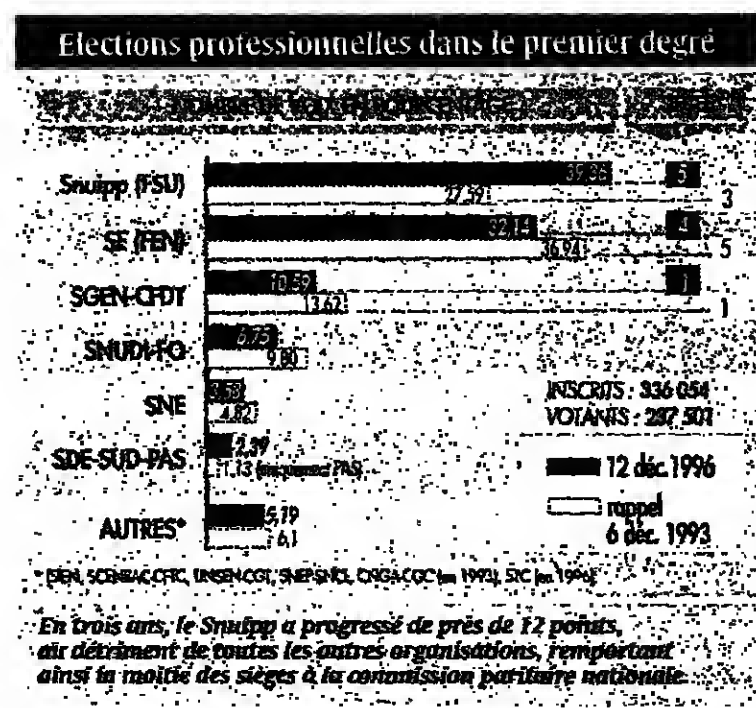
B. G.

Béatrice Gurrey

Les résultats officiels confirment la forte progression de la FSU

CONFIRMANT pour l'essentiel les scores communiqués par les syndicats (*Le Monde* des 20 et 21 décembre 1996), le ministère de l'éducation nationale a publié officiellement, mercredi 15 janvier, les résultats des élections professionnelles du 12 décembre 1996. Le principal bouleversement s'est produit dans le premier degré, où le Snuipp (FSU) ravit la première place au Syndicat des enseignants (SE-FEN). Plus de 70 % des 336 000 instituteurs concernés ont voté, dont 88 640 voix au Snuipp contre 72 385 au SE. Cette progression ne s'est pas faite au détriment du seul SE mais aussi de toutes les autres organisations.

Ce mouvement brutal contredit les habitudes électorales des enseignants, réputés n'enregistrer que des mouvements de faible ampleur. Désormais, le Snuipp est majoritaire dans cinquante et un départements, soit quatorze de



plus qu'en 1993. Dans les départements conquis, il enregistre des progressions de plus de 20 %. En termes de sièges à la commission administrative paritaire nationale, il rafle la moitié de la mise (cinq sièges sur dix), tandis que FO perd le seul siège qu'elle avait.

STABILITÉ DANS LE SECOND DEGRÉ

Dans le second degré, le maître mot est la stabilité. 370 000 enseignants, dans onze catégories différentes, étaient concernés par ce scrutin, qui montre une légère progression du SNES et du SGEN-CFDT. L'ordre des premiers syndicats ne varie pas par rapport au scrutin de 1993. Au total, les trois syndicats de la FSU, le SNES (enseignements de second degré, 42,4 % des voix par rapport à l'ensemble de ce niveau), le SNETA (enseignement technique, 8,12 %) et le SNEP (éducation physique, 6,35 %) recueillent 56,8 % des voix et qua-

rante-six sièges sur soixante-six. Le SGEN-CFDT, qui arrive en deuxième position après le SNES, mais loin derrière, diminue légèrement son score de 1993 avec à peine 13 % des suffrages. Il recueille sept sièges, comme lors du dernier scrutin.

Dans l'ensemble, ces résultats marquent une forte progression de la FSU (Fédération syndicale unitaire), constituée en 1993, en opposition à la FEN, avec des syndicats issus de la scission. Ce résultat est pour l'essentiel dû au Snuipp, ce qui risque de modifier les rapports de forces au sein de la FSU. Toujours majoritaire au sein de la Fédération, le SNES devra pourtant davantage compter avec son cadet. Désormais premier de sa catégorie, le Snuipp devra entretenir pour les trois ans à venir un nouveau rapport de forces avec le ministère.

L'atelier automobile hors d'âge du lycée de Montreuil

ILS ONT BAISSÉ LES BRAS. Depuis le 13 janvier, une dizaine d'enseignants de la section mécanique automobile du lycée Condorcet de Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) ont déposé les outils et cessé d'assurer les cours. Les élèves les ont rejoints après avoir voté la grève pour protester contre l'état « sinistré » des locaux, la vétusté des machines, et la promesse toujours retardée d'un plan de modernisation de leurs installations.

Jusqu'à présent, ils avaient « presque fini par s'habituer », malgré une belle frayeur sans conséquence, l'an dernier, lorsqu'un élève s'était retrouvé le pied bloqué entre une voiture et les rouleaux d'un banc de freinage à demi enterré. Malgré cet incident, la vie a continué. L'entrée en application de la nouvelle législation sur la mise en conformité des machines-outils, applicable depuis le 1^{er} janvier, leur a fourni les arguments pour stopper toute activité.

« JE NE CROIS PLUS AUX PROMESSES »

La visite de cet atelier est édifiante. Dans chaque recoin, la commission de sécurité pourrait déceler mille et une raisons de prononcer « un avis défavorable d'ouverture au public ». Sur un sol en béton défoncé, les cent cinquante élèves des sections de BEP de baccalauréat et de BTS tentent de se frayer un chemin dans l'enlacs de fils électriques d'une installation datant de l'ouverture de la section, il y a près de cinquante ans.

Dans le couloir d'accès au vestiaire des professeurs, le tableau général dispose encore de manettes sans protection, comme celles qui alimentent presque chacune des machines. Ici, un pont élévateur fonctionne par à-coups, se bloque périodiquement en déséquilibrant les véhicules surélevés. Là, une machine d'équilibrage de roues est dépourvue

de carter de sécurité. Partout, des équipements de réforme cédés par les constructeurs, dont les normes sont dépassées depuis bien longtemps.

Les tonneaux d'essence ont été retirés de leur réduit de cinq mètres carrés pour être enterrés dans la cour. Mais aucune pompe n'a été installée pour tirer le carburant. Dans ce grand hall, de fines cloisons assurent la séparation entre les machines au bruit assourdissant et permanent et les salles de cours. « Il faut vraiment être passionné pour étudier ici », constate Lucien, élève de BTS, qui habite dans les Yvelines, à une heure et demie de RER.

Comment, dans de telles conditions, obtenir des résultats aux examens ? « On se ratrape sur la théorie, note Manuel, lui aussi en BTS. En stage, le matériel que nous découvrons n'a rien de commun avec celui sur lequel nous étudions. Alors, on essaie de s'adapter », remarque-t-il en signalant que huit élèves se sont, eux, découragés.

La situation de cet atelier n'est pas une découverte. En 1993, un projet de modernisation et d'extension était prêt d'aboutir, les plans dessinés et le financement en principe adopté. Au dernier moment, le dossier a été retiré par le conseil régional d'Île-de-France. Il a été réinscrit au programme retenu jusqu'en 1998.

Des crédits d'urgence ont aussi été débloqués en attendant les premiers travaux. Cet engagement n'a pas suffi à rassurer les élèves, qui ont manifesté leur impatience à la mairie et au rectorat, et avaient prévu de se retrouver, vendredi 17 janvier, devant le ministère. « En 1993, j'étais déjà là, et on nous avait déjà fait des promesses, indique Manuel. Je ne crois plus aux promesses. »

Michel Delberghe

Cinq à sept ans de prison requis contre l'un des deux urologues de Toulouse

TOULOUSE de notre envoyé spécial Hervé Robin, procureur adjoint du tribunal de Toulouse, a requis, vendredi 17 janvier, de cinq à sept ans de prison à l'encontre du

docteur Georges Rossignol, avec mandat de dépôt à l'audience, et un an de prison, éventuellement avec sursis, contre le docteur Pierre Léandri, tous deux accusés d'avoir pratiqué des opérations injustifiées sur certains de leurs malades. M. Robin a également demandé l'interdiction des droits civiques, civils et de famille pour une durée qu'il n'a pas précisée. Selon lui, les deux chirurgiens n'ont pas agi pour l'argent mais « pour accumuler les exemples et se constituer des titres à eux-mêmes ».

La veille, l'émotion des victimes avait succédé à la bataille des experts (*Le Monde* du 17 janvier). Apportant leur corré de témoignages meurtriers et de douleurs cachées, quatre patients ont ainsi détaillé, jeudi, le quotidien lancinant des sé-

quelles post-opératoires de certaines ablations de la vessie (cystectomies): l'incontinence urinaire et l'impuissance sexuelle, dont ils souffrent encore dix ans plus tard et, parfois, le désir d'enfant, qui n'est même plus un rêve.

Plâtrier aujourd'hui invalide à 100 %, Jean-Jacques Camrouze, opéré conjointement en janvier 1988 par les deux urologues alors qu'il était âgé de trente-six ans, a ainsi raconté « l'électrochoc » qui le tétanisa lorsque le docteur Rossignol lui siffla qu'il « fallait faire vite, sinon c'était la cuisse en sautoir dans six mois ». Analyse après l'opération, sa vessie s'était avérée saine. Les experts désignés par la justice avaient conclu à un acte chirurgical « totalement inadapté ». M. Camrouze a déposé à la barre des mots simples pour dire qu'il « souhaitait comprendre, pas condamner ». « J'aurais aimé moi aussi pouvoir faire des floges sur les docteurs Rossignol et Léandri », a déclaré M. Camrouze, faisant allusion au cortège de remerciements formels, devant le tribunal, par des patients sauvés et guéris par le docteur Léandri.

Le président Boyer en a profité pour plonger au cœur de la relation,

qui unit le praticien à son malade, des informations que le premier doit diffuser au second pour que celui-ci apporte son « consentement éclairé ». Les deux praticiens ont assuré qu'ils adaptaient leurs informations au niveau de compréhension de chaque patient, mais le docteur Rossignol a également admis que, dans certains cas, il arrivait de « commettre des faux intellectuels » en ne disant pas toute la vérité.

« Les conséquences de l'opération, je les ai découvertes au fur et à mesure, a déclaré M. Camrouze. J'estime que ce n'est pas très bien. Je vous le dis parce que j'en souffre tous les jours. » L'homme a regardé tranquillement le docteur Rossignol sur sa chaise de prévenu. « J'ai beaucoup de compassion pour M. Camrouze, a répondu le chirurgien. Mais nous avons une obligation de moyens, pas de résultats. » Et s'adressant à son ancien patient: « Je peux vous assurer: mon intime conviction était que c'était nécessaire. Je regrette profondément que vous fussiez partie des 5 % de gens qui sont incontinents et des 30 % qui demeurent impuissants après ce type d'opération. »

Jean-Michel Dumay

1521 000 0000

L'ordre des médecins recommande aux chirurgiens infectés par le virus du sida de cesser d'exercer

Il s'agit « d'un devoir moral » qui s'impose « dans l'intérêt des malades »

Au lendemain de la révélation d'un cas de transmission du virus du sida par un chirurgien à l'une de ses patientes, le professeur Jean Lan-

glois, président de la section de santé publique du conseil national de l'ordre des médecins, nous a déclaré que les instances ordinales re-

commandent dorénavant aux chirurgiens séropositifs de cesser leur activité « dans l'intérêt de leurs malades ».

LES RESPONSABLES du Conseil national de l'ordre des médecins vont prochainement écrire à Hervé Gayraud, secrétaire d'Etat à la santé, pour lui faire part de leurs conclusions quant au problème des risques de transmission du virus du sida dans le cadre des activités chirurgicales. Cette initiative fait suite à la demande récemment formulée sur ce thème par le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, aux diverses institutions ordinales et éthiques après la révélation d'un cas de transmission du VIH entre un chirurgien et une de ses malades (Le Monde du 17 janvier).

« L'affaire du docteur Patrick Cohen est exemplaire dans la mesure où ce médecin a, selon toute probabilité, été accidentellement infecté par le VIH à partir du sang de l'une de ses patientes avant, lui-même, d'en contaminer une autre lors d'une intervention chirurgicale », fait-on valoir aujourd'hui auprès du conseil national de l'ordre des médecins.

« Il n'existe pas, dans ce domaine très sensible, de dispositions législatives ou réglementaires spécifiques, à la différence, par exemple, de ce qui existe avec l'hépatite B, due à un virus pouvant être transmis sur le même mode, et pour laquelle la vaccination des soignants est aujourd'hui obligatoire, nous a déclaré le professeur Jean Langlois, président de la section de santé publique du conseil national de l'ordre des médecins. La question qui est ouvertement posée est celle de savoir si un chirurgien infecté par le VIH peut, ou non, continuer à opérer. En l'état actuel des connaissances, nous estimons,

pour notre part, que dans l'intérêt de ses malades, le devoir moral de ce chirurgien est de cesser ses activités chirurgicales. »

Les responsables du conseil national estiment que toute forme d'obligation au dépistage ne peut être une réponse adaptée, les arguments contre des dispositifs contraignants conservant, ici, toute leur valeur. Ils soulignent d'autre part que la pratique de la chirurgie doit impérativement être considérée comme une situation à risque vis-à-vis de la contamination par le VIH.

On recense en France trente-sept cas de contamination par le VIH survenue dans un cadre professionnel

On recense à travers le monde 233 cas d'infections par le VIH survenues dans un cadre professionnel, dont 37 en France. De nombreux éléments laissent penser que la fréquence des piqûres accidentelles dans les blocs opératoires est élevée et que le nombre des contaminations professionnelles des chirurgiens est certainement plus élevé que celui officiellement recensé. On indique par ailleurs, de bonne source, que des chirurgiens se sachant contaminés continuent d'opérer, estimant que leurs malades ne sont nullement en danger, compte tenu du très

faible risque de transmission du virus du médecin vers le malade.

On estime d'autre part, au conseil de l'ordre, que l'incitation des chirurgiens au dépistage vis-à-vis de l'infection par le VIH n'a de sens que si des dispositions particulières sont rapidement prises, afin de faciliter la reconversion professionnelle des chirurgiens concernés et d'obtenir, des compagnies d'assurance, que ces médecins ne soient pas lésés. L'inquiétude du conseil de l'ordre dans ce domaine n'est pas nouvelle. Il y a un an, informé du cas douloureux du docteur Cohen ainsi que d'autres cas similaires, le professeur Bernard Glorion, président du conseil national de l'ordre, avait demandé au directeur général de la santé « de bien vouloir prendre en considération les situations dramatiques des professionnels qui sont contaminés dans le cadre de leur exercice ».

« J'ai été amené à renouveler ma demande à l'occasion d'autres situations dont nous avons eu connaissance, faisait savoir, en juin 1996, le professeur Glo-

rien, à un médecin inquiet. Il est urgent que des dispositions générales soient prises pour faire face à ces délicates situations. Je suis parfaitement conscient qu'étant donné la situation désespérée de certains de nos collègues, il y a une très grande urgence à ce que les pouvoirs publics prennent des décisions à ce sujet. » Il aura donc fallu, en définitive, la démonstration scientifique d'un cas de transmission du VIH d'un chirurgien à l'un de ses malades pour que cette délicate question soit officiellement et ouvertement posée.

« Le risque de contamination ou cours d'un acte opératoire est exceptionnel et connu de longue date, estime l'association Arcat-sida. L'ensemble des recommandations pour le prévenir ont déjà été faites. L'application de ces mesures doit être renforcée, en faisant appel au sens des responsabilités de chacun, soignants comme soignés. Il faut de nouveau mettre en garde vis-à-vis d'une systématisation de l'application du test de dépistage. »

Jean-Yves Nau

Un responsable d'ETA interpellé près de Bordeaux

JOSE-LUIS URRUSOLO SISTIAGA, présenté comme le numéro trois de l'organisation clandestine basque ETA par les autorités espagnoles, a été interpellé, jeudi soir 16 janvier près de Bordeaux (Gironde), lors d'un contrôle de routine. Au volant de sa voiture, ce ressortissant espagnol âgé de trente-neuf ans a tenté d'échapper aux gendarmes, avant de perdre le contrôle de son véhicule et d'être interpellé. Il était en possession d'un pistolet et de faux documents d'identité.

Surnommé « Langile » et « Joseba », Urrusolo Sistiaga est l'un des activistes basques les plus recherchés par la police espagnole. Il a été placé en garde à vue, tandis qu'une perquisition a été lancée au domicile où il résidait en région bordelaise.

DÉPÊCHES

■ **RACISME** : Pierre Bernard, député (République et Liberté) de Seine-Saint-Denis et maire de Montfermeil, condamné deux fois pour avoir refusé d'inscrire des enfants d'étrangers à l'école, a été mis en examen pour « incitation à la haine raciale » par Muriel Josie, juge d'instruction au tribunal de Bobigny, pour un éditorial paru en juin 1996 dans *La Gerbe*, le journal municipal de Montfermeil. Opposant les chrétiens aux musulmans, M. Bernard avait écrit que « pour le triomphe de l'islam, les musulmans donnent la mort aux autres ».

■ **FOULARD** : une élève du collège Jules-Verne à Buxerolles (Vienne), dans la banlieue de Poitiers, exclue en février 1995 pour avoir porté le foulard islamique, a été autorisée à réintégrer sa classe après l'annulation de son exclusion par le Conseil d'Etat. Au retour des vacances de Noël, la jeune fille est retournée au collège avec son foulard.

■ **INCENDIE** : trois mineurs de seize et dix-sept ans, soupçonnés d'avoir incendié un lieu de culte musulman à Saint-Gilles (Gard), le 12 janvier, ont été mis en examen et laissés en liberté sous contrôle judiciaire. Interpellés en compagnie de quatre autres jeunes, ils ont expliqué avoir agi « par jeu et désaveu ».

■ **FROID** : la mort de deux personnes dans les environs de Nancy (Meurthe-et-Moselle) porte à quarante le nombre de décès liés au froid. Lundi 13 janvier, une femme âgée de quatre-vingt-deux ans a été retrouvée morte d'hypothermie à son domicile. Mercredi 16 janvier, un homme de cinquante-sept ans a été découvert mort de froid dans une petite cabane de jardin. Il vivait d'ordinaire dans un foyer d'accueil pour sans-abri, qu'il n'avait pas réintégré depuis le 8 janvier.

L'avocat général conclut au rejet du pourvoi de Maurice Papon

LA CHAMBRE CRIMINELLE de la Cour de cassation, présidée par Christian Le Guehennec, se prononcera jeudi 23 janvier sur le pourvoi formé par Maurice Papon contre l'arrêt de la chambre d'accusation de Bordeaux du 18 septembre 1996 qui le renvoie devant la cour d'assises de la Gironde pour « complicité d'assassinats (...) ayant revêtu le caractère de crimes contre l'humanité ».

A l'audience du 16 janvier, l'avocat général Jean-Pierre Dintilhac a suivi la plupart des arguments invoqués par les avocats des parties civiles (Le Monde du 17 janvier) pour conclure au rejet du pourvoi. Mais le magistrat s'est surtout appuyé sur l'arrêt de renvoi, dont il a cité un grand nombre d'extraits, pour souligner la solidité des motifs judiciaires. Si le pourvoi comporte un grand nombre de moyens présentés à l'appui de la cassation de l'arrêt, l'argument central présenté par la défense concerne le fait que les juges de Bordeaux auraient retenu la qualification de crime contre l'humanité sans établir que Maurice Papon ait « adhéré à l'idéologie nazie », ni qu'il ait été « membre actif d'une organisation déclarée criminelle par le tribunal de Nuremberg ».

« EN CONNAISSANCE DE CAUSE »

Pour M. Dintilhac, il s'agit là d'une mauvaise lecture de l'article 6 du statut du tribunal de Nuremberg, base juridique de la notion de crime contre l'humanité. Selon le magistrat, les actes de complicité qui sont reprochés à Maurice Papon ne sont reprochés à la même attention de la part du complice que de l'auteur principal. « Seul compte le fait d'apporter aide et assistance en connaissance de cause », a insisté l'avocat général en relevant que l'arrêt attaqué avait établi que le secrétaire général de la préfecture de Bordeaux n'ignorait rien du sort réservé aux juifs dont il ordonnait l'arrestation et le transfert vers le camp de Drancy. Cette connaissance de la solution finale par les fonctionnaires de Vichy est contestée par

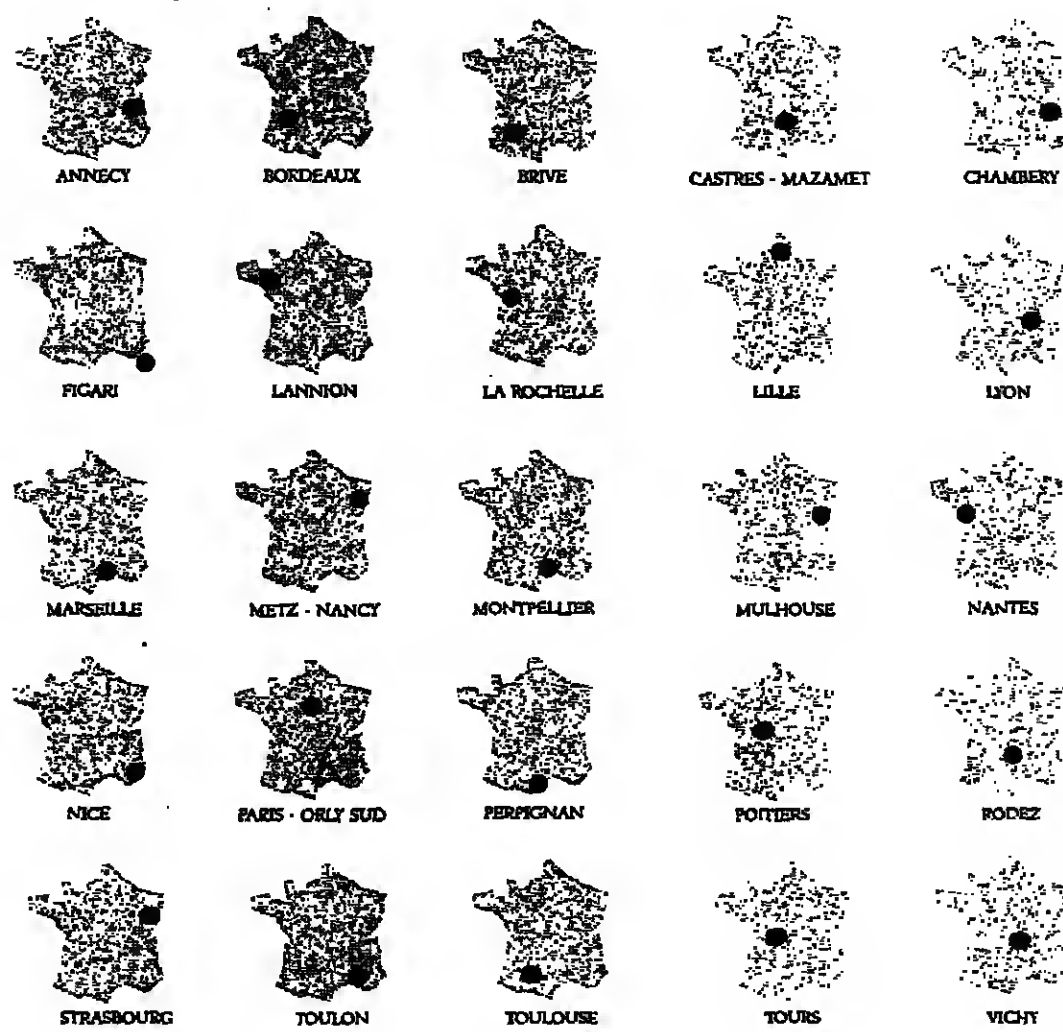
la défense de Maurice Papon, mais il s'agit là d'un élément de fait qui ne peut être discuté devant la Cour de cassation, dont le rôle se limite à apprécier la légalité des motifs développés par les juges de Bordeaux. « Les textes n'exigent pas qu'il faille établir que Maurice Papon ait appartenu à une organisation nazie, a poursuivi M. Dintilhac. Il suffit de s'être intégré au plan, d'avoir agi pour le compte ou à l'inspiration » des autorités allemandes.

Cette partie des conclusions de l'avocat général a provoqué une réplique de M. Charles Xavier, l'un des défenseurs de Maurice Papon, qui a relevé la partie du statut du tribunal de Nuremberg relative à la complicité. Ce texte exige que le complice ait « pris part à l'élaboration ou à l'exécution d'un plan concerté ou d'un complot » pour commettre les crimes contre l'humanité. « Ce n'est pas la complicité telle que nous l'entendons dans le droit commun », s'est insurgé M. Xavier. Il ne suffit pas qu'il soit coupable d'avoir aidé, le complice doit avoir adhéré, participé au complot. L'avocat a relevé aussi que l'article 6 du statut du tribunal de Nuremberg et la jurisprudence exigent, pour qualifier le crime contre l'humanité, que l'intéressé ait agi « pour le compte des puissances de l'Axe ». Or, M. Xavier relève que l'arrêt de Bordeaux constate que Maurice Papon a commis les actes reprochés en sa qualité de secrétaire général d'une préfecture. « Ne nazifiez pas la France cinquante ans après au travers de ses fonctionnaires », s'exclama l'avocat, avant d'ajouter : « Ne faites pas peser sur l'esclavage les crimes du maître. »

Il ne s'agissait plus d'arguments purement juridiques, mais avant lui M. Dintilhac avait pris, lui aussi, la liberté de s'en écarter pour dire : « Il est temps que M. Papon réponde de l'aide qu'il a apportée à la réalisation de ces crimes abominables commis contre des personnes au seul motif de leur naissance. »

Maurice Peyrot

Air Liberté revient en forme et en force avec TAT.



Désormais le nouveau réseau Air Liberté - TAT relie ces 25 villes.

CHOISISSEZ VOTRE CARTE ET PROFITEZ DES TARIFS ABONNÉS. LA CARTE LIBRE FRANCE À 1500 F PAR AN POUR VOYAGER MOINS CHER EN CLASSE AFFAIRES SUR LE RÉSEAU MÉTROPOLITAIN D'AIR LIBERTÉ ET LES GRANDES LIGNES DE TAT (NANTES, PERPIGNAN, TOULON, TOULOUSE). LE PASS FRANCE REGIONS À 2900 F PAR AN POUR RÉALISER DES ÉCONOMIES SUR LES 33 LIGNES DU RÉSEAU TAT ET DU RÉSEAU MÉTROPOLITAIN D'AIR LIBERTÉ.

Renseignements Air Liberté 01 49 79 09 09 - 3615 Air Liberté (2,23 F la mn)
TAT 0 803 805 805 - 3615 TAT (1,29 F la mn)
ou auprès de votre agence de voyages.

PUBLICIS FCB

air Liberté

TAT
EUROPEAN AIRLINES

Le Monde INITIATIVES LOCALES

CADRES TERRITORIAUX

RÉGION
NORD PAS
DE CALAIS

Le Conseil Régional
recherche un(e)
**spécialiste
gestion des
transports**

DÉCENTRALISATION
DU T.E.R.
SNCF / CONSEIL REGIONAL

La Région Nord-Pas-de-Calais est une des régions choriques pour mettre en place - à titre expérimental sur 3 ans - la décentralisation de la gestion du T.E.R. (budget 360 MF).

A ce titre, nous recherchons un(e) spécialiste capable :
- de contribuer à l'élaboration de la politique régionale en matière de transport ferroviaire des personnes,
- d'assurer la gestion de la convention entre le Conseil Régional, l'organisme organisateur, et la SNCF exploitante du réseau,
- d'assurer le contrôle de gestion du budget dédié.

Vous êtes détenteur d'une formation supérieure (ingénieur ou économiste) et d'une expérience significative en matière de transports.
Capacités de négociation, approche stratégique et contrôle sont des exigences déterminantes de la fonction.

Ce poste est à pourvoir par mutation, détachement ou mise à disposition.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation en précisant la référence TER/DM 0197, CV complet et statut) à Madame la Présidente du Conseil Régional à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services, 59555 LILLE Cedex.



Directeur du service enseignement

Nous sommes une commune de la région parisienne, de taille importante, au dynamisme reconnu. Nous proposons ce poste, rattaché au secrétariat général, à un cadre de la fonction publique territoriale.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence C'1916, à Olivier Chaumette, CC Convel, 3 rue E. C. A. Peugeot, Tour Convel, 92541 Rueil-Malmaison.

A la fois organisateur et gestionnaire de cette activité stratégique, fédérateur des équipes concernées, il représente le véritable point de rencontre entre les multiples intervenants internes et externes, administratifs et politiques pour tout le secteur.

Force de proposition et de réalisation, dans un secteur clé de la municipalité, il représente, par sa connaissance et sa pratique des divers domaines de ce secteur, par sa passion et son souci du service, une véritable dynamique dans la durée. Diplômé de l'enseignement supérieur, professionnel des secteurs (enfance, jeunesse...) vous alliez rigueur et créativité, dynamisme, prudence et exigences morales.

Poste à pourvoir par mutation ou détachement.



Epinay
sur
Seine

La ville d'Epinay-sur-Seine
• 50 000 habitants
• Cité des Industries du cinéma
• A la pointe ouest du 93 et à 10 min de Paris
• Recrute selon conditions statutaires

MÉDECIN (H/F)
DIRECTEUR DU SERVICE DE
LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA
MÉDECINE PROFESSIONNELLE

Au sein d'une collectivité de 1000 agents, vous assurerez 2 missions :
- Médecin du service communal d'hygiène et de santé, vous participerez à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de santé dans la ville ;
- Médecin chargé de la médecine professionnelle et préventive, vous assurerez le suivi de la santé des agents, conseiller l'autorité territoriale, l'encadrement et le personnel en ce qui concerne les conditions de travail, l'adaptation aux postes, la protection contre les risques professionnels, l'information sanitaire.

Conditions de recrutement : être titulaire de la Fonction Publique Territoriale et titulaire du C.E.S. de médecine du travail ou équivalence de l'Ordre National des Médecins. Un diplôme en santé publique serait apprécié.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite et CV (sous référence 97/01) à Monsieur le Maire, Conseiller Général de la Seine-Saint-Denis, Hôtel de Ville, 1 esplanade François Mitterrand, 93806 Epinay S/Seine cedex.



540 000 habitants, crée au sein de la Direction de la Communication le poste

Journaliste Secrétaire de Rédaction

Vous assurerez la réalisation et la coordination d'un nouveau trimestriel de 48 pages à destination de tous les habitants du département : proposition des sommaires et choix des thèmes, réalisation de reportages, rédaction ou réécriture d'articles, animation de l'équipe rédactionnelle... jusqu'au suivi de fabrication et à la diffusion, telles seront les missions qui vous seront confiées sous l'autorité du Rédacteur en Chef.

De formation supérieure + techniques rédactionnelles presse, vous avez, à 30/40 ans, outre l'expérience approfondie de la rédaction d'articles presse, celle de la maîtrise d'ouvrage presse périodique. La connaissance des Collectivités Locales, de la Bretagne voire des Côtes d'Armor représenterait un atout supplémentaire.

Vos qualités rédactionnelles, votre sens du travail en équipe seront parmi les critères déterminants du choix. Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser avant le 24 février votre CV accompagné d'une lettre de motivation sous réf. 70112M à FC Convel, 9 rue du Fg Saint Honoré, 75008 Paris, qui garantira toute confidentialité.

FC
Convel

FRANÇOIS CORNEVIN



Strasbourg
Communauté Urbaine

recherche selon conditions statutaires
**UN CADRE A CHARGÉ DE « MISSIONS
D'EXPERTISE ET DE CONSEIL »
pour son service des Marchés Publics**

Missions : Apporter l'expertise juridique lors des demandes d'établissement des marchés. Suivi de la réglementation existante et à venir sur les marchés et les délégations de services publics. Conseil aux services clients sur tous objets concernant les marchés. Mise en place et suivi des marchés de maîtrise d'œuvre, et les avenants y relatifs.

Profil : Maîtrise en droit public ou diplôme de l'IEP service public ou DESS Collectivités Locales. Connaissance de la réglementation des marchés publics. Excellentes capacités rédactionnelles. Capacité à négocier. Pratique de l'outil informatique.

**UN CADRE A - JURISTE
pour son service juridique**

Missions : Délivrance d'avis et consultations juridiques en réponse aux demandes des élus et de l'administration. Mise au point de documents de nature juridique. Représentation du service dans certaines réunions où sa participation est demandée au titre de l'assistance juridique. Gestion et suivi de dossiers contentieux par la rédaction des mémoires et conclusions de l'administration, soit en liaison avec les avocats de l'administration. Représentation de l'administration à la barre devant le tribunal administratif.

Profil : Maîtrise en droit. De bonnes qualités de généraliste du droit sont souhaitées. (le poste de juriste à pourvoir ne sera pas spécialisé). Excellentes capacités rédactionnelles. Sens de la négociation. Intérêt pour l'informatique. Ouverture d'esprit.

Les lettres de candidatures manuscrites, accompagnées d'un C.V. détaillé, d'une copie des diplômes sont à adresser sous le n° 64996 pour le 1er poste et 65696 pour le second avant le 10 février 1997 à : Madame la Présidente de la Communauté Urbaine de Strasbourg, Service Emploi-Formation, Centre Administratif, B.P. 1049/1050 F - 1, place de l'Etoile - 67070 Strasbourg CEDEX.

LAURENT SPANIER
CONSULTANTS

La ville d'Arles de 42000 habitants, Chef-lieu de l'Est de la France, recrute par voie statutaire son

Secrétaire Général

MISSIONS

Collaborateur direct du Maire, vous serez chargé de la bonne exécution administrative de l'Action Municipale, de la Direction et de la Coordination de l'ensemble des Services Municipaux, ainsi que de l'Animation de l'Équipe de Direction.

PROFIL RECHERCHÉ

Vous bénéficiez nécessairement d'une expérience probante dans une fonction similaire et vous possédez une parfaite connaissance des Collectivités Locales et des questions juridiques.

Capacité au management, qualités relationnelles, esprit concret et grande disponibilité vous permettront de réussir dans ce poste. Vous vous offrez une rémunération statutaire complétée par les primes et avantages liés à la fonction.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil Jacques SICHMOND Consultants, 20 rue d'Aumale, 75001 PARIS.

Syndicat Intercommunal du Village
de Vacances de Lamoura (Jura)
recrute pour Village de Vacances Haut-Jura
(1000 lits - 100 employés)

DIRECTEUR

Poste offert à compter du 1er avril 1997 à Fonctionnaire 35 - 50 ans de cadre A (SG de 5000 à 40000 habitants) ou Attaché Principal de 1ère ou 2ème Classe ayant solide expérience Gestion Administrative et Finances, goût du contact et grande disponibilité.

Traitement et indemnités correspondant au grade + logement et voiture de fonction.

CV + photo à adresser à :
M. Le Président du SYVLV - 39310 LAMOURA
Renseignements de 8 à 18 h du lundi au vendredi :
Tél : 83 84 41 28 00 - Fax : 83 84 41 28 28



Ville de BLAGNAC
Haute-Garonne
(19.700 habitants)
recrute

un Responsable Environnement (Attaché Territorial ou Ingénieur)

Sous la responsabilité du Directeur de l'Urbanisme et de l'Environnement, vous serez chargé de concevoir et mettre en œuvre la politique d'amélioration du cadre de vie de la ville.

Vous vous affirmez comme le coordonnateur des diverses actions d'environnement engagées par la commune, notamment au travers de la charte d'écologie urbaine, vous devez en particulier mettre en place les mesures de protection contre les risques majeurs et vous devez assurer la prise en compte des attentes des Blagnacais par le développement d'actions de communication.

Vous serez l'interlocuteur de la commune dans le cadre des instances intercommunales (district...).

Enfin, vous serez chargé du suivi des dispositions réglementaires et du contrôle du respect des normes (publicité, plaintes, signalétique...).

Diplômé supérieur d'environnement, une expérience dans ce domaine sera appréciée. Vos qualités de négociateur, votre personnalité affirmée, vous permettront de réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre lettre de candidature motivée accompagnée d'un C.V. et d'une photo d'identité à Monsieur le Maire, Direction des Ressources Humaines Place Jean-Louis Puig, 31706 Blagnac avant le 31 janvier 1997

un Directeur du Développement Economique et des Relations Internationales

A la tête d'un service de cinq personnes, vous contribuerez à la définition des orientations municipales en matière de développement économique et de relations internationales et serez responsable de leurs mises en œuvre.

Vous assurerez, en particulier, la coordination des actions engagées au sein de structures partenariales mises en place ou projetées (incubateur permettant d'accueillir les porteurs de projets de création d'activités, pépinière d'entreprise, centre de ressources porteurs spécialisés dans le domaine du multimédia...).

Vous aurez également pour missions de promouvoir les potentialités économiques disponibles à BLAGNAC, la gestion quotidienne des relations de la commune avec les milieux socio-économique local et institutionnel, de contrôler et d'évaluer les résultats de ces politiques.

Vous êtes attaché territorial titulaire, disposez d'une solide expérience de management d'équipe de conduite de projets et de maîtrise des stratégies et techniques de communication et justifiez d'une formation économique supérieure ainsi que d'une expérience des relations partenariales avec le monde de l'entreprise. La maîtrise d'une voire de deux langues étrangères sera fortement appréciée.

un Attaché pour la Direction des Ressources Humaines

Sous l'autorité du Directeur des Ressources Humaines, vous serez responsable d'une équipe de collaborateurs assurant la paye et la gestion des carrières.

Vous apporterez aux membres de cette équipe votre expertise en matière statutaire et contribuerez à la définition de procédures de travail.

Vous serez, par ailleurs, l'interlocuteur des chefs de services en matière de gestion statutaire.

Vous participerez également à l'élaboration ou au suivi de dossiers de gestion des ressources humaines (évaluation, gestion prévisionnelle...).

De formation juridique, vous maîtrisez le statut et justifiez d'une première expérience en collectivité territoriale et de réelles aptitudes aux relations humaines, d'organisation et de rigueur. La connaissance de l'outil informatique sera fortement appréciée.

un Responsable de la cellule instruction du droit des sols

Collaborateur du Directeur de l'Urbanisme
et de l'Environnement

(Catégorie A ou B confirmé administratif ou technique)

Sous l'autorité du Directeur de l'Urbanisme et de l'Environnement, le responsable de la cellule instruction du droit des sols aura en charge, avec l'aide d'un collaborateur, l'instruction des demandes d'autorisation en matière d'urbanisme.

Outre l'assistance du Directeur sur des dossiers d'urbanisme importants, la participation à l'évolution des documents d'urbanisme et la tenue du registre des participations, ce collaborateur contrôlera les établissements recevant du public en matière de sécurité incendie et assurera, en collaboration avec la cellule environnement, l'élaboration et le suivi du plan de secours en matière de risques majeurs.

Maîtrisant l'analyse des plans de construction, l'application du droit de l'urbanisme et l'outil informatique, les candidats justifieront de réelles qualités de rigueur et de relations humaines et si possible d'une expérience sur un emploi équivalent.

un Ingénieur Subdivisionnaire ou Ingénieur en Chef

Sous l'autorité du Directeur des Services Techniques, vous assurerez le suivi de l'activité de la subdivision bâtiments et l'encadrement d'une équipe de 50 collaborateurs.

Vous serez chargé d'assurer le suivi de l'élaboration et de l'exécution des programmes de projets neufs ou de réhabilitation d'un point de vue technique.

Vous assurerez également le suivi des travaux d'entretien des bâtiments (112.000 m² répartis sur 100 sites).

De formation ingénieur (INSA, ESTP...) vous justifierez de connaissances techniques en bâtiments, gros œuvre et corps d'état secondaires, d'une expérience similaire et d'une connaissance des procédures administratives et financières.

Vous manifesterez, par ailleurs, des capacités d'encadrement, d'analyse, de rigueur, d'organisation et de réelles aptitudes aux relations humaines et à la négociation.

سجل المندوبين

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / SAMEDI 18 JANVIER 1997 / 13

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Ingénieurs et Informaticiens

Sinorg

SSII, 500 personnes - certifiée à la norme qualité ISO 9001

Spécialisée dans l'ingénierie ainsi que dans la conception et l'intégration de progiciels, spécialiste du client-serveur, l'un des premiers VAR Oracle et Business Object, leader des progiciels de gestion et d'aide sociale destinés aux collectivités territoriales, commercialisant une importante offre technique et fonctionnelle de gestion immobilière, nous recrutons de :

Ingénieurs commerciaux

Issu d'une école de commerce ou ingénieur diplômé, votre première expérience a orienté votre carrière vers la vente de services informatiques. Vous connaissez donc le langage de nos métiers et en comprenez les techniques.

Vous aimez prospecter, créer de nouveaux contacts, établir avec vos interlocuteurs des relations durables et, bien sûr, conclure !

Durant vos études, vos stages ou votre première expérience professionnelle, vous avez également acquis des compétences fonctionnelles dans des domaines tels que la gestion financière, les ressources humaines, la gestion immobilière, et ce dans le secteur public ou privé.

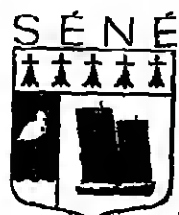
Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser cette première expérience en rejoignant une SSII de bonne taille, reconnue pour ses compétences, structurée, où vous serez formé à nos offres.

Outre vos qualités techniques, ce sont votre enthousiasme, votre ténacité, votre excellent sens de l'équipe et vos bonnes capacités d'adaptation qui vous permettront de réussir au milieu de nos équipes.

Pour ces postes basés à Issy (92), merci d'adresser votre candidature, sous la réf. I/C/PROG, à SINORG-DCRH, 12 rue Rouget-de-Lisle, 92442 Issy-les-Moulineaux Cedex.



GROUPE SINORG



SÉNÉ

7 750 habitants

Districte du Pays de Vannes - Golfe du Morbihan

recrute

RESPONSABLE

« Urbanisme - Foncier - Environnement »

Ingénieur ou Technicien Territorial confirmé

Placé sous l'autorité directe du Secrétaire Général. Membre de l'équipe de direction.

Missions :

- L'organisation de la conduite de la planification urbaine (gestion, révision, modification du POS, suivi de l'aménagement foncier...).
- Information du suivi et du traitement des dossiers, certificats, actes liés à l'activité foncière et à l'urbanisme communal.
- Suivi de la numérisation du cadastre.
- Instruction technique et réglementaire des demandes d'autorisations du droit des sols (P.C., D.T., P.D., C.U., ...).
- Suivi des enquêtes publiques - Rédaction des actes administratifs, courriers, arrêtés, délibérations.
- Préparation de la commission Urbanisme.

Profil :

- Expérience sur un poste similaire souhaitée.
- Aptitude à appréhender la complexité de logiques de développement variées.
- Esprit d'équipe, sens du contact et des relations avec le public.
- Rigueur, organisation - Connaissances en informatique - Sensibilité au management participatif.
- Des connaissances dans le domaine de l'assainissement et de l'eau seront un plus.

Candidature (lettre de motivation, C.V., photo et situation administrative actuelle)

à adresser avant le 27 janvier 1997 à :

Monsieur le Maire - Hôtel de Ville - 56860 SÉNÉ

Renseignements auprès de Claude SAUREL, Secrétaire Général : 02 97 66 90 62

Gestionnaires et Financiers



OFFICE PUBLIC D'HLM
DE LA SOMME

5000 LOGEMENTS

recrute, par voie de mutation, de détachement
ou inscription sur liste d'aptitude

UN ATTACHE PRINCIPAL ou UN ATTACHE CHEF DE SERVICE FINANCES ET COMPTABILITE

FONCTIONS :

- Placé sous l'autorité du Directeur, il assurera l'encadrement et l'animation d'une équipe de 7 personnes
- Chargé de l'élaboration, du suivi et du contrôle du budget.
- d'établir le compte financier
- de mettre en place et de suivre les outils de prospective financière de l'organisme.
- de définir et de proposer les financements adaptés à la politique d'investissements de l'Office.
- de suivre la gestion de la trésorerie et les placements financiers.
- de contrôler la gestion : suivi et analyse rigoureuse.

PROFIL :

- Formation supérieure en comptabilité et finances publiques.
- Bonne connaissance souhaitée de la gestion financière des organismes HLM.
- Maîtrise de l'outil informatique.
- Aptitude à l'encadrement.

CONDITIONS DE RECRUTEMENT :

Ce poste pourra être attribué à un attaché titulaire de la Fonction Publique dans le cadre de la réglementation des offices.

ADRESSER LETTRE DE CANDIDATURE AVEC PHOTO ET CURRICULUM-VITAE A :

Monsieur le Président de l'OPSOM

90, rue Gauthier de Rumilly - B.P. 0605 - 80006 AMIENS Cedex.

MAIRIE DE PARIS

La Ville de PARIS recrute par concours

3 INGENIEURS

des Services Techniques (Génie Urbain)
diplômés d'une grande école

INSCRIPTIONS :
du 13 janvier au
6 février 1997

CONCOURS :
à partir du
1er avril 1997

FORMATION :
rémunérée et
assurée à l'Ecole
nationale des
ponts & chaussées

Un dossier d'inscription vous sera remis sur
place ou envoyé par courrier, sur demande
(joindre une enveloppe format 32,5 x 22,5 affranchie à 11,50 F).

MAIRIE DE PARIS

Bureau du recrutement - 2, rue Lobau
75196 PARIS RP. - Réf. MON -

(Limite d'âge : 35 ans - prorogation sous réserve des dispositions légales).

Cadres Territoriaux

L'Agence de Développement et d'Urbanisme du pays de Brest

recherche

UN CHARGE D'ETUDES ECONOMISTE ou INGENIEUR

- Diplômé de l'enseignement supérieur (3ème cycle ou diplôme grandes écoles).
- Une expérience est souhaitée dans un organisme d'études dans le domaine de l'aménagement ou du développement économique.
- Vous participerez à une équipe pluridisciplinaire (d'une vingtaine de personnes) chargée des études préalables aux grands projets des collectivités.

Adresser C.V. à ADEUPA de Brest, Hôtel de Communauté,
24 rue Coat ar Gueven - 29200 Brest avant le 8 février 1997.

LE SYNDICAT D'ETUDE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DU SUD DE L'EURE
Syndicat intercommunal chargé de la construction des installations de traitement des déchets
pour 195 communes et 200 000 habitants.

RECRUTE

un(e) chargé(e) de communication

statut contractuel pour début 1997

- Sous la responsabilité de l'ingénieur, Coordinateur Technique du projet, en liaison avec les bureaux d'études, vous serez chargé de faire connaître et comprendre l'état d'avancement du projet, aux élus des collectivités locales qui composent le syndicat intercommunal, aux différents partenaires du SETOM, au public, etc.
 - De formation supérieure (CELSA, EFAP, etc.) vous possédez une expérience de 2 à 5 ans en collectivité locale, et si possible sur les problèmes techniques liés à l'environnement.
 - Formation DAO - CAO demandée. Le poste est basé à EVREUX.
- Envoyer lettre de candidature + CV à : Monsieur le Président du SETOM - à l'attention de Monsieur Maheo
Mairie d'Evreux - 27000 EVREUX

Ministère de la Culture

Direction de l'Architecture

L'École d'Architecture de Strasbourg recrute

UN PROFESSEUR

pour un enseignement d'Architecture en cinquième année
(dernière année du cycle DPLG)
au second semestre universitaire 1997 (Février-Juillet).

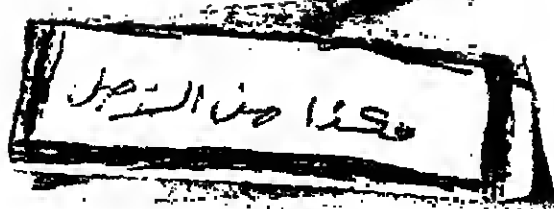
Contact et retrait du dossier de candidature :

Michel Jean DEBRUN, Secrétaire général de l'École d'Architecture de Strasbourg
Téléphone : (33) 03 88 22 13 62 - Fax : (33) 03 88 32 82 41

251 000 Cadres de l'administration
lisent le Monde tous les jours*.

Pour tous renseignements, contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34

* sources IPSOS Cadres actifs 1996 LNM



AMÉNAGEMENT. Le préfet des Alpes-Maritimes, Philippe Marland, devait présenter, vendredi 17 janvier, les grandes lignes de la directive territoriale d'aménagement (DTA) du département. La Côte d'Azur est l'une des cinq régions choisies par l'Etat pour mettre en œuvre cet outil d'aménagement à long terme. ● LES POUVOIRS PU-

ment (DTA) du département. La Côte d'Azur est l'une des cinq régions choisies par l'Etat pour mettre en œuvre cet outil d'aménagement à long terme. ● LES POUVOIRS PU-

BLICS souhaitent la création d'une métropole qui imposerait à toutes les villes de la Côte d'Azur - de Cannes, à l'ouest, à Menton, à l'est, en passant par Nice - les mêmes im-

peratifs de développement et d'aménagement. ● MALGRÉ LES ATOUTS DE LA RÉGION, les pouvoirs distingués, en effet, à cause de l'enclavement du territoire, la

fragilisation de l'économie et les dysfonctionnements de l'agglomération, les risques d'un scénario inacceptable qui peut être considéré comme engagé.

L'Etat veut créer une « métropole Côte d'Azur » dans les Alpes-Maritimes

De Cannes à Menton, en passant par Antibes, les villes qui jalonnent le littoral le plus célèbre de France devraient former, à terme, un ensemble urbain cohérent, qui respecte l'environnement de cette région coincée entre le massif des Alpes et la mer Méditerranée

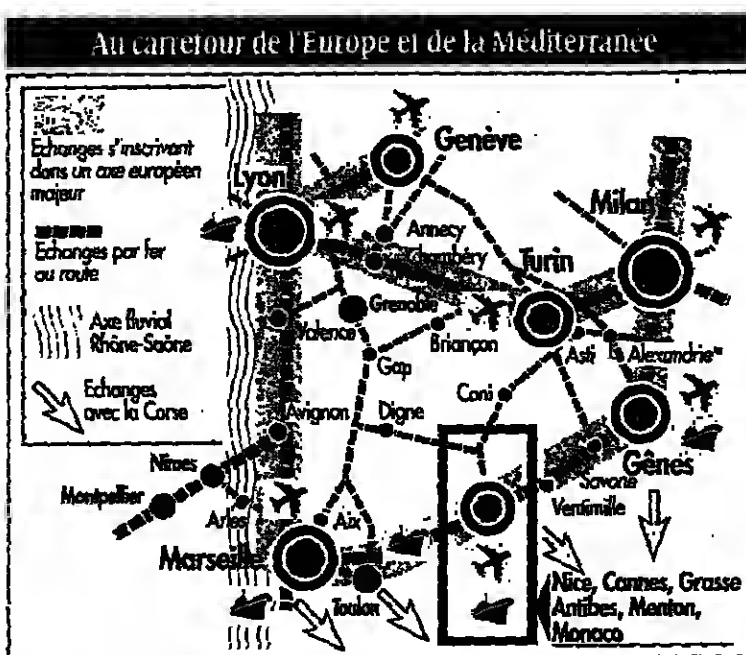
NICE
de notre correspondant
L'avenir de la Côte d'Azur comme pivot de l'arc méditerranéen Espagne-France-Italie et comme territoire charnière au carrefour de l'Europe et de la Méditerranée ne peut être assuré que par la création d'une métropole : de Cannes à Menton, en passant par Nice, celle-ci imposera à toutes les villes du littoral les mêmes impératifs de développement et d'aménagement. Telle est la proposition du préfet des Alpes-Maritimes, Philippe Marland, qui devait présenter, vendredi 17 janvier, les grandes lignes de la directive territoriale d'aménagement (DTA) du département.

La Côte d'Azur est, en effet, l'une des cinq régions de France choisies par les pouvoirs publics en février 1996 pour faire l'objet d'une DTA. Cette procédure permet à l'Etat de définir ses priorités et ses choix à long terme en matière d'aménagement, d'infrastructures, de transports, d'équipements et de protection de l'environnement. Dans les Alpes-

Maritimes, la directive est née d'un constat de carence : l'économie locale, basée sur le tourisme international et sur les hautes technologies, donne à la Côte d'Azur une image moderne et dynamique, mais les dysfonctionnements dans les transports, l'habitat et les équipements risquent de réduire ses attraits. La chambre de commerce et d'industrie en 1991, le conseil général en 1992, avaient produit des documents séparés, mais aucune politique collective d'aménagement n'a été engagée. Des trois agglomérations Grasse-Cannes-Antibes, Nice, Menton, aucune n'est parvenue à réviser son schéma directeur.

« SCÉNARIO INACCEPTABLE »
Aujourd'hui, la DTA insiste sur l'urgence de la création de la métropole Côte d'Azur. Les documents estiment que l'« enclavement du territoire, la fragilisation de l'économie et les dysfonctionnements de l'agglomération peuvent s'accroître, dessinant un scénario inacceptable qui peut être considéré comme engagé ».

Les propositions du préfet pour la future métropole Côte d'Azur portent d'abord sur le développement des voies de communication. A côté du rôle grandissant de l'aéroport Nice-Côte d'Azur, pour les liaisons internationales, une relation ferroviaire moderne doit améliorer les échanges avec les villes du sud-est de l'Hexagone et avec les régions voisines. La DTA souligne, à ce propos, l'importance de la création d'une troisième voie et de la mise en service d'un train pendulaire, intégré à une liaison rapide entre Barcelone et Gènes. Sur route, la percée du tunnel sous le Mercantour, la modernisation de la nationale Nice-Digne, la liaison autoroutière entre Nice et la vallée de la Durance, le doublement de l'autoroute A8, créent un axe régional pour relier l'Espagne, l'Italie du Nord et l'Europe centrale. Quant à sa vocation maritime, Nice devra s'équiper pour mieux utiliser son port, enclavé dans le tissu urbain. Le pôle universitaire et de recherche se répartira entre les deux métropoles azuréennes et phocéennes, en jouant la



carte de la complémentarité. Mais la réalisation de ces ambitions impose une cohérence interne de la métropole Côte d'Azur. Le maire de Nice, Jacques Peyrat (RPR), a

entrepris, depuis un an, une démarche indispensable d'intercommunalité, jusqu'alors inexistante. Celle-ci s'est illustrée par le souci de mettre en place un sys-

tème de transports en commun entre toutes les villes, dont le besoin est souligné par la directive. La structure intercommunale qui existera à travers un opérateur foncier, une agence de déplacements et une agence d'urbanisme mettra en œuvre le projet d'aménagement final. Coincée entre la Méditerranée et les Alpes, la Côte d'Azur doit adapter son développement aux lois « littoral » et « montagne ». La DTA précisera les modalités d'application particulières de ces textes. Sur le littoral, elle délimitera des espaces à protéger et des zones déjà urbanisées susceptibles d'être restructurées et densifiées. Les extensions de l'urbanisation ne pourront toucher qu'une faible superficie des espaces proches du rivage. Quant à la loi « montagne », la DTA jamera sur des notions telles que « hameaux nouveaux intégrés à l'environnement » ou « sites urbains constitués » ou pour permettre un développement économique harmonieux.

Jean-Pierre Laborde

M. Tiberi tente de contenir la hausse de la fiscalité parisienne « dans des limites raisonnables »

« UNE DÉPENSE globale maîtrisée, des choix plus sélectifs, des priorités affirmées pour contenir la fiscalité dans des limites raisonnables » : c'est en ces termes que Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, devait présenter, vendredi 17 janvier, les orientations budgétaires de la capitale pour 1997.

Comme l'année dernière, où le budget s'élevait à 33,5 milliards de francs avec une hausse de la fiscalité de 6,9 %, les élus parisiens se trouvent confrontés à un exercice difficile, dû à l'effet de ciseaux que déplorent tous les élus locaux : des ressources qui baissent (taxe professionnelle et droits de mutation notamment) alors que les dépenses continuent à augmenter, particulièrement dans le domaine social. « Nous allons adapter les dépenses de fonctionnement à la réalité des ressources actuelles et ajuster les dépenses d'investissement de manière à ce que la charge de la dette reste raisonnable pour les années à venir », promet M. Tiberi. Ainsi, en 1997, les services de l'administration devront diminuer leurs frais de fonctionnement de 2,5 %. Cependant les dépenses de personnel progresseront de 2,7 % et la charge de la dette, passée de 11,5 milliards à 13,3 milliards en 1996, devrait croître de moins de 7 %. D'autres secteurs sont appelés à réduire leur train de vie. « Cet effort de rigueur sera requis des partenaires associatifs, de nos

concessionnaires et, d'une manière générale, de tous ceux qui concourent au service public », prévient M. Tiberi.

En revanche, le maire ne veut pas sacrifier le financement de ses priorités. Les dépenses de solidarité devraient s'élever à 8 milliards de francs et le logement social devrait recevoir 3 milliards de francs. Ces sommes sont à peu près équivalentes à celles de 1996. Enfin, « des moyens budgétaires appropriés » seront consacrés au cadre

de vie et à l'environnement (plan vélo, quartiers tranquilles, réaménagement de l'avenue d'Italie et participation au projet du syndicat intercommunal Syctom pour le traitement des ordures ménagères). Avec ces orientations, M. Tiberi espère contenir la hausse de la fiscalité autour de 5 % : la réduction du budget de l'Etat entraînerait une hausse de 14 % à 16 %.

M. Tiberi doit encore convaincre les élus parisiens du bien-fondé de

ses choix. A la veille du débat sur les orientations budgétaires, les élus UDF ont fait monter la pression. « L'UDF ne verra pas le budget si la hausse de la fiscalité dépasse 5 % », a lancé Jacques Dominati, président du groupe UDF et premier adjoint au maire. Pour « maîtriser les contraintes budgétaires », les élus UDF ont trois secteurs de prédilection où, selon eux, les économies sont possibles : la participation de la Ville au Syndicat des transports parisiens (STP), les subventions aux associations, passées de 850 millions de francs à 1,3 milliard en quelques années, et les participations dans les sociétés d'économie mixte.

« L'édredon ne rentre pas dans la valise. Le paradis fiscal parisien est mort », commente Jacques Bravo (PS), conseiller de Paris, pour illustrer les difficultés de la majorité RPR-UDF. « Avec plus de 30 milliards de garanties d'emprunt et une dette exponentielle, la Ville de Paris

est plombée », poursuivent les socialistes, qui accusent la majorité de « faire mentir les chiffres ». « Les recettes annoncées, tout comme les actions prévues, s'effondrent largement surréalistes : maintenir pour la municipalité de se réserver une marge de manœuvre et de faire en câblant des choix et des sacrifices ou cours de l'éducation même du budget », prétend Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste au Conseil de Paris. Le PS reproche aussi à M. Tiberi de ne pas avoir organisé un débat sur l'application de la directive M 14, qui oblige les communes, à partir du 1^{er} janvier, au même type de comptabilité que les entreprises.

Le débat entre l'opposition et la majorité portera aussi sur les moyens donnés aux arrondissements. Dans une lettre adressée le 8 janvier à M. Tiberi, Georges Sarre, président du groupe du Mouvement des citoyens (MDC) au Conseil de Paris et maire du 17^e arrondissement, réclamait une discussion entre l'Hôtel de Ville et les maires d'arrondissement sur les besoins d'investissement dans les arrondissements. « Je regrette que cet espace de concertation, de dialogue, prévu par la loi PLM, et que constitue la conférence de programmation, n'ait pas encore donné lieu à une ou plusieurs séances de travail », écrit M. Sarre.

Dans chaque site, un cabinet d'études avait été désigné pour faire un diagnostic des situations et dégager les priorités d'action. La plupart viennent de rendre leur copie. « Ce travail, qui était en cours, aurait dû empêcher de financer n'importe quel avant le dépôt de leurs conclusions », estiment les responsables des associations.

F. Ch.

Françoise Chivot

Soixante associations critiquent le programme de « lutte contre l'exclusion urbaine »

SOIXANTE associations parisiennes ont écrit, mercredi 8 janvier, à Jean Tiberi, maire (RPR), et à Jean-Pierre Lacave, préfet de Paris, pour protester contre la mise en place de la politique de développement social urbain (DSU) dans huit quartiers en difficulté des 10^e, 11^e, 17^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements. « Nous avons constaté de nombreux dysfonctionnements dans la mise en œuvre de cette politique aux enjeux importants pour l'agglomération parisienne », écrivent les associations. Ces décisions avaient été formalisées dans la convention sur la politique de la ville, signée le 27 mars 1995 entre l'Etat et la Ville de Paris ; ce texte consistait à « mettre en œuvre un programme

global d'actions de lutte contre l'exclusion urbaine ». Le premier grief des associations porte sur le manque de concertation. Elles estiment que leurs avis ne sont pas suffisamment pris en compte et qu'elles n'ont pas les moyens de travailler. Plusieurs d'entre elles indiquent ne pas avoir reçu leurs subventions pour l'année 1996 et risquent de licencier leur personnel. « Les commissions locales de concertation, qui se réunissent deux fois par an, sont des grands-messes où l'on expose des décisions préalablement établies. Il faut mettre en place les maîtrises d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) prévues dans la convention et mieux adoptées », explique Nicolas Riolan, président

de la Bellevilleuse. Ces MOUS sont censées seconder les chefs de projet, que les associations estiment peu disponibles, débordés par les tâches administratives et trop absents du terrain. Une autre critique porte sur le choix des projets financés. Les crédits officiellement attribués à la politique de la ville s'élèvent à 500 millions de francs sur cinq ans, provenant de la Ville, de la région Ile-de-France et de l'Etat. « Les financements prévus ne doivent pas servir à des projets qui auraient, de toute façon, vu le jour mois à des actions innovantes et adaptées aux besoins du site », rappellent les associations. Les domaines d'intervention retenus dans la convention avaient, en ef-

fet, été définis : la santé, l'insertion sociale, la jeunesse, l'école, l'intégration des populations immigrées, la prévention de la délinquance, le développement économique et l'insertion, l'emploi, l'habitat et le logement, les transports publics.

Dans chaque site, un cabinet d'études avait été désigné pour faire un diagnostic des situations et dégager les priorités d'action. La plupart viennent de rendre leur copie. « Ce travail, qui était en cours, aurait dû empêcher de financer n'importe quel avant le dépôt de leurs conclusions », estiment les responsables des associations.

Le débat entre l'opposition et la majorité portera aussi sur les moyens donnés aux arrondissements. Dans une lettre adressée le 8 janvier à M. Tiberi, Georges Sarre, président du groupe du Mouvement des citoyens (MDC) au Conseil de Paris et maire du 17^e arrondissement, réclamait une discussion entre l'Hôtel de Ville et les maires d'arrondissement sur les besoins d'investissement dans les arrondissements. « Je regrette que cet espace de concertation, de dialogue, prévu par la loi PLM, et que constitue la conférence de programmation, n'ait pas encore donné lieu à une ou plusieurs séances de travail », écrit M. Sarre.

F. Ch.

Françoise Chivot

Le Monde, Les Cahiers de médiologie et la direction des routes (ministère de l'équipement)

TABLE RONDE

Mercredi 22 janvier 1997, 19 heures

« Routes et autoroutes, les enjeux, les acteurs... Qui décide et comment ? »

Débat animé par Régis Debray, Les Cahiers de médiologie, et Robert Belleret, Le Monde, avec la participation de : ● François Barré, directeur de l'architecture, ministère de la culture ● Bernard Lassus, paysagiste-conseil ● Christian Leyrit, directeur des routes, ministère de l'équipement ● Jacques Masdeu-Arus, député des Yvelines, maire de Poissy ● Jean Mesqui, directeur général de la Société des autoroutes Paris-Normandie ● Jean-François Reltter, président de l'association de défense et de sauvegarde des berges de Montesson ● Charles de La Verpillière, conseiller d'Etat.

Réservation indispensable, dans la mesure des places disponibles, au 01-44-78-75-01, du lundi au vendredi, de 10 heures à 18 heures.

EXPOSITION

« Qu'est-ce qu'une route ? »

Organisée par Les Cahiers de médiologie, jusqu'au 9 mars 1997.

Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, 75004.

Nancy dépossédée d'une partie de sa collection verrière Daum

NANCY
de notre correspondante
Nancy et sa région en sont toutes retournées. La moitié de la collection verrière Daum a quitté la ville en catimini pour être « mise en sécurité » à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), dans des locaux du groupe Sagem qui a repris CFC Daum en octobre 1995 (Le Monde du 17 janvier). Chez les Nancéiens, attachés à cette part de patrimoine qui marque les plus belles heures de la cité - à l'époque où les noms de Gallé, Majorelle, Grüber brillèrent en Europe -, c'est la stupeur ! A commencer par celle du maire, André Rossinot (UDF-Rad), qui a demandé, jeudi 16 janvier, des éclaircissements au PDG de Daum, M. Rossinot a le sentiment d'avoir reçu un camouflet, même si « aucun engagement moral n'avait été pris par Sagem ». Tout de même, poursuit-il : « Ce sont de très mauvaises manières, des choses qu'on ne fait pas. » Mille cinq cents pièces, assurées pour 10 millions de francs, ont été convoyées vers la région parisienne pour y être enfermées dans des salles blindées. Ces pièces font partie des quelque 3 000 - verres, goblets, vases, coupes - qui étaient entreposées dans l'usine de la rue des Cristalleries, à Nancy, siège historique de la maison Daum, presque vide aujourd'hui. Seuls trente ouvriers y travaillent encore la pâte de verre. Fort heureusement, cette « mémoire industrielle » a été répertoriée l'an dernier par les services de l'inventaire de Lorraine, avec l'aide de Sagem.

Une précédente tentative d'inventaire avait tourné court dans les années 80. A l'époque, CFC Daum était la propriété d'un milliardaire, Didier Primat, qui y avait englouti beaucoup d'argent. De temps à autre, lorsque ses besoins de trésorerie se faisaient plus pressants, quelques belles pièces, très appréciées des collectionneurs nippons ou américains, étaient présentées sur une grande place étrangère. En 1983, la ville de Nancy sauva de la dispersion 124 œuvres parmi les plus belles : des pâtes de verre et des cristaux en forme de fleur, en verre multicouche soufflé, moulé, travaillé à la roue, gravé à l'acide, avec des applications, des inclusions d'or ou de pigments.

Ce qui subsiste de cette collection est inestimable : verreries abouties, esquisses, pièces brisées... Elle retrace un siècle d'histoire. S'y ajoutent des milliers de dessins, travaux sur papier, photos, catalogues, notes techniques, précieux pour les scientifiques et les chercheurs. « Ce patrimoine-là n'a pas de valeur marchande, il est urgent de le protéger », souligne Béatrice Salman, conservateur du Musée des beaux-arts.

Ces pièces reviendront-elles un jour ? « Elles sont propriété de Sagem. C'est du droit privé, note Michel Maigret, directeur des affaires culturelles. L'inventaire du fonds ne les protège pas d'un déplacement ou d'une vente. » En novembre, l'annonce du déménagement avait été faite au comité d'entreprise. Avec consigne de n'en souffler mot à l'extérieur...

Mordue Raix

HORIZONS

ENQUÊTE

L'avènement du professionnalisme en rugby a modifié l'environnement du tournoi devenu une épreuve parmi d'autres, entre la Coupe du monde et les Coupes d'Europe des clubs. A l'heure de l'ouverture, samedi à Dublin, de grands anciens du XV de France évoquent, avec nostalgie, l'ambiance des joutes d'antan

CLAUDE n'en a jamais beaucoup parlé à Richard. Chez les Dourthe, le père n'écrit pas ses souvenirs de Tournoi devant le fils. Pudeur de vétéran, qui n'aime pas jouer les « anciens combattants » du rugby, on sagesse d'honnête homme, soucieux de laisser sa progéniture se faire son idée ? Qui sait ? Richard a eu beau succéder à son père sous le maillot du XV de France, il n'a jamais entendu les morceaux d'épopée qui bercent la mémoire de Claude, les souvenirs chers d'une folle jeunesse ovale, entre Londres, Dublin et Cardiff, Edimbourg et Paris. Claude Dourthe a vécu cette longue préhistoire du rugby où le Tournoi était tout, et un peu plus encore. Joueurs et supporters passaient l'essentiel de leur temps à en rêver, le reste à le vivre. En dehors de ces hivers voués aux joutes franco-britanniques, il n'y avait rien. Ou presque. Les tournées dans l'hémisphère Sud, au pays des All Blacks néo-zélandais ou des Springboks sud-africains étaient rares, les escapades en terre roumaine moins appréciées des amateurs de rugby. Elles n'intéressaient guère, trop loin des yeux et des cœurs. Tandis que le Tournoi...

« C'était un engouement formidable, se souvient Claude. Il y avait mille fois plus de monde autour de nous qu'en club, un mélange de cérémonie et de fête. » La décennie 70 fut une sorte d'âge d'or. Le Tournoi envahissait le petit écran pour y affirmer sa popularité. Au détour de froids après-midi, de janvier à mars, il mobilisait les télé-spectateurs envoûtés par la voix d'un chausvin magnifique, Roger Couderc, et de son trop fameux refrain : « *Allez les petits !* », scandé à la moindre rébellion d'un coq tricolore. Il donnait à la France entière l'accent du Sud-Ouest, sans qu'il faille courir jusqu'aux entrées du vieux Parc des Princes ou du stade de Colombes. Ainsi le voulait l'époque. Il était dit que le rugby avait ses jours réservés où il faisait oublier le football, le cyclisme, tout ce qui ressemblait à un autre sport. L'Ovalle s'appropriait l'hiver, comme le vélo s'amusaient de juillet sur les routes du Tour de France.

Dans les coulisses des matches s'écoulaient un immuable rituel, ponctué par de légendaires troisièmes mi-temps, précédées du traditionnel banquet d'après-match. Les joueurs engoncés dans leurs smoking, et lestés des dirigeants, se retrouvaient autour d'une bonne table pour manger, pour boire et pour rire. « Je me rappelle du France-Angleterre de 1975, reprend Claude Dourthe. C'était l'un de mes derniers matches, et j'étais capitaine. Au banquet, j'ai donc dû faire un discours devant 350 personnes. J'avais annoncé que j'allais remplacer Albert Ferrasse à la tête de la Fédération. Il avait rigolé. Je n'étais pas dangereux à l'époque. » Puis tous oublièrent les quatre-vingts minutes de la partie, ou les refaisaient à leur guise, quand sonnait l'heure de la fraternisation.

On revoyait autour d'un verre vingt, trente ou quarante fois une action, inconsciente genèse d'une mythologie. On oubliait les mauvais coups, torques et horions échangés au détour d'un maud. La

bienveillance familiale des avants ramenait ces péripéties au rang de plus modeste d'incontournables « *chamalleries* », sans lesquelles le rugby ne serait pas tout à fait le rugby. Hors du terrain, il n'y avait plus d'ennemi, plus d'adversaire. Français et Gallois, Irlandais et Ecossais devenaient soudain les meilleurs amis du monde, jusqu'aux Anglais, qui démentaient la morgue que les quatre autres nations leur ont toujours prêtée.

Ce sont des roulements de « r » venus du fin fond du Lauragais, où perçait l'émotion. Walter Spanghero, de Bram, est une voix unique, qui a incarné le rugby d'une

s'est levé, et a scandé le nom de Spanghero. « *J'en avais la chair de poule* », dit-il encore, bien calé dans le confort de cette heureuse mémoire.

Et puis il y avait les stades, ce trop-plein de fervent supporter qui se déversait sur les terrains. « *Les Gallois avaient une grande équipe*, raconte Walter Spanghero. A l'Arms Park, l'ambiance était extraordinaire, avec les chants et les chœurs, cela vibré tout le temps. A Twickenham, il y avait les *Kolls* sur le parking et les Anglais qui buvaient le champagne dans des verres à pied. » Reconverti dans de multiples affaires à Toulouse, il

Le Tournoi se croyait indéracinable, insensible aux enjeux de l'argent. Il a fallu la menace d'un boycottage de l'équipe d'Angleterre, cette saison, pour qu'il se pose enfin les questions de son devenir

époque, sans Coupe du monde, sans Coupes d'Europe des clubs, et avec le Tournoi des cinq nations. Plus que nul autre, il s'est identifié à l'épreuve, à ses fastes et à ses misères. Dans la tête du grand Walter, carcasse démesurée naguère jetée au feu de toutes les mêlées, les souvenirs se bousculent. Il se souvient de sa première sélection contre l'Ecosse, à Paris, en 1965, « *comme un coup de poing dans la figure* ». Il ne pourra jamais oublier ce France-Irlande de l'année suivante, toujours au Parc. C'était à l'encre de la seconde mi-temps, au bout d'une charge de ce monstreux deuxième-ligne, le public

avoue volontiers : « *Sans le Tournoi des cinq nations, il n'y aurait pas eu de Walter Spanghero.* »

Jean Trillo fut son contemporain. Coprince de l'offensive aux côtés de Jo Maso, le trois-quarts centre de Bègles n'a jamais été un zélateur du folklore rugbyistique. Il se préférait, encore et toujours, joueur, artiste en cadrages et en débordements. « *Colombes plein, c'était quelque chose* », concède-t-il cependant. Il est revenu aux affaires en 1991 pour entraîner l'équipe de France avec Daniel Dubroca, dans un paysage sportif bouleversé par l'invention de la Coupe du monde. « *Ce qui m'a*

jappé, témoigne Trillo, c'est que rien n'avait changé, comme s'il y avait un rituel immuable coulé dans le bronze. On faisait la même chose qu'à mon époque.

Le Tournoi des cinq nations n'était pourtant plus au centre du monde du rugby. Il ne s'en était pas encore rendu compte. Il se croyait indéracinable, insensible aux enjeux de l'argent. Il a fallu la menace d'un boycottage de l'équipe d'Angleterre, cette saison, pour qu'il se pose enfin les questions de son devenir.

Pour les dirigeants d'outre-Manche, la transition était sans doute imperceptible. L'avènement du professionnalisme, reconnu par l'International Board en 1995, a cependant modifié la donne, jetant les bases d'une inévitable évolution du Tournoi qui pourrait toucher à l'organisation et au nombre des participants. Jean Trillo entraîne aujourd'hui le club de Milan. Il s'enthousiasme déjà de l'éventuelle arrivée de l'Italie dans la compétition, évoquée pour 1998. Tout comme il acquiesce à un resserrement du calendrier à cinq ou six semaines au lieu des huit semaines actuelles.

Jean-Claude Skrela, à lui aussi, été à la charnière des deux époques. Avec l'équipe de France de Jacques Fouroux, il a vécu l'incroyable triomphe du grand chelem de 1977. Quatre matches, quatre victoires. Le troisième-ligne toulousain faisait partie de ce pack de poids lourds qui terrorisait l'Europe dès qu'il s'ébranlait sur les pelouses du Tournoi. Celui qui est aujourd'hui devenu l'entraîneur du XV tricolore est persuadé que « *c'était une grande compétition* » et que « *ça l'est toujours* ». C'est l'atmosphère des années heureuses qui s'est évaporée, la fascinante communion qui mêlait pour un jour, pour la vie, joueurs et sup-

porteurs. Les vedettes étaient accessibles, et les fidèles du rugby n'hésitaient pas à leur taper sur l'épaule.

« *Je suis un passionné de chasse*, explique Skrela. J'ai connu quel- qu'un au bar du Grand Hôtel après un match à Paris. Nous avons parlé chasse, et nous sommes devenus des amis. On s'appelle toutes les semaines, et on se voit régulièrement. » De la bataille sur le terrain, naissait aussi ce drôle de sentiment, mélange de respect et de camaraderie du front. « *J'ai revu le trois-quarts centre gallois Ray Gravell pour la première fois depuis quinze ans. On a passé de longs moments ensemble. J'en avais les larmes aux yeux.* »

L'ENTRAÎNEUR de l'équipe de France en a fini avec la nostalgie. La fonction interdit les regrets. Bien sûr, le Tournoi reste la compétition majeure de l'hémisphère Nord. Les contraintes de la géographie n'autorisent qu'à de plus rares visites en Nouvelle-Zélande ou en Afrique du Sud. Les nations européennes s'évaluent donc entre elles, dans l'espoir de se hisser au niveau des meilleurs. Depuis la création de la Coupe du monde, en 1987, les équipes de l'hémisphère Sud ont accaparé la trophée. Elles ont « *produit* » le plus beau jeu, façonné dans les rencontres de leurs championnats.

La valeur sportive du Tournoi des cinq nations a, du coup, été contestée. Que valaient les festins un peu rances de ce banquet rituel et presque nonanagéaire face aux matches de haut niveau qui opposent chaque année l'Australie, l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande ? Jean-Claude Skrela fait le même constat que ses collègues britanniques. Inventé en 1910, le Tournoi ne peut faire l'économie

d'un dépoussiérage. Lui-même n'est pas hostile aux changements, quitte à tourner le dos à la tradition. « *Et pourquoi pas un véritable championnat d'Europe des nations ?* », s'interroge le responsable du XV de France. Encore faudrait-il suffisamment de candidats sérieux...

La génération Skrela n'a pourtant pas perdu toute la révérence due au vieux rendez-vous de l'hiver. Les joueurs ont du mal à conjurer ce qu'ils appellent encore la « *magie du Tournoi* ». Jean-Luc Sadourny, l'arrière, a fait ses débuts sous le maillot tricolore en 1992, après la retraite de Serge Blanco. Il a découvert « *le plaisir unique de jouer devant 50 000 personnes* » et affirme baut et fort que « *la légende d'un joueur se bâtit dans le Tournoi* ». Le nouveau cours du jeu l'a pourtant détaché du romantisme de l'épreuve célébrée par ses prédécesseurs. Comme pour beaucoup de ses coéquipiers, elle n'est plus qu'un élément parmi d'autres d'un calendrier bien chargé où se tamponnent parfois les matches internationaux, le championnat de France et la Coupe d'Europe des clubs en une infernale sarabande. L'époque des gargantuesques troisièmes mi-temps est révolue. Le banquet du Tournoi exige toujours le smoking et la présence des joueurs. Ils n'y voient plus qu'une obligation et s'empressent d'aller finir la fête ailleurs et séparément.

RESSERRER le Tournoi devient une urgente nécessité devant laquelle tous les internationaux français s'inclinent. « *C'est la seule manière de faire monter le niveau. On passerait tout le temps ensemble, comme lors d'une tournée.* » Quitte à sacrifier les habitudes de compagnonnage entre joueurs et supporters, à mobiliser les internationaux sur le sérieux de leur préparation.

Richard Dourthe n'a joué, à ce jour, qu'un seul match dans le Tournoi des cinq nations, une expérience bien plus intense que sa première sélection contre la Roumanie. Mais, dit-il, « *tous les gens qui s'intéressent au rugby attendent le Tournoi avec impatience* ». Il n'a pas oublié les samedis après-midi d'enfance passés avec les copains devant la télévision. Aujourd'hui, à vingt-deux ans, il fait déjà partie de l'histoire de l'épreuve, au même titre que son père, Claude, auquel un dos un peu voûté et un mauvais caractère avaient valu le surnom de « *Chameau* ». Richard s'est embourbé de l'encombrant héritage qui lui a valu de fracassants déboites. C'était contre l'Angleterre en 1996. Il a battu des Anglais qui avaient pris l'habitude de gagner contre la France depuis huit ans. Il s'est surtout fâcheusement distingué par un mauvais geste, une brutalité qui lui a valu un mois de suspension, une sortie tout aussi tonitruante que son entrée en lice.

Comme Jean-Luc Sadourny, Richard Dourthe n'est pas un intéressé du Tournoi des cinq nations. Il s'effraie, lui aussi, de la lourdeur du calendrier, de l'incessante répétition des matches contre les mêmes adversaires. « *Cette année, se plaint-il, je n'ai qu'une semaine de trêve, au moment des fêtes de Noël. Il faut trouver un moyen d'alléger tout cela.* » Les anciens, qui craignent le pire, viennent plus volontiers à la rescousse de la tradition. Ils forment à l'avance une sorte de comité de défense informel. « *Je serais très triste s'il n'existait plus* », admet Walter Spanghero, tandis que Claude Dourthe se refuse à envisager une trop cruelle disparition. « *Une compétition est nécessaire en Europe, plaide-t-il, et y a-t-il quelque chose de plus envieux qu'un grand chelem ?* » De quel tempérer l'ardeur du jeune Dourthe. « *Peut-être que si on change de formule, ça sera pire* », concède-t-il dans un soupir. Richard, enfant du Tournoi, se veut le digne fils de Claude.

Pascal Ceaux
Dessin : Alain Le Querrec



Le blues des Cinq Nations

سنة من التحرير

16 / LE MONDE / SAMEDI 18 JANVIER 1997

POUR COMPRENDRE
LE FUTUR
MIEUX VAUT CONNAÎTRE
LE PRÉSENT



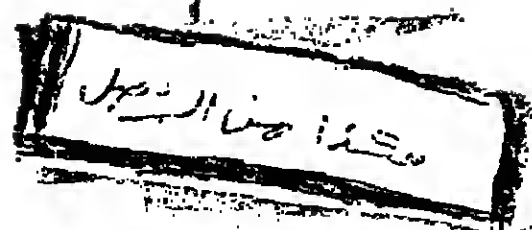
Un véritable atlas économique et social du monde d'aujourd'hui

Préfaces de Raymond Barre et de Michel Rocard

- 174 pays analysés par les correspondants du Monde
- Le panorama des 22 régions françaises
- Les mutations de l'économie française et mondiale
- La situation des grands secteurs industriels mondiaux
- L'évolution des marchés financiers

Une publication du **Monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 200 PAGES - 50 F



Pas d'Europe sans Constitution

par Dominique Rousseau

L'IDENTITÉ de l'Europe sera constitutionnelle ou ne sera pas. Une monnaie unique, des politiques économiques convergentes, une politique extérieure et une défense communes sont, sans doute, nécessaires à la construction de l'Europe. Mais pour devenir le bien commun des gens, l'Europe a besoin de leur renvoyer autre chose que l'image d'un chiffre sur un billet. Elle doit exprimer un « principe de vie », un esprit général, comme le disait Montesquieu, pour la société, ou encore une représentation de l'ordre social défectueux, un imaginaire, un miroir dans lequel chacun, de Lisbonne à Varsovie, de Londres à Bucarest, puisse se reconnaître.

Les obstacles sont connus. Ils sont politiques : comment réunir, sous une même Constitution, monarchies et républiques, régimes présidentiels et régimes parlementaires, États fédéraux et États unitaires ? Ils sont culturels : comment dégager de la diversité des *ethos* communautaires une vision commune de la société idéale ? Ils sont théoriques : comment concevoir une Constitution européenne alors que le peuple

européen, source de toute souveraineté démocratique, n'existe pas ? Mais, sans pessimisme de la raison, ces obstacles ne sont pas insurmontables.

Déjà, il ressort des droits constitutionnels propres à chaque État européen un ensemble de principes partagés qui composent, à défaut d'une Constitution européenne, le premier est celui d'élections libres, pluralistes et à intervalles réguliers. D'un pays à l'autre, le mode de scrutin varie, la durée et la nature des mandats électifs sont différentes, mais le principe de l'élection démocratique des gouvernants est communément admis. Régime parlementaire ou régime semi-présidentiel, en Grande-Bretagne comme au Portugal, en France comme en Allemagne, en Hongrie comme en Grèce ou en Roumanie, les titulaires du pouvoir de décision politique sont directement élus par le peuple, qu'ils se nomment premier ministre, président de la République, chancelier ou président du gouvernement.

Le second principe est celui du respect des droits fondamentaux. D'un bout à l'autre de l'Europe, les Constitutions consacrent les mêmes libertés : liberté d'opinion et d'expression, liberté d'aller et venir, liberté syndicale, droit de propriété, liberté de la presse, dignité de la personne humaine... Et partout aussi, le respect de ces droits est garanti par un juge constitutionnel. Sans doute, là

encore, les modalités du contrôle de constitutionnalité varient d'un État à l'autre ; mais le principe de la primauté de la Constitution est également partagé.

Ces deux principes ne font ni un droit constitutionnel européen ni une Constitution européenne. Ils font mieux, ils les préparent en construisant un patrimoine de valeurs partagées, une culture constitutionnelle commune qui favorise la socialisation des ci-

monopole de la compétence de l'État sur un espace géographique délimité par des frontières, est également mise à mal lorsque l'économie se développe selon une logique d'espace qui dépasse et ignore le territoire de l'État-Nation. La légitimité des pouvoirs publics nationaux, qui signifie reconnaissance par les citoyens de la nécessité d'une institutionnalisation du pouvoir pour garantir le contrat social,

son autorité politique, perd les instruments de son identification en tant que communauté nationale.

Il serait évidemment téméraire d'affirmer la mort, ici et maintenant, de l'État-nation, produit de l'Histoire. Il peut disparaître, et le besoin d'identité commun à tous les hommes et à tous les peuples peut prendre d'autres formes. Dans la conjoncture incertaine d'aujourd'hui, aucune ne s'impose encore, mais beaucoup sont inquiétantes. Le succès de la forme constitutionnelle serait, à coup sûr, une sortie démocratique. Car l'identité qu'elle construit ne trouve pas ses racines dans le sang, le sol, l'éthnie ou la tradition, mais provient d'une adhésion et d'une conviction dans un ensemble de principes universels qui se partagent et dans lesquels se reconnaissent et se pensent les peuples européens.

Pour faire plus bref, aux idéités communautaristes succède l'identité constitutionnelle. Sa logique ? Intégrer en les dépassant les multiples traits idéologiques précédemment construits. Le patrimoine constitutionnel européen peut, en effet, être présenté comme un « concept de l'entre-deux », un principe qui s'inscrit entre les particularismes concrets et l'universel abstrait. Loin d'être un ensemble froid d'affirmations raisonnées qui détruisent les sentiments de solidarité au sein des communautés affectives, il est composé de principes qui, non

seulement viennent des valeurs reconnues par les peuples européens, mais encore qui réaffirment ces valeurs, c'est-à-dire, qui, tout à la fois, les transforment, les géométrisent et les renvoient aux États.

Ce patrimoine, il est vrai, a une particularité qui heurte les consciences françaises toujours un peu nostalgiques de la III^e République : ses principes sont mis en forme moins par les élus du peuple que par les juges et en particulier les juges constitutionnels. Et pourtant, ce travail jurisprudentiel de construction, au-delà des diversités nationales, d'un patrimoine commun de droits fondamentaux, participe pleinement de l'exigence démocratique moderne. Même s'il est évident qu'un droit constitutionnel européen n'existera en tant que tel et ne prendra une signification véritablement démocratique que lorsque les peuples d'Europe auront manifesté, par l'adoption d'un texte solennel, leur volonté de se doter d'une autorité politique commune pour vivre et réaliser ensemble un projet de société partagé. Ce texte solennel, ce sera, tout simplement, la Constitution européenne. Le patrimoine constitutionnel européen ne peut en tenir lieu ; il en est seulement la condition de possibilité.

Dominique Rousseau
est professeur à l'université de Montpellier-I.

Elle doit exprimer un « principe de vie », un esprit général, comme le disait Montesquieu, pour la société, un imaginaire, un miroir dans lequel chacun, de Lisbonne à Varsovie, de Londres à Bucarest, puisse se reconnaître

toyens européens, leur apprend à vivre ensemble leurs histoires particulières et leur donne une identité nouvelle. Car les identités nationales sont en crise.

La souveraineté, qui signifie indépendance de la nation, non-soumission à une autorité extérieure, détermination par le peuple seul de son destin, est mise en échec lorsque les « réseaux » transnationaux économiques mais aussi culturels imposent leurs lois et leurs images aux États sans qu'ils puissent s'y opposer. La territorialité, qui signifie

est encore affaiblie lorsque le peuple perçoit l'incapacité de l'État à imposer son ordre sur son territoire.

Bref, les éléments, politique - la souveraineté -, matériel - le territoire - et organique - l'institutionnalisation du pouvoir -, qui servaient traditionnellement à définir l'État sont en voie de décomposition. Dès lors, l'élément personnel, la nation, se décompose aussi. Les individus ne peuvent plus, en effet, se reconnaître dans une communauté qui, en perdant son territoire et

Y a-t-il une science après la guerre froide ?

par Bruno Latour

EN prétendant tirer la « vraie signification de l'œuvre Sokal », Jean Bricmont (*Le Monde* du 14 janvier) en réduit beaucoup trop la portée. Il en fait un chahut de collage, les pions de la section C s'indignant auprès du procureur des niches que leur font les cancrs superdoux de la section A.

L'affaire me paraît beaucoup plus intéressante qu'une simple question de police académique. Un très petit nombre de physiciens théoriciens, privés des gros budgets de la guerre froide, se cherchent une nouvelle menace, contre laquelle ils offrent héroïquement le rempart de leur esprit. Ce n'est plus la guerre contre les Soviétiques, mais celle contre les intellectuels « postmodernes » venus de l'étranger.

La France, à leurs yeux, est devenue une autre Colombie, un pays de dealers qui produiraient des drogues dures - le derridium, le lacanium... -, auxquels les doctorants américains ne résistent pas plus qu'un crack. Détournés de la vie joyeuse et saine des campus, on leur a même de prendre leur dose quotidienne de philosophie analytique claire comme de l'eau pure, ils se débiliteraient dans le relativisme !

De cette force parodique des Lumières, mélange de Voltaire et de McCarthy, on ne devrait rien dire. Oui, mais il s'agit d'une farce et, comme toutes les farces, elle échappe à son auteur. Que prouve en effet la blague de l'ami Sokal ? Supposons qu'un socialiste bon teint fasse accepter dans la revue du Front national un article délirant sur les preuves scientifiques de l'inégalité des sexes et qu'il avoue ensuite, dans une revue de gauche, ne pas croire un mot de ce qu'il a dit. On ne tirerait pas. Nous avons tous appris de Michel Foucault qu'un texte échappe à son auteur. L'auteur disparu, les monstruosité demeurent. Sokal n'a rien à dire d'intéressant sur son propre article, qui doit être évalué pour lui-même. Le pétard fait long feu.

Que peut-on dire alors de cet article publié dans une revue sans comité de lecture ? Qu'il est typique d'un galimatias postmoderne qui fait bégayer d'avance celui qui le lit. Sokal veut nous débarrasser de cette littérature ? Excellent ! Tout chercheur applaudira des deux mains. Qu'on nous débarrasse en effet des revues complaisantes, des articles répétitifs, des cliques et des clans. Qu'il

n'y ait plus que des articles audacieux, précis, risqués, bien écrits, innovants ! Mais ce magnifique programme ne saurait, hélas ! distinguer les sciences et les humanités, les modernes et les postmodernes, tout scientifique le sait bien. Il faut l'appliquer partout et à toute la littérature savante, en économie comme en chimie, en physique théorique comme en littérature comparée. Que la bonne recherche chasse enfin la mauvaise. Bravo !

Pourquoi donc cet article rasant fut-il accepté par une revue complaisante ? Parce que, tout

Si la revue est aussi mauvaise que l'article d'Alan Sokal qu'elle a accepté, pourquoi, dira-t-on, en faire toute une affaire ? C'est là que l'histoire devient intéressante

simplement, c'est une mauvaise revue, comme il y en a tant, hélas ! dans toutes les disciplines. « La science, comme le dit Roger Guillemin, Prix Nobel de médecine 1977, n'est pas un four nuto-royant... »

Mais surtout, c'est beaucoup plus grave, les littéraires qui dirigent cette revue ont été à la fois impressionnés par les titres savants de Sokal et condescendants envers lui. « Pensez donc ! un physicien qui a lu Lacan et qui cite Virgile, il faut bien accepter qu'il dise pas mal de bêtises, le pauvre ! » C'est là l'erreur fatale. Le temps de la condescendance comme du complexe d'infériorité est passé. Nous ne sommes plus au lycée. Les disciplines sont trop mêlées, trop menacées, trop incertaines, pour ne pas se traîner l'une l'autre en égaies.

Si la revue est aussi mauvaise que l'article qu'elle a accepté, pourquoi, dira-t-on, en faire toute une affaire ? C'est là que l'histoire devient intéressante. Nous assistons aux derniers soubresauts d'une science de guerre froide, mobilisée contre la religion, contre les Rouges, contre l'irrationalisme des masses.

La civilisation entière, comme on le voit bien avec l'affaire de la « vache folle », est en train de vivre d'une culture de la science, avec un grand S, à une culture de la recherche. Au lieu d'une science autonome et détachée, dont le savoir absolu permettrait d'éteindre l'incendie des passions politiques et de la subjectivité, nous entrons dans une nouvelle époque : aux controverses politiques s'ajoutent les controverses scientifiques. Au lieu de définir une science par son détachement, on la définit par ses attaches. Au lieu de reconnaître une science à l'exactitude absolue de son savoir, on la reconnaît à la qualité de l'expérience collective qu'elle monte avec d'autres, les pékins moyens qu'elle entraîne dans son sillage.

Evidemment, ce changement laisse quelques chercheurs sur le carreau, ceux qui pensent encore à une science ferme-bouche, qui permettraient de faire l'impasse sur la vie publique et politique des recherches. C'est à eux de se recycler, pas forcément aux autres de se remettre à marcher au pas. Après tout, le relativisme est une qualité, pas un défaut. C'est la capacité à changer de point de vue, à établir des relations entre mondes incommensurables. Cette vertu n'a qu'un contraire : l'absolutisme.

Mais, objectera-t-on, cette affaire n'aurait pas grossi à ce point si les farceurs n'avaient pas été de gauche. On les dit même féministes et radicaux (au sens anglais). Quoi ? Il suffirait d'être de gauche pour que l'on soit rassuré sur les intentions de quelqu'un ? Le socialisme des sokalistes suffirait à purifier leurs intentions et leurs procédés ? Il est vrai que la gauche a partie liée avec une certaine idée de la science, cette belle idée d'émancipation et de progrès qui l'a si longtemps servie, mais aussi cette idée, de moins en moins belle, d'une information qui permettrait, parce qu'elle est simplement juste, de s'épargner tous les risques de la vie politique, c'est-à-dire, la composition progressive d'une volonté commune de résister au destin.

Si les chercheurs doivent faire des efforts pour passer (après tout le monde) d'une culture de la science à une culture de la recherche, la gauche doit, elle aussi, faire plus que des efforts pour retrouver le goût de l'exploration commune du monde qui l'entoure. Les deux conceptions sont trop liées pour ne pas tomber en même temps. En tout cas, on ne

saurait faire appel à une notion ancienne de la gauche pour sauver une conception de plus en plus décalée de la science.

Un dernier point pour finir. Que vient faire dans cette galère, la sociologie ou l'histoire sociale des sciences ? Car, enfin, voilà une discipline à peu près inconnue, qui propose de l'activité scientifique une vision enfin réaliste, dans tous les sens du mot. Elle met en lumière des groupes de chercheurs, des instruments, des laboratoires, des pratiques, des concepts. Elle se passionne pour les liens innombrables entre les objets des sciences et ceux de la culture et de l'histoire. Elle comprend d'une autre façon et sous un autre angle les textes produits par les grands scientifiques. Elle apprend à admirer d'une façon différente l'intelligence savante. Elle explore les liens stupéfiants qui se tissent entre le cosmos et la vie publique. Comment pourrait-on voir des enne-

mis à abattre dans ces chercheurs attentifs au monde de la recherche, à son histoire, à ses crises ? Il faut se faire aux autres réalités de la vie : les faits ne naissent pas dans des choux !

Soyons sérieux. Les sciences sont trop fragiles pour qu'on ne se prive pas des rares alliés qu'elles se sont trouvés dans les milieux des humanités et des sciences sociales. Tous, chercheurs en sciences exactes et souples, politiques et usagers, nous avons intérêt à posséder la vision la plus réaliste possible de ce que les sciences peuvent faire ou ne pas faire. Nous sommes tous dans le même bateau, embarqués dans les mêmes controverses. La guerre froide est terminée. Essayons de ne pas en parodier une autre.

Bruno Latour, agrégé de philosophie, est professeur de sociologie à l'École nationale supérieure des mines de Paris.

AU COURRIER DU MONDE

FÉMINITÉ ET COMPÉTENCE

La féminité ne doit pas être un handicap. Mais pas plus que la masculinité, elle ne peut représenter en soi une compétence ou une qualité. Je refuse, pour ma part, que l'on aménage des conditions spéciales d'accessibilité à celles que l'on considère, souvent à tort, en situation de handicap, que ce soit sous forme de quotas ou de tout autre dispositif qui pourrait laisser à penser que nous n'avons aucune chance d'être élues. Je m'y refuse parce que la mixité est un fait acquis et qu'il est inconcevable d'imposer une sorte d'apartheid dans la vie politique. Je m'y refuse enfin parce que le principe des quotas est contraire à la conception républicaine de la représentation telle que la définissait le général de Gaulle en 1944 lorsque le suffrage véritablement universel a été établi en France : « Les femmes seront électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes. »

Simone Rignault,
Saint-Honoré-les-Bains
(Nièvre)



FONDATION ALTRAN
POUR L'INNOVATION

« Nous avons la prime d'innovation... »
« Le premier Prix de la Fondation Altran récompensera l'innovation à l'origine d'un service de la vie quotidienne... »

FONDATION ALTRAN POUR L'INNOVATION

58, boulevard Gouvion-Saint-Cyr - 75558 Paris Cedex 17. Tél. : 01 46 09 10 00

سنة من العمل

Le Monde

EDITORIAL

Les Docteurs Folamour du marché

JACQUES CHIRAC l'a affirmé mercredi 15 en conseil des ministres : aucun produit alimentaire génétiquement modifié ne sera mis sur le marché « tant que le problème de l'étiquetage n'aura pas été résolu ». C'est aujourd'hui chose faite. Du moins à Bruxelles. Car la législation européenne sur les aliments nouveaux, adoptée jeudi 16 janvier par 339 voix contre 60, ne règle pas, loin s'en faut, tous les problèmes de transparence à propos des aliments transgéniques : tomates, courgettes, maïs, etc., qui arriveront demain, munis d'un ou plusieurs gènes étrangers, dans notre assiette.

Issu d'un compromis entre le conseil des ministres et le Parlement européen, ce texte prévoit les conditions de commercialisation des aliments contenant des organismes génétiquement modifiés (OGM), et en particulier l'information qu'il convient de donner au consommateur par leur étiquetage approprié. Aussi les Verts estiment-ils que cette législation « remet entre les mains de la Commission européenne le pouvoir exclusif de décider, au cas par cas, si oui ou non le consommateur sera informé ».

Ce compromis ne prévoit pas un étiquetage systématique des aliments « nouveaux ». En sont ainsi dispensés les produits issus d'une

plante modifiée, si le caractère introduit n'affecte que le comportement agronomique de la plante - c'est le cas pour la résistance aux herbicides. En sont aussi exemptés les aliments qui ne diffèrent pas sensiblement de leurs « équivalents » classiques, tel le sucre d'une betterave transgénique, l'huile d'un colza ou le ketchup issu de tomates modifiées.

Les partisans de la transparence ont, certes, obtenu une concession par rapport au texte initial. Elle concerne les aliments contenant des OGM « vivants » : un melon tolérant à un virus sera couvert par le règlement, ainsi que les semailles. Une lourde ambiguïté subsiste toutefois sur l'identification des produits.

Ainsi le géant américain Monsanto refuse-t-il de séparer, dans ses importations, son soja transgénique du soja classique. Face aux litiges concernant à la fois le bon grain et l'ivraie, la législation européenne ne prévoit qu'une étiquette mentionnant : « Susceptible de contenir des OGM ». On ne saurait être plus flou.

Pourrait-il en être autrement ? Des dizaines de végétaux transgéniques de consommation courante sont déjà cultivés aux États-Unis. Tous peuvent faire l'objet d'importations sur le Vieux Continent. L'Europe le voudrait-elle, quelle ne pourrait guère, en vertu des accords de l'Organisation mondiale du commerce, fermer la porte à ces produits « mutants ».

Confronté à ces enjeux commerciaux, Bruxelles a donc cédé du terrain, tout en maintenant sa position initiale sur l'étiquetage. Mais comment nier que la décision prise se fait au détriment du consommateur, qui n'a actuellement pas grand-chose à gagner, au plan nutritif ou gustatif, à trouver ces produits génétiquement modifiés dans son assiette. Rien, si ce n'est de pouvoir choisir d'en acheter ou non d'éventuelles conséquences négatives. Pour l'instant, le marché mondial dicte sa loi au « marché de la ménagère ».

Froid mortel, glaciale société

Suite de la première page

L'offre a également progressé en qualité. « Les dortoirs honteux, les stations de métro et les wagons désaffectés sont presque partout remplacés par des chambres en petits foyers, hôtels ou appartements », constate désormais la Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (FNARS) dans un communiqué du 15 janvier.

Le numéro vert, les « SAMU sociaux » mis en place dans une quarantaine de villes, les dispositifs mobiles, les centres d'accueil de jour - certains n'étant que provisoires - ont démontré leur utilité. Le nombre de petites structures de proximité, cependant, reste nettement insuffisant. Elles seules, selon les associations unanimes (Le Monde daté 5-6 janvier), peuvent pourtant permettre de répondre à des demandes de plus en plus diversifiées : les jeunes, les toxicomanes ou les personnes en butte à des troubles psychiques. Là réside aussi l'unique espoir de réduire le nombre de refus ou d'évitement des secours, à l'origine de la plupart des décès survenus ces derniers jours.

Affrontés à cette nouvelle litane de morts, les acteurs de la lutte contre l'exclusion n'en ont pas moins repoussé la solution proposée par le maire socialiste de Longjumeau, à l'origine d'une polémique qui aura au moins eu le mérite de trancher avec le consensus « compassionnel » des hivers précédents. Philippe Schmitt a en effet pris un arrêté, valable du 2 janvier au 15 avril, visant à contraindre les sans domicile fixe à s'abriter, y compris contre leur gré. Le caractère général de cette décision a d'abord le défaut d'ignorer l'extrême diversité des parcours et des déviances qui ont conduit à la détresse et au refus du moindre lien avec la société. Mais le risque majeur est de cacher artificiellement la misère dans la seule période de l'année où elle devient gênante pour l'ensemble de la population. Comme si la privation temporaire du libre-arbitre des démunis permettait de s'acheter une bonne conscience à bon compte pour le reste de l'année, tandis que le véritable scandale de la mort lente sociale se perpétue dans le silence.

Face à l'initiative du maire de Longjumeau, M. Emmanuelli a paru céder dans un premier temps à la tentation d'un systématisme inverse. Dans la pratique quotidienne, le soud loquable de la préservation de l'« âme » d'un sans-domicile fixe doit parfois s'effacer devant le devoir de porter assistance à une personne qui n'est pas toujours en mesure d'évaluer l'imminence du danger de mort auquel elle s'expose.

EN BOUT DE COURSE

Le secrétaire d'État a depuis souligné que « le froid n'est que le dernier épisode d'une vie de malheurs ». Il a ainsi lui-même désigné les limites de la priorité donnée à sa politique de l'urgence : pour les victimes de l'hiver, la proposition d'une aide est sans doute arrivée beaucoup trop tard. Les parcours de ces hommes et de ces femmes en bout de course le laissent penser : la situation de certains exclus s'est détériorée au point qu'ils ont perdu toute confiance dans la main tendue.

Le SAMU social parisien, créé par M. Emmanuelli, est lui-même aux prises avec cette contradiction. Dans l'obligation de dresser une liste d'indésirables, désormais trop éloignés de la vie en collectivité pour accepter les règles fixées, il est ainsi conduit, tout au long de l'année, à refuser une partie des personnes auxquelles il est destiné.

D'autre part, rien n'a été fait en

amont pour empêcher de nouvelles catégories de la population d'être à leur tour précipitées dans la précarité. L'enquête annuelle réalisée par le Centre de recherches et de documentation sur les conditions de vie (CREDOC) auprès des travailleurs sociaux de la FNARS l'a montré au cours de l'automne 1996 : « L'exclusion gagne du terrain et touche un nombre incroyable de familles, de jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, de femmes seules avec ou sans enfants ».

CIRCUIT FERMÉ

Dans le même temps, rien ne se dessine qui permette d'échapper à cette existence déchu. Les solutions temporaires ne débouchent que très rarement sur la possibilité de quitter le circuit fermé de l'urgence en trouvant un logement ou un emploi.

Si cette situation devait perdurer, les nombreux nouveaux arrivants dans la précarité pourraient se retrouver assez rapidement en situation de refus à leur tour l'aide d'urgence. L'aspect fortement symbolique, dénué de moyens financiers et de mesures réellement solidaires, de la loi pour le renforcement de la cohésion sociale, qui devrait être débattue en mars au Parlement, ne risque guère de dissiper cette crainte.

« Loin de signifier une volonté politique forte, note le spécialiste de la socio-économie de l'habitat Daniel Béhar dans le numéro de janvier de la revue *Fondations. L'extension et l'accumulation des dispositifs de traitement de l'urgence tendent aujourd'hui à réduire le champ des politiques sociales à cet objet et à faire de l'invocation de l'urgence l'alibi paradoxal d'un retrait de l'intervention publique.* » Conséquence inattendue : on ne pourra plus, lorsque des gens mourront de froid l'hiver, incriminer la mauvaise organisation des secours, mais bien celle de la société.

Jérôme Fenoglio

A la mode par Ronald Searle



OTAN : un élargissement fort prudent

ON AURAIT PU croire que l'Alliance atlantique, « enfant naturel de Staline », comme aimait à dire Paul-Henri Spaak, qui en fut longtemps le secrétaire général, ne survivrait guère à la disparition de l'Union soviétique et du manichéisme qu'elle avait hérité de son fondateur. « Ce sera eux (les impérialistes) ou nous (les bolcheviks) », répétait Lénine constamment.

Ce temps-là est fini et bien fini. Même la Chine, le Vietnam, Cuba, où les communistes, ou prétendus tels, sont toujours au pouvoir, ont déserté le culte de Marx pour celui du dollar. La faim pousse jusqu'à la Corée du Nord à s'ouvrir à l'Onclé Sam. L'OTAN est toujours en vie. Jacques Chirac, premier président gaulliste, depuis plus de vingt ans, de la V^e République, a fait rentrer la France dans ses instances militaires. Et l'Organisation se prépare à s'élargir à l'Est : pour le Washington Post, il pourrait s'agir de l'aspect le plus important du second mandat de Bill Clinton.

Un tel développement est pour le moins inhabituel. L'Histoire offre, y compris au cours de ce siècle, plus d'exemples de retournements d'alliances que de renouvellements et d'extensions. Comment expliquer cette singularité alors qu'il ne reste pas grand-chose de l'armée qui a vaincu Hitler et empêché de dominer, pendant quelques décennies, le monde occidental ?

La Tchétchénie a confirmé ce qu'avait déjà montré l'Afghanistan quant à sa capacité à se battre. Les cent quatre-vingt divisions qu'affaiblissait l'URSS il y a dix ans ne sont plus que trente, dont un tiers seulement opérationnelles. Le budget russe de la défense a été réduit de 45 % en quatre ans.

Il est vrai que le Kremlin

lève, ces trois Républiques, dont les langues, très particulières, utilisent les caractères latins, n'ont en soi rien de slave.

Mais, comme avant eux les tsars, Staline et ses successeurs les ont fortement colonisées, au point que les Russes y sont aujourd'hui très nombreux, jusqu'à constituer la majorité de la population de Riga, la capitale de la Lettonie. Habités jadis à dominer, ils vivent naturellement mal la dégradation de leur statut, et il ne manque pas de bons apôtres, parmi les populistes qui voient déjà ouverte la succession de Boris Eltsine, pour reprocher aux dirigeants actuels de les abandonner.

A quoi s'ajoute l'existence, entre la Lituanie et la Pologne, d'une importante enclave russe, l'oblast de Kaliningrad, où Kant naquit lorsque la ville était prussienne et s'appelait Königsberg. On imagine facilement les problèmes qu'elle peut poser. Il en va de même avec la flotte de la Baltique, qui a perdu, avec Riga, son Brest ou son Toulon.

Si l'on ajoute à tout ce potentiel de bisbilles la dépendance où se trouvent les États baltes à l'égard de la Russie pour leur approvisionnement énergétique, et si l'on tient compte de la modicité de leurs dimensions, de leurs ressources, de leur peuplement, en comparaison de ceux de « l'Ours », qui les a si durablement et si durement assujettis, on conçoit qu'ils soient à l'affût d'une garantie d'assistance extérieure.

Mais personne ne paraît très désireux de la leur fournir. La raison en est simple : s'il arrive parfois au Kremlin de tenir des propos relativement conciliants sur l'élargissement de l'OTAN, c'est sous une série de conditions dont la première

est qu'elle ne s'étende en aucun cas aux pays dits de « l'étranger proche », autrement dit ceux qui, comme la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, mais aussi l'Ukraine, ont fait partie de l'URSS.

On comprend d'ailleurs cette préoccupation : l'entrée des Baltes dans l'Alliance atlantique mettrait la pointe avancée de celle-ci à quelques dizaines de kilomètres de Saint-Petersbourg. Il n'en reste pas moins qu'en rejetant leur candidature, l'OTAN refuse de protéger ceux qui sont le plus exposés, ce qui ne peut qu'accroître leur sentiment d'insécurité. De toute façon, la négociation amorcée avec le Kremlin pour lui permettre d'avaler l'élargissement ne peut manquer de tenir largement compte de ses desiderata.

Il a déjà été entendu, au moment de la réunification de l'Allemagne, qu'il n'y avait ni armes nucléaires ni troupes étrangères sur le sol de l'ex-RDA. Les autorités de l'OTAN ont fait la même déclaration à propos des candidats qui ont le plus de chance d'être prochainement admis : la République tchèque, la Pologne et la Hongrie.

Qu'en attendent donc ces candidats, dont les deux derniers, on le notera au passage, ont des gouvernements dirigés par d'ex-communistes ? La réponse tient en peu de mots : ils veulent être sûrs que les Américains vont rester en Europe. Si François Mitterrand l'avait compris un peu plus tôt, il se serait épargné le désagrément de voir Valéry Giscard d'Estaing, de tous les hommes politiques européens vivants l'un des plus respectables, écarté purement et simplement le projet de confédération européenne, avec l'URSS sans les États-Unis, qu'il avait proposé, au printemps 1990,

au cours « d'assises » convoquées à Prague à cet effet.

Peut-être ce désir serait-il moins vif et moins général si l'Union - alors Communauté - européenne avait répondu aux espoirs mis en elle pour faire face, il y a six ans, à la crise née de la décomposition de l'État fédéral yougoslave.

RÉTICENCE AMÉRICAINE

Les candidats à l'OTAN savent le temps mis par les États-Unis pour intervenir dans deux guerres mondiales qui, sans eux, auraient été perdues. Ils savent aussi l'extrême réticence du Sénat américain à accepter l'envoi de boys oh que ce soit. Ils se disent que personne ne sait ce dont l'avenir est fait et que c'est une sage précaution, dans ces conditions, d'avoir les Américains en permanence chez soi. Pour se protéger contre un éventuel retour de flamme de la part de Pierre le Grand et de Joseph Staline. Et aussi - mais cela ils le disent moins - pour équilibrer ce qui pourrait devenir un jour un excès de poids de l'Allemagne.

Ce faisant, ils vont à la rencontre de la Maison Blanche, qui ne se cache pas de voir dans l'OTAN la base essentielle de cette « architecture » de sécurité qu'elle voudrait voir s'établir sur le continent dans le cadre d'un partenariat avec la Russie.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que l'on entende beaucoup citer ces temps-ci la boutade par laquelle le très churchillien général Ismay résumait les buts de ce pacte atlantique dont il fut le premier secrétaire général : « Garder les Russes dehors, les Américains dedans et les Allemands en bas... »

André Fontaine

3
REVONS
Jean-Jacques AILLAGON
Le Monde

DISPARITIONS

Paul-Marie Duval

Un spécialiste reconnu de l'archéologie gallo-romaine

L'HISTORIEN Paul-Marie Duval, membre de l'Institut, est mort à Versailles, mardi 14 janvier, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Né à Paris le 6 août 1912, l'universitaire perpétuait une lignée d'hommes de culture (d'un arrière-grand-père membre de l'Institut jusqu'à son propre père, chirurgien titulaire d'une chaire à la faculté de médecine). Son parcours universitaire fut au diapason de cette tradition : Louis-le-Grand, Ecole normale supérieure, Ecole française de Rome, agrégation d'histoire et de géographie avant le doctorat.

Assistant d'histoire ancienne à la Sorbonne en 1944, il se spécialise, à la suite de Camille Julian et d'Albert Grenier, dans la connaissance des temps pré-romains et gallo-romains. Directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études dès 1946 - il y exercera trente-quatre ans - il enseigna la recherche des éléments antiques légués par les Celtes à la Gaule romaine, parallèlement à ceux que Rome incorpora au mode de vie des Gallo-Romains. Si sa propre curiosité le porte à approfondir essentiellement les caractères religieux et les mœurs des temps antiques, il est soucieux de divulguer largement les apports les plus récents de la science, recourant aux disciplines, jeunes alors, de la photographie

aérienne ou de l'exploration sous-marine. Lors des conflits nombreux qui opposent les archéologues contemporains et les archéologues, qui défendent les trouvailles que les chantiers de l'urbanisme moderne provoquent, il met invariablement son autorité en jeu pour obtenir la conservation du patrimoine national, champion de la réglementation stricte de la pratique archéologique, dans la logique de la loi Carcopino, de 1941, assez essentielle pour survivre à l'opprobre que connut son inspirateur à la Libération.

LA LUTÈCE GAULOISE

Partisan d'une professionnalisation de l'archéologie, Paul-Marie Duval sait très tôt utiliser les médias pour convaincre le plus grand nombre. Croisant l'enthousiasme du chercheur et la mission du vulgarisateur exigeant, il publie en 1952 une *Vie quotidienne en Gaule pendant la paix romaine* (Hachette) qui connaît un grand succès ; cette véritable carte de visite de l'érudite, sans cesse rééditée, a aujourd'hui dépassé le seuil des 35 000 exemplaires.

Chargé des fouilles du Musée de Cluny, Paul-Marie Duval nourrit de leurs fruits une large part de sa thèse sur la première Lutèce, qui permet de rendre à l'actuelle capitale plus de deux siècles d'histoire.

Soutenue en 1961, la somme est aussitôt publiée, sous le titre *Paris antique*, et rencontre un accueil enthousiaste qui traduit les récompenses qui la distinguent (dont le Grand Prix Gobert d'histoire 1962). Cette « invention » de la Lutèce gauloise lui ouvre le Collège de France où il occupe une chaire « d'archéologie et d'histoire de la Gaule » de 1964 à 1982, puis l'Institut - il siège depuis novembre 1971 à l'Académie des inscriptions et belles lettres.

Codirecteur de la célèbre collection « L'univers des formes », il signe le volume consacré aux Celtes (1977), qui achève de réévaluer l'idée naïve mais tenace d'un monde pré-romain fruste et grossier : détaillant un art celtique « expressionniste et obscur », il contribue encore à revisiter « nos ancêtres les Gaulois ». Numismate et épigraphiste, il fut secrétaire, puis directeur de la revue *Gallia* (1961-1985), publiant lui-même nombre de communications savantes. Mais son œuvre récente la plus connue est sans conteste sa contribution à la « Nouvelle Histoire de Paris ». De *Lutèce oppidum à Paris capitale de la France* (1993), synthèse magistrale qui permet de retrouver tous les choix intellectuels du savant.

Philippe-Jean Catinchi

Roland Martin

Historien de l'architecture antique

ROLAND MARTIN, membre de l'Institut, est mort mardi 14 janvier, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Né le 15 avril 1912 à Chaux-la-Potrière (Haute-Saône), ce fils d'ouvrier accomplit un parcours sans faute qui, du lycée de Vesoul à Henri-IV, puis de l'Ecole normale supérieure à l'agrégation et au doctorat, le conduisit à l'Ecole française d'Athènes (1939-1946). Conjuguant rigueur mathématique et précision littéraire, il aborde de façon neuve l'architecture classique. S'il travaille en archéologie sur les sites grecs (Thassos), d'Asie Mineure, puis d'Italie, il s'attache à lire dans les legs monumentaux de la Grèce archaïque et classique l'expression tant sociale que mentale du temps. De retour en France, il enseigne à la faculté des lettres de Dijon, où il est successivement maître de conférences (1946), professeur (1952), doyen enfin (1960-1966) d'une université qu'il contribue largement à redéfinir.

C'est alors qu'il publie les travaux qui imposent sa vision de l'espace et du monument (*Recherches sur l'agora grecque* en 1951, *L'urbanisme de la Grèce antique* en 1956), utilisant le bâtiment comme révélateur d'une conception politique dont il peut dévoiler à la fois le moteur et le miroir, tels l'agora, lieu civilisateur progressi-

vement construit et décoré, mais encore les remparts et les sanctuaires. Outre un précieux *Manuel d'architecture grecque* (1965), on lui doit, avec Jean Charbonneau et François Villard, le triptyque grec de « L'univers des formes » (Gallimard). Professeur d'histoire de l'art et d'archéologie grecque à l'Institut d'art et d'archéologie (Paris-I), il assume la direction du service d'architecture antique du CNRS, l'année même où il intègre la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études (1965).

Membre de l'Institut, il siègeait à l'Académie des inscriptions et belles lettres depuis 1975. Médaille de vermeil de l'Académie d'architecture (1978), puis médaille d'or du CNRS (1981), il fut le premier vice-président du Conseil supérieur de la recherche archéologique, créé en 1979. D'une curiosité pionnière, cet homme chaleureux a fortement contribué à l'élaboration des nouveaux statuts de l'Ecole française d'Athènes, adoptés en 1985, mais une hémorragie cérébrale, qui l'avait terriblement diminué physiquement, au retour de Sellinonte en 1982, l'avait alors déjà condamné à une retraite brutale à Fixin (Côte-d'Or).

Ph.-J. C.

NOMINATIONS

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

Jean-Pierre Angrémy, directeur de la Villa Médicis à Rome, a été nommé par le conseil des ministres du mercredi 15 janvier à la présidence de la Bibliothèque nationale de France (*Le Monde* du 11 décembre 1996). Il succède à Jean Favier, qui a atteint la limite d'âge.

Diplomate de carrière, Jean-Pierre Angrémy est plus connu sous son nom de plume : Pierre-jean Rémy.

Né le 21 mars 1937 à Angoulême (Charente), ancien élève de l'ENA (1961-1963), Jean-Pierre Angrémy opte pour les affaires étrangères. Il est d'abord en poste à Hongkong (1963-1964) et à Pékin (1964-1966), puis à Londres (1966-1971). En 1972, il est nommé à l'ORTF pour s'occuper de l'harmonisation des programmes.

Après avoir été conseiller culturel à l'ambassade de Londres (1975-1979), il est directeur du théâtre au ministère de la culture (1979-1983) et chargé de mission pour l'étude de la construction d'un théâtre musical populaire (1981). Consul général de France à Florence (1985-1987), il sera nommé ambassadeur, délégué de la France auprès de l'Unesco (1990-1994), puis directeur de la Villa Médicis à Rome.

Partiellement à son activité de fonctionnaire et sous le nom de plume de Pierre-jean Rémy, Jean-Pierre Angrémy poursuit une fertile carrière littéraire, publiant une quarantaine d'ouvrages, de *Et l'olivier mourut de sommeil* (1962, Julliard) à *Desir d'Europe* (Albin Michel, 1995), en passant par *Le Sac du Pôles d'été* (Gallimard, 1971), qui obtient le prix Renaudot. Il a été élu en juin 1986 à l'Académie française, au fauteuil de Georges Dumézil.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Charlotte, Chloé et leur grand-père sont très heureux d'accueillir Arthur, né le 2 janvier 1997.

Décès

M. Roger AUBLANC, son épouse, Les familles Aublanc, Poignet, Revet, Forest, Mantis, Et tous ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger AUBLANC,

à Falicon, le 16 janvier 1997.

Le docteur et M. Jacques Dupin, M. et M. Olivier Dupin et leur fille Inès, ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de leur oncle,

M. Paul-Marie DUVAL,

professeur honoraire au Collège de France, survenu le 14 janvier 1997.

Une messe de requiem sera célébrée le lundi 20 janvier, à 10 h 45, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc, place Elisabeth-Brasseur, à Versailles (rive droite).

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, avenue du Général-Mangin, 78000 Versailles.

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Paul-Marie DUVAL,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études, Amis, amis de la Gaule romaine, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

M. Jacky Grain, son épouse, Sandra et Jonathan, ses enfants, M. et M. Monique Gautier, sa mère, M. et M. Jean-Luc Gaudier et ses enfants, M. et M. Bruno Gaudier et ses enfants, Ses frères, belles-sœurs, Ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Dominique GRAIN,

survenu le 12 janvier 1997. Les obsèques auront lieu le samedi 18 janvier, à 9 h 15, en la paroisse de Notre-Dame de Villepinette.

M. et M. Max NATAF et sa famille ont la douleur de faire part du décès de leur cher

Max-Simon NATAF,

survenu le 14 janvier 1997.

Les obsèques ont eu lieu le 15 janvier, à Marseille.

8, rue Emile-Polak, 13006 Marseille.

Pierrette Herterreau, son épouse, François et Marianne Herterreau, Christophe et Marianne Herterreau, ses enfants, Léa, Margaux, Marie, Victor et Julien, ses petits-enfants, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Robert HERTEREAU,

survenu le jeudi 16 janvier 1997, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques seront célébrées le lundi 20 janvier, à 16 heures, en l'église de Saint-Jean-Lespinasse (Lot).

4, avenue de la République, 94600 Chelles-le-Roi.

Jean-Claude et Jacqueline Hocquet, Ony et Michèle Hocquet, ses enfants, Claire, Vincent, Fabien, Anne-Lise et Ysa, ses petits-enfants, Hélène et Nino Hocquet, ses arrière-petits-enfants, M. et M. Paul Delhaye, sa sœur, Annie Bazillan, ont la tristesse de faire part du décès de

Gilbert HOCQUET,

dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 18 janvier 1997, à Aulnoy-Aymeries (Nord).

34, rue Parmentier, 59620 Aulnoy-Aymeries.

Le directeur, Les chercheurs, architectes, ingénieurs, techniciens et administratifs de l'Institut de recherche sur l'architecture antique (UR 550 du CNRS), ont appris avec émotion et tristesse le décès de

Roland MARTIN,

médaille d'or du CNRS, fondateur et ancien directeur de ce laboratoire, qu'il a développé et dont il a su assurer le rayonnement.

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres et directeur d'études Archéologie grecque, survenu le 14 janvier 1997.

(Lire ci-dessus.)

Le président de la section des sciences historiques et philologiques de l'Ecole pratique des hautes études a la tristesse de faire part du décès de

Roland MARTIN,

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 18 JANVIER 1997

ÉLECTRONIQUE MILITAIRE

Les modalités de la privatisation de Thomson-CSF devraient être annoncées par le gouvernement d'ici au 31 janvier. Les ministres concernés

hésitent encore entre une cession de gré à gré et une offre publique de vente (OPV), souhaitée par la direction du groupe. ● LES CADRES de Thomson-CSF sont également favo-

rables à cette formule. Organisés depuis novembre 1995 au sein de l'Association du personnel actionnaire de Thomson (APAT), 2 000 cadres militent pour l'entrée du per-

sonnel au capital, et revendiquent une place dans les instances dirigeantes. ● LA CFTD, PREMIER SYNDICAT chez les cadres, ne partage pas cette vision et s'oppose toujours

à la privatisation. Comme l'APAT, elle estime que l'attente actuelle est préjudiciable aux activités de Thomson-CSF et souhaite un dénouement rapide.

Les cadres de Thomson-CSF se posent en partenaires de la privatisation

Organisé en lobby depuis plus d'un an, l'encadrement se déclare prêt à investir 1 milliard de francs dans son entreprise. Le gouvernement lui a promis une place parmi les futurs actionnaires

« C'EST PLUS FORT que nous. Nous ne pouvons pas nous empêcher de donner notre avis. Cela est sans doute dû à ce que le secrétaire général du groupe appelle le laus de céphalotisation élevé de cette maison », témoigne un cadre de Thomson-CSF. Le revers infligé au gouvernement par la Commission de privatisation le 28 novembre 1996 a fait passer au second plan une autre originalité de la privatisation de Thomson: l'apparition, à côté de la direction et des syndicats, d'un troisième groupe d'acteurs très influent, les cadres de Thomson-CSF.

Dès les premières rumeurs de privatisation à l'automne 1995, Michel Hanotte, directeur de la filiale Thomson Services Industrie, décide, avec quelques autres cadres supérieurs, de créer l'Association du personnel actionnaire de Thomson (APAT). « La presse a commencé à (...) faire état d'un démantèlement du groupe. Il a paru dès lors nécessaire de faire apparaître à la fois son homogénéité et sa crédibilité sur les marchés internationaux, et de montrer que rien ne pourra se faire sans l'adhésion et le soutien de ceux qui font quotidiennement la richesse de ce groupe. Nous considérons que le personnel doit s'exprimer et être un acteur incontournable vis à vis de l'administration et d'éventuels nouveaux actionnaires: c'est pour cela que nous avons choisi d'agir en utilisant le moyen de l'actionnariat », explique la première lettre de l'APAT diffusée dans Thomson-CSF en janvier 1996.

Dès le mois suivant, l'association était forte d'un millier d'adhérents. Michel Hanotte en revendique près de 2 500 aujourd'hui. En un an, l'APAT s'est imposée. Dès le mois de mars, après l'annonce de la privatisation le 23 février et le logement d'Alain Gomez, président du groupe, l'APAT est reçue par l'état-major des armées. Contactée par Matra et Alcatel en avril, l'APAT auditionnera Noël Forgeard (Matra) et Serge Tchuruk (Alcatel-Alsthom) en juillet. Sans prendre officiellement position pour l'une ou l'autre solution, l'APAT signe le 1^{er} octobre – soit seize jours avant que le gouverne-

ment n'arrête son choix en faveur de Matra – un « accord de partenariat » avec le groupe de Jean-Luc Lagardère. Matra s'engageait à favoriser l'actionnariat des salariés. Ceux-ci auraient pu acquérir 5 % du capital du nouvel ensemble et détenir un poste d'administrateur.

HOSTILITÉ SYNDICALE

La Commission de privatisation n'ayant pas ratifié ce choix, l'APAT se félicite que le sort de Thomson-CSF ne soit plus lié à celui de Thomson Multimédia et se prononce pour une offre publique de vente (OPV) le 17 décembre, une position qu'adopte le comité de

direction de Thomson, deux jours plus tard. Le ministère des finances fait alors savoir qu'il « verra à ce que des conditions adaptées soient définies pour développer l'actionnariat des personnels des entreprises privatisées ». Fort de ce succès, Michel Hanotte estime qu'environ 10 000 salariés de Thomson-CSF (sur 42 000) pourront investir, ensemble, 1 milliard de francs dans la société.

Cet activisme ne fait pas l'unanimité. Le 10 janvier, un premier tract de la CFTD, principal syndicat chez les cadres, dénonce « ce relais de la direction générale » composé « d'heureux bénéficiaires de stock-

options » qui ont trouvé dans la privatisation « le moyen de réaliser personnellement la plus fructueuse opération financière ». Hostile à la privatisation, la CFTD estime qu'à l'avenir « seuls compteront le résultat financier et la hauteur des dividendes ».

Mais tous les « thomsoniens » s'accordent pour souhaiter que cesse le flot actuel. « Depuis le départ de Gomez en février 1996, nous n'avons plus de patron mais un administrateur. L'entreprise est en roue libre. Un gardien, ô l'entrée, a récemment accueilli un client étranger qui venait négocier un contrat en lui demandant s'il venait nous racheter ! », raconte un syndicaliste. « Sur 35 milliards de chiffres d'affaires, 14 proviennent d'acquisitions réalisées depuis 1989. Aujourd'hui encore, avec nos 14 milliards de fonds propres et nos 7 milliards de disponibilités, nous pouvons faire plus de 20 milliards de francs d'acquisitions dans l'armement. En nous vendant avec Thomson Multimédia, nous aurons l'impression que Thomson-CSF était possédé de la position de prédateur à celle de proie. C'était la période des soldes à Bercy. Maintenant, le marais est meilleur », témoigne un cadre de la direction financière. « En expliquant que le groupe valait 1 franc symbolique, Alain Juppé a commis une bêtise phénoménale. A l'exportation, nos clients n'acceptent de conclure un marché que s'ils ont la certitude que nous sommes riches et que pouvons leur garantir le service après-vente pendant des années », précise un de ses collègues.

Syndicalistes comme cadres dirigeants convergent sur un point. Les salariés continuent de « se défoncer » pour leur entreprise. Mais « les cadres ont été éternisés par la curatelle qu'on leur a imposée. Nous sommes cinq fois plus gros que nos concurrents et estimons n'avoir aucune leçon à recevoir. Or on n'a pas arrêté de nous en donner », commente un membre du comité de direction.

HABITUÉS AUX DÉBATS

« La situation actuelle ne ne peut plus durer. Tous nos concurrents se déchaînent contre nous, surtout les Américains », affirme un cadre dirigeant favorable à l'offre publique de vente. « Une vente de gré à gré nous obligerait, à nouveau, à passer plusieurs semaines à préparer les dossiers sur la situation de l'entreprise pour les éventuels repreneurs. De plus, la plupart des informations sont très sensibles. Or tous nos concurrents viennent les regarder alors que l'un d'eux seulement sera le repreneur », poursuit-il.

Habitués par Alain Gomez à donner leur avis sur de nombreux sujets, invités dans le cadre de l'université interne à confronter leurs idées avec celles d'intellectuels – Pierre Rosanvallon, Edgar Morin, Alexandre Adler, Alfred Grosser, Jean-Paul Fitoussi et bien d'autres –, les cadres de Thomson n'ont pas, demain, pour les mettre du côté de la direction, l'expérience. Le futur dirigeant saura également à quoi s'en tenir.

Frédéric Lemaître.

Les modalités de la cession seront connues d'ici fin janvier

SECON QUELLE PROCÉDURE Thomson-CSF, numéro un de l'électronique de défense, sera-t-il privatisé ? Le gouvernement, qui n'a pas encore tranché, devrait annoncer son choix avant le 31 janvier. Pas de précipitation : il est hors de question de risquer un nouvel échec après l'arrêt, le 4 décembre, de la première tentative de cession. Cette vente portait sur l'ensemble du groupe, dont la filiale d'électronique grand public Thomson Multimédia, lourdement déficitaire. La privatisation séparée des deux grandes branches du groupe se présente sous de meilleurs auspices. Encore faut-il décider de la procédure, tout au moins pour Thomson-CSF dont la situation financière est bonne.

OPV OU GRÉ À GRÉ ?

L'offre publique de vente (OPV), souhaitée par les dirigeants de Thomson-CSF, est-elle préférable à la procédure du gré à gré utilisée, sans succès, lors de la première tentative ? Elle a l'avantage de pouvoir être mise en œuvre rapidement, et de présenter peu de

risques, sauf krach boursier. A l'inverse, la procédure de gré à gré, plus lourde, repousse l'opération à la fin de l'année, mais elle permet de lier plus directement la privatisation à la restructuration de l'industrie de défense. De plus, en désignant un repreneur, elle augmente la valorisation de l'entreprise, dont le prix est alors majoré d'une « prime de contrôle ». Estimée par certains à 4 milliards de francs, cette prime serait en réalité plus proche de 2 milliards, somme oégible aux yeux du ministre de l'économie et des finances.

Le gouvernement est confronté à un autre choix délicat : Thomson-CSF doit-il être vendu à un concurrent, nécessairement plus petit puisqu'il est le premier français ? Ou doit-il être le « pivot » de la restructuration de la défense, comme le préconise le ministre de l'Industrie et le souhaite une partie du ministère de la défense ? C'est sans doute le premier ministre qui, une nouvelle fois, tranchera.

Anne-Marie Rocco

Le CCE de Danone

approuve le plan social

ENTAMÉE le 31 janvier 1996, la consultation des représentants des salariés de Danone sur la fermeture des usines de Strasbourg (97 salariés), Sedan (Nord, 169 salariés) et la réorganisation de l'usine de Ferrières-en-Bray (Seine-Maritime) s'achève enfin. La troisième et dernière réunion du comité central d'entreprise (CCE) s'est tenue le 16 janvier. Si le CCE a voté contre le projet de restructuration industrielle, il a approuvé les mesures du plan social par 9 voix pour (CFTD, CGC, CSL, non-syndiqués), une abstention (CGT Strasbourg) et 3 refus de vote (CGT). Pour la première fois, la CGT, qui mène une bataille de procédure acharnée contre ce plan (Le Monde du 13 novembre 1996), est apparue divisée.

La direction devait réunir les comités d'entreprise vendredi et commencer la restructuration dès lundi. Elle affirme que des solutions sont déjà trouvées pour une centaine de personnes et que, très rapidement, cinquante autres solutions devraient être annoncées. C'est parce que le plan social a été jugé de qualité que la plupart des représentants syndicaux l'ont approuvé.

La CGT de Sedan ne s'avoue pas vaincue pour autant. Quelques jours avant la tenue du CCE, son avocat a déposé une requête auprès du tribunal de grande instance de Nanterre pour contester le motif économique des suppressions d'emplois. L'audience est prévue pour le 14 février. L'avocat de la CGT estime que les licenciements ne peuvent pas s'inscrire dans la définition du motif économique donnée par le code du travail (article L321-1) car le groupe a réalisé un milliard de francs de bénéfices et ses deux usines sont rentables. Cette procédure n'étant pas suspensive, la direction a décidé de mettre en œuvre son plan social. La jurisprudence, peu développée en ce domaine, rend l'issue de la procédure incertaine.

R. Le

Raytheon rachète Hughes Electronics pour 51 milliards de francs

DIX JOURS après avoir acquis la filiale de défense de Texas Instrument, Raytheon se propulse au troisième rang de l'industrie militaire américaine en rachetant, pour 51 milliards de dollars (environ 51 milliards de francs), Hughes, la filiale d'électronique de General Motors.

« Raytheon vient d'acheter sa survie », estime Keo Herbert, analyste à Frost & Sullivan, cité par l'agence Bloomberg. Ensemble, Raytheon et Hughes totalisent un chiffre d'affaires de 21 milliards de dollars (112 milliards de francs) pour 1996 et un carnet de commandes de 23 milliards. En ayant pratiquement doublé son chiffre d'affaires depuis le début de l'année, Raytheon devient le troisième géant américain, derrière Boeing-McDonnell Douglas (45 milliards de dollars de chiffre d'affaires) et Lockheed Martin (30 milliards). Le nouveau groupe se hisse au deuxième rang dans le domaine des radars militaires et des systèmes de commande d'avions, et devient le numéro un dans les missiles, avec un chiffre d'affaires de 4,7 milliards de dollars.

Sans surprise, le constructeur automobile américain, qui sera payé en actions du repreneur pour plus de 5 milliards de dollars, a préféré miser sur le fabricant des antimissiles Hawk et Patriot, au détriment de Northrop-Grumman, candidat malheureux (Le Monde du 8 janvier). « L'opération sera neutre fiscalement », s'est réjoui le constructeur de Detroit, qui va consacrer la somme de 4,4 milliards de dollars à ses activités dans l'automobile et les télécommunications.

UN PERDANT

General Motors conservera les activités d'électronique automobile de Hughes Deko Electronics pour les transférer dans sa filiale de pièces détachées Delphi Automotive Systems. Le constructeur automobile veut, en outre, faire de Hughes Telecom, sa filiale spécialisée dans l'espace et les télécommunications, un pivot de sa stratégie, comme l'a fait Loral après la vente de ses activités de défense à Lockheed Martin.

Grand pendant de ce nouvel épisode de la partie de chaises musicales que se livrent les industriels américains depuis le signal du départ donné par le Pentagone en 1993, Northrop-Grumman est fragilisé par la victoire de son rival. Avec 8 milliards de dollars de chiffre d'affaires, le fabricant du bombardier B2 et de l'avion de surveillance JSTARS va devoir se rabattre sur des projets plus petits, comme les activités de défense de Litton Industries, d'ITT, de Harris, de Honeywell ou de TRW, s'il ne veut pas devenir un simple sous-traitant. Northrop-Grumman réalise déjà 20 % de son chiffre d'affaires en fabricant des morceaux d'avions pour Boeing et McDon-

nell Douglas. Le rachat de Hughes par Raytheon pourrait constituer l'une des dernières opérations de restructuration de l'industrie américaine de défense. La politique de concentration, initiée il y a trois

ans par William Perry, le secrétaire d'Etat américain à la défense, atteint ses limites, à l'exception peut-être des chantiers navals. Certains analystes s'excitent pas que les autorités antitrusts posent cer-

Ouverture au privé du capital d'Aérospatiale

Le gouvernement a juridiquement ouvert la voie à la fusion entre Aérospatiale et Dassault. Le Journal officiel du jeudi 16 janvier a publié un décret du ministère de l'économie et des finances autorisant « le transfert au secteur privé d'une participation minoritaire de l'Etat au capital d'Aérospatiale, société nationale industrielle, dans le cadre de l'opération de fusion avec la société Dassault Aviation ».

Le gouvernement avait annoncé, le 7 janvier, la saisine de la Commission de privatisation, chargée d'établir la valorisation des deux sociétés et, dans un second temps, de donner son avis sur le niveau de la participation de la famille Dassault dans le nouvel ensemble.

taines conditions au rachat de Hughes. La réduction spectaculaire du nombre d'acteurs dans chacun des segments du marché militaire a permis jusqu'ici de réduire les coûts de production, et donc les prix d'achat par le Pentagone. La compétition entre Raytheon et Hughes a ainsi entraîné une forte baisse des prix des missiles achetés par l'armée de l'air et par la marine. Mais leur rapprochement, en leur conférant une position de monopole, notamment sur l'AMRAAM, le missile de combat aérien le plus sophistiqué au monde, pourrait contraindre les objectifs des militaires.

Christophe Jakubyszyn

Le patron de Mercedes, Helmut Werner, quitte le groupe Daimler-Benz

COLOGNE

Helmut Werner, le président du directoire de Mercedes-Benz, quitte le groupe Daimler. Lors d'une réunion du comité directeur du conseil de surveillance, le jeudi 16 janvier, le patron de la marque à l'étoile, qui siègeait aussi au directoire de la maison mère, a annoncé sa décision de « démissionner de ses fonctions et (...) de s'en aller de l'entreprise ». Le retrait, attendu, de M. Werner, soixante et un ans, survient après un long conflit avec Jürgen Schrempp, le président du directoire de Daimler, à propos des nouvelles structures du groupe.

Même si le communiqué mentionne que « le projet proposé a aussi reçu l'assentiment de M. Werner », ce dernier ne cachait pas sa réticence à un projet qui doit être entériné la semaine prochaine par le conseil de surveillance: la gestion des différentes filiales devant être rapatriée au siège central, l'entité Mercedes va tout simplement disparaître. Or M. Werner, en poste depuis mai 1993, plaide pour le maintien de l'autonomie de sa marque.

Le départ de M. Werner semble avoir été décidé en toute discrétion, début décembre, avec le président du conseil de surveillance

Hilmar Kopper. Le communiqué de Daimler indique que M. Werner « ne voit pas de possibilité d'apporter son expérience industrielle au sein des nouvelles structures ». Le groupe de Stuttgart précise: « Les offres négociées pour la prise en charge d'une nouvelle responsabilité dans le directoire de Daimler ne correspondaient pas aux exigences qu'il faut ».

UNE RIVALITÉ MÉDIATISÉE

Jürgen Schrempp écarte ainsi une des figures marquantes de l'industrie automobile allemande, après l'avoir isolé petit à petit au sein même de son entreprise. Trois dirigeants du constructeur doivent siéger au sein du nouveau directoire de Daimler. « Le départ de M. Werner était logique, car il ne pouvait pas rester dans une fonction moins importante », estime Jürgen Pieper, analyste du secteur automobile à la Deutsche Bank, qui ajoute: « Sur la durée, les deux dirigeants ne pouvaient pas travailler longtemps ensemble ».

Leur rivalité faisait les délices de la presse allemande. Tous deux étaient candidats à la succession d'Edzard Reuter à la tête du premier groupe industriel européen. Après la victoire de Jürgen Schrempp, Helmut Werner s'était plus que jamais concentré sur

Mercedes. En public, les deux dirigeants multipliaient les gestes amicaux, mais leurs fortes personnalités restaient à l'opposé l'une de l'autre. Surnommé le « Rambo de la natoo » par les syndicats pour ses méthodes directives, Jürgen Schrempp n'hésite pas à taper du poing sur la table. Après avoir assaini Daimler très rapidement, il plus efficace en supprimant des niveaux hiérarchiques. Anréolé du redressement de Mercedes, Helmut Werner, plus prudent, charmeur et diplomate, était le seul des membres du directoire à s'opposer à cette réforme.

Dans son communiqué, Daimler souligne les « réalisations remarquables » de cet homme dont le départ créera un vide. Mercedes, qui accusait une perte de 1,2 milliard de deutschemarks (4 milliards de francs) en 1993, affichait un bénéfice net de 2,3 milliards deux ans plus tard, alors que la maison mère engrangeait un déficit historique (-5,7 milliards de deutschemarks). En 1996, les ventes de d'automobiles ont battu un nouveau record, à 640 000 unités, dont plus de la moitié hors d'Allemagne. « Le départ de M. Werner sera une perte, même si les programmes qu'il a lancés seront sans doute poursuivis », estime Jürgen

Pieper, écartant l'hypothèse selon laquelle son limogeage serait au contraire le prétexte à un changement de stratégie.

Recruté par Daimler en 1993, M. Werner, cadre commercial de formation, avait auparavant travaillé pour les fabricants de pneumatiques Uniroyal et Continental, mais c'est au service de Mercedes qu'il a forgé sa réputation de manager brillant. Il a profondément renouvelé la gamme du constructeur. Lancée en 1995, la classe E connaît un franc succès. Les minivans de la classe V, le Roadster, la Smart conçue avec le fabricant des montres Swatch et la classe A figurent parmi les projets récents ou en gestation de M. Werner.

Ce patron médiatique, élégant derrière ses fines lunettes de métal, a poursuivi l'implantation d'usines, en Allemagne notamment, aux Etats-Unis et en France (à Hambach, en Lorraine, pour la Smart). En trois ans à la tête de Mercedes, il a acquis une réputation telle qu'il paraît improbable de le voir partir chez un constructeur moins prestigieux. Des rumeurs, jusque-là démenties, l'annoncent notamment à la tête de la Deutsche Bahn, la compagnie ferroviaire allemande.

Philippe Ricard

سعد بن النور

Les banques centrales de France et d'Angleterre surprennent les marchés financiers

Les deux instituts d'émission ont opté pour le statu quo monétaire

Déjouant les pronostics des analystes, la Banque de France et la Banque d'Angleterre ont laissé inchangés, jeudi 16 janvier, leurs taux directeurs. Le nou-

veau conseil de l'institut d'émission français n'a pas voulu conforter le scénario d'une rupture dans la stratégie monétaire française. Au Royaume-Uni, la

chancellerie de l'échiquier, Kenneth Clarke, a expliqué que la hausse de la livre sterling protège l'économie britannique de tensions inflationnistes.

LES BANQUES centrales de France et d'Angleterre ont déjoué, jeudi 16 janvier, les pronostics des analystes. Alors que les opérateurs misaient sur une baisse du taux des appels d'offres français, l'institut d'émission l'a laissé inchangé, à 3,15 %. Les espoirs des marchés se fondaient notamment sur la composition du Conseil de la politique monétaire (CPM) de l'institut d'émission (*Le Monde* du 16 janvier). L'arrivée de Jean-René Bernard et de Pierre Guillen, en remplacement de Jean Boissonnat et de Bruno de Maulde, avait alimenté les spéculations sur un changement de cap de la politique monétaire française. Le *statu quo* décidé jeudi va à l'encontre de cette thèse et démontre que la stratégie du nouveau conseil s'inscrit dans la stabilité et la continuité, conformément aux vœux formulés par le président de la République, Jacques Chirac.

Les marchés financiers continuent malgré tout à parier sur une convergence des taux de la Banque de France et de la Bundesbank au cours des prochains mois. Ils restent persuadés que tôt ou tard les membres du CPM partisans d'une plus grande souplesse - les « colombes » -, qui, selon leurs calculs, détiennent désormais la majorité, seront en mesure d'orienter la politique monétaire comme ils l'entendent. Selon les cours des contrats à terme, qui reflètent les anticipations des opérateurs, l'écart des rendements à trois mois entre la France et l'Allemagne, actuellement de 0,20 %, se situerait à 0,08 % fin juin et à 0,03 % fin septembre. Dès la fin de l'année, les taux français passeraient même légèrement sous leurs homologues allemands. Ce mouvement de ciseaux revêt une importance politique. Faire passer les taux de la Banque de France sous ceux de la Bundesbank reviendrait officiellement à remettre en cause la domination monétaire allemande.

Si les analystes attendaient, jeudi, une baisse des taux en France, ils prévoyaient en revanche une hausse des taux au Royaume-Uni. Mais la banque centrale britannique a, elle aussi, opté pour le *statu quo*. Cette décision avait été prise, la veille, lors de la rencontre mensuelle entre le chancelier de l'échiquier, Kenneth Clarke, et le gouverneur de l'institut d'émission Eddie George. Contrairement à la Bundesbank et à la Banque de France, la Banque d'Angleterre n'est pas indépendante du pouvoir politique. C'est le gouvernement qui est responsable, en dernier res-

sort, du niveau des taux d'intérêt. De nombreux investisseurs avaient paré sur un resserrement de la politique monétaire, compte tenu du dynamisme de l'économie britannique. Le Royaume-Uni a enregistré en 1996 sa quatrième année de croissance soutenue (+2,4 %) et l'année 1997 s'annonce meilleure encore. Selon les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), le produit intérieur brut devrait progresser de 3,3 %. Conséquence directe de cette croissance, à laquelle il faut ajouter un marché du travail plus souple et un système d'indemnisation du chômage moins avanta-

geux que sur le continent ainsi qu'une évolution démographique favorable, le taux de chômage ne cesse de décroître outre-Manche. Alors qu'il s'établissait à 10,2 % en 1993, il est retombé à 6,7 % en décembre, selon les statistiques publiées mercredi (1 885 000 demandeurs d'emplois).

Les succès économiques du Royaume-Uni impressionnent la communauté économique et financière internationale. « Les perspectives de croissance et de faible inflation n'ont jamais été aussi bonnes depuis trente ans », notaient dans leur rapport semestriel

de décembre les experts de l'OCDE.

De façon plus politique, le premier ministre John Major compte naturellement faire de la santé du marché de l'emploi le principal argument économique de la campagne pour les élections législatives, qui se tiendront au plus tard en mai. « Au cours des quatre dernières années, la Grande-Bretagne a créé davantage d'emplois que les autres principaux pays d'Europe réunis », a-t-il affirmé, mercredi, commentant les chiffres du chômage. « Les gens auront à choisir s'ils veulent continuer avec la politique qui a apporté la stabilité et la prospérité ou s'ils veulent remettre

en jeu les fruits de leur dur travail » avec un Parti travailliste « inexpérimenté », a ajouté M. Major.

Selon les analystes de la City, il se pourrait d'ailleurs que le *statu quo* monétaire décidé jeudi ait une origine politique et que le chancelier de l'échiquier ait opposé une fin de non-recevoir aux demandes formulées par le gouverneur de la banque centrale. Un désaccord de ce type avait eu lieu au début de l'année 1996. M. Clarke avait mis son veto à une hausse des taux au caractère d'autant plus impopulaire que les emprunts hypothécaires, au Royaume-Uni, majoritairement référencés à taux variable.

LA BONNE TENUE DE LA LIVRE

Fin décembre, le gouverneur de la Banque d'Angleterre avait laissé entendre qu'un resserrement de la politique monétaire britannique était imminent. « Nous constatons une reprise de l'expansion par la consommation, comme en témoigne la forte croissance de la masse monétaire », avait expliqué Eddie George. Pour contenir cette forte croissance, il sera nécessaire, à un moment ou à un autre, de procéder à une hausse des taux d'intérêt. L'agrégat de monnaie M4 a progressé de 10,4 % en décembre, un rythme nettement supérieur à la croissance de la production industrielle, et cet excédent de liquidités crée une situation potentiellement inflationniste. Si les prix à la consommation progressent actuellement à un rythme modéré au Royaume-Uni (2,5 % en décembre), les autorités monétaires britanniques ne partagent pas le sentiment, aujourd'hui largement répandu, selon lequel l'inflation est morte.

Pour justifier le *statu quo* monétaire et pour rassurer les marchés financiers, Kenneth Clarke a expliqué que la vigueur actuelle de la livre sterling est un élément « très, très anti-inflationniste ». Depuis la fin du mois d'août, la monnaie britannique a progressé de 10 % face au dollar et de 17 % face au franc et face au deutschemark, ce qui diminue les risques d'inflation importée et constitue un frein naturel aux exportations et à la croissance. Comme la livre, la peseta ou encore le dollar, la livre sterling a quitté le camp des monnaies faibles.

Pierre-Antoine Delhommas

LVMH vend 7 % de Guinness pour 5 milliards de francs

LE GROUPE de luxe LVMH présidé par Bernard Arnault a cédé 7 % des 21 % qu'il possédait dans le groupe britannique de vins et spiritueux Guinness. Les 135 millions d'actions ont été vendues à Goldman Sachs au prix de 414 pence par action, pour 5 milliards de francs. LVMH ne cachait pas son insatisfaction sur la gestion de Guinness, dont le cours stagne en Bourse depuis des années. Ce désengagement partiel s'inscrit dans la stratégie de recentrage du groupe sur les produits de luxe, qui connaissent une forte croissance et des bénéfices très élevés, alors que le marché des spiritueux est déclinant, la consommation d'alcool régressant dans les pays développés. Le produit de la vente va permettre à M. Arnault de financer l'acquisition de Duty Free Shoppers, à l'automne pour 12,6 milliards de francs. Cette chaîne de distribution dans les aéroports en duty free doit permettre à LVMH de préserver ses marges en y écoulant ses produits de luxe. L'action LVMH gagnait 4,2 % vendredi 17 janvier dans la matinée.

DÉPÊCHES

■ **LECLERC**: le distributeur français a annoncé jeudi 16 janvier son alliance avec le premier réseau européen de distributeurs indépendants EMD (European Marketing Distribution), dont il a pris 20 % à parité avec le groupement allemand Markant. Cette entrée s'effectue via Eurolec basé à Zurich qui regroupe seize coopératives françaises d'approvisionnement des centres Leclerc et leurs homologues espagnoles, portugaises et polonaises. Les 2 000 adhérents d'EMD ont un chiffre d'affaires global de 682,5 milliards de francs.

■ **SNCF**: les prix des billets de train plein tarif vont augmenter de 1,4 % à compter du 26 janvier, soit moins que l'inflation prévue, a annoncé le 16 janvier la SNCF en soulignant qu'en moyenne le prix payé par le voyageur n'augmentera que de 0,5 %. Les prix des cartes Cartisimo, Kivvi et Vennell Quatre Temps restent inchangés, et celui de la carte Vennell Plein temps passera de 270 à 279 francs.

■ **EDF-GDF**: les négociations entamées entre les organisations syndicales et les directions d'EDF-GDF sur l'emploi et la réduction du temps de travail devaient reprendre vendredi 17 janvier à midi. Elles avaient été suspendues le matin à 3 heures, après onze heures de débats.

■ **WEIL**: les représentants des 460 salariés du fabricant de vêtements Weil SA ont accepté, jeudi 16 janvier une réduction de leur temps de travail de 39 à 35 heures hebdomadaires, sans perte de salaire pour les rémunérations mensuelles inférieures à 8 000 F bruts. L'accord a été signé, dans le cadre de la loi Robien, par FO et la CGC mais pas la CGT.

■ **SOMMER ALLIBERT**: le groupe transformateur de matières plastiques (automobile, habitat) a signé le 16 janvier un protocole d'accord avec le fonds d'investissement Andlinger pour lui céder pour 260 millions de francs ses accessoires de salles de bains (1,1 milliard de francs de chiffre d'affaires).

■ **CHEVRON**: le pétrolier américain a conclu un accord avec la compagnie pétrolière russe Lukoil pour lui vendre une participation de 5 % dans la joint-venture exploitant le champ pétrolifère de Tengiz (Kazakhstan) sur la mer Caspienne, ce qui ramènera la part de Chevron à 45 %.

■ **FORD**: le constructeur automobile Ford a annoncé jeudi 16 janvier la suppression de 1 300 emplois dans son usine britannique de Halewood, dans le Merseyside (nord-ouest de l'Angleterre) qui emploie 4 500 personnes.

■ **CIR**: le financier italien Luigi Giribaldi détient depuis jeudi 16 janvier plus de 10 % de la CIR, propriétaire d'Olivetti. Il a également acheté en bourse plus de 20 % de la holding de contrôle de la CIR, la Cofide. Carlo De Benedetti détient encore 50,8 % du capital.

■ **UNION DE BANQUES SUISSES**: l'agence d'évaluation financière Standard and Poor's a retiré jeudi 16 janvier sa note AAA à la banque, qui était l'une des dernières au monde à bénéficier de cette cote de crédit maximale. L'UBS est notée AA+.

■ **CRÉDIT FONCIER**: plusieurs centaines de salariés ont investi vendredi matin 17 janvier la salle où se tenait le comité exécutif de l'institution, retenant ses membres en otages. Le gouverneur, Jérôme Meyssonnier, n'assistait pas à ce comité. L'intersyndicale avait programmé une réunion à l'intention des personnels pour faire le point de la situation, après l'audition mercredi du ministre de l'économie par la Commission des finances de l'Assemblée (*Le Monde* du 17 janvier).

■ **GENERAL ELECTRIC**: le groupe américain (électricité, services financiers) a annoncé, jeudi 16 janvier, un résultat net pour 1996 de 7,28 milliards de dollars (38,9 milliards de francs), en hausse de 11 %, pour un chiffre d'affaires de 79 milliards de dollars.

■ **ALCAN**: le groupe d'aluminium canadien a annoncé jeudi 16 janvier une hausse de 56 % de son bénéfice en 1996, à 410 millions de dollars (2 milliards de francs) et un chiffre d'affaires de 7,6 milliards en baisse de 18 %.

Les promoteurs de Hongkong tentent de calmer la spéculation immobilière

HONGKONG
correspondance

L'année 1997 aura commencé de manière quelque peu inattendue pour la population de Hongkong. Pas moins de 27 000 personnes, en trois jours, se sont ruées pour obtenir un vrai-faux passeport britannique ? Non ! Pour se porter candidates à l'achat d'un appartement qui sera achevé lorsque Pékin sera redevenu maître des lieux ! Il ne restera que peu d'élus : seules 1 864 personnes, tirées au sort par ordinateur, se retrouveront propriétaires d'un appartement à 40 000 francs le mètre carré au fin fonds des Nouveaux Territoires.

Comme toujours en situation de pénurie, s'est créé un « marché noir » des droits d'acquisition. La loi prévoyant que seul le nom tiré au sort pouvait être l'acquéreur final, des petits malins ont créé des sociétés, pour pouvoir en revendre les parts. Début décembre, plus de 70 % des 6 000 acheteurs inscrits pour l'acquisition de 291 appartements dans les Nouveaux Territoires étaient des sociétés. Mi-décembre, l'une d'entre elles a été revendue plus de 1 300 000 francs, pour des appartements vendus à 60 000 francs le

mètre carré sur l'île de Hongkong !

Pour limiter l'afflux des spéculateurs montrés du doigt par un gouvernement qui menace tous les jours d'intervenir, l'association des promoteurs locaux vient de décider de limiter le nombre de sociétés à 15 % des acheteurs, et d'interdire tout changement à la tête de celles-ci avant achèvement des travaux.

Au début, le mouvement de hausse semblait cantonné au marché très étroit des appartements de grand luxe, dont les prix moyens ont progressé de 37 % en 1996. Mais, depuis peu, le marché de masse semble lui aussi pris dans l'ascension : il s'est apprécié de 22 % en 1996, effaçant du coup la baisse des prix de 1994 et 1995.

« ABERRATION ÉCONOMIQUE »

Certains banquiers y voient une « aberration économique », et mettent en avant le spectre de la « bulle financière », prête à éclater au moindre coup d'arrêt. La chute vertigineuse des prix immobiliers au Japon est dans bien des esprits. « Est-il normal que Hongkong soit désormais beaucoup plus cher que Tokyo ? », s'interroge un banquier de la place. Jusqu'où une économie peut-elle supporter des coûts immobiliers prohibitifs ?

A y regarder de plus près, c'est tout le système de Hongkong qui est à l'origine de cette « aberration économique ». Premièrement, les promoteurs paient au gouvernement, seul propriétaire des terrains, des concessions colossales, d'une durée souvent limitée à cinquante ans. Pour la construction d'une tour sur la nouvelle station de métro du quartier d'affaires de Central, les promoteurs ont dû verser, pour le seul droit de construire, 27 milliards de francs à l'Etat ! Contrairement à l'image de

la colonie, Hongkong n'est pas un paradis fiscal : toute transaction immobilière comporte une part, considérable, de prélèvement public, qui représente jusqu'à 30 % des recettes de l'Etat. A cette réserve toutefois que plus de la moitié de la population de Hongkong, soit 3,1 millions de personnes, est logée dans des HLM « subventionnés par le gouvernement », donc par ceux qui se logent au prix du marché.

Deuxièmement, alors que Bangkok et Shanghai ont aujourd'hui couvertes d'immeubles inoccupés, le marché de Hongkong est en situation de pénurie chronique, savamment orchestrée par le gouvernement, maître de la quantité de terrains disponibles et des prix, à travers son système de concession. Aussi la flambée des dernières semaines reflète-t-elle d'abord la demande d'une population qui ne cesse de croître. L'offre de terrains est calée sur des prévisions démographiques très en-deçà de la réalité, qui ne prennent que partiellement en compte l'afflux de Chinois venus de l'autre côté de la frontière. Certains témoignages ont fait état de nombreux Chinois originaires de Chine populaire dans les queues d'attente. Aussi le prochain chef exécutif de l'île, Tung Chee-hwa, a-t-il déjà fait savoir qu'il augmenterait l'offre de terrains pour répondre à la poussée démographique.

L'immobilier est, à bien des égards, une sérieuse brèche à l'image d'économie libérale défendue par le gouvernement britannique. A ce titre, la régulation stricte de l'offre constitue une protection contre les risques de retournement brutal du marché que l'on rencontre aujourd'hui dans bien d'autres villes d'Asie.

Valérie Brunschwig

BOURSE

26 sociétés du CAC 40
communiquent

3615 LE MONDE

AFER
la référence en épargne-retraite

La régularité dans la performance
La sécurité
La transparence

Soit plus de 5 points au-dessus de l'inflation.

6,84% NET
Taux de rémunération du Fonds AFER en francs EN 1996

APPEL GRATUIT
N° Vert 0 800 400 249

AFER - 87, rue Saint-Louis
75411 PARIS CEDEX 10
Tél. Paris : 01 53 20 21 50
AFER SAS - Courmayeur
sur conseil de 25 NOV
F.C.S. PARIS 8 130 001 112

afer
DÉLÉGATION RÉGIONALE

■ LES COURS DU PÉTROLE BRUT ont cédé jeudi la moitié du terrain gagné la veille sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de référence a perdu 43 cents à 25,52 dollars.

CAC 40 ↑ Clôture	CAC 40 ↑ 1 mois	CAC 40 ↑ 1 an	MIDCAC ↑ 1 mois
------------------------	-----------------------	---------------------	-----------------------

Indice CAC 40 sur un an

ness, dont le groupe de Bernard Arnault détient près de 20 %. LVMH gagne 3,4 % dans un marché actif portant sur 256 millions de francs.

HAVAS a été dopé, jeudi 16 janvier, par l'anticipation du rachat des titres détenus par les actionnaires minoritaires de CEP Communication, dont la cotation a été suspendue. L'action du groupe de communication a gagné 3,03 % à 400,80 francs avec 172 802 titres échangés. Après la clôture, Havas a annoncé qu'il lançait une OPA (offre publique d'achat) sur CEP Communication à 470 francs par action. Le prix offert par Havas (qui détient déjà 74,2 % du groupe de presse spécialisé) fait ressortir une

prime de 17,5 % par rapport au dernier cours coté et de 28 % par rapport à la moyenne des cours des 30 derniers jours (*lire page 32*).

veau sommet grâce à une accalmie sur le plan monétaire en Grande-Bretagne avec le maintien du taux de base de la Banque d'Angleterre. L'indice Footsie a clôturé en hausse de 38,6 points, soit + 0,93 %, à 4 197,5 points. Francfort a également atteint ses plus hauts niveaux, l'indice DAX gagnant 4,86 points (+ 0,16 %), à 2 993,31 points, à l'issue de la séance officielle.

	Cours au 15/01	Cours au 15/01	Var. en %
Paris CAC 40	2.068,32	2.059,58	-0,51
New-York/DJ Indus.	6.751,13	6.722,28	-0,42
Tokyo/Nikkei	18.144,50	18.092,28	-0,28
Bourse FT100	4.194,30	4.175,90	-0,43
Francfort/Dax	2.993,31	2.980,65	-0,42
Frankfurt/Comex	1.037,08	1.033,52	-0,31
Bourse de Londres	2.536,42	2.525,56	-0,43
Bourse de Genève	1.952,56	1.942,56	-0,51
Milano/MIB 30	1.022	1.020,2	-0,17
Aussterdam/AEX Cbo	450,90	449,7	-0,27
Madrid/Iber 35	465,58	463,55	-0,20
Stockholm/Vindex	1.944,64	1.934,64	-0,51
Londres FT30	2.815,10	2.792,96	-0,78
Hong Kong/HKSE	5.138,00	5.176,78	+0,74
Singapore/Strait	2.220,36	2.222,15	+0,08

PARIS ↗ jour le jour	PARIS ↗ OAT 10 ans	NEW YORK ↗ jour le jour	NEW YORK → Bonds 10 ans	FRANCFORT → jour le jour	FRANCFORT ↗ Bonds 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse vendredi 17 janvier. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars cédait 20 centimes, à 130,42 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans fléchissait à 5,58 %, soit 0,16 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.

Notionnel 10^e à première échéance, 1 an

The chart displays the evolution of the Notionnel 10th to first maturity, 1 year, from 1991 to 1999. The x-axis represents time in years, with labels for 1991, 1995, and 1999. The y-axis represents the value, with a label of 100 at the bottom. The line shows a general upward trend with significant volatility, starting around 100 in 1991 and reaching approximately 130 by 1999.

TAUX t_{0,t_1}	taux jour le jour	taux 10 ans	taux 30 ans	taux inscrite des prix
France	3,28	5,62	6,60	1,58
Allemagne	3	5,72	6,65	1,80
Grande-Bretagne	5,81	5,83	7,69	2,70
Italie	7,68	5,28	7,87	5,40
Japon	0,44	2,51		0,30
Etats-Unis	5,38	6,52	6,80	2,50

DE PARIS			
Taux de rendement	Taux au 1/01/01	Taux au 1/01/01	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,06	4,06	100,46
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,86	5,95	100,90
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,39	5,42	101,18
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,83	5,86	101,32
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,41	6,48	102,56
Obligations françaises	5,72	5,81	101,05
Fonds d'Etat à TME	-2,53	2,53	99,95
Fonds d'Etat à TRE	-2,14	2,14	99,79
Obligat. franç. à TME	-2,19	2,17	99,91
Obligat. franç. à TRE	-0,68	3,08	100,05

	Achat 1601	Vente 1601	Achat 1501	Vente 1501
Jour le jour	3,38	3,38	3,38	3,38
1 mois	3,38	3,38	3,38	3,38
3 mois	3,38	3,38	3,38	3,38
6 mois	3,38	3,38	3,38	3,38
1 an	3,38	3,38	3,38	3,38
Pi&bor Francs				
Pi&bor Francs 1 mois	3,38	3,38	3,38	3,38
Pi&bor Francs 3 mois	3,38	3,38	3,38	3,38
Pi&bor Francs 6 mois	3,38	3,38	3,38	3,38
Pi&bor Francs 9 mois	3,38	3,38	3,38	3,38
Pi&bor Francs 12 mois	3,38	3,38	3,38	3,38
Pi&bor Ecu				
Pi&bor Ecu 1 mois	4,1250	4,1250	4,1250	4,1250
Pi&bor Ecu 6 mois	4,1250	4,1250	4,1250	4,1250
Pi&bor Ecu 12 mois	4,1250	4,1250	4,1250	4,1250

Échéances 16001	volume	semier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 97	231180	136,26	136,26	130,00	130,36
juin 97	477	128,24	128,24	123,00	128,96
Sept. 97	57	122,08	127,36	122,08	127,26
Déc. 97	61				
PIBOR 3 MOIS					
Mars 97	21894	96,60	96,43	96,26	96,81
juin 97	12512	96,60	96,46	96,02	96,94
Sept. 97	10959	96,51	96,43	96,37	96,94
Déc. 97	6018	96,72	96,74	96,69	96,71
ECU LONG TERMIE					
Mars 97	2667	97,00	97,30	96,70	96,76

Échéances 16/01	volum	demier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Janvier 97	12576	2408	2422	2384	2399
Février 97	152	2404	2422	2400	2404,50
Mars 97	573	2418	2430	2406	2410
juin 97					

	COMTS AU	Var. %	Var. %
	17/01	16/01	31/12
HAUSSES, 12h30			
COMEX (CME) Ly	54,30	+5,46	+16,02
Christian Dior	923	+1,48	+10,27
CPK	489	+4,50	+13,35
Canal +	1200	+1,56	+4,71
Imoparc	102,00	+5,87	+17,70
Sole Communications	575	+4,54	+16,62
Fininvest	86	+4,40	+7,23
De Dietrich	215	+4,36	+10,48
Credit Lyonnais Cl	136,50	+4,05	+2,63
Wolff	106,10	+3,90	+3,79

Advertiser, 12/1/90	Spots	Cost	Rate
Keweenaw Advertising	572	\$7,908	+0.52
Credit National	348,10	\$2,38	+16.49
Union Assur.Fda	605	\$2,24	-5.46
Cred.Fon.France	63,50	\$2,19	-5.92
Bf Gabon	1392	\$1,89	+5.05
Sinco	496,70	\$1,85	+10.08
Compitair Entrep.	9,85	\$1,68	+2.60
Technip	525	\$1,50	+7.80
Bazar Hot.Ville	465	\$1,38	+5.42
Lebon	176,50	\$1,30	+3.15

SÉANCE, 12h30	1701 Titres échanges	Capitalisation en K€
Pinault-Prin Red.	1547/78	366592357
LYM1 Monet Vuitton	1624/69	254407625
Avg	481336	165751303,30
Cinéal +	95861	113666158
EF Aquitaine	2251/27	11272285,90
Christian Dior	115455	106389791
Carrefour	288176	97635760
Total	213492	55923482,40
Lyonnaise Eau	170957	90330431
Eaux (Cité des)	125742	89638364

Sélection de valeurs du FT 100		
	16/01	15/01
Allied Lyons	11,17	11,18
B.A.T. Industries	5,09	4,94
British Aerospace	12,94	12,97
British Airways	5,96	5,98
British Telecom	7,23	7,18
British Petroleum	7,13	7,06
British Telecom	4,17	4,15
B.T.R.	2,59	2,48
Cadbury Schweppes	4,78	4,81
Eurotunnel	0,97	0,97
Force		
Globe Wellcome	9,38	9,26
Granada Group Plc	8,58	8,54
Great Metropolitan	4,35	4,36
Guinness	4,36	4,30
Harland & Wolff	6,89	6,85
Graink Itc	4,41	5,98
H.S.B.C.	14,09	13,86
Imperial Chemical	7,39	7,42
Legal & Gen. Corp.	3,98	3,99
London & Lancashire	4,81	4,77
National Westminster	7,82	7,76
Panislaur Orienta	6,60	6,60
Reutars	6,75	6,65
Saatchi and Saatchi	1,04	1,03
Schlitz Transport	10,39	10,20
Tate and Lyle	4,65	4,65
Unilever Ltd	14,01	14,03
Zeneca	16,56	16,59

	COINTE AU	Var. %	Var. %
	17001	1601	31/12
HAUSSES, 12h30			
Troubay Cassin #	134	+2.50	+2.61
NSC Schilm. Ny	688	+3.75	+24.65
Phyno-Lierac	366	+3.50	+24.06
Ducros Serv.Rapide	69.30	+0.50	+12.04
Morneret Jowet Lys	80.85	+0.50	+7.80

	1961	1961	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1685.55	1742.22	+0.81
Ind. gén. SBF 250	161.61	168.33	+0.73
Ind. Second Marché	1794.57	1782.18	-0.72
Indice Midcac	1499.91	1466.75	-0.95

2 - Produits de base	1698,63	11895,47	+0,54
3 - Construction	1626,52	10760,96	+0,35
4 - Biens d'équip.	1203,43	12821,15	+0,08
5 - Automobile	1595,13	11816,64	+0,16
6 - Biens consom.	3245,17	10228,94	+0,73
7 - Indus. agro-silv.	1665,52	16200,00	+1,14
Services	1871,68	11350,00	+1,11
8 - Distribution	3684,16	3369,45	+1,24
9 - Autres services	1196,79	1134,96	+1,02
Sociétés financières	1176,70	1163,50	+0,99
10 - Immobilier	754,06	1175,89	+0,91
11 - Services financ.	1126,96	1116,00	+0,90
12 - Sociétés invest.	1676,15	1658,35	+1,04

US/F ↓ 5,3803	US/DM ↗ 1,5945	US/£ ↓ 116,5100	DM/£ ↓ 3,3754	£/F ↓ 9,0080
---------------------	----------------------	-----------------------	---------------------	--------------------

LE DOLLAR s'inscrivait en nette baisse, vendredi matin 17 janvier, lors des premières transactions entre les banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,6015 mark, 5,3980 francs et 116,95 yen.

La monnaie américaine était soutenue par un renouveau apparu durant la nuit sur les places asiatiques selon laquelle la Banque du Japon ne serait pas disposée à intervenir sur le marché des changes pour vendre

DEVICES	cmvs RFD 16/11	% 15/01	Acus	Vente
Aliveness (100 dm)	337,5400	100.00	325	2,540
Belgium (100 fcs)	4,5000	1.33	100	1,000
Belgium (100 fcs)	13,3300	3.95	5,000	5,000
Belgium (100 fcs)	5,0000	1.48	15,000	15,000
Payo-Bas (100 fcs)	500,4000	148.26	—	—
Italy (100 fcs)	3,7400	1.11	3,210	3,210
Denmark (100 fcs)	1,0000	0.30	1,000	1,000
Denmark (100 fcs)	8,6220	2.55	2,410	2,410
Denmark (100 fcs)	1,0000	0.30	5,530	5,530
Gee-Empagne (10 fcs)	2,1630	0.64	1,850	1,850
Grèce (100 fcs)	77,4000	23.25	70	700
Grèce (100 fcs)	1,0000	0.30	45,000	45,000
Holland (100 fcs)	54,5500	16.46	5,000	5,000
Austrie (100 fcs)	27,7700	8.26	26	260
Espagne (100 pes.)	4,0100	1.20	3,740	3,740
Portugal (100 esc.)	3,3810	1.01	2,950	2,950
Portugal (100 esc.)	4,0100	1.20	3,740	3,740
Finland (100 fms)	4,5900	1.36	4,360	4,360
Finland (100 fms)	113,2000	33.85	100	1,000

	cours 15/01	cours 15/01	INDICES
Or fin (à la barre)	60900	60900	
Or fin (au lingot)	61300	61200	Dow-Jones composite
Once d'Or Londres	354,45	—	Dow-Jones à terme
Pièce d'France (20f)	351	351	CRB
Pièce suisse (20f)	353	352	
Pièce suisse (10f)	352	352	METALS (London)
Pièce 20 dollars us	2335	2340	Cuivre comptant
Pièce 10 dollars us	1320	1322,50	Cuivre à 3 mois
Pièce 50 pesos mex.	2295	2285	Aluminium comptant
			Aluminium à 3 mois
			Plomb comptant

En dollars	cours 16/01	cours 15/01	
Brent (Londres)	—	—	Zinc comptant
WTI (New York)	—	—	Zinc à 3 mois
Crude Oil (New York)	—	—	Nickel comptant
			Nickel à 3 mois

INDICES		MÉTALX (New-York)		\$/once
	1601	1501		
Dow-Jones composite	237.91	238.58	Avgust à terme	—
Dow-Jones à terme	406.56	409.00	Pétrole à terme	—
CRB	243.13	243.50	Palladium	—
	60.71	60.71	GRAINES DENRÉES (Chicago)	\$/bushel
MÉTALX (Londres)	dollars/tonne		BK (Chicago)	—
Café composite	2462	2462	Mais (Chicago)	2.71
Café à 3 mois	2326	2326	Grain, soja (Chicago)	—
Aluminium composite	1558	1558	Foin, luzerne (Chicago)	—
Aluminium à 3 mois	1614.50	1614.50	GRAINES DÉBRASSÉS (Londres)	\$/tonne
Poivre composite	713.50	713.50	P. de terre (Londres)	£/cwt
Piombe à 3 mois	721	721	Ore (Londres)	£/oz
Etain composite	5990	5990	SOFTS	\$/bushel
Etain à 3 mois	6026	6026	Cacao (New-York)	—
Zinc composite	1100	1100	Café (Londres)	—
Zinc à 3 mois	1119	1119	Sucre blanc (Paris)	—
Nickel composite	7355	7355	OLEAGINEUX, AGRUMES	cents/litre
Nickel à 3 mois	7435	7435	Jus (New-York)	—
			Citron d'orange (New-York)	—

+0,58 %
CAC 40 :
2421,70

Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12h30

FRANÇAISES	Cours précéd.
------------	------------------

-0,59	10	to Yokohama	280	1,17	50
-1,26	10	Yokohama	81	20,95	1,19
-0,19	20	Mc Donald's	243	200,10	1,19
+0,11	20	Merca and Co Inc	451	656,79	1,19
+3,89	100	Mississippi Com'n	491	65,79	0,50
-0,20	100	Walt Disney Corp	704	705	0,56
+2,35	13	Morgan J.P. & Co	598	549	1,02
-0,48	10	Neste Sa Nsm. & Co	5769	5780	0,34
-1,97	17	Nike Missile Pacifier	654	1,68	50
		Nike	6510	345	1,45
		Krupp-Helmholtz	132	311	0,32
		Permotex	1010	1837	0,38
		Phillips Morris	2131	2187	0,48
		Phillips NV	20120	251,80	0,47
		Placer Dome Inc	114	116,50	0,47
		Quilmes	580	602	2,03
		Randerson	300	2,91	—
		Rhone Poulenc R	27	27,80	1,21
		Royal Dutch	949	978	0,21
		R.T.Z.	81,85	82	1,14
		S.A. Eclair	172	175	1,14
		Schumacher	30	30,50	1,66
		Sch. Telecom Micro	420	421	0,016
		Shel Transport	457,50	430	1,01
		Siemens	92,20	92,80	0,21
		Soy Corp.	339	322,50	0,61
		Swissbank Corp	392	382,50	0,61
		T.B.K.	70,50	68	3,54
		T.D.C.	340	343,00	1,11
		Telefonica	330	335,00	0,50
		Telesat	82,60	32,70	0,30
		Toshiba	935	955	4
		United Technol.	341,50	346,00	1,78
		Val Red	358	362	50
		Vanderbilt & G.P.	2436	2424	0,50
		Waco (Jap.)	126,90	127,60	0,55
		Western Dept.	153	162,50	0,50
		Yamamoto	102,70	103,80	0,50
		Zenith Copper	6,45	6,30	2,52

+0,28	5	Schumacher	420	421	0,016
+0,13	10	Shel Transport	457,50	430	1,01
-0,03	10	Siemens	92,20	92,80	0,21
+0,22	10	Soy Corp.	339	322,50	0,61
+0,01	10	Swissbank Corp	392	382,50	0,61
-1,01	10	T.B.K.	70,50	68	3,54
+0,54	10	T.D.C.	340	343,00	1,11
+1,54	10	Telefonica	330	335,00	0,50
+0,15	250	Telesat	82,60	32,70	0,30
-0,59	0,06	United Technol.	341,50	346,00	1,78
-0,52	5	Val Red	358	362	50
-0,04	5	Vanderbilt & G.P.	2436	2424	0,50
-0,84	5	Waco (Jap.)	126,90	127,60	0,55
-0,56	5	Western Dept.	153	162,50	0,50
-1,20	41	Yamamoto	102,70	103,80	0,50
-1,87	5	Zenith Copper	6,45	6,30	2,52

+0,45	5	Schumacher	420	421	0,016
+0,13	10	Shel Transport	457,50	430	1,01
-0,03	10	Siemens	92,20	92,80	0,21
+0,22	10	Soy Corp.	339	322,50	0,61
+0,01	10	Swissbank Corp	392	382,50	0,61
-1,01	10	T.B.K.	70,50	68	3,54
+0,54	10	T.D.C.	340	343,00	1,11
+1,54	10	Telefonica	330	335,00	0,50
+0,15	250	Telesat	82,60	32,70	0,30
-0,59	0,06	United Technol.	341,50	346,00	1,78
-0,52	5	Val Red	358	362	50
-0,04	5	Vanderbilt & G.P.	2436	2424	0,50
-0,84	5	Waco (Jap.)	126,90	127,60	0,55
-0,56	5	Western Dept.	153	162,50	0,50
-1,20	41	Yamamoto	102,70	103,80	0,50
-1,87	5	Zenith Copper	6,45	6,30	2,52

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
N = Nancy; Ns = Nantes; Np = Nantes

SYMBOLES

0 = 2 e catégories de cotation - sans indication catégorique
* = 1 e catégorie de cotation - sans indication catégorique
♦ = 2 e catégorie de cotation - sans indication catégorique

DERNIÈRE COLONNE (1)

Lundi et mardi : % variation 31/12
Mardi et mercredi : montant du coupon

Mercredi et jeudi : paiement dernier coupon
jeudi et vendredi : compensation

Vendredi et samedi : nominal

VENDREDI 17 JANVIER

FRANÇAISES		précéd.
Arbel	88	
Baccarat (Dm)	505	
Batens C.N.P.	500	
Batens C.N.P.	145	
B.N.P. Intercom	512	
Bielermann I.T.	118	
B.T.P. (ex cdl)	760	
Campesina Hatzoy	370	
Champéty (Np)	26,85	
C.N.C. Un. Euro/Cp	522	
C.I.T.A.M. (M)	27,71	
Compteur des Vins	995	
Confédérale Ass. Vn	898,10	
Dorville	810	
Départ. Bastin	815	
Départ. Bastin Vichy	3882	
Eclat	860	
Em. Mag. Paris	1245	
Fidel Bastiche	70	
Fidel	35	
Finaleux	351	
F.P.R.	619,20	
Fondéon (Cie)	515	
Fondéon Paris	635	
Franc. Lyonnais E.	635	

Arbel _____ 88
Baccarat (Nbr) _____ 500

[illegible]

MARCHE

13.30	CGI Industries #	130
13.30	Conifer (U.S.) #	31.95
13.30	CUM #	282
13.30	Grandopco Photo #	134
13.30	Gye Collin # Ly	145
13.30	Harcourt #	1300
13.30	Gurnes Internt. I#	500
13.30	Hardi Dults	600
13.30	CGI Group # I	116
13.30	LC #	195
13.30	ICOM Informatic #	218
13.30	Illison	68
13.30	Int. Computer #	117.71
13.30	IPBM	75
13.30	ME-Metropole TV	705.6
13.30	Monitors #	73
13.30	Murman	587
13.30	Marie Brizard #	978
13.30	Mac-LivesProfit	106
13.30	Mexico (U.S.) #	223
13.30	MCI Courier	77
13.30	Monseigneur Joux #	165
13.30	Nat-Ad #	545
13.30	NES Schum. My	77
13.30	Onet #	199
13.30	Past Products #	199

Une sélection
Cours de clôture le 16 janvier

[illegible]

VENDREDI 17 JANVIER

VENDREDI 17 JANVIER

VALEURS	Cours précéd.	Diffé- rence
Erkiana-Béghin Cl.	527	6
Coslan Cl.	21,10	0,05
Crédit Occidentale	85,50	0,10
Mumm	1450	14
Sat. lecteurs du Monde	165	1

ABRÉVIATIONS
 B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
 1 ou 2 = catégories de cotation - sans in-
 catégoriser; * = cours précédent; o =
 attaché; d = droit détaché; o d =
 d demandé; f offre réduite; f d
 réduite; c contrat d'animation.

SYMBOLES

000000	Crédit Mutuel	22683.21	2668
000000	Crédit Mutuel Esp Long T	254.71	34
000000	Crédit Mutuel Esp Long	1302.54	134
000000	Crédit Mutuel Esp Long	1833.06	189
000000	Crédit Mutuel Esp Quatre	1119.54	119
000000	LCF E DE ROTHSCHILD BANQUE		
000000	Aide 2000	3755.42	
000000	Saint-Honore Capital	167.73	167
000000	St-Honore Capital, Emer.	66.46	66
000000	St-Honore Pacific	726.71	726
000000	LEGAL & GENERAL BANK		
000000	Securities	1517.82	151
000000	Strategic Actions	993.50	99
000000	Strategic Rendement	1907.49	190
000000	TRAFALGAR		
000000	Amplitude Monde C	876.36	
000000	Amplitude Monde D	853.22	
000000	Amplitude Europe CDD	131.56	
000000	Elancid D	126.29	
000000	Emergence Prose D	648.25	
000000	Geobly C	612.71	
000000	Geobly D	116.70	
000000	Intensity D	111.76	
000000	Latitude C	146.85	
000000	Latitude D	136.16	
000000	Odyssey D	615.64	
000000	Pilgrimage D	439.15	
000000	Poste Canadian C	1796.12	
000000	Reveries Trimestre D	534.05	
000000	Sabot D	2566.53	
000000	Theresa C	944.80	
000000	Theresa D	879.20	

77.59*	Accumulator D.....	1079.12
	Cadence I D.....	1052.53

Cadenex 2 D	1069,88
Cadenex 3 D	406,18
Capimontaire C	377,39
Capimontaire D	9255,31
Sogefinex C	210,61
Interexel C	649,11
Interexel France C	1474,20
S.G. France opport. D	173,21
S.G. France opport. D	1699,61
Superfrance C	184,95
Sogefinpar D	306,39
Sogipar C	184,80
Fonds communs de placements	
Favor D	1372,19
Sogelance D	1710,57
Sogefintra Tempo D	162,94

124,59
352,50
128,35
133,21
73,67
119,59
176,18
146,85
409,90
175,94
288,07
230,63
955,28
869,50

SYMBOLS
 : cours du jour ; € : cours précédent.

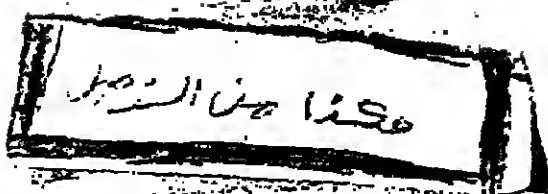
TOUTE LA BOURSE EN
3615 LEMON

Publicité financière Le Monde : 01

TOUTE LA BOURSE EN

2360,63

85,25 Pubbliche finanziere LE MONDIALE. 01
1869,50



AUJOURD'HUI

SPORTS

TOURNOI DES CINQ NATIONS

L'équipe de France rencontre l'Irlande, samedi 18 janvier, à 16 heures (heure française), à Dublin. Premier match du XV tricolore dans le Tournoi des cinq

nations, cette rencontre inaugure également l'association de Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux à la direction technique. ● LE DUO, qui avait su imposer un style de jeu au Stade toulou-

sain dans les années 80, veut instiller de nouvelles vertus offensives, l'envie d'entreprendre aux joueurs. ● BLESSÉ À L'ENTRAÎNEMENT, Richard Dourthe a été remplacé par Stéphane Glas au

centre. Écarté du XV de France au prétexte qu'il a dépassé la limite d'âge, Laurent Cabannes livre son sentiment sur le Tournoi qui se prépare. ● LE TROISIÈME LIGNE des Harlequins de

Londres côtoie dans le championnat anglais une partie des futurs adversaires de la France et place l'Angleterre au rang des favoris (lire aussi notre enquête page 15).

Le XV de France débute la compétition par une balade à Dublin

Face à l'équipe réputée la plus modeste des cinq nations, la sélection entraînée par l'ancien duo toulousain, Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux, doit montrer qu'elle n'a pas peur de prendre des risques et aller au bout de ses intentions de jeu

A LANSOWNE ROAD, le vent joue souvent de méchants tours aux visiteurs. Il s'engouffre en sismos jusqu'à la pelouse, par des tribunes qui n'ont jamais été entièrement fermées. Ses imprévisibles rafales suffisent parfois à déconcerter l'étranger, habitué à des stades plus modernes, où l'air ménage ses caprices. Combien de coups de pied de la victoire, de drops de la dernière minute, se sont égarés, ici, déviés par un souffle moqueur surgi par trahison ? Pour peu que s'y ajoutent les vertus guerrières de l'Irlande du rugby, la rage de quinze gaillards jamais en retard d'une bataille, la défaite est complète.

Et, pourtant, Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux, entraîneur de l'équipe de France et son assistant technique, n'auraient pu imaginer meilleurs débuts. Après un rude mois de décembre, où le seul Skrela a subi deux défaites contre les champions du monde sud-africains, Dublin paraît l'endroit rêvé pour

leurs retrouvailles. Le tandem toulousain reconstitué autour du XV de France commence par le plus facile, au vu des statistiques. L'équipe d'Irlande affiche le plus modeste bilan des nations engagées dans le tournoi. Elle en est devenue le parent pauvre, un cousin de province qui se contente de grappiller les miesses, au détour d'un festin où se sont empressés les uns après les autres, depuis vingt ans, Gallois, Français, Écossais et Anglais.

Les Irlandais n'intimident plus. Sur leur pelouse, l'épopée ne veut plus rien dire, et le courage s'est dévalué. Ils perdent, plus souvent qu'à leur tour, ils émaillent leur noble histoire de tristes revers. Le 4 décembre 1996, ils ont été la première équipe britannique à s'incliner à domicile devant l'Italie, ravivant encore les blessures d'un pénible constat. L'entrée en vigueur du professionnalisme a étouffé les ambitions d'un pays où à peine plus de dix mille licenciés, lésés d'un pur amateurisme, pratiquent le rugby. Les meilleurs de décembre, où le seul Skrela a subi deux défaites contre les champions du monde sud-africains, Dublin paraît l'endroit rêvé pour

Comment ne pas sauter sur l'occasion ? L'équipe de France se lance dans la construction d'un nouveau style, exposée aux dangers engendrés par la nouveauté. Skrela et Villepreux veulent l'imprégner d'une autre culture, celle qu'ils ont créée dans les années 80 au Stade toulousain. Ils deviennent le profit qu'ils peuvent tirer du voyage à Dublin, promu étape pédagogique.

UNE HEUREUSE INITIATION

A défaut d'un match sans histoire, ce pourrait être une heureuse initiation. Contre des Irlandais, il sera sans doute plus facile de forcer les réticences, de jeter les joueurs dans le grand bain du jeu. L'erreur est peut-être de marcher à Dublin qu'à Londres ou à Edimbourg. Elle ne suffit pas à ruiner une partie dont le rythme laisse, en général, le temps de se convaincre du bonheur d'oser. Le risque, voilà une valeur en hausse à la Bourse du XV de France. « Je préfère toujours un joueur qui essaie et se trompe à un joueur qui ne fait rien », proclame Pierre Villepreux. « Il faut qu'on aille enfin au bout de nos intentions », ajoute Jean-Claude Skrela, pour en finir avec

cette peur de jouer diagnostiquée contre les Springboks sud-africains. L'ambition des deux hommes est immense, même si, de leur propre aveu, elle s'accommode de quelques défaites. Elle les porte jusqu'à la Coupe du monde de 1999, avec l'espoir avoué de conduire la première équipe de France capable de s'adjuger le trophée, de battre les nations de l'hémisphère sud, qui ont vaincu lors des trois premières éditions. Elle passe par une compréhension par les joueurs des préceptes de jeu, d'organisation de l'équipe, sur lesquels tous deux s'appuient depuis plus de quinze ans.

Le duo fait la distinction entre le travail à long terme et les nécessités du calendrier. Tout commence à Dublin. Le stage de Clairefontaine n'était qu'une sorte de répétition, masquant l'impatience de cette première. Pierre Villepreux découvrait les joueurs, ceux-ci apprenaient à connaître un entraîneur dont ils avaient beaucoup entendu parler. C'était presque un jeu, le temps de la séduction réciproque, où l'un faisait assaut de pédagogie, tandis que les autres redoublaient de sérieux. En Irlande, la France du rugby, entre

curiosité et espoir, attend un peu plus qu'un résultat, les signes qu'il y a quelque chose de changé. Bref, les prémices d'un effet Villepreux.

Pace aux Irlandais, les tricolores ont l'occasion d'appliquer pour la première fois ce qu'ils ont appris pendant leur studieuse semaine de stage. Les répétitions de l'entraînement vont se confronter aux situations de match, l'intelligence tactique sera mise à l'épreuve. L'idéal du duo Skrela-Villepreux serait de voir courir les quinze aux quatre coins du terrain, tous unis dans l'effort de l'action. Sans doute se contenteront-ils volontiers de quelques belles séquences. Ils ont longuement insisté sur ce point.

Les joueurs devront se refuser à voir mourir le ballon et faire preuve de solidarité. A Lansdowne Road comme ailleurs, c'est dans la continuité d'une action que se bâtissent les occasions d'essai. C'est dans le soutien et le remplacement des joueurs qu'elles trouvent leur efficacité.

Dans cette équipe de France, Skrela et Villepreux n'ont pas caché leur désir de faire jouer la concurrence. Il n'y aura pas de situation ac-

quisse. Ils comptent aussi utiliser au mieux la nouvelle règle du « coaching ». Elle permet aux six remplaçants d'entrer sur le terrain pendant le cours du match. Les titulaires présents au coup d'envoi côtoient dans le vestiaire ceux qui peuvent le devenir au fil de la partie. Les vingt et un joueurs sont concernés par la rencontre. Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux ne veulent pas rater leurs retrouvailles. Les succès, « avec la manière », n'en est que plus nécessaire. Il aurait valeur de justification d'une certaine idée du rugby.

Pascal Ceaux

Les équipes

● Irlande : 15. Connor O'Shea (London Irish) ; 14. James Topping (Ballymena) ; 13. Maurice Field (Malone) ; 12. Jonathan Bell (Northampton) ; 11. Dominic Crotty (Garryowen) ; 10. Eric Elwood (Lansdowne) ; 9. Niall Hogan (Terenure College) ; 8. Eric Miller (Leicester) ; 7. David Corkery (Bristol) ; 6. Denis McBride (Malone) ; 5. Paddy Johns (Saracens) ; 4. Jeremy Davidson (London Irish) ; 3. Paul Wallace ; 2. Keith Wood (Harlequins), cap. 1. Nick Popplewell (Newcastle).

● France : 15. Jean-Luc Sadourny (Colomiers) ; 14. Émile Ntamack (Toulouse) ; 13. Stéphane Glas (Bergerac) ; 12. Thomas Castaignède (Toulouse) ; 11. David Venditti (Brive) ; 10. Alain Penaud (Brive) ; 9. Fabien Pelous (Dax) ; 8. Philippe Benetton (Agen) ; 7. Philippe Benetton (Agen), cap. ; 6. Hugues Mouriou (Toulouse) ; 5. Olivier Merle (Montfermeil) ; 4. Franck Tournaire (Narbonne) ; 3. Marc Dal Maso (Agen) ; 2. Christian Califfano (Toulouse).

● Arbitres : M. André Watson (Afrique du Sud), assisté de Tappi Hinang et Carel Spannberg (Afrique du Sud).

P. Ce.

Laurent Cabannes, juge mais pas partie du Tournoi

LAURENT CABANNES regardera le Tournoi des cinq nations de loin. Il n'ira pas à Dublin, pas même pour encourager les quinze Bleus de Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux. A trente-deux ans passés, le troisième ligne des Harlequins de Londres a été mis en congé du XV de France. L'encadrement le juge trop vieux. Lui s'accommode, bon gré mal gré, de ce problème de « fiche d'âge », parce que, insiste-t-il, « je ne veux pas entrer dans la polémique », avant d'ajouter : « Si on m'appelle, je serai disponible. » Aujourd'hui, on l'oublie. Tant pis. Il préfère s'attarder sur les qualités de Villepreux, « garant d'un jeu ouvert », favorisé par les nouvelles règles du rugby.

Cabannes se retranche donc dans un rôle de « spectateur ». Il faut dire qu'une moitié de championnat vécue outre-Manche l'a trans-

formé en véritable expert du jeu et des joueurs britanniques. Il croise sur les terrains tous les internationaux anglais, une bonne partie des Écossais et des Irlandais et quelques Gallois. Il découvre les autres au détour des émissions télévisées et des journaux, jamais en retard d'un beau geste ou d'un bel essai.

L'Irlande forme l'équipe la plus jeune du Tournoi, constate d'abord Laurent Cabannes. Il ne s'est guère laissé impressionner par la partie réussie par les Irlandais face aux Australiens, aussitôt démentie par une sévère défaite concédée aux Italiens à Dublin. « Ils donneront du fil à retordre à l'équipe de France pendant une heure au maximum, juge-t-il, et après... » L'Écosse ne déclenche pas non plus son enthousiasme, faute de « joueurs fantaisistes » dans ses rangs. Même si, lors des

matchs contre la France, « l'écart est toujours minime ». L'apparence joue contre les Gallois, prisonniers d'une réputation de nation faible depuis une décennie. Laurent Cabannes croit pourtant déceler chez eux les prémices d'une renaissance sportive. Le passage au professionnalisme a permis de faire revenir dans le giron du XV les vedettes qui s'étaient exilés à XIII, tels le demi d'ouverture Jonathan Davies et le troisième ligne centre Scott Quinnell. « Ils se préparent d'ores et déjà pour la Coupe du monde 1999 », précise le Français. Ils se retrouvent régulièrement pour des stages d'entraînement.

C'est pour les Anglais que Cabannes réserve ses plus longs commentaires. Il souligne d'abord un étonnant paradoxe. Dans le championnat, plusieurs équipes s'épanouissent dans un rugby ouvert qui fait la

part belle à l'attaque. Chez les Harlequins, Will Carling figure parmi les joueurs les plus entreprenants. En équipe nationale, le trois-quarts centre semble perdre le goût du risque. Il se replie sur une défense de fer et le jeu au pied. Le XV de la Rose est à son image, confiné dans un jeu timide où les avant musclés gardent toujours le dernier mot. « J'ai parfois l'impression de voir jouer Béziers en 1975 », rigole le troisième ligne des Harlequins. Ces dernières années, la force a suffi pour s'imposer dans le Tournoi. Les Anglais ont de plus grandes ambitions, qui leur font proclamer, cette fois encore, l'avènement d'un rugby plus offensif. Laurent Cabannes demande à voir. Le 1^{er} mars, il sera à Twickenham avec la France. Sans doute la France des tribunes.

P. Ce.

Le Paris SG fait de l'introspection

MICHEL DENISOT, président-délégué du Paris SG, a « la rage ». Son souci désormais va être de la communiquer à des joueurs à qui elle manque. Après la déroute du Paris SG en Supercoupe face à la Juventus de Turin, mercredi 16 janvier, au Parc des Princes (1-6), le club a vécu une journée de crise. Ricardo, le manager général, a offert sa démission, jeudi, en début de matinée. Elle a été refusée. La direction s'est réunie au siège de Canal Plus pour trouver des explications. Elle n'en a pas trouvée. De cette journée d'introspection, il est sorti bien peu de choses si ce n'est des excuses envers le public et la promesse de travailler plus encore. « Il n'y aura pas de révolution », a annoncé Michel Denisot. Une défaite, dimanche 19 janvier face à Besançon en Coupe de France, pourrait le faire changer d'avis.

Le club parisien veut par ailleurs tout entreprendre pour empêcher le départ de Nicolas Anelka qui a signé un contrat avec le club anglais d'Arsenal (Le Monde du 17 janvier). La direction admet cependant que le dossier juridique sera difficile à plier.

■ Pascal Olmeta, ancien gardien de but de l'Olympique lyonnais, licencié le 8 janvier pour faute grave par son club, a signé un contrat de six mois avec l'Espagnol de Barcelone. Le joueur s'est, par ailleurs, publiquement réconcilié, jeudi 16 janvier, avec son ex-coéquipier, Jean-Luc Sassi, qu'il avait frappé de deux coups de poing le 20 décembre. Ce dernier a, depuis, été prêté à Saint-Etienne.

Thierry Dubois et Raphaël Dinelli témoignent sur les conditions de leur sauvetage dans le Vendée Globe

TOUT juste rentrés d'Australie, le pays qui les avait accueillis après les avoir secourus à la suite de leur naufrage dans le tour du monde en solitaire, Thierry Dubois et Raphaël Dinelli ont voulu une nouvelle fois témoigner. Ils ont longuement raconté, jeudi 16 janvier, au PC course du Vendée Globe à Paris, les épreuves qu'ils ont traversées. Dans l'incertitude qui règne sur le sort de Gerry Rous, dont on est sans nouvelles depuis le 7 janvier, ils ont d'abord tenu à donner des raisons d'espérer : « Après ce que j'ai vécu, on peut tout imaginer, a déclaré Thierry Dubois. J'ai d'abord accumulé toutes les malchances. Théoriquement, je ne devais pas m'en sortir, et finalement, je suis là. Je peux imaginer que Gerry est dans un radeau sans balise. »

Les récits de Thierry Dubois et de Raphaël Dinelli montrent que le sang-froid et l'instinct de survie de ces marins d'exception permettent encore d'attendre un nouveau miracle. Ainsi, Thierry Dubois a expliqué qu'il s'était refusé à allumer sa balise de détresse alors que son bateau restait retourné après un troisième chavirage en quelques heures : « J'attendais qu'une nouvelle vague me remette cette fois dans le bon sens. Je savais qu'il me restait un tangeron et un morceau de voile pour construire un grément de fortune. J'imaginais déjà la route qu'il me restait à faire jusqu'à Fremantle en Australie, car je n'avais plus de moyen de communication et mon ordinateur ne fonctionnait plus pour me donner une position. » Les efforts désespérés de Thierry Dubois pour nager jusqu'à un

premier radeau de survie - qui se déchire sous lui -, puis pour rejoindre ceux qui venaient d'être largués par un avion australien, ses deux jours d'attente dans la tempête avant d'être hélitreuillé, prouvent que la combinaison de survie embarquée par tous les concurrents du Vendée Globe a parfaitement joué son rôle en leur permettant de résister au froid intense qui règne autour de l'Antarctique.

« Je savais que je ne devais pas m'évader dans un rêve qui aurait été un premier pas vers l'au-delà »

Plus impressionnant encore, le récit des vingt heures passées par Raphaël Dinelli sur le pont de son bateau dévasté qui était en train de couler. Obligé de se tenir debout pour ne pas être emporté par le courant, le jeune skipper a résisté à l'assaut d'énormes vagues, jusqu'à la limite de ses forces. « Les courses en solitaire m'avaient appris à résister à la fatigue. Cette fois, je devais en plus lutter contre le froid, sans avoir mangé ni bu depuis trente-six heures. » Le benjamin de la course estime que pour maintenir ce ressort vital qui lui a fait refuser la mort il avait « la volonté farouche de garder conscience malgré la douleur. » « Je savais que je ne devais pas m'évader dans un rêve

qui aurait été un premier pas vers l'au-delà », Thierry Dubois et Raphaël Dinelli ont voulu rendre un nouvel hommage aux sauveteurs australiens, ils ont salué le professionnalisme des aviateurs qui a permis la réussite des largages des radeaux de survie alors qu'ils se trouvaient tous deux bien près d'être engloutis. Thierry Dubois a évoqué l'humour de celui qui est venu l'arracher à son minuscule esquif en lui demandant : « Vous êtes bien sûr de vouloir quitter ce truc ? » Il a décrit la joie profonde de l'équipage de la frégate HMAS Adhildre, à la fin de cette journée qui avait permis de le sauver et de récupérer Tony Bullimore, réfugié dans la coque retournée de son bateau.

Mais alors que les observations du satellite canadien se poursuivaient pour tenter de découvrir une trace de Gerry Rous, Raphaël Dinelli a raconté comment il est « revenu du pays des morts ». Il a décrit « l'état lamentable » dans lequel se trouvait également l'Anglais Pete Goss quand celui-ci a réussi à rejoindre son radeau : « Il n'avait pas beaucoup plus de forces que moi. Tout était en vrac dans son bateau après ses multiples chavirages dans sa route pour me rejoindre. On avait l'impression tous les deux que l'on était passés tout près mais qu'un dernier élan nous avait permis de survivre. C'était comme une deuxième naissance. Ensuite Aqua-Quorum a dû marcher tout seul dans la tempête. Nous sommes restés pendant deux jours couchés dans nos banettes à ne rien faire d'autre que dormir. »

Christophe de Chenay

L'aide financière aux clubs sportifs devrait être accrue

L'ACCÈS DES LICENCIÉS AU SPORT DE HAUT NIVEAU devrait être facilité, grâce à l'augmentation des subventions aux clubs sportifs. La part du fonds national du sport qui leur est destinée va augmenter de 15 % en 1997, a indiqué le ministre délégué de la Jeunesse et des Sports. « Les résultats exceptionnels » obtenus par la France aux Jeux olympiques d'Atlanta (37 médailles) ont démontré, selon le ministre, « l'efficacité de la préparation olympique ». « Ce dispositif doit être pérennisé et renforcé » dans la perspective des prochains Jeux. L'augmentation des moyens financiers devrait être obtenue grâce à un redéploiement des crédits du ministère de la Jeunesse et des Sports. (Le Monde du 10 mars 1996).

■ BASKET-BALL : Villeurbanne a repris la tête de son groupe grâce à sa large victoire, jeudi 16 janvier, sur le Dynamo Moscou (82-52) lors de la deuxième journée aller du deuxième tour. L'ASVEL rejoint ainsi le Panathinaïkos d'Athènes vainqueur mercredi à Séville (90-71). Battu à Bologne (90-76), le Limoges CSP est quatrième du groupe F.

■ RALLYE : victime d'une chute, Jordi Arcarons a abandonné le Dakar, jeudi 17 janvier lors de la douzième étape entre Tombouctou et Nema. Le motard espagnol était deuxième au classement général.

Arnaud Boetsch est éliminé

aux Internationaux d'Australie

MARY PIERCE RESTE LA SEULE FRANÇAISE EN COURSE aux Internationaux d'Australie. Vendredi 17 janvier, elle s'est qualifiée pour les huitièmes de finale en battant l'Allemande Marketa Kochta (6-0, 6-2). Au prochain tour, elle rencontrera l'Allemande Anke Huber, tête de série n° 5, finaliste à Melbourne en 1996. Celle-ci a battu la Biélorusse Natasha Zvereva (7-5, 6-4). Dernier représentant national chez les messieurs, Arnaud Boetsch s'est, lui, incliné face à l'Espagnol Félix Mantilla (n° 14), 6-3, 1-6, 7-6 (7-4), 6-4.

RÉSULTATS

TENNIS

Internationaux d'Australie

Troisième tour

● Simple messieurs

G. Moya (Esp.) b. R. Korbacher (ALL) 6-2, 6-2 ; J. Brankman (Sud-Af.) b. K. Branson (AUS) 6-4, 7-6 (7-3) ; M. Pies (Chl.) n° 9 b. G. Schuster (AUS) 4-6, 7-2, 6-1, 6-1 ; M. Washington (E-U) b. T. Woodbridge (AUS) 4-6, 6-2, 6-3, 6-1 ; F. Mantilla (Esp.) n° 14 b. A. Boetsch (Fra.) 6-3, 1-6, 7-6 (7-4), 6-4.

● Simple dames

S. Graf (AL) n° 1 b. I. Gorochovskaya (AUS) 7-5, 6-3 ; L. Davenport (E-U) n° 7 b. T. Tanasugarn (Thaï) 6-4, 6-4 ; A. Huber (AL) n° 8 b. N. Zvereva (Biélor.) 7-5, 6-0 ; A. Mandarino (Bel.) b. S. Schuster (AUS) 6-3, 6-2 ; K. Po (E-U) b. R. Hoad (AUS) 6-2, 6-2 ; S. Appelman (Bel.) n° 18 b. K. Boogert (P-B) 6-1, 6-4 ; M. Pierce (Fra.) b. M. Kochta (AL) 6-0, 6-2.

Le Lycée d'Aristote et la grotte d'Euripide sont localisés par les archéologues grecs

Les travaux du Musée d'art moderne d'Athènes en ont mis par hasard des vestiges au jour

Les archéologues le cherchaient depuis cent cinquante ans. Des vestiges du fameux lycée fondé par Aristote en 335 avant J.-C., l'une des trois

grandes écoles philosophiques de l'antiquité grecque, ont été découverts par hasard, dans le chantier du futur Musée d'art moderne, près du

Parlement d'Athènes. Quelques jours après la localisation, au sud de l'île de Salamine, de la grotte où Euripide s'isolait pour écrire ses tragédies.



En plein centre d'Athènes

DEUX ÉQUIPES d'archéologues grecs viennent d'affirmer avoir identifié près du centre d'Athènes, le lycée, que fonda Aristote au IV^e siècle avant J.-C. ; et à Salamine, petite île du golfe Saronique au sud d'Athènes, l'emplacement de la grotte où le grand poète tragique Euripide se rendait pour rédiger ses œuvres.

Cela faisait cent cinquante ans que les archéologues recherchaient le site du fameux lycée fondé par Aristote en 335 avant J.-C., et qui constituait l'une des trois grandes écoles philosophiques de l'antiquité grecque, avec l'Académie de Platon et l'école du Cynosarge créée par les cyniques après la mort de Socrate (399 avant J.-C.).

« Sa localisation représente « l'une des plus importantes découvertes de ces dernières années », a estimé Yannis Tzedakis, le directeur des antiquités au ministère de la culture grec. Elle s'est faite un peu par hasard : au cours de travaux de déblaiement d'un terrain destiné à l'érection du futur Musée d'art moderne conçu par l'architecte sismos américain Pelli (l'auteur du réaménagement du Grand Louvre), les pelleteuses ont mis au jour des vestiges antiques, à quelques centaines de mètres du Parlement, dans le centre de la capitale.

Depuis novembre 1996, une équipe dirigée par l'archéologue Efthymios Kyriakou du 3^e département des antiquités a déblayé les deux tiers d'une païstère du IV^e siècle avant J.-C., identifiée comme faisant partie du gymnase de Lycurgue, orateur et politicien de l'époque. Or Pausanias, le grand historien grec du II^e siècle, a établi que le site du

gymnase de Lycurgue accueillait le lycée où Aristote enseigna pendant douze ans, après avoir été le précepteur d'Alexandre le Grand.

Le conseil central de l'archéologie (KAS), autorité suprême en la matière, doit examiner le rapport de fouilles mardi 21 janvier, et une communication scientifique sera faite en mars. Mais le ministre de la culture Evangelos Venizelos a d'ores et déjà confirmé la découverte.

La seconde découverte a été an-

noncée samedi 11 janvier par le ministère de la culture, après le dépôt du rapport de la campagne de fouilles menée en 1996 dans la baie de Peristéria, au sud de Salamine, par une équipe de quinze membres dirigée par Yanno Lolos (université de Ioannina).

Salamine est un haut lieu de l'histoire de la Grèce antique, propre à inspirer le poète : Thémistocle y remporta pour Athènes en 480 avant J.-C. une bataille navale décisive sur la flotte du roi des Mèdes,

Kerēs I^{er}. C'est la troisième année consécutive que Yanno Lolos fouille cette grotte évoquée par le poète Lycophron de Chalcis (fin du IV^e, début du III^e siècle avant J.-C.). Les découvertes effectuées jusqu'à présent font état d'une utilisation de la grotte depuis le néolithique récent (fin du VI^e millénaire avant J.-C.) jusqu'à l'occupation franque (fin du XIII^e, début du XIV^e siècle).

Le gymnase de Lycurgue accueillait le Lycée, où Aristote enseigna, après avoir été le précepteur d'Alexandre le Grand

Au cours de cette dernière campagne de fouilles, le professeur Lolos et son équipe ont mis au jour le reste d'un skyphas (petit bol à anses) en vernis noir, sur la paroi duquel est gravée une partie du nom d'Euripide. Le bol, caractéristique de la céramique attique, date de 430-420 avant J.-C. Il a été transféré au Musée du Pirée, où il sera restauré.

Pour Yanno Lolos, l'inscription apporte maintenant la certitude de la fréquentation de la grotte par le poète. « Il s'agit vraisemblablement d'une inscription votive, qui vient confirmer l'existence d'un culte à l'endroit du poète, sur le lieu même de son inspiration et de sa création. C'est l'un des rares cas, peut-être le seul à l'époque classique, où un lieu de caractère privé peut être lié avec certitude à l'une des figures les plus illustres du brillant V^e siècle avant J.-C. », affirme-t-il.

Les archéologues ont par ailleurs annoncé qu'ils avaient découvert dans la grotte une idole féminine en marbre, des outils en pierre, des pointes de flèches du néolithique, une abondante céramique, des idoles en terre cuite, et des bijoux de l'époque romaine ainsi que de nombreuses pièces de monnaie datant de 260-268 après J.-C. sous l'empereur romain Gallien.

Didier Kuntz

Deux lieux et deux auteurs devenus mythiques

● Aristote fonde le lycée - du nom du gymnase voisin consacré à Apollon Lycien - lors de son retour à Athènes en 335 avant J.-C., après l'assassinat de Philippe de Macédoine. L'école s'installe « dans plusieurs maisons bâties dans un grand parc », rapporte André Bonnard dans sa *Civilisation grecque*. Aristote y enseignait en se promenant avec ses élèves, discutant de logique et de métaphysique. Le matin, il dispensait des cours

« ésotériques » aux disciples avancés. Le soir, il donnait des conférences ou cours « exotériques » au grand public. Aristote rassembla aussi au lycée, avec l'appui d'Alexandre, une importante bibliothèque, la seconde qui ait appartenu à un particulier après celle... d'Euripide. Un an après avoir remis l'école à son disciple Théophraste, il mourut à Chalcis en Eubée, à l'âge de soixante-deux ans.

● Euripide (480-406 avant J.-C.) passait, selon les sources de l'époque, la plus grande partie du jour dans une grotte ouverte au vent de la mer - identifiée aujourd'hui comme celle de Peristéria - à méditer et à écrire ses tragédies. Seules dix-huit de ses quatre-vingt-douze œuvres nous sont parvenues, dont *Médée*, *Andromaque*, *Les Troyennes*, *Electre*, *Oreste*, *Iphigénie à Aulis* et *Iphigénie en Tauride*.

Le volcanisme, ennemi masqué de la couche d'ozone

Les experts mesurent mieux l'influence des éruptions sur la haute atmosphère... quand elles cessent

LA COUCHE d'ozone est-elle moins menacée qu'on ne le croyait jusqu'à présent ? Il est désormais permis de l'espérer à la lumière des observations que viennent de faire les membres de la mission scientifique polaire européenne APE (Airborne Polar Experiment). Les mesures effectuées à cette occasion à 22 kilomètres d'altitude au-dessus de l'Arctique par un M-55 Geophysica - appareil russe de la classe des avions espions U-2 américains - amènent sans doute les climatologues à revoir les modèles qui leur servent à prévoir l'évolution du fameux « trou » qui déchire chaque année l'ozone stratosphérique à la verticale des pôles.

Le processus chimique responsable de la destruction de cette fine couche gazeuse qui filtre les redoutables rayons ultraviolets solaires semblait bien connu des scientifiques. Des années d'observations menées à l'aide de ballons stratosphériques, d'avions et de satellites leur avaient permis de se faire une idée assez précise des réactions complexes qui font intervenir de nombreux aérosols (gouttelettes et cristaux d'eau et d'acides, poussières) au sein du « vortex », un tourbillon apparaissant chaque année au-dessus des pôles.

Le Néerlandais Paul Crutzen, le Mexicain Mario Molina et l'Américain Frank Rowland avaient obtenu le prix Nobel de chimie en 1995 pour avoir montré l'influence des chlorofluorocarbones (CFC) d'ori-

gine humaine dans ces phénomènes.

Parallèlement aux CFC, les poussières et les gaz issus des éruptions volcaniques jouent aussi un rôle important. C'est du volcan philippin Pinatubo, qui dura plus d'un an, à partir du 2 avril 1991, augmenta considérablement le taux d'aérosols au-dessus des pôles.

Les rejets du volcan Pinatubo, pendant plus d'un an, à partir du 2 avril 1991, ont augmenté considérablement le taux d'aérosols au-dessus des pôles

Cinq ans après, tout est retombé au sol. En 1995, on en était revenu aux conditions de 1990, considérées comme « normales » par les spécialistes de la physico-chimie de l'atmosphère, qui les ont prises comme référence pour leurs modèles. Tous les climatologues s'attendaient à ce que la situation se stabilise. Or la concentration des gouttelettes et de poussière a continué de baisser en 1996 ! Cette chute inattendue du taux

d'aérosols fut d'abord détectée pendant l'été 1996 lors de mesures effectuées à l'aide de ballons stratosphériques et de lidars (lasers servant à sonder l'atmosphère). Elle a été confirmée sans conteste par les 900 kg d'instruments sophistiqués montés sur le M-55 Geophysica, qui a effectué de nombreux vols depuis la base finlandaise de Rovaniemi entre le 15 décembre 1996 et le 15 janvier.

Le lidar allemand monté sur un autre appareil utilisé par la mission APE (un Falcon) a, par ailleurs, recueilli des données qui semblent correspondre à un nuage stratosphérique d'un type nouveau. Ces nuées interviennent probablement dans l'évolution de l'ozone stratosphérique.

« Mais leur réactivité dépend largement de leur composition qui, d'une manière générale, reste assez mal connue. Les données recueillies par le Falcon doivent donc être soigneusement étudiées et analysées avant que l'on puisse en tirer une interprétation quelconque », souligne Jean-Pierre Pommerehne (service d'aéronomie du CNRS), coordinateur pour la France et l'Europe des activités de recherche sur l'ozone stratosphérique.

La baisse inattendue des aérosols lui semble plus intéressante dans l'immédiat. Elle pourrait s'expliquer, estime-t-il, par « une petite éruption survenue en 1990 dans la zone tropicale et qui nous aurait échappé ». Là aussi, la plus grande prudence s'impose. « La disparition de la chimie due aux perturba-

tions volcaniques devrait logiquement conduire à la réapparition d'oxydes d'azote dans la basse stratosphère et, donc, à une moindre destruction de l'ozone. Mais, insiste Jean-Pierre Pommerehne, ce n'est qu'un espoir. » Seule certitude, pour l'instant : les modèles devaient intégrer cet élément nouveau.

La mission APE, qui a rassemblé 120 scientifiques européens et russes avec un financement de l'Union européenne) se termine. Mais une nouvelle campagne européenne dans l'Arctique, à laquelle participeront également des chercheurs russes et japonais va lui succéder. Elle se prolongera tout l'hiver et sera marquée notamment par une vingtaine de lâchers de ballons stratosphériques et deux vols de longue durée de montgolfières à infrarouge opérés par le Centre national d'études spatiales (CNES).

Les nouvelles mesures effectuées à cette occasion permettront, peut-être, de concrétiser l'espoir soulevé par la baisse des aérosols. Si ce n'est pas le cas, elles seront utilisées pour « calibrer » l'instrument ILAS qui, monté sur le satellite japonais ADEOS lancé en août 1996, continuera à mesurer régulièrement depuis son orbite la composition de la haute atmosphère. Au printemps, peut-être, plus tard, à coup sûr, l'énigme de l'ozone polaire devrait donc être levée.

Jean-Paul Dufour

Des Français bousculent les théories sur l'origine des « maladies à prions »

Un cofacteur inconnu serait aussi impliqué

UNE ÉQUIPE française dirigée par les docteurs Dominique Dormont et Corinne Lasmezas et Dominique Dormont (CEA, service de santé des armées) bouleverse la principale théorie sur la transmission des encéphalopathies spongiformes. Selon les résultats que ces chercheurs publient dans l'hébdomadaire américain *Science* du 17 janvier, ces maladies neurodégénératives mortelles seraient transmises par un agent infectieux encore inconnu, et non pas par les protéines-prions de structure anormale, comme on le croyait jusqu'à présent.

Les chercheurs français, auxquels étaient associés des spécialistes de l'Inserm et du CNRS, ont étudié les modalités de la transmission de l'agent infectieux responsable de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle ») à la souris. Des broyats de cerveaux de bovins britanniques atteints ont été injectés dans les encéphales des rongeurs. Comme on l'a observé depuis quelques années, ces derniers ont développé la maladie neurodégénérative dans une période comprise entre un et deux ans. Un phénomène dû à la très grande facilité avec laquelle l'agent de l'ESB peut infecter les autres espèces.

La surprise est venue de l'analyse des cerveaux des souris atteintes. Les chercheurs ont constaté que, si les lésions neuropathologiques habituelles étaient bien présentes, on ne retrouvait pas, chez plus de la moitié des animaux, les protéines-prions anormales tenues généralement pour directement responsables de l'apparition des lésions.

Les chercheurs ont ensuite effectué différents « passages », injectant des extraits cérébraux des souris atteintes dans le cerveau des souris saines. L'analyse des données obtenues au terme de ces manipulations apparaît révolutionnaire, d'un point de vue fondamental.

Au fil des « passages » successifs sur différentes lignées de souris la protéine-prion pathologique apparaît de plus en plus présente, au point d'être retrouvée chez tous les animaux au troisième passage. Parallèlement, la durée d'incubation de la maladie diminue et les concentrations de prions pathologiques augmentent. « Tout se passe comme si la protéine-prion pathologique s'adaptait à l'espèce et qu'elle ne pouvait être détectée qu'au terme de ce processus d'adaptation », explique le docteur Dominique Dormont. Mais ce phénomène soulève la question du rôle joué par cette protéine dans la genèse et le développement de la maladie neurodégénérative. Il semble qu'un autre agent, encore inconnu, soit directement impliqué.

En d'autres termes, le mystère de l'origine des maladies neurodégénératives transmissibles s'épaissit et la course à l'identification de l'agent responsable est relancée. La théorie dominante dans ce domaine faisait de la protéine-prion pathologique l'agent pathogène quasi exclusif. La protéine-prion normale est une molécule naturellement présente dans de nombreux organismes (elle est notamment présente à la surface des neurones) et dont la fonction demeure une énigme.

Selon l'hypothèse, développée depuis plus de vingt ans par le professeur Stanley B. Prusiner (université de Californie, San Francisco) et aujourd'hui largement partagée dans la communauté scientifique, les maladies neurodégénératives transmissibles résultent de la transformation de cette protéine. Une modification

structurale de cette molécule lui conférerait la propriété d'induire des modifications en cascade chez les autres protéines-prions, la somme de ces anomalies conduisant à la mort des cellules nerveuses, à l'apparition des premiers symptômes et à la mort.

Injectée ou introduite dans un autre organisme de la même espèce, la protéine-prion pathologique induit des événements pathologiques identiques. Les chercheurs avaient aussi découvert que, dans certaines circonstances expérimentales, ils pouvaient transmettre ce type d'affections d'une espèce à une autre. Séduisante, l'hypothèse du professeur Prusiner ne fournit pas de réponse aux questions fondamentales qu'elle soulève : comment comprendre qu'une simple protéine puisse, en l'absence de toute forme d'information génétique, disposer d'un pouvoir infectieux du même type que celui d'un virus ? Comment imaginer qu'une simple configuration structurale présente dans un organisme étranger soit à l'origine d'un processus dégénératif irréversible et mortel ?

L'émergence de la maladie de la « vache folle » devait sensiblement modifier les données du problème et permettre d'avancer plus rapidement dans ce secteur longtemps sous-estimé de la recherche médicale humaine et vétérinaire. L'agent responsable de l'ESB peut en effet aisément être transmis à d'autres espèces, y compris par voie alimentaire, au point qu'on le tient pour responsable, depuis un an, de la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

CHERCHEURS TRÈS PRUDENTS

Les résultats publiés dans *Science* bouleversent la théorie dominante dans la mesure où ils suggèrent qu'un agent infectieux encore inconnu serait le principal responsable de la transmission de la maladie, les protéines-prions pathologiques n'apparaissant en définitive que sous l'action de ce mystérieux agent.

« On peut imaginer que cet agent puisse être un virus à ADN ou à ARN, mais on peut aussi imaginer qu'il s'agit d'une autre protéine, d'un lipide, etc. », explique le docteur Dormont.

En d'autres termes, les observations françaises ne permettent pas de trancher. Elles peuvent conforter les tenants de l'orthodoxie de la biologie, pour lesquels on ne peut imaginer de conservation et de transmission de l'information dans un acide nucléique. Mais elles séduisent aussi ceux qui estiment que ces maladies inaugurent, au-delà d'un nouveau chapitre des maladies infectieuses, un champ de la transmission d'informations pathologiques.

Très prudents, les auteurs prennent bien garde, dans leur publication originale, d'aller trop loin dans l'interprétation que l'on peut faire de leurs observations. Ils soulignent notamment que, si le mystérieux agent pouvait être un acide nucléique, la protéine-prion pathologique est clairement et étroitement impliquée dans le processus physiopathologique. L'écho que ne manquera pas d'avoir une telle publication dans la communauté scientifique spécialisée devrait alimenter le débat et faire en sorte que de nouveaux travaux de recherche soient, au plus vite, lancés, de manière à élucider ce qui constitue l'une des plus passionnantes énigmes de la biologie et de la médecine de cette fin de siècle.

Jean-Yves Nau

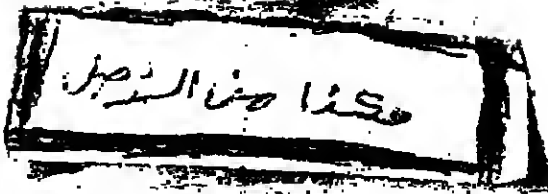
CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom
23 000 vidéos
300 000 livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

233 700



JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

SOS Jeux de mots : 3615 LE MONDE, types SOS (2-23 Fmin).

MOTS CROISÉS

N° 951

HORIZONTALEMENT

I. Message du faisan au pigeon. - II. Pris dans l'engrenage. Habite le fleuve. - III. Tire vers la farce. Pour une démonstration. - IV. Rivière. Pour d'élégantes indiennes. - V. Peut rappeler la « belle époque », sinon c'est la routine. Donnera de la réserve. - VI. Parfait en un sens. Bâton dans les roues. Note inversée. - VII. Fait l'essaim. Un fameux coup de vent. - VIII. Sanglante halte pour un empire. A le privilège de l'ancienneté. Lettre grecque. - IX. Objectif irréaliste. Quel endormi ! - X. L'expérience va les donner bien souvent.

VERTICALEMENT

I. C'est selon notre bon plaisir. - II. Peau de bête. - III. Ils ont un gros souci. - IV. Réflexe bien parisien. De première force au jeu. - V. Il est loin d'être toujours un privilège. De

bonne famille. Grecque. - 6. Odiuses. En catalogue. - 7. Pour éclairer sa lanterne. - 8. Personnel. Terre d'immigration. - 9. On ne l'attendait plus. - 10. En grand. Bon pour la ténacité. Article. - 11. Au bout de l'hameçon. Pharaon. - 12. Article. Passait au volant. - 13. Ils peuvent faire baisser la pression.

SOLUTION DU N° 950

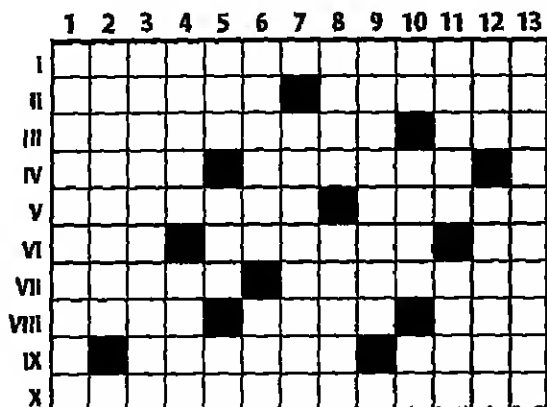
Horizontalement

I. Avant-dernière. - II. Urbains. Annot. - III. Joute. Cénacle. - IV. OMS. Néant. RER. - V. Ubac. Ultime. - VI. Ri. Antar. Osée. - VII. Drame. Daru. XL. - VIII. Héra. Reversal. - IX. Uciné. Atroce. - X. Italiens.

Verticalement

I. Aujourd'hui. - 2. Vrombirent. - 3. Abusa. Arca. - 4. Nat. Camail. - 5. Ite. Ne. Ni. - 6. DN. Eut. Réa. - 7. Escalade. - 8. Entraval. - 9. Nanti. Rets. - 10. INA. Mourra. - 11. Encres. Son. - 12. Rôle. Exact. - 13. Éternelles.

François Dorlet



SCRABBLE (R)

N° 515

MOTS NOUVEAUX

Déjà plus de six mois que le Petit Larousse illustré 1997 est sorti ; mais, comme ses mots nouveaux sont pour le scrabbleur des fruits défendus, nous nous exorons de notre « demeure ». Nous nous limiterons aujourd'hui aux mots déjà listés puisque présents dans l'ODS 2.

BASMATI, riz, mot hindi signifiant « parfumé » - BRONCA, protestation collective, mot espagnol adopté par les aficionados - DEBOGUER, supprimer les bogues (les bugs) d'un programme informatique. L'ODS admet concurrentement DEBUGGER, dont la conjugaison fait injure à la langue française - MÉGA, mégaoctet, et MÉGABIT, défini par l'ODS comme un million de bits.

Le compte n'y est pas : il en manque 48 576, car le préfixe MÉGA-, en informatique, signifie non pas « un million », mais 2³⁰. Larousse a le bon compte pour MÉGABIT, mais pas pour le préfixe MÉGA- - SOCER, football, mot anglais venant de association football, par opposition à rugby football - SOCIÉ-

TAL, E, AUX, relatif à la vie sociale, mot anglais qui date de 1898. Étrangement, le mot « épectase », décès pendant l'orgasme, apparu dans le PLI en 1996, disparaît de l'édition 1997. Ce mot, qui vient du grec *epēktasis*, extension, est apparu en 1974 sous la plume d'un journaliste commentant la mort du cardinal Daniélou : « C'est dans l'épectase de l'apôtre que le cardinal est allé à la rencontre du Dieu vivant. » Le *Canard enchaîné* a fait son miel de ce mot, entré par la suite dans le Petit Robert. Sa disparition du PLI peut être soit attribuée aux progrès de la médecine, soit considérée comme un cadeau de Larousse au pape lors de sa récente visite. Le suspense reste entier : « épectase » sera-t-il dans l'ODS 3 ?

Certains des mots ci-dessus génèrent les anagrammes suivantes : TEOCALIS - GAMBIT-E - ESCROC.

Le tirage de la semaine (Club de Saint-Maur, 6 septembre 1996). Au premier coup, on place STYLERA en H2. Que jouez-vous au deuxième avec ADEGUIL (un Scrabble en 7 lettres, deux en 8).

Michel Charlemagne

Solution du tirage de la semaine : GALDIE 9 C, 81 - ALGIDITE 3 B, 74 - DIGITALE 3 D, 62.

Simultané mondial de blitz (une minute par coup).

Samedi 14 décembre 1996. Première manche.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉP.	PTS
1	AROFERFI	FORERAI	H4	78
2	CLELITO	TEOCALI (a)	9 D	64
3	WLEIPE	PELIE	8 K	34
4	WL+BOQAO	WOLOF (b)	4 D	34
5	BOA+ECDI	COQ	F8	28
6	BAEDI+EB	ABBE	8 A	30
7	DIE+UGTA	SUDCÉTAI	8 B	52
8	NTIARS	URINATES	L2	77
9	TYMREEE	MIEVRETE	15 A	194
10	LUOUSMT	MOULUTES	O2	60
11	EZISGEE	SIÉGEREZ	6 C	92
12	RDMEOL	ODE	1 M	42
13	NITNINU	HUTIN	14 F	35
14	-S7REFIA	SEPAR(DII)	13 G	96
15	XAVHNU	VENAUX	12 A	44
16	HL+DYRSA	SYRAH	17 H	45
17	LD+KMSAN	KANS	N10	43
18	LDM+NEIN	JEUN	2 J	29
19	LDMN+7A	DAI(NM)	N3	22

(a) Pyramide précolombienne, ou LOCALITÉ COLLETAI, 9 B, 63. (b) Langue sénégalaïse. PILAWI, 8 B, 32.
T. Michel Duguet et Frank Maniquant, 1129.
Classement général : 1. Michel Duguet (-7 sur trois parties) ; 2. Christian Pierre (Belgique).

A nos lecteurs

La rubrique « Jeux, grilles et problèmes » paraît sous cette forme pour la dernière fois. À compter du lundi 20 janvier (Le Monde daté 21), nos lecteurs trouveront chaque jour deux jeux publiés dans la séquence « Aujourd'hui ».

Avec les mots croisés quotidiens, désormais conçus par Philippe Dupuis, seront publiés : dans nos éditions da-

tées mardi, un jeu mathématique, « Affaire de logique » ; datées mercredi, une grille de Scrabble ; datées jeudi, le bridge ; datées vendredi, « L'art en questions » ; datées samedi, la philatélie ; datées dimanche-lundi, les échecs. Les solutions des problèmes de la présente page seront publiées dans nos éditions datées dimanche 19 - lundi 20 janvier.

ANACROISÉS (R)

N° 952

HORIZONTALEMENT

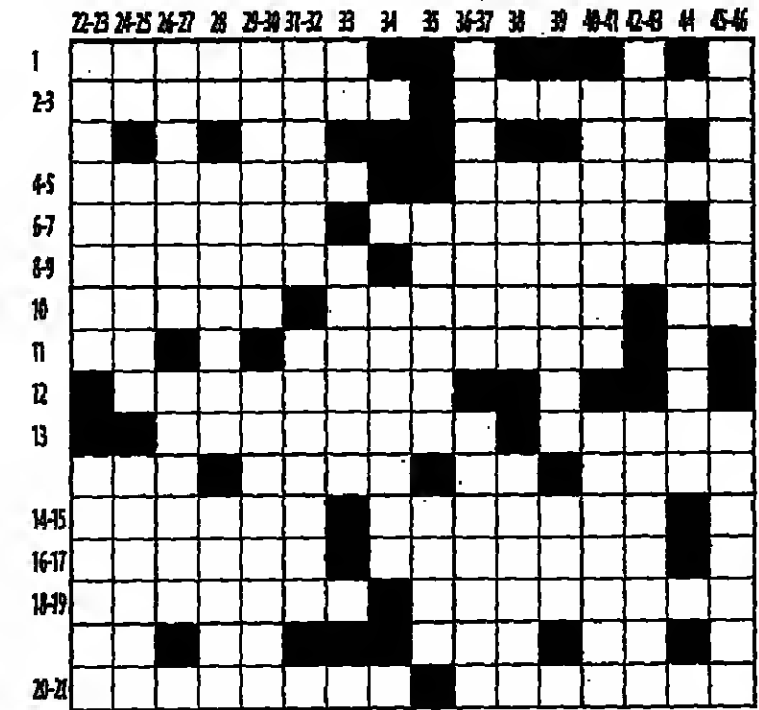
1. AEGILLV. - 2. AAEILNNT (+2). - 3. EEPRTU. - 4. AEELNT (+1). - 5. AABRTU. - 6. EELNRT (+1). - 7. CEHLNO (+1). - 8. AEESSU (+1). - 9. EELMORS. - 10. AEISSTZ (+1). - 11. DEIOSSST. - 12. EEMPSSU. - 13. AAEPRSSX. - 14. CILLO. - 15. CIOOSTX. - 16. ASITTU. - 17. CEEMNOO. - 18. CEELST. - 19. EELRTU (+4). - 20. ACEELNOR (+1). - 21. AEERRRS (+1).

VERTICALEMENT

22. AAILNTV. - 23. ACCLLS. - 24. AEEIMS. - 25. AEILST (+5). - 26. CEILRTU. - 27. AEILPS (+1). - 28. AEERSUX (+1). - 29. AENNNO (+2). - 30. ACILMNSU (+1). - 31. AEEGNT (+2). - 32. DEEOPST (+1). - 33. AOPSTU (+2). - 34. AEESTT (+1). - 35. EHRSS. - 36. DEGIORSS. - 37. AEIOSX. - 38. EILNRT. - 39. ABEILMT (+1). - 40. AEELNPZ. - 41. EELMORS (+2). - 42. EELRTT. - 43. EELORS. - 44. EENNOO. - 45. AEFFSTU. - 46. EEESSUX.

SOLUTION DU N° 951

1. FAZENDA. - 2. PORACEES (ECOPERAS). - 3. ADIPEUX. - 4. OLIGISTE, oxyde de fer. - 5. ROSIERE. - 6. AROMATE. - 7. CABINET. - 8. CENELLE. - 9.



AEROSTAT. - 10. HEURTEZ. - 11. ANTHESE (ETHANES HANTEES). - 12. SABURRAL. - 13. CHASSES. - 14. TIGELLE. - 15. MITEUSE. - 16. PANOSSES. - 17. VOYANTE (ENVOYAT). - 18. SENSUEL. - 19. ESPACENT. - 20. FAROUCHE. - 21. SCALPS. - 22. ADONNEE. - 23. ACAULE, dont la tige n'est pas apparente. - 24. NUISIBLE. - 25. CERCEAU. - 26. ALTIPORT. - 27. DURABLE. - 28. RIMAYE. - 29. AXERIEZ. - 30. IMAGINAL. - 31. MEULETON (EMOULENT). - 32. POMMEAU. - 33. OLEATES. - 34.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

ÉCHECS

N° 1724

TOURNOI INTERNATIONAL DE VIENNE (1996)

Blancs : V. Kramnik.

Noirs : J. Elfvist.

Début anglais.

1. C3. C6. 13. C3d4. Fg2. 2. f4. 14. f4. 15. C4d4. 3. C3g3. Fb4. 17. C4e4. g4. 4. D2d2. 18. f5. 19. C4d4. 5. a3. Fg3. 13. f4. 14. f4. 6. D3d3. 15. f4. 16. f4. 7. f4. 17. f4. 8. f4. 9. f4. 10. f4. 11. f4. 12. f4. 13. f4. 14. f4. 15. f4. 16. f4. 17. f4. 18. f4. 19. f4. 20. f4. 21. f4. 22. f4. 23. f4. 24. f4. 25. f4. 26. f4. 27. f4. 28. f4. 29. f4. 30. f4. 31. f4. 32. f4. 33. f4. 34. f4. 35. f4. 36. f4. 37. f4. 38. f4. 39. f4. 40. f4. 41. f4. 42. f4. 43. f4. 44. f4. 45. f4. 46. f4. 47. f4. 48. f4. 49. f4. 50. f4. 51. f4. 52. f4. 53. f4. 54. f4. 55. f4. 56. f4. 57. f4. 58. f4. 59. f4. 60. f4. 61. f4. 62. f4. 63. f4. 64. f4. 65. f4. 66. f4. 67. f4. 68. f4. 69. f4. 70. f4. 71. f4. 72. f4. 73. f4. 74. f4. 75. f4. 76. f4. 77. f4. 78. f4. 79. f4. 80. f4. 81. f4. 82. f4. 83. f4. 84. f4. 85. f4. 86. f4. 87. f4. 88. f4. 89. f4. 90. f4. 91. f4. 92. f4. 93. f4. 94. f4. 95. f4. 96. f4. 97. f4. 98. f4. 99. f4. 100. f4.

NOTES

a) Ou 3. g3, b6 (3... a6 ; 4. Fg2, b5 ; 5. b3, c5 ; 6. 0-0, Fb7 ; 7. é3, Ff7 ; 8. Cc3, Dd5 ; 9. Fb2, 0-0 ; 10. Dd2, Cc6 comme dans la dix-septième partie du match Karpov-Kamsky, Elista, 1996) ; 4. Fg2, Fb7 ; 5. 0-0, Ff7 ; 6. b3, 0-0 ; 7. Fb2, Cc3 ; 8. é3, d5 ; 9. d3, Cb7 ; 10. Cc3, Tc8 ; 11. Dc2 (Blatny-Almasi, Erevan, 1996).
b) Ou 4. Db3, c5 ; 5. g3, Cc6 ; 6. Fg2, 0-0 (et non 6... Ca5 ; 7. Dc2, Cc4 ; 8. Ca4, d5 ; 9. a3, Fa5 ; 10. Cc5) ; 7. 0-0, d6 ; 8. d3, h6 ; 9. é3 (Kramnik-Adams, Dortmund, 1996, et Kramnik-Hracek, Berlin, 1996).
c) Après 4... c5 ; 5. a3, Fg3 ; 6. Dxc3, b6 ; 7. b4, Ca6 ; 8. é3, Dc7 ; 9. b5, Cc7 ; 10. Fc2, Fb7 ; 11. 0-0, 0-0 ; 12. Fb2, d6 ; 13. a4, a5 ; 14. Ta-é1, Ta-é8 ; 15. d4, Cc4 ; 16. Dc1, f5 ; 17. Dd2, les Blancs obtiennent une position supérieure (Kramnik-Lobron, Dortmund, 1996). Les parties précitées illustrent bien la maîtrise de Kramnik dans cette ouverture.
d) Les Blancs ont déjà en vue le double fianchetto.

e) 8... Fb7 ; 9. Fg2, d6 ; 10. 0-0, Cb-d7 est plus courant.

f) Ferme la dangereuse diagonale a1-h8 tout en menaçant 12... Cc4. La partie Illescas-Cordoba-Kamsky (Dos Hermanas, 1995) se poursuit par 11... Dc7 ; 12. d3, é5 ; 13. é3, Tf-é8 ; 14. Cc4, Cc7 ; 15. é4, Cc6 (la suite 15... Cc7 ; 16. f4, f6 donne aux Noirs une solide égalité) ; 16. Dd2 avec avantage aux Blancs.

g) 13. d4 n'est pas clair : 13... éxd4 ; 14. éxd4, Cxd4 ; 15. Cxd4, Cxd4 ; 16. Dxd4, Fxg2 ; 17. Rxe2, d5.

h) Une erreur sur tous les plans, tactique et stratégique, selon Kramnik, qui recommande ici le coup prudent 13... a6 et indique que, sur 13... Cc7, il ne se serait pas lancé dans la combinaison de sa partie par 14. Cxé5 à cause de la suite 14... Fxg2 ; 15. Cg4, Cc8 ; 16. Rxe2 (si 16. Ch6+, Rh8 ; 17. Rxe2, f6 ; 18. Cg4, h5), h5 ; 17. Ch6+, Rh7, mais aurait poursuivi par 14. Db3, Tc7 ; 15. d4.

i) Après 14... Cb8 ; 15. a4, a5 ; 16. é4, Cb-d7 ; 17. Cb4, Cc8 ; 18. f4, les Blancs ont toutes les cartes en main.

j) Une brillante combinaison, mais la suite positionnelle 15. é4, Cc6 ; 16. Cc2, Cc8 ; 17. f4 n'est pas moins forte.

k) Sans craindre 16... Fxf1 ; 17. Cxf1, g-f6 ; 18. Dxf6, ti 16... Ch5 ; 17. Rxe2, f5 ; 18. Ch6+, Rf8 (et non 18... g-h6 ; 19. Db8+, Rf7 ; 20. Dxb7+, Rf6 ; 21. Dxb6+, Rd7 ; 22. Dxb5) ; 19. g4, f-g4 ; 20. é3, g3 ; 21. h-g3, g-h6 ; 22. Th1.

l) Une défense unique et ingénieuse.

m) Et non 17. Cxd5, Fxf1 ; 18. Txf1, Ch5 !

n) Après 18... Fxf1 ; 19. Txf1, les Blancs poursuivent leur attaque par Dc4-Df4. Les Noirs acceptent volontiers la finale de f de couleur différente résultant de la suite 19. Dxf6, Dxf6 ; 20. Fxf6, Ff1 !

o) Afin de jouer f2-f4.

p) Il fallait essayer 19... Fb7 ; 20. f4, d5 ! ; 21. Dxf6, Dxf6 ; 22. Fxf6 avec un pion de moins en fin de partie.

q) Si 20... c4 ; 21. Dd4, Fb7 ; 22. é3 ici encore, 20... Fb7 ; 21. é5, Tc8 ; 22. Dxf6, Dxf6 ; 23. Fxf6 était à tenter pour les Noirs. Il valait mieux échanger les D et jouer avec un pion de moins que de prendre autant de risques sur l'aile-R.

r) Si 21... Tc5 ; 22. Dd2.

s) Menace 23. é4 et 24. Dg5+.

t) D'où cet affaiblissement pratiquement forcé.

u) Cette contre-attaque au centre arrive trop tard.

v) Si 26... d4 ; 27. Fc1.

w) Une ouverture de ligne décisive.

x) Si 27... Txf1+ ; 28. Txf1, fxd5 ; 29. Fc1, Db8 ; 30. Tc7.

y) Si 28... Dxd5 ; 29. Dxf6, Tg8 ; 30. Fc1, Tg7 ; 31. Fxb6, Si 28... Txf4 ; 29. éxd4. Et si 28... Tg8 ; 29. Fxf6, Dxd5 ; 30. Dxb6+, Rd6 ; 31. Th4 mat.

z) Si 29... Dd6 ; 30. Dxb6+, Rxb6 ; 31. Th4 mat. Et si 29... Txf4 ; 30. éxd4.

Les Blancs ont deux pions de plus, mais les Noirs menacent d'annuler par 1... Fd7 et 2... Fxb5. La variante 1. Rd4, Fd7 ; 2. Fc5+, Ra5 ; 3. Fxa7 ne sauve rien : 3... Fxb5 !

1. Fc7, Fd7 ; 2. Fd5+, Rc5 ; 3. b6, axb6 ; 4. a7, Fc6 ; 5. Fc7 mat.

Si 1... Ra5 ; 2. Rd4, Fd7 ; 3. Rc5, Fc6 ; 4. Fd6, Ra4 ; 5. Fb8, Rb3 ; 6. Fxa7, Fxc4 ; 7. Fb8, Ff1 ; Rb6, Ra4 ; 9. a7, Fg2 ; 10. Ra6, et les Blancs gagnent.

ÉTUDE N° 1724
N. D. GRIGORIEV (1931)

Blancs (7) : Rf4, Fd1, Pb4, c5, f5, g3 et b4.
Noirs (6) : Rh6, Fa6, Pb3, c6, f6 et h5.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

BRIDGE

N° 1720

LA POLITIQUE DU RÉSULTAT

Même les experts se laissent influencer par le résultat d'un coup. Mais qui osera dire qu'Al Sobel, le grand champion des années 50, n'aurait pas dû contre « 3 Piques » dans cette donne.

♠ 872
♥ 10852
♦ 109765
♣ 5
N E
O S
♠ ADV109
♥ V
♦ V82
♣ D964
♠ R6543
♥ A973
♦ -
♣ AV73

Ann. : S. don. Tous vuln.
Sud Ouest Nord Est
1 ♠ contre 2 ♠
3 ♠ passe 3 ♠ passe
passe passe

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, comment Sud a-t-il joué pour gagner TROIS PIQUES contre toute défense ?

Réponse
Est ne peut avoir contre que s'il a les cinq atouts du camp défensif, et le seul espoir de faire le contrat est de le réaliser avec les deux As, trois coupes à Trèfle avec les trois atouts du mort et trois coupes à Carreau avec les atouts de la main. En plus, le Roi de Pique procurera la neuvième levée. Pour que ce plan se réalise, il faudra qu'Est ne puisse ni surcouper à Trèfle ni couper prématurément à Carreau (avec l'As de Pique pour rejouer atout). Il est donc nécessaire qu'Est ait la distribution 5-1-3-4.

L'hypothèse où Ouest aurait un Pique est peu vraisemblable (car il aurait entamé Pique), et elle ne change rien au jeu de double coupe du déclarant.

Voici comment le coup s'est déroulé, au grand désespoir d'Al Sobel : Roi de Carreau coupé, As de Cœur, As de Trèfle, 3 de Trèfle coupé, 6 de Carreau coupé, 7 de Trèfle coupé, 7 de Carreau coupé par le 5 de Pique, Valet de Trèfle coupé par le 8 de Pique (le dernier atout du mort) et 9 de Carreau coupé par le 9 de Pique d'Est et surcouper par le Roi de Pique.

Est a fait ensuite ses quatre honneurs, pour... 100 points car on était en partie fixe. Une malheureuse consolation pour diminuer la perte de 730 points !

PARFAITE SÉCURITÉ
Certains coups techniques sont très anciens, mais on ne résiste jamais au plaisir de les publier quand ils constituent un « modèle du genre ».

Observez ce grand chelem que l'Américain Coffin avait présenté avant la guerre, et cachez les mains adverses pour vous mettre à la place du déclarant.

♠ R64
♥ 8
♦ D76532
♣ A2

♠ 10
♥ R103
♦ V984
♣ V10985

N O E S
♠ DV875
♥ A9765
♦ AR
♣ R

Les enchères n'avaient pas été publiées ; aujourd'hui, elles pourraient être les suivantes :

Sud Ouest Nord Est
1 ♠ passe 2 ♠ passe
2 ♠ passe 3 ♠ passe
4 SA passe 5 ♠ passe
6 ♠ passe 7 ♠ passe
passe passe

Ouest ayant entamé le Valet de Trèfle, Sud a pris avec le Roi sec et a tiré la Dame de Pique. Tout le monde ayant fourni, comment Coffin propose-t-il de gagner le GRAND CHELEM À PIQUE contre toute défense ?

Note sur les enchères
Après le Blackwood, l'enchère de « 6 Trèfles » (l'annonce au palier de 6 d'une couleur non déclarée) est aujourd'hui le moyen classique d'utiliser la convention de Josephine. En effet, après « 4 SA », si Sud déclare « 5 SA », c'est le Blackwood pour les Rois et non la demande conventionnelle du grand chelem pour savoir si le partenaire a deux des trois gros honneurs de la couleur d'atout.

L'annonce d'une nouvelle couleur remplace donc conventionnellement la « Josephine » quand le Blackwood a été utilisé.
Avec As et Roi de Carreau dans la couleur du partenaire, il était normal d'essayer le grand chelem si Nord avait As et Roi à Trèfle (Pique).

Philippe Brugnou

MUSIQUE Le rock s'est toujours affirmé dans la contestation, générationnelle et politique. Depuis sa naissance, il a connu des phases d'exaltation et de repli, qui ont correspon-

du aux évolutions de la société. ● LE RAP, ancré dans la réalité quotidienne, a longtemps assumé seul le discours protestataire et violent auprès des jeunes. Mais depuis quel-

que temps on voit naître des groupes de rock qui renouent, par leurs textes et leur musique, avec l'esprit de rébellion. ● LE JAZZ aussi, musique engagée par nature, trouve

dans les difficultés de l'époque des raisons de militer et de débattre. Des collectifs de musiciens se sont formés. Ils agissent notamment face à la montée des intolérances et du

Front national. ● L'ÉCRIVAIN Maurice Dantec, auteur de romans noirs, explique les raisons qui l'ont poussé à écrire des textes de chansons pour le groupe rock No One Is Innocent.

Le rock français retrouve les chemins de la contestation

Longtemps dépassés par le discours revendicatif du rap, de nombreux groupes renouent avec la tradition d'un genre qui, au cours de son histoire, a plusieurs fois su exprimer la révolte de la jeunesse

NON SANS FIERTÉ. Guillaume agit la photocopie d'un article paru dans *Présent* (le 4 janvier). Son groupe, Oneyed Jack, y est violemment attaqué par le quotidien d'extrême droite, qui fusille aussi une compilation, « Le CD haineux distribué par le magazine Hard Rock ». Avec l'excitation du tireur qui a touché au but, le jeune homme se réjouit. « Si on fait chier le FN, on a la banane. » Dans une de ses chansons, *Le Pouvoir*, le groupe n'épargne pas Jean-Marie Le Pen : « L'autre berge que l'on va se rôtir comme un bœuf ». Le Pen draine sa merde. »

Présent vous Oneyed Jack aux mêmes gémonies que NTM. Guillaume ne cache pas son admiration pour les rappeurs de la Seine-Saint-Denis. « NTM prendrait trois mois de prison, alors que tous les jours Le Pen vomit des propos discriminatoires ? S'ils sont condamnés, on descend tout casser. » La virulence du discours de ce groupe parisien n'a rien d'exceptionnel dans le paysage rock français d'aujourd'hui. Si le rock a longtemps laissé au rap le monopole de la rébellion, il a fini par s'en inspirer pour retrouver la voix de la contestation.

S'affirmant d'abord à sa naissance, au milieu des années 50, dans le conflit de générations, le rock épousa dans les années 60 la plupart des grandes causes de la jeunesse occidentale. Paix au Vietnam, droits civiques, révolution... La musique devait changer le monde. En 1968, le groupe américain MC5, mené par John Sinclair fondateur du White Panther Party, produisit avec *Kick Out the Jams* le parfait équivalent musical du cocktail Molotov. Mais le boycottage, la prison et la drogue auront raison du gang de Detroit. Les désillusions des années 70 finirent de replier le rock sur lui-même. Il faudra attendre l'explosion punk

de 1976 pour lui replonger la tête dans le quotidien.

En France, les yéyés font pâle figure. Nos premiers rockers ont peu d'impact et pas de discours. Jusqu'à Trust. Pour exprimer son dégoût de la France de Giscard, le chanteur banlieusard Bernie Bonvoisin a choisi le hard rock. Avec son complice, le guitariste Nono Krief, ils signèrent une poignée d'hymnes : « anars », « Police milice », « Mesrine », « Antisocial », « L'élite », auxquels s'identifia la frange la plus défavorisée du public rock. Vendus à plus de deux millions d'exemplaires, leurs albums auront un impact certain. Koolhaas, un des rappeurs de NTM, confiait il y a quelques mois que Trust était un des seuls groupes de rock auxquels il a pu s'identifier. Peut-être n'est-ce pas un hasard si Mathieu Kassovitz a offert un petit rôle à Bernie dans *La Haine*.

LE MOUVEMENT ALTERNATIF

La quarantaine passée, le chanteur et le guitariste viennent de reformer un groupe qui avait fini par se dissoudre par manque d'idées et de motivation. Si l'air (contestataire) du temps leur semblait favorable, l'inspiration originelle a disparu. Leur nouvel album, *Europe et haines*, brasse avec mauvaise humeur des généralités. Et s'ils dénoncent l'épuration ethnique en Bosnie, leur façon de rechercher la caution d'un enfant juif du ghetto de Varsovie dont la photographie est reprise sur la pochette de l'album, la publicité télévisée, le clip, les affiches de concerts (*Le Monde* du 9 janvier) et du Che provoquent un malaise certain.

Trust n'eut pas de successeur. Il fallut attendre l'émergence du mouvement alternatif en 1986 pour sortir de la superficialité des années yuppie. Souvent issus des squats parisiens, des groupes comme Ludwig Voo 88 et, surtout, Bérurier Noir se révolteront à coups de bruyants hymnes libertaires contre la montée des intolérances. Mais les réalités commerciales auront peu à peu raison de l'utopie et de ce mouvement punk à la française.

Très vite, la revendication rock se fera distancer par le rap. Sans doute parce que le hip-hop et le ragga (son faux frère reggae) s'ancrèrent viscéralement dans la réalité. Au point que des rockers sentent le besoin de rapprocher leurs guitares des mots aiguisés du rap. Une fois encore, l'Amérique



fournit le modèle. En pionniers, les Californiens marxistes de Rage Against the Machine matérialiseront, entre heavy metal, funk, punk et rap, leur haine du « système ». Et France, une pléiade de groupes sont aujourd'hui leurs héritiers. Parmi les plus populaires, No One Is Innocent, Sismarils (tous les deux Disque d'or), Lofofora, Atomic Kids ou Oneyed Jack proclament leur refus de l'exclusion,

du racisme, de la corruption politique et du Front national. Marqués par l'expérience alternative, ils s'attachent à favoriser un circuit parallèle de production de spectacles, sans rejeter pour autant les propositions des multinationales. Virgin a créé un label, Hostile, qui accueille à la fois des rappeurs et ce que son directeur, Benjamin Chuvpik, appelle des groupes de « ghetto metal ». Sooy héberge le label Yelen

qui a produit Oneyed Jack et Massive Hystérie.

Si on titille Guillaume sur le conformisme de sa contestation ou des paroles trop facilement réduites à des slogans, le DJ de Oneyed Jack s'empare. « Il n'y a pas de démagogie. On a vécu ce dont on parle. Je touche 32 francs par jour comme intermittent du spectacle. Ma copine s'appelle Fatima, elle est moitié arabe, moitié espagnole. Il y a deux mois, nous habitons un squat rue de la Moskova. Un jour à 5 heures du mat, quarante CRS sont venus expulser plusieurs familles d'Africains. On en a chialé. Tout ça ne donne pas envie d'écrire sur l'amour et les petits oiseaux. »

SURENCHÈRE SONIQUE

La scène « rock fusion » a pourtant du mal à transcender les règles du genre. La pertinence de l'engagement s'autocannibise souvent dans la surenchère sonore. Diabolium y a toutefois une place à part. Ce groupe toulousain élabore des chansons singulières. De leur chaos bruitiste oit une profonde mélancolie sur laquelle se posent des mots désincarnés qui choquent d'abord par leur monotonie avant de séduire par leur désespoir latent. Pas engagés au sens militant, les morceaux de 3, leur troisième album, posent pourtant un regard très dur sur notre environnement.

Michel, guitariste et chanteur, explique la genèse de cette critique sociale sans revendication. « Nous avons enregistré deux premiers albums d'un cynisme léger. Nous étions étudiants, nous nous amusons. Depuis nous nous sommes pris en pleine face la dureté de la vie quotidienne. Le morché du travail, l'ANPE, les Assefic. Nous sommes d'autant plus pessimistes que nous n'entrevoions pas de solution. » Leur façon de détourner les phrases toutes faites du discours « médiatique » flirte-t-elle volontairement avec le situationnisme ? « Nous avons tous été marqués par la lecture de Guy Debord, mais il est très difficile d'en parler sans dire de bêtises. Nous n'avons pas les mêmes engagements que les situationnistes. Nous avons surtout été séduits par leur côté émotionnel. L'idée de dérive et de récupération de la longue. » Dans il faut, on peut entendre : « Quant aux problèmes de société / Les solutions ? A part la destruction / Je ne vois rien venir. » Michel explique : « C'est le point de vue de quelqu'un arrivé au bout du dégoût. Nous sommes sans doute l'incarnation parfaite de la dépression du petit Blanc de la classe moyenne, nous ne nous engageons pas, mais peut-être préférons-nous tout casser que de manifester en silence. »

S. D.

Maurice Dantec, écrivain et parolier de No One Is Innocent

« Le heavy metal et le rap nourrissent mon écriture »

PIONNIERS de l'engagement rock-fusion en France, le groupe No One Is Innocent a attendu, après son premier album éponyme, plus de deux ans pour enregistrer *Utopia* (qui sortira le 17 mars). Le temps d'émanciper un peu sa musique des influences anglo-saxonnes et de mûrir la radicalité de son discours. A cet effet, ils ont recruté les services d'un romancier de trente-sept ans, Maurice Dantec, auteur publié dans la « Série noire » (*La Sirène rouge*, *Les Racines du mal*). Influencé autant par les romans morbides de James Ellroy que par la violence du rock de Ministry ou de Nine Inch Nails, l'écrivain, amateur de subversion, a apprécié cette reconquête.

« Qu'est-ce qui vous a attiré dans cette collaboration ? » Le groupe m'a contacté alors qu'ils avaient commencé l'enregistrement de l'album aux Etats-Unis. Ils avaient aimé *Les Racines du mal*. Je connaissais et j'avais apprécié leur premier album, mais j'étais méfiant. Je n'aime pas les musiciens qui recherchent une caution littéraire pour plus de respectabilité. No One voulait surtout briser le fonctionnement autarcique des musiciens. Pour que cela marche, il fallait que je devienne un véritable membre du groupe. C'est ce qui s'est passé le temps de quatre morceaux. A la fois romancier et parolier, j'ai d'une part écrit les paroles de ces chansons, d'autre part rédigé des bouts de textes plus littéraires – plus proches de l'es-

sal – que j'ai lus moi-même sur certains morceaux. Sur une chanson, ils ont aussi repris un extrait des *Racines du mal*.

Comment réagissez-vous devant leur engagement politique ?

Je crois que ces derniers mois leur musique et leur discours ont connu une phase de maturation. L'engagement, ce n'est pas faire se trémousser dans un clip des filles en bikini aux côtés de prisonniers de camp de concentration [allusion à un récent clip vidéo de Trust], ni d'afficher sur son disque le portrait du « Che ». Ce n'est pas oser plus diffuser des messages ou des slogans préfabriqués. Etre révolutionnaire, c'est d'abord se changer soi-même. Je trouve que No One utilise d'abord la musique comme vecteur de cointaminatio esthétisme. Ils mettent en lumière les paradoxes qui existent en l'homme. Nous étions sur la même longueur d'onde.

Vous étiez familier de leur univers musical ?

J'ai moi-même fait partie de groupes punk et after-punk à la fin des années 70. Artefact, Etat d'urgence... Mon engagement était plus esthétique que politique. Il s'agissait de refaire du rock un truc basé sur l'instinct et l'électricité. Dans les années 90, beaucoup de choses m'ont enthousiasmé. En particulier, ces mélanges de techno et de heavy metal très noir. Ministry, Nine Inch Nails, Foetus... J'écoute aussi beaucoup de rap, NTM entre

autres, et pas seulement depuis l'affaire de Toulon. Ces musiques nourrissent mon écriture.

Quel rapport existe-t-il pour vous entre le rock et le roman noir ?

La subversion dans le roman noir fait partie de la tradition. Il est le dernier refuge des marginalités littéraires. Nous nous intéressons à des choses passées sous silence dans les salons littéraires. Les perdants, les voyous, le crime... Je me passionne aussi pour les mutations technologiques et génétiques. Des disques comme ceux de Bowie ou Kraftwerk ont précédé la littérature cyberpunk.

Vous écrivez dans la chanson *Nomenklatura* : « Nous devons élaborer des stratégies de survie et de contamination, par la création et la prolifération d'utopies privées, cryptées, et qui se substitueront à l'ancien ordre social... »

Ma stratégie a toujours été celle du ver dans le fruit... Il faut infiltrer la machine pour qu'elle arrête de tout prémâcher. Les politiques sont complètement déconnectées de la réalité des mutations scientifiques et économiques à venir. No One a une chanson, *Anti-politique*, auquel participe le rappeur EJM, qui constate cette terrible impuissance. Un des derniers boulots de l'artiste est de penser au-delà des apparences. »

Propos recueillis par Stéphane Duvert

MAIRIE DE PARIS

Jean-Michel JOYEUX et Michel MILETTI

présentent

TACHAN

THÉÂTRE DE DIX HEURES

du 7 janvier au 15 février 1997 - 20h30

LOCATION : 01 46 06 10 17

ENVOI - VENTE - AGENCES

Les hommes et les femmes du jazz, engagés par nature

DES MUSICIENS CONTRE LE FASCISME. Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, Montreuil, 93. M^{re} Robespierre. à partir de 20 heures, le 17. Tél. : 01-42-87-25-91. 80 F.

Par son histoire, le jazz est une musique engagée. Forcément. « L'une des premières choses que je rappelle à mes élèves, explique le pianiste Benoît Delbecq, âgé d'une trentaine d'années, c'est que cette musique, quelle que soit l'esthétique qu'on a envie de pratiquer, est née de l'esclavage. » Par son économie aussi, toujours à la frange de la survie, et par sa pratique de la liberté musicale.

En France, durant les années d'Occupation, des solistes ont rejoint la Résistance : dans les années 60, le free jazz, pratique musicale, organisation collective et réponse des Noirs américains aux injustices et à la ségrégation, a trouvé en Europe des relais auprès de nombreux musiciens, pour qui engagement

politique et engagement musical sont allés ensemble.

Mais si les années 60 et 70 ont vu leur lot de mouvements, d'actions - Texier, Lubat, le Workshop de Lyon étaient déjà de bien des combats -, les années 80, qui ont vu arriver la gauche au pouvoir ont, de l'avis de beaucoup, été celles d'une certaine désertion du terrain politique. Pour Sylvain Kassap, clarinettiste et compositeur, signataire, avec les membres du collectif Zhivaro, de l'« Appel des 250 » lancé, en 1990, à l'initiative de Gilles Perrault, les musiciens ont maintenant retrouvé depuis cette période des façons de faire des années 70. « J'ai le sentiment qu'un mouvement d'engagement est réamorsé, précise-t-il. Il coïncide aussi avec un renforcement de structures et de réseaux associatifs. »

Certains musiciens militent au sein d'associations comme Act Up, Ras L'Front, les Restas du cœur, ou Amnesty International. Pour la contrebassiste Hélène Labarrière, qui a récemment rejoint Ras

L'Front, « une action militante c'est aussi aller à des manifestations, assister à des conférences, participer à des débats, vendre des journaux ». C'est aussi, comme cela a souvent été le cas dans un passé pas si lointain, jouer pour des grévistes, pour une association caritative, pour Amnesty.

DÉBATTRE, DONC AGIR

S'engager c'est agir, disent à leur tour les jeunes musiciens. On a vu naître, dans la suite de Zhivaro - collectif qui regroupe Claude Barthélemy, Sylvain Kassap, Didier Levallet, Jacques Mahieux, Gérard Marais et Henri Texier, tous passés par diverses barricades - des collectifs de musiciens, pour jouer ensemble mais aussi pour débattre, réfléchir - agir, donc. « Dès que les libertés sont bafouées, il faut se réveiller, résume Benoît Delbecq. La montée de Jean-Marie Le Pen, j'ai vécu. J'avais quinze ans quand il était à 15 %. On a toujours parlé de tout ça, de la "fracture sociale", du danger d'un fascisme qui finit par

devenir ordinaire. Ça a fait partie de notre réflexion. »

Avec Ras L'Front, ils sont ainsi quelques-uns à répondre directement aux fascistes. Pour un concert interdit, pour une pièce empêchée, pour des livres absents des bibliothèques, « que mille concerts fleurissent », paraphrase Sylvain Kassap. Pour l'heure, c'est aux Instants chavirés de Montreuil que Ras L'Front et une bonne douzaine de musiciens vont agir, vendredi 17 janvier. La salle est, comme le précise son directeur Philippe Bacchetta, « un lieu de culture, donc un lieu de paroles et d'action ». En novembre 1996, des travailleurs africains expulsés y ont trouvé refuge quelques jours, des musiciens ont joué pour les sans-papiers de Saint-Bernard : la recette a permis d'acheter un ordinateur que promettait depuis des mois le PS. L'engagement, c'est aussi se demander dans quel monde tout un chacun veut vivre. Le jazz y est attentif.

Sylvain Siclier

Familles et pratiques de la photographie contemporaine

Le Centre Georges-Pompidou présente dix ans d'acquisitions

LA PHOTOGRAPHIE CONTEMPORAINE EN FRANCE. Dix ans d'acquisitions. Centre Georges-Pompidou. Galerie 27 (1^{er} sous-sol). Tél. : 01-44-78-12-33. Jusqu'au 31 mars. Catalogue, Editions du Centre Pompidou, 120 p., 130 F.

Le visiteur du Centre Pompidou qui aura la curiosité de descendre au sous-sol, alors que tout l'incendie à gagner les étages, tombera sur une exposition aussi généreuse qu'unique : rassembler dans le même lieu toutes les familles de la photographie contemporaine, toutes les pratiques, le noir et blanc et la couleur, les petits rectangles et les grands formats, les images uniques et les séries, les intuitifs et les conceptuels, ceux qui se disent photographes, artistes, « peintres » et même « sculpteurs », les commandes publicitaires et les recherches intimes, des images enregistrées et d'autres repeintes, classiques ou radicales, figuratives ou abstraites, anodines ou spectaculaires.

Cent trente-six photographies de cinquante auteurs ont été réunies autour de dix ans d'acquisitions du Fonds national d'art contemporain

(FNAC) et du Musée national d'art moderne (MNAM). Ces deux institutions achètent des photographies qui viennent gonfler les collections publiques. Cette exposition donne d'abord un bel échantillon de ces achats et révèle leur éclectisme. C'est aussi l'occasion de rappeler l'ampleur des acquisitions dans les années 80, venant combler un énorme vide : huit mille photographies sont répertoriées au FNAC, douze mille au MNAM.

Dans cette masse, il a fallu faire des choix. L'accent a été mis sur la création française. L'œuvre doit être une photographie réalisée durant les dix dernières années en France ou par un photographe résidant dans l'Hexagone. Le résultat est un dispositif qui devrait en désorienter plus d'un. C'est le but. Co-habite Sébastiao Salgado avec sa fresque baroque sur une mine d'or au Brésil ; Pierre et Gilles et leurs images sulpiciennes repeintes à l'acrylique représentant des icônes de la culture populaire ; Georges Rousse utilise la photographie comme une trace de lieux voués à la démolition et dont il bouleverse les perspectives à l'aide de la peinture ; Bernard Fancin écrit des phrases énigmatiques sur la peau ; Raymond Depardon a réalisé un re-

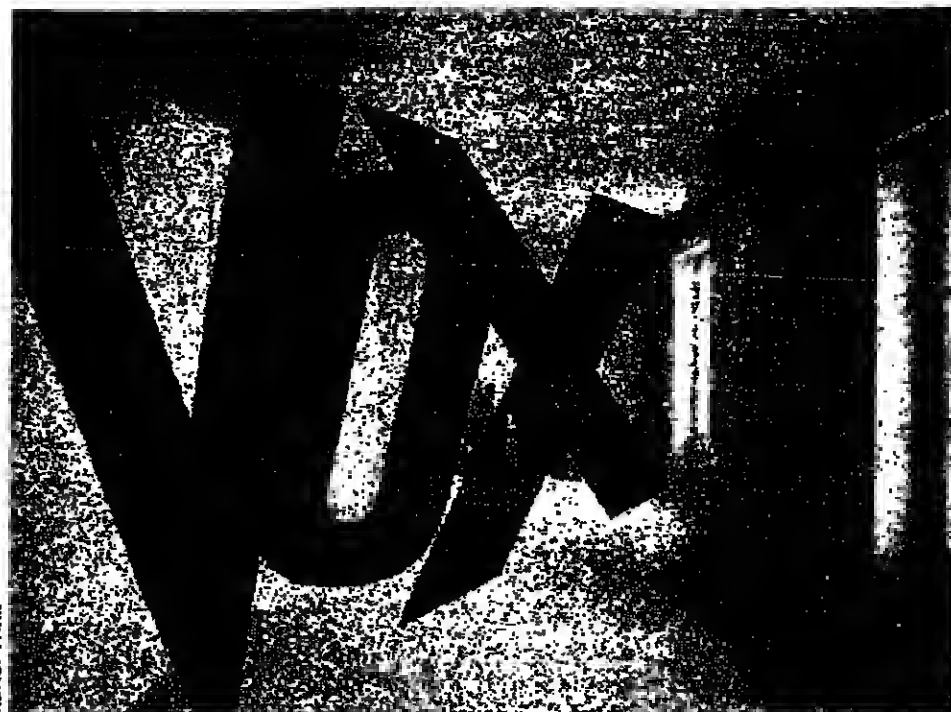
portage sur les paysans en France, qui renvoie à son enfance ; Sandy Skoglund, Boyd Webb et Thierry Urbain construisent des installations décoratives qu'ils photographient par la suite ; John Davies se situe dans la tradition documentaire en fixant des paysages ravagés par la crise ; Patrick Bally-Maître-Grand use de rayogrammes savants et Joachim Bonnemaison de l'anamorphose ; Hotaro Koyama a brûlé au papier de verre une image de 10 mètres carrés d'un viaduc autoroutier afin de le dématérialiser ; Annette Messager suspend des dizaines de petites photographies fétichistes ; Ange Leccia détourne des images télévisées de Maria Callas ; Richard Baqué soude des clichés pour reconstruire un paysage idéal ; sans oublier une commande de Jean Ladièvre pour les bagages Louis Vuitton ou de Sarah Moon pour Chanel.

MULTIPLES DIRECTIONS

Chacun trouve « ou ne trouve pas » ici et là quelques images prometteuses à le séduire ou à l'agacer. L'essentiel est ailleurs : que signifie cet improbable patchwork ? Les commissaires de l'exposition, Agnès de Gouvion-Saint-Cyr (maître d'œuvre du FNAC) et Alain Sayag (conservateur pour la photographie au MNAM) ont voulu montrer « la complémentarité » du fonds et de la collection sans doute. Ils ont surtout voulu dire combien les cartes de la photographie – son esthétique, ses pratiques – ont été redistribuées au cours des années 80, éclatant en de multiples directions.

L'accrochage en témoigne, venant marquer les pratiques par des climats de couleurs différentes. Trois tendances se dégagent, répondant à des typologies bien françaises, sûrement réductrices mais qui ont la vertu de la pédagogie. Le premier cercle est le plus connu car enraciné dans une tradition. Citons Françoise Fugère, Josef Koudelka, Sebastiao Salgado, Xavier Lam-

« Sans titre », de Georges Rousse, 1992. Epreuve cibachrome contrecollée sur aluminium, 161 x 213.



bours ou Raymond Depardon. Tous sont les tenants d'une photographie « directe » héritée du reportage où l'auteur donne un point de vue sur le monde environnant. S'écartant du photojournalisme, ils appartiennent néanmoins le plus souvent à des agences (Magnum, Météis, Rapho) et, entre autres, publient leurs images dans la presse et des livres.

Le deuxième cercle est communément regroupé sous l'intitulé « Photographies créatives ». On y trouve non plus des photographes mais des « auteurs » : Yves Guillot, Arnaud Claess, Rudi, Bernard Plossu, Jun Shirooka... Ils ont voulu investir le monde de l'art avec des images dominées par les questions de matière, lumière, flou, ombres, ambiances, chair, tissant parfois l'abstraction, plongeant dans des préoccupations minimalistes et existentielles.

Le troisième cercle échappe à l'histoire de la photographie pour gagner celle des arts plastiques,

avec Christian Boltanski, Annette Messager, Ernest Pignon-Ernest, Gloria Friedmann, Tom Drahos, Richard Baqué, Sophie Calle.

De cette diversité surgit la principale ambition de l'exposition. Montrer que la spécificité, la « vitalité » de la photographie réside justement dans la multiplicité de ses pratiques, qu'elle « est restée très largement un métier », qu'elle n'a rien à gagner en singlant la peinture mais qu'elle « continue à miner le champ artistique » pour reprendre des expressions des commissaires tirées du catalogue qui concluent : « N'est-elle pas puissamment participative à ce retour au réel que l'on constate depuis quelques années ? » Louables intentions. Mais, bizarrement, nombre d'œuvres viennent contredire ce propos, s'inscrivant dans une volonté de se raccrocher au wagon des Beaux-Arts – le studio du peintre Courbet, de Joël-Peter Witkin, est à ce titre exemplaire. De plus, les œuvres sélectionnées de

Boltanski, Calle, Bustamante ou Faucon sont picturales alors que ces artistes ont développé une œuvre remarquable autour du document photographique, sa force brute et son ambiguïté, autant de notions ici oubliées.

Il est enfin dommage que le courant du « style documentaire », sans doute le plus riche aujourd'hui de la photographie contemporaine, ne soit pas, ou mal, représenté. Des artistes comme Sophie Ristelhuber, Marc Patout, Suzanne Lafont, Patrick Faigenbaum, Jean-Luc Moulin, Jean-Louis Gamell ou Valérie Jouve mènent justement une réflexion sur la spécificité de l'image photographique et la représentation d'un monde en crise. Ancrés dans les arts plastiques, ils se situent également dans une tradition photographique. A ce titre, ils auraient pu boucler la boucle de ces dix ans vertigineux.

Michel Guerrin

Un fonds éclectique

La commission d'achat de photographies du FNAC, renouvelée tous les trois ans et dotée de 1,5 million de francs en 1996, constitue un fonds éclectique, qui a pour mission de montrer la création et d'aider les auteurs. Des institutions publiques (musées, centres d'art ou centres culturels) « pulsent » dans ce fonds riche de huit mille images afin de monter des expositions. En tout, douze mille prêts ont été effectués en 1996. Le Mallen Seldon Keita a été le photographe le plus « demandé » l'an passé, montré autant par le Guggenheim de New York que par des petits centres culturels de province. La collection photographique du MNAM, créée à partir de rien en 1977, est riche de douze mille œuvres qui courent de 1905 à nos jours. Le catalogue couvrant la partie historique, notamment les riches années de l'entre-deux-guerres, sera publié par le MNAM en février, comprenant mille deux cents reproductions accompagnées de notices détaillées. Des rétrospectives, Man Ray (hiver 1998) et Brassai (1999-2000) sont aussi programmées au Centre Pompidou.

Jean-Claude Gallotta, chorégraphe, invité à Suresnes Cités Danse

« Quand on n'a pas d'argent et qu'on veut danser, on travaille dans la rue »

POURQUOI Jean-Claude Gallotta, installé au centre chorégraphique de Grenoble depuis 1982, chef de file de la danse contemporaine en France, succombe-t-il, à son tour, à la force d'attraction des danses urbaines ? Mercredi 15 janvier, il ouvrait la manifestation Cités Danse au Théâtre Jean-Vilar de Suresnes avec un duo pour deux rappeurs, SMH. Le 18, il présentera la plus récente création de sa compagnie, *La Rue*. Treize danseurs en scène. Cette expérience reploie dans son passé ce fils d'immigrés italiens. Le grenoblois a toujours aimé la nostalgie. Ce qui émergeait et qui s'enfuit. Pendant dix ans, il développe des histoires de tribus dont les hommes et les femmes, au-delà du geste factuel, se délectent de borborygmes, de cris et de chants. On pense à la trilogie d'Ivan Vaffan, aux aventures des *Mammans*.

Au tournant des années 90, il crée de drôles de spectacles qu'il intitule les DTM (Danse-texte-musique), en même temps qu'il se lance dans le cinéma à l'invitation du producteur Martin Karmitz. Ses deux longs métrages *Rei Dom*, en 1989, et *L'Amour en deux*, en 1991, surprennent par leur narration erratique. L'homme vit dans son imaginaire avec les pieds sur terre. En 1994, son ballet culte, *Ulysse*, entre au répertoire de l'Opéra de Paris. Aujourd'hui, Gallotta exprime son plaisir d'avoir fait « sa rue » à lui. Avec Mathilde Altaraz, sa danseuse, sa muse, qui l'accompagne depuis son premier ballet.

« Chorégraphe pour des rappeurs, est-ce une mode ou une nécessité ? »

« J'ai répondu à cette commande d'Olivier Meyer, directeur du Théâtre de Suresnes, parce que deux rappeurs, Habib Adel et Bouba Tchouda Lambrill, suivaient des stages donnés par mes danseurs. Si je ne les avais pas connus, j'aurais refusé. Mais pour eux, j'ai eu envie de trouver une dramaturgie qui réponde à leur langage gestuel, très

codé, très inventif aussi. Autrement, je n'ai jamais eu envie de « christianiser » le hip-hop. Ce mouvement, parce qu'il est à la fois artistique et social, produit le meilleur et le pire. Cette différence de qualité dans la production oblige à la curiosité. Au déniage.

« Pourquoi avoir refusé d'utiliser de la musique rap pour ce duo ? »

« Le mouvement rap vient des Etats-Unis, mais aussi des jeunes qui en Afrique dansent dans les rues. J'ai donc proposé à Habib et Bouba de créer sur les percussions africaines d'Abou Fall, un musicien grenoblois. Celui-ci cherchait les rythmes, en même temps que s'élevait le mouvement de Saint-Martin-d'Hères, une banlieue de Grenoble. J'y ai vécu adolescent. Mes parents étaient des immigrés italiens. Dans les années 60, la cité était peuplée d'Italiens et d'Espagnols, maintenant les Maghrébins et les Africains y vivent. C'est cette mémoire partagée que j'ai eu envie de danser. Le titre du duo, *SMH*, vient des initiales de Saint-Martin-d'Hères.

« L'homme de quarante ans que vous êtes, qui a réussi, se sent-il encore proche de ces deux jeunes rappeurs ? »

« Quand on n'a pas d'argent et qu'on veut danser, on travaille dans la rue. J'ai connu cette expérience à mes débuts, avant d'aller dans les MJC, puis à la maison de la culture de Grenoble où Bernard Gilman m'a hébergé avec ma compagnie, qui s'appela à l'époque le Groupe Emile Dubois, une tribu très hétéroclite. Gilman venait de découvrir Georges Lavaudant. Cette commande de Suresnes m'oblige à me pencher sur mon passé. Elle a provoqué chez moi le désir de composer ce qu'est ma propre idée de la rue, aujourd'hui, trente après. J'ai donc construit *La Rue* avec les « déchets » de mes chorégraphies, avec les matériaux que l'on rejette pour répondre aux exigences de la création. Il s'agit d'une sorte de

danse de récupération, d'un montage de morceaux remisés dans le contexte actuel.

« Cette avancée vers le hip-hop, mouvement encore tout jeune, est-elle paradoxalement l'expression d'une nostalgie ? »

« Tout est relativement facile à ces rappelés, parce qu'ils sont dans un courant à la mode, parce qu'il y a de l'argent débouqué pour eux. Ils auront un chemin difficile pour devenir de vrais chorégraphes. Nous, quand nous étions dans la rue, personne ne s'intéressait à nous, hormis quelques curieux. Pour la création de *La Rue*, je suis allé tous les jours collecter des sons et des musiques en extérieur. Il y a du Poulenc, et même du Faure. Je retourne sur scène après quatre ans d'absence. J'y joue le Joker. A nouveau, je suis l'émigré qui cherche par tous les moyens à entrer dans la ronde. Je crée le personnage de Pipoché, de nationalité ex-yougoslave, néonapolitain. Il est celui qui perpétue la mémoire.

« Comment ont réagi les grenoblois qui ont vu *La Rue* en avant-première le 10 janvier ? »

« *La Rue* est un cadeau de Bonne Année que j'ai voulu pour les grenoblois. On l'a présenté au Sunmum, notre Zénith à nous. C'était gratuit. Mille personnes sont venues. Les autres ont regardé le spectacle sur des écrans installés dans une salle annexe. Il y avait un public différent de celui de la maison de la culture de Grenoble, où la compagnie est installée. C'est ce que je voulais. Quand on danse à Châteauneuf, on se livre aussi à un acte de résistance. Au Sunmum, il s'agissait, à l'inverse, d'une danse d'offrande. On a vécu un moment démocratique, « athénien ». Quand *Le Pen* vient à Grenoble, vingt mille personnes manifestent dans la rue. Le 10 janvier, l'esprit de l'agora soufflait sur le Sunmum. »

Propos recueillis par Dominique Fretard



CET HIVER NOUS OFFRE CE QU'IL

A DE MIEUX.

AU VALAIS, UNE NEIGE ABONDANTE.

A NOS AMIS FRANÇAIS, UN FRANC PLUS VIGOUREUX. PROFITONS-EN ENSEMBLE!



VALAIS
SUISSE SCHWEIZ SWITZERLAND

VALAIS TOURISME
RUE PRÉ-FLEURY 6, CH-1951 SION. TÉLÉPHONE ++41 (0)27 322 31 61. FAX ++41 (0)27 323 15 72.
INTERNET: [HTTP://WWW.VALAISTOURISM.CH](http://www.valaistourism.ch) [HTTP://WWW.MATTERHORNSTATE.COM](http://www.matterhornstate.com)
E-MAIL: info@valais.ch

CLASSIQUE

EL CANTO DE LA SIBILA.
VOLUME II

Montserrat Figueras (soprano),
Lo Capello Reial de Catalunya, Jordi Savall (direction).

Avec *Chant de la Sibille* (1988), Jordi Savall et Montserrat Figueras avaient effectué une merveilleuse incursion dans le monde fascinant des oracles sibyllins, d'origine paléenne, qui, depuis Eusèbe de Césarée et Augustin d'Hippone, avaient intégré la liturgie de Noël (Astrée E 8705). Anthologie latine, provençale et catalane, ce premier *Chant* vient d'être réédité sous le nouveau label Fontalis, à l'occasion de la parution d'un deuxième volet, exclusivement ibérique, de cette austère et somptueuse méditation.

Voici donc une *Sibila galaica*, connue par les *Cantigas de Santa Maria* d'Alphonse X le Sage, où le chant dépouillé transforme l'intensité foodaméale du message en signal sacré universel. Soutenue idéalement par la harpe d'Andrew Lawrence-King, Montserrat Figueras est la médiatrice rêvée, délivrant l'oracle - converti à la grâce de l'intercession mariale - avec une force inexorable et recueillie tout à la fois. Le débat religieux du XVI^e siècle et la condamnation par le concile de Trente ne purent venir à bout d'une tradition pluriséculaire, dont le *Cantoral de Cuenca*, conservé au monastère de Silos, permet de mesurer les métamorphoses (harmonisation de Morales ou de Cordoba, qui babilles des couleurs de la solennité - bombardes, sacqueboutes et trompettes - la voie de la lumière démontre à l'œil des ténèbres de l'Apocalypse). Une incantation fulgurante, qui invite à un prodigieux voyage.

Ph.-J. C.
★ 1 CD Fontalis-Aurivids ES 9900.

GIULIO CESARE
MONTEVERDI

Affetti Musici
Ensemble Concerto, Roberto Gini (direction).

Vaillant défenseur de son aîné Claudio, Giulio Cesare Monteverdi (1573-1630/1631) a, à sa mesure, participé au triomphe de la nouvelle esthétique illustrée par l'auteur des *Scherzi musicali*. En signant la « Déclaration » qui résume, en appendice de la publication (1607), les critiques adressées à son illustre frère, mais aussi par un recueil de motets - de une à six voix - , le seul ensemble structuré de ses œuvres à nous être parvenu.

Le livre premier des *Affetti musicali* (Venise, 1620) illustre les options « modernes » alors eo

Richard Branson fonde une nouvelle maison de disques

Quatre ans après avoir vendu Virgin à EMI, l'homme d'affaires lance V2

LONDRES

De notre correspondant dans la City
Dans West-London, une maison de maître extérieurement semblable à la pinpart de celles du voisinage. Mais l'entrée est encombrée de cartons, des jeunes gens en jeans et T-shirt s'affairent dans un sympathique fouillis, posters multicolores et écrans vidéo sont omniprésents, et outre hôte est en retard... pas de doute, il s'agit d'une maison de disques. Le 131, Holland Park, est le siège de V2, la nouvelle société de disques lancée en décembre par le célèbre homme d'affaires Richard Branson, quatre ans après la vente à EMI de Virgin Records, à l'origine de sa notoriété et de sa fortune.

« Richard le Coquérant » avait été contraint de vendre, en mars 1992, son label à la Major britannique pour renflouer sa compagnie aérienne, Virgin Atlantic, alors victime de la concurrence de British Airways et de la récession du transport aérien.

« Notre ambition est de créer une compagnie de disques indépendante, mais capable de défier les grands au cours des cinq prochaines années », explique Jeremy Pearse, quarante-huit ans, directeur général de V2 Group. Cet ancien responsable des contacts avec les « Indies » (maisons de disques indépendantes) chez Sony, affirme vouloir sortir cette année une vingtaine de CD frappés du logo rouge, le premier devant être mis en vente dès le printemps. Les infrastructures sont en place, comme

l'attestent la signature de deux groupes (The Stereophonics et Kings of Infinite Space), la conclusion de trois accords de partenariat avec des firmes indépendantes de production, et l'établissement d'antennes aux États-Unis, en Scandinavie et en France. « Nous ne faisons pas de compromis. La musique bâtarde, le style Placido Domingo interprétant les Beatles, on n'en veut pas... », insiste le directeur général, qui a déjà attrapé le style et les manières bransoniennes. Celles-ci se résument en un seul mot : « fit » (merveilleux), comme l'ont dit ces jours-ci du côté de Soho, le chef-lieu de l'industrie musicale londonienne. Branson et son bras droit ont en commun, paraît-il, l'oreille pour les bonnes chansons et une connaissance fine des arcanes du music-business.

LE TEMPS ET LA LIBERTÉ

L'optimisme de Jeremy Pearse est compréhensible. A l'inverse des petits labels découvreurs de talents, contraints tôt ou tard de s'allier à l'une des Majors pour produire, promouvoir et distribuer internationalement leurs artistes, V2, dont Richard Branson est l'actionnaire majoritaire, bénéficie de la puissance financière de la maison mère.

N'ayant pas de comptes à rendre à la City et aux investisseurs institutionnels, obouillés par les résultats semestriels et les cours de Bourse, le deuxième groupe privé britannique estime avoir le temps et la liberté pour soutenir à long terme V2 et faire de ses artistes les

superstars de demain. La culture jeune et égalitaire de Virgin, sa structure informelle, son réseau international, sont autant d'atouts supplémentaires, sans parler de l'excellente image du président-fondateur.

Enfin, des synergies sont possibles entre la nouvelle compagnie et les autres sociétés Virgin, comme les mégastores, la radio, la production de vidéo-clips ou l'art du marketing pop, original et fracassant.

La concurrence demeure toutefois sceptique face aux ambitions affichées par Richard Branson. Comment une structure aussi légère - une cinquantaine de personnes au total - espère-t-elle pouvoir marcher sur les plates-bandes de mastodontes comme Sony, PolyGram ou EMI ? Faire triompher un tube dans les hit-parades du monde entier nécessite des sommes considérables. De surcroît, l'atomisation des tendances musicales et l'absence de loyauté des adolescents d'aujourd'hui envers leurs idoles ne facilitent pas la tâche des nouveaux venus.

« Dans ce métier de plus en plus complexe, la clé du succès reste la créativité, facteur totalement imprévisible. Où Branson va-t-il trouver un nouveau Mike Oldfield ? », s'interroge un observateur en faisant allusion au premier chanteur de Virgin Records, arrivé numéro un au hit-parade dès son premier disque, *Thriller*, en 1973.

Marc Roche

ROCK

DAFT PUNK

Homework

En quelques singles diffusés sur le circuit underground, le duo formé par les Français Thomas Bangalter et Guy-Manuel de Homem-Christo a vu sa cote filer vers le sommet de la hiérarchie techno. Bénéficiant d'une grosse artilleterie de promotion (mondiale), *Homework*, leur premier album, ne va pas forcément ces débordements d'enthousiasme programmé. Simplement, comme ont pu l'être certains des disques les plus excitants de l'histoire du rock, cet album fait danser une idée par morceau. A leur apogée - *Da Funk* et le très disco *Around the World* -, ces boucles synthétiques démontrent tant d'efficacité et d'insolente désinvolture que le corps ne résiste pas à leur excitation primitive. Attention pourtant aux facilités. Les jeux systématiques de filtres et de potentiomètres aigus et graves, alternativement réduits à rien ou poussés à l'extrême, auront la durée de vie des recettes trop vite répétables.

S. D.
★ 1 CD Virgin 8 42609 2.

THE WHO

Live At The Isle Of Wight Festival 1970

Publiée vingt-six ans après son enregistrement, cette performance des Who au légendaire festival de l'île de Wight (sur scène à 3 heures, dans la nuit, ils succédaient aux Doors), témoigne d'un groupe qui évolue à l'image d'une décennie naissante. En 1970, le rock perd son innocence au profit du spectaculaire et de la prétention. Les Who participèrent à cette surenchère.

Beaucoup d'images ont mal vieilli : les vestes à franges du chanteur Roger Daltrey, ses allures un peu maies de beau gosse burlesque, les pitreries d'un Keith Moon, le batteur mort depuis,

bouffi par l'alcool. D'autres restent une vraie grandeur : même dans les stades, les Who sont restés un époustouflant groupe de scène, préférant l'exaltation et le dynamisme rythmique aux longs solos crépusculaires. Nettement moins tranchant tout de même que l'inépuisable *Live At Leeds* sorti la même année, ce double album en public privilégie l'interprétation intégrale de *Tommy*, l'opéra-rock qui leur avait ouvert tout grand la porte des années 70.

S. D.
★ 2 CD Castle Communications EDF CD 326. Distribué par 50/50.

CHANSON

BRATSK

En route pour l'éternité

Jouer dans le cercle des musiques du monde, c'est bien, à condition de ne pas s'y laisser enfermer. Bratsch ne renie pas le répertoire tzigane qui fait son succès depuis le début de sa carrière, voilà plus de vingt ans : il inspire encore l'essentiel de ses compositions. Mais le groupe a trouvé la meilleure stratégie pour se faire entendre ailleurs que dans des espaces réservés et trop restreints. Il ouvre son nouvel album en français, avec *L'Heureux Loup* dans la forêt, poursuit quelques titres plus loin avec *L'Aïné* phénomène et, enfin, reprend *Johnny*, de Francis Lemaire, composé au départ sur une musique hongroise. Mis à part ces étapes en langue de France, Bratsch continue de franchir les frontières avec entraînement, passant du français à l'arménien, de la langue des Rom au parler limousin, du yiddish au grec. Les compositions, originales ou réécrites de pièces traditionnelles, ont de l'âme et du sentiment. Elles alternent l'éloquence festive et la nostalgie propres aux musiques d'Europe de l'Est et laissent poindre des traits de jazz.

P. L.
★ 1 CD Nigro NIG 9605. Distribué par Sociadis.

Les nominations aux Victoires de la musique classique

LE TÉNOR Roberto Alagna, le chef d'orchestre Michel Plasson, le clavediniste et chef d'orchestre Christophe Rousset, le pianiste François-René Duchabie, Jean-Claude Malgoire dirigeant la trilogie des opéras de Mozart sur des livrets de Da Ponte sont les principaux artistes en lice pour le palmarès des 4^e Victoires de la musique classique. La cérémonie de proclamation des récompenses (qui suivent les Victoires de la musique réservées à la variété et au jazz) se déroulera le 4 février, au Palais des congrès, à Paris. Elle sera retransmise en direct, à 20 h 35, sur France 3 et France Musique.

Dans la catégorie « artiste lyrique de l'année », on trouve, au côté d'Alagna, le baryton Jean-Philippe Lafont et la contralto Nathalie Stutzmann. Parmi les « chefs d'orchestre de l'année » sélectionnés Marek Janowski, Michel Plasson et Georges Prêtre. Parmi les « solistes instrumentaux », on retrouve les pianistes François-René Duchabie, Jean-François Heisser et la violoncelliste Anne Gastinel. Régis Pasquier, Gérard Poulet, Noël Lee, Michel Lethiec, Michel Portal, Gérard Cassé, Jean-Philippe Collard, et le Trio Wanderer se retrouvent dans la catégorie « musique de chambre ». Barbara Hendricks, Felicity Lott, l'Ensemble Huelgas (Belgique) et le BBC Philharmonic Orchestra et son chef Yvain-Pascal Tonello aspirent à la « meilleure contribution internationale à la musique française ». Six CD ont été retenus pour l'« enregistrement de musique classique étranger » : ils sont dirigés par Lotin Mavrel, Kent Nagano, Jordi Savall, Bernard Haitink, Esa-Pekka Salonen et Seiji Ozawa.

MUSIQUE DU MONDE

TOTO LA MONPOSINA

Carmelina

Fonguense chanteuse au timbre de feu, Toto la Monposina plante le décor des fêtes et carnivals de son pays natal. Née d'une famille de musiciens, dans un village du nord de la Colombie, elle voue une passion à la terre de ses ancêtres. Une terre métissée, creuset de rythmes et de mélodies où se sont affrontés et mêlés esclaves africains, colons d'Espagne et Indiens. Dans ce milieu, elle puise la sève de son répertoire, des musiques bondissantes, propulsées par tambours et percussions, jouées avec guitare, basse, trompettes et gaita - c'est la fête traditionnelle des Indiens, fabriquée en bois de cactus ou de bambou, et que les musiciens colombiens redécouvrent depuis une dizaine d'années.

Formée à l'école des *cantadoras*, chanteuses de rue et personnalités-clés de la société traditionnelle, Toto la Monposina compose en se basant sur quelques-uns des rythmes-phases de la musique colombienne (bulería, rengue, porro, puya, cumbia...) et sur ceux de Cuba (guaracha, rumba, bolero son...), qui accostèrent en Colombie par la côte caribbe.

Depuis 1968, date à laquelle elle forma son premier groupe, la chanteuse perpétue la musique authentique et festive que propose *Carmelina*, une musique que les gens du peuple en Colombie nomment *musica de antes* (musique d'avant).

P. L.
★ 1 CD LBLIC 2516. Distribué par Harmonia Mundi.

THE CONGOS

Natty Dread

Rise Again

A l'heure où le Midem s'apprête à mettre un coup de projecteur sur la musique jamaïcaine, lors de sa soirée d'ouverture du 19 janvier, voici l'acte de renaissance de l'un des groupes historiques du reggae. En 1971, les retours après une longue absence ne sont pas l'apanage des rockstars anglo-saxonnes. Créé en 1975 par les chanteurs Cedric Myton et Roydel Johnson, rejoints ensuite par un troisième vocaliste, Watty Burnett, les Congos allaient marquer d'une empreinte durable le reggae, en particulier avec leur album *Heart of The Congos*, réédité en 1996 (*Night & Day*).

Ils étaient accompagnés par The Upsetters, les musiciens du studio de Lee Perry, l'un des plus célèbres producteurs de l'histoire du reggae, spécialement pour son travail déterminant, à partir de 1969, avec les Wailers. Entourés par une solide équipe de musiciens, dont les frères Barrett (ex-Upsetters qui rejoignirent les Wailers en 1970), Cedric Myton, Roydel Johnson et Watty Burnett se sont donc retrouvés avec un reggae mûr et proclamant leur fidélité à Jah, comme au temps de l'âge d'or.

Les voix méditent encore les superlatifs, mais on aurait aimé davantage de compositions à la hauteur des quelques élan créatifs (*Rock of Gibraltar*, *Seeking A Favor*) proposés dans ce nouvel album marquant le retour de l'un des grands groupes de la Jamaïque.

P. L.
★ 1 CD RAS 3238. Distribué par Média 7.



1
PREMIERS PLANS
FESTIVAL D'ANGERS

COMPÉTITION
50 PREMIERS FILMS EUROPÉENS

10 LONGS MÉTRAGES
10 COURTS MÉTRAGES
30 FILMS D'ÉCOLES

Prés. de la Jury : Agnieszka HOLLAND

INTÉGRALE ÉRIC ROHMER
Prés. de son Jury :

• Frédéric AFRINE • Marie Christine BARRAULT •
Jean-Claude BIALY • Florence DAREL • Angèle DOMBASLE
• André DUSOLIER • Françoise FABIAN • Pascal GREGGORY • Amanda LANGLET • Sophie RENOIR •
Marie RIVIÈRE • Béatrice ROMAND • Rosane •
Anne TEYSSÈRE • Virginie THÉVENET • Charlotte VERY •

LECTURES DE SCÉNARIOS
Michel LONSDALE • Jacques NOÛT
Jacques BONNAFFE • Mathieu AMALRIC

COLLOQUE EUROPÉEN : SAMEDI 25 JANVIER
COMMENT LES FILMS EUROPÉENS S'EXPORTENT-ILS
SUR LEUR PROPRIÉTAIRE CONTINENT ?
Avec par exemple PROTON, le film

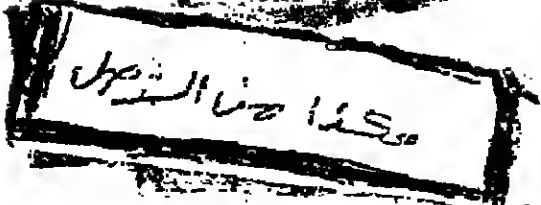
FESTIVAL D'ANGERS
9^e ÉDITION
17-26 JANVIER 1997
INFORMATIONS : 02 41 34 08 81



CHANSON
THÉÂTRE DE LA VILLE
LES ABBESSES

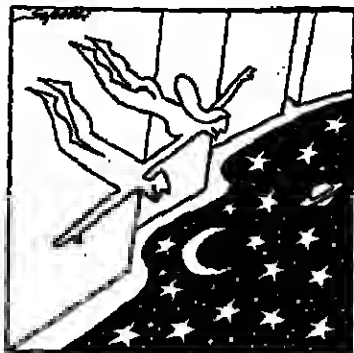
DU 21 JAN. AU 1^{er} FEV. 20H30
GIOVANNA MARINI
Départs
20 ans après la mort de Pier Paolo Pasolini

prenez une place
venez à deux
LOCATION 01 42 74 22 77



Maurice Béjart et Roland Petit

Les deux chorégraphes sont à Paris. L'un à Chaillot ; l'autre à l'Opéra de Paris



ILS SONT tous les deux au travail depuis l'après-guerre. Roland Petit a tout de suite connu la gloire ; Maurice Béjart a été obligé de s'exiler à Bruxelles. Quand, dans les années 60, Petit connaît le désamour du public, c'est à Marseille, ville natale de Béjart, qu'il est accueilli par Gaston Defferre, alors maire. Les destins de ces créateurs n'ont jamais cessé de se croiser, de se faire concurrence. Béjart est âgé de soixante-dix ans depuis le 1^{er} janvier. Roland Petit file vers ses soixante-quinze ans. Paris, qui les a longtemps boudés, est depuis quelques années de nouveau accueillant à leurs talents. Béjart est l'hôte régulier du Théâtre de Chaillot, Petit est accueilli à l'Opéra de Paris, ce fameux Opéra de Paris qu'ils voulaient tous les

deux, et qu'ils n'ont jamais eu ! Béjart arrive avec une création, *Le presbytère* n'a rien perdu de son charme, ni le jardin ni son élan (le groupe Quers en l'honneur de son père, le 17 septembre). Petit est à Paris avec des pièces de répertoire : *Coppélia* et *Le Gueux*.

★ Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16^e. M^o Trocadéro. 20 h 30, du 17 au 26 janvier et du 7 au 9 février ; 15 heures, dimanche, Relâche dimanche soir et lundi. Tél. : 01-47-27-81-15. 160 F et 230 F.
★ Opéra de Paris. Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9^e. M^o Opéra. RER Aubert. « *Coppélia* », 19 h 30, le 17 ; « *Le Gueux* », 19 h 30, le 18. Tél. : 01-44-73-19-06. De 30 F à 320 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Valérie Rivière
La compagnie Paul Les Oiseaux a connu des problèmes de migration. Valérie Rivière reste seule. Elle revient avec *Le Dypique guerrier* qui est surtout un hymne à la grâce et à la spiritualité. Cette chorégraphie est habitée d'une exigence peu commune. Sa force est inversement proportionnelle à la fragilité de son visage évanescence.
Dix-Huit Théâtre, 16, rue Georges-Agutte, Paris 18^e. M^o Guy-Moquet. 20 h 30, les 17 et 18 ; 16 heures, le 19. Tél. : 01-42-26-47-47. De 80 F à 120 F.
Charles cré-ange
Jim Hendrix, Otis Redding, Duke Ellington sont les partenaires de *Squares* qui prend au jazz sa force vive. Des musiques du cœur pour une danse structurée en douze séquences très échantillonnées. Les danseurs sont extra : Nathalie Millon, Vincent Dumory, Priscilla Harsch. Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18^e. M^o Abbesses. 20 h 30, les 17 et 18. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.
Cheick Tidiane Seck
Musicien clé de la musique moderne mandingue (Rail Band, Les

Ambassadeurs), il officie ensuite derrière Sali Keita, Mory Kanté, Tony Allen, Amina, Graham Haynes. Maître d'œuvre de la rencontre du pianiste de jazz Hank Jones avec la musique de l'Afrique de l'Ouest (CD *Sarala/Verve*). Il fait volontiers quelques clin d'œil au rythme n'importe où.
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jourès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 21 heures, les 17 et 18. Tél. : 01-42-00-14-14. 100 F (opération Moiré de Paris, une place pour deux).
Mohammad Gubara
Auteur de la musique du premier long métrage de l'histoire du cinéma soudanais (*Hopes and Dreams*), ce chanteur possède une parfaite maîtrise de la lyre *tambur*, instrument emblématique du Soudan, vaste pays auquel l'IMA consacre sa programmation pendant trois mois. Également au programme de ces soirées d'ouverture, deux autres joueurs de *tambur* à découvrir, Mohammad Al Badri et Qassas Kilabo Milt. Auditorium de l'Institut du monde arabe, niveau -2, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M^o Jussieu. 20 h 30, les 17 et 18. Tél. : 01-40-51-38-14. 80 F et 100 F (opération Mairie de Paris, une place pour deux).

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

DIEU SAIT QUOI
Film français de Jean-Daniel Pollat (1 h 30).
Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).
LEÇONS DE SÉDUCTION
Film américain de Barbara Streisand, avec Barbra Streisand, Jeff Bridges, Pierce Brosnan, Mimi Rogers, Laura Linney (2 h 08).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re}. Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; Majestic Pasty, dolby, 15^e (01-42-34-46-24) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).
LOST HIGHWAY
Film américain de David Lynch, avec Bill Pullman, Patricia Arquette, Anthony Quinn, Robert Blake, Robert Loggia, Gary Bussey (2 h 15).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; Bretagne, dolby, 6^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Danton, dolby, 6^e ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8^e (01-43-59-04-67) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9^e (01-48-24-88-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Majestic Bastille, dolby, 11^e (01-47-09-02-48) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).
LOVE SERENADE
Film australien de Shirley Barrett, avec Miranda Otto, Rebecca Frith, George Shevtsov, John Alansu, Jessica Napier (1 h 41).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; La Bastille, 11^e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ;

Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Sept Passions, 14^e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).
LA NUIT DES ROIS
Film britannique de Trevor Nunn, avec Helena Bonham Carter, Richard E. Grant, Nigel Hawthorne, Ben Kingsley (2 h 13).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Ronde, dolby, 6^e ; UGC Triomphe, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (01-43-07-48-60) ; Ecurial, dolby, 13^e (01-47-07-28-04) ; réservation : 01-40-30-20-10.
ROMANES
Film français d'Agnès Obadia, avec Agnès Obadia, Martina Delumeau, Eva Ionesco, Laurence Cote (1 h 22).
UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} ; Saint-André-des-Arts II, 6^e (01-43-26-80-25) ; Élysées Lincoln, 8^e (01-39-17-10-00) ; Les Montparnasse, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10).
THE PILLOW BOOK
Film franco-britannique de Peter Greenaway, avec Vivian Wu, Yoshi Oida, Ken Ogata, Hideo Yoshida, Ewan McGregor, Judy Ongor (2 h 06).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (01-40-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-99) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Europa Panthéon (au-dessus du Panthéon), 5^e (01-43-54-15-04) ; La Pagode, dolby, 7^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; La Bastille, dolby, 11^e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (01-47-07-28-04) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Sept Passions, dolby, 14^e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

3615 LE MONDE

ou tél. : 08-36-68-09-78 (2,23 F/mn)

RÉGIONS

Une sélection
musique classique,
jazz, danse,
théâtre et art

MUSIQUE CLASSIQUE

AVIGNON
Les Noces de Poulenc
de Mozart. Mark Schnaible (Figaro), Olivier Lallouette (le comte Almaviva), Valérie Millot (la comtesse Almaviva), Inva Mula (Susanna), Sophie Koch (Cherubino), Charles Ossola (Bartolo), Valérie Marzini (Marcellina), Patrick Fouchier (don Basilio), Orchestre d'Avignon, François-Xavier Biller (direction), Jean-Claude Auvray (mise en scène).
Opéra, rue Racine, 84 Avignon. 14 h 30, le 19 ; 20 heures, le 21. Tél. : 04-90-82-25-44. De 140 F à 280 F.
BORDEAUX
Orchestre national
Bordeaux-Aquitaine
Dutilleul : Symphonie n° 2. Saint-Saëns : Concerto pour violoncelle. Dukas : Apprendis Sorcier. Anne Gastinel (violoncelle), Hans Graf (direction).
Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lescure, 33 Bordeaux. 20 h 30, les 22 et 23. Tél. : 05-56-48-58-54. De 40 F à 110 F.
JANES
Frédéric Vayssé-Kritzer, Pascal Godard (piano).
Chopin : Ballade, Impromptu, Liszt : Funérailles, Rhapsodie hongroise n° 2. Beethoven : Sonate pour piano op. 33 n° 1.
Palais des festivals, boulevard de la Croisette, 06 Cannes. 11 h 30, le 19. Tél. : 04-92-98-62-77. Entrée libre.
Beethoven Académie
Beethoven : Les Créatures de Prométhée. Concerto pour piano et orchestre n° 2. Symphonie n° 5. Mozart : Airs de concert. Gundula Janowitz (soprano), Frank Bräy (piano), Jan Cayer (direction).
Palais des festivals, boulevard de la Croisette, 06 Cannes. 20 h 30, le 20. Tél. : 04-92-98-62-77. Entrée libre.
Ensemble 2e2m
Méfano : Mémoire de la porte blanche, Traits suspendus. Gavana : Fauré, Tanguy : Duo pour flûte et clarinette. Schoenberg : Pièces pour piano. Brouilhon (soprano), Paul Méfano (direction).
Palais des festivals, boulevard de la

(Baltore). Mauro Buda (Dulcamara), Sylvaine Davendé (Giannetta), Chœur de l'Opéra du Rhin, Orchestre symphonique de Mulhouse, Giuliano Carella (direction), Ulderico Manani (mise en scène, chorégraphie).
Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 18, place Broglie, 67 Strasbourg. 20 heures, les 24, 26 et 30 ; 15 heures, le 26. Tél. : 03-88-75-48-23. De 70 F à 300 F.

TOULOUSE
Il Tabarro. Suor Angelica, Gianni Schicchi, Jean-Philippe Lafont (Michele, Gianni Schicchi), Galina Kalitina (Giorgetta), Giorgio Marigli (Luigi), Riccardo Cassinelli (Il Tino), Luigi Roni (Il Talpa), Alexandrina Mitrova (la Frugola), la princesse, Zita, Susan Anthony (sœur Angelique), Mariella Laureza (sœur Genevieve), Leontina Lavina (Laucheta), Tito Belfran (Rinuccio), Petits Chanteurs à la croix potencieuse, Chœur et orchestre national du Capitole de Toulouse, Maurizio Benini (direction), Nicolas Joël (mise en scène).
Théâtre du Capitole, place du Capitole, 31 Toulouse. 20 h 30, les 24, 26 et 31 ; 14 h 30, le 26 janvier et le 2 février. Tél. : 05-61-22-80-22. De 110 F à 350 F.

JAZZ

CAEN
Le Jazz X
un quartet de fusion malin.
Théâtre de Caen, 135, boulevard du Maréchal-Lederc, 14 Caen. 17 heures, le 18. Tél. : 02-31-30-76-00.
HYÈRES
Festival Jazz en Jeans
Avec la trio Guillaume Ort/Sophie Agnel/Dominique Regef (la 18), Outlaws in Jazz (la 21), Didier Levallet Trio, Cheick Tidiane Seck...
Jusqu'au 1^{er} février. Tél. : 04-94-90-33-74.
LYON
Kirk Lightsey Trio/Bar de la Tour Rose, 22, rue Bonif, 69 Lyon. 22 heures, les 24, 25 et 26. Tél. : 04-78-37-25-90.
METZ
Jacques Vidal Quintet
Les 7 Intinités, 10-12, rue des Trinitaires, 57 Metz. 21 h 30, le 25. Tél. : 03-87-75-04-96.

DANSE

AMIENS
Compagnie Jean Gaudin
Narcisse
Maison de la culture, place Léon-Gonitz, 80 Amiens. 20 h 30, le 18. Tél. : 03-27-79-77-130 F.
CHAMBERY
LE CRUSOT
et ECHOROLLES
La Crû du camédon
de la compagnie Anomalia, mise en scène de Josef Nadi, avec Etienne Arletaz, Arnaud Clavet, Vincent Gomez, Laurent Letourneur, Mickaël Mercadé, Bruno Michel, Jambenoix Mollet, Laurent Paré, Thomas Van Uden et Martin Zimmermann.
Espace Malraux, 67, place François-Mitterrand-carré-Curie, 73 Chambéry. 19 h 30, le 18. Tél. : 04-79-55-53-43. Durée : 1 h 15. De 75 F à 130 F.
LARC, place de la Poste, 71 Le Creusot. 20 h 30, le 24. Tél. : 03-85-55-13-11. Durée : 1 h 15, 130 F.
La Rampe, avenue du 8-Mai-1945, 38 Echirolles, 20 heures, les 21 et 22. Tél. : 04-76-90-00-45. Durée : 1 h 15. De 80 F à 140 F.
LE MULOISE
Waguy Marin
Ram Dam.
Le Volcan, place Gambetta, 76 Le Havre. 20 h 30, le 18. Tél. : 02-35-19-10-10. 110 F.
Le Filature, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse. 20 h 30, le 23. Tél. : 03-89-36-28-28. De 15 F à 200 F.

LYON
Danse ville, Danse 1997
Rencontres européennes de danse urbaine.
Maison de la danse, 6, avenue Jean-Mermoz, 69 Lyon. 20 h 30, les 24 et 25 ; 15 heures, le 26. Tél. : 04-78-95-95-25. De 135 F à 270 F.
MONTPELLIER
La Bohème
de Puccini. Mario Bayo (Mimi), Fernando de la Mora (Rodolphe), Sophie Fournier (Musetta), Marc Barrard (Marcel), Umberto Ciurro (Colline), Philippe Fourcade (Schvanevitz).
Chœurs de opéra de Montpellier. Orchestre philharmonique de Montpellier, Enrique Diemecke (direction), Mireille Laroche (mise en scène).
Opéra, 11, boulevard Victor-Hugo, 34 Montpellier. 15 heures, les 19 et 26 ; 20 heures, le 24 et 28. Tél. : 04-67-60-19-98. De 80 F à 200 F.

NICE
Orchestre philharmonique de Nice
Schubert : Symphonie n° 4. Bruckner : Symphonie n° 4. Romantique. Klaus Weiss (direction).
Opéra, 4-6, rue Saint-François-de-Paulie, 06 Nice. 20 heures, le 24 ; 16 heures, le 25. Tél. : 04-93-85-67-31. De 30 F à 100 F.
STRASBOURG
L'Esprit d'homme
de Donizetti. Laurence Janot (Adina), Juan Lombá (Nemorino), Ettore Kim

Les Sept Collines, 51, quai Aristide-Briand, 19 Tulle. 21 heures, le 24. Tél. : 05-55-26-89-60. 100 F.

THÉÂTRE

AD-84-PROVINCE
et ILLIÉS
Au rêve de gosse
de Serge Valette, mise en scène de Philippe Berling, avec Christian Caré, Dominique Charpenier, Francisco Gil, René Hernandez, Jean-François Lapelle, Pierre Lemaître, Philippe Labas, Jean-Louis Feyollet, Jacques Mazeran, Anna Rotger, Aude de Rouffignac et en alternance Baltazar Barling, Antonin Lebas et Isaac Mazeran au Samuel Prats.
Théâtre du Jeu-de-paume, 21, rue de l'Opéra, 13 Aix-en-Provence. 20 h 45, le 20. Tél. : 04-42-38-44-71. Durée : 1 h 30. 130 F et 160 F.
Théâtre, 1, place de la Calade, 30 Nîmes. 20 h 30, le 22. Tél. : 04-66-23-40-40. Durée : 1 h 30. 50 F et 90 F.

AMIENS
Peer Gynt
d'Henrik Ibsen, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Christophe Boursein, Olivier Crunelle, Claude Du-parfait, Jean-Marc Eder, Philippe Fretun, Philippe Girard, Blanche Girard Beaugerard, Yedward Ingey, Evelyne Stria, Sarah Karbenikoff, Flore Lefebvre, Arvid Nodtvedt, Saphirina Rongco, Christophe Vandewilde, en alternance Lucie Jousse et Mélodie Puren, Lisa Erbas et Georges Gagnier.
Maison de la culture, place Léon-Gonitz, 80 Amiens. 20 h 30, les 23 et 24 ; 17 heures, le 25. Tél. : 03-22-91-70-77. Durée : 5 heures. De 50 F à 160 F.

BORDEAUX
Virginia
d'Edna O'Brien, mise en scène d'Anne-Marie Lazarini, avec Martine Pascal, Pascale Pointillat et Alexis Nizet.
Théâtre du Port de la Lune, square Jean-Vautier, 33 Bordeaux. 20 h 30, le 18. Tél. : 05-56-91-98-00. Durée : 1 h 15. De 70 F à 140 F.
CHAMBERY
La Tentative du roi Christophe
d'Aimé Césaire, mise en scène de Jacques Nichet, avec Emile Abossolo-M'Bo, Alain Aithnard, Kangni Alendiro, Prince Bilau Yaye Georges, Alan Boone, Maxime Dumont, Jules-Emmanuel Iyumu-Delido, James Germain, Sylvie Laporte, Robert Lucibello, Louye Victor Mpena Malela, Guy Stanislas Matingou, Mous, Denis Mpinga, William Nadyam-Yotnda, Yanacko R.P. Romba et Aly Wague.
Espace Malraux, 67, place François-Mitterrand-carré-Curie, 73 Chambéry. 20 h 30, le 24 ; 19 h 30, le 25. Tél. : 04-79-55-53-43. Durée : 2 h 30. De 75 F à 130 F.

LYON
LIMOGES
L'Architecte et la forêt ;
la Serenité
d'Olivier Py, mise en scène de l'auteur, avec Céline Chénée, Gilbert Beugnot, Michel Fau, Anne Bellec, Christophe Bernard, Philippe Lehenbre, Patrick Zimmermann, Frédérique Baudou et Luc Delumeau.
Théâtre de l'Union, 30, rue des Coopérateurs, 67 Limoges. 18 h 30, le 23 ; 20 h 30, les 24 et 25. Tél. : 05-55-79-90-00. Durée : 3 heures. 95 F et 125 F.

LYON
Marseille
1949 : 16 F was 9
en chinois et en français
mise en scène de François-Michel Pesenti, avec Chen Chin-Huang, Chang Chih-Chung, Chou Jung-Shih, Chu Che-Yi, Liu Chia-Yu, Sun Li-Tsu, Christophe Arlet, Michel Fau, Anne Bellec, Christophe Bernard, Philippe Lehenbre, Patrick Zimmermann, Frédérique Baudou et Luc Delumeau.
Théâtre de l'Union, 30, rue des Coopérateurs, 67 Limoges. 18 h 30, le 23 ; 20 h 30, les 24 et 25. Tél. : 05-55-79-90-00. Durée : 3 heures. 95 F et 125 F.

LYON
Marseille
1949 : 16 F was 9
en chinois et en français
mise en scène de François-Michel Pesenti, avec Chen Chin-Huang, Chang Chih-Chung, Chou Jung-Shih, Chu Che-Yi, Liu Chia-Yu, Sun Li-Tsu, Christophe Arlet, Michel Fau, Anne Bellec, Christophe Bernard, Philippe Lehenbre, Patrick Zimmermann, Frédérique Baudou et Luc Delumeau.
Théâtre de l'Union, 30, rue des Coopérateurs, 67 Limoges. 18 h 30, le 23 ; 20 h 30, les 24 et 25. Tél. : 05-55-79-90-00. Durée : 3 heures. 95 F et 125 F.

LYON
Marseille
1949 : 16 F was 9
en chinois et en français
mise en scène de François-Michel Pesenti, avec Chen Chin-Huang, Chang Chih-Chung, Chou Jung-Shih, Chu Che-Yi, Liu Chia-Yu, Sun Li-Tsu, Christophe Arlet, Michel Fau, Anne Bellec, Christophe Bernard, Philippe Lehenbre, Patrick Zimmermann, Frédérique Baudou et Luc Delumeau.
Théâtre de l'Union, 30, rue des Coopérateurs, 67 Limoges. 18 h 30, le 23 ; 20 h 30, les 24 et 25. Tél. : 05-55-79-90-00. Durée : 3 heures. 95 F et 125 F.

Ferrier, Philippe Rozen et Mylène Martin.
Théâtre du Jour, 23 bis, rue des Potiers, 31 Toulouse. 19 heures, les 22 et 23 ; 20 h 30, le 24 ; 16 heures et 20 h 30, le 25 ; 16 heures, le 26. Tél. : 05-61-62-06-74. Durée : 2 heures. 60 F et 90 F.

VILLEURBANNE
Un mois à la campagne
d'Ivan Tourgueniev, mise en scène d'Yves Beaunisme, avec Nathalie Richard, Stéphanie Schwarzbord, Nicole Colchat, Jean-Pol Dubois, Marc Cisti, Christophe Le Masne, Renaud Bécarré, Vincent Massot et en alternance Jérôme Lambert ou Quentin Deguire.
Théâtre national populaire, 8, place Lazare-Goujon, 69 Villeurbanne. 20 h 30, le 18 ; 17 heures, le 19. Tél. : 04-78-03-30-40. Durée : 2 h 15. 140 F et 175 F.

LYON
ANGERS
Jan Voss, parcours 1981-1996
Musée des Beaux-Arts, 10, rue du Musée, 49 Angers. Tél. : 02-41-88-64-65. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 16 février. 10 F.

CHERBOURG
Julio Le Parc
Galerie du théâtre, centre culturel de Cherbourg, rue Vastel, 50 Cherbourg. Tél. : 02-33-88-55-50. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 23 février. Entrée libre.

COLMAR
Donation Johnny Friedlaender, 1912-1992
Musée d'Unterlinden, 68 Colmar. Tél. : 03-89-20-15-50. De 9 heures à 17 heures et de 12 heures à 14 heures à 17 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 28 février. 30 F.

DIJON
Bernard Plossu : marches d'hiver, photographies
Musée des Beaux-Arts, palais des États-de-Bourgogne, 21 Dijon. Tél. : 03-80-74-52-76. De 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 17 mars. 18 F.

GRENOBLE
L'Art en France de 1978 à 1996
Centre national d'art contemporain, le Magasin, 155, cours Berriat, 38 Grenoble. Tél. : 04-76-21-95-84. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi. Du 19 janvier au 16 mars. 15 F.

NICE
Monique Frydman
Maison de la Culture, 164, avenue des Arènes-de-Cimex, 06 Nice. Tél. : 04-93-43-40-53. De 10 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 23 février. 25 F.

RENNES
Thomas Huber : arrêt sur l'imaginaire
La Crée, Centre d'art contemporain, place Honoré-Comte, 35 Rennes. Tél. : 02-99-78-18-20. De 14 heures à 19 heures. Également à la Galerie du TNS ; 1, rue Saint-Hélène. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 9 mars. Entrée libre.

TOULOUSE
L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 8, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-21-21-82. De 10 heures à 19 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 21 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 mars. 20 F.

TOULOUSE
Rennes
Les (d)éfinitions de l'art
Château de Villeneuve, Fondation Emile-Hugues, place du Frêne, 06 Venise. Tél. : 04-93-58-15-78. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 28 février. 25 F.

VILLEURBANNE
On Kawara : Whole and Parts, 1964-1995
Le Nouveau Musée - Institut d'art contemporain, 11, rue Docteur-Darid, 69 Villeurbanne. Tél. : 04-78-03-47-00. De 13 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1^{er} février. 20 F.

(*) Tarifs réduits.

Le renouvellement du CSA commence par la désignation de Janine Langlois-Glandier

C'EST le président du Sénat, René Monory, qui a choisi le premier. Il a nommé, jeudi 16 janvier, pour six ans, Janine Langlois-Glandier, directrice générale de l'audiovisuel (CSA), en remplacement de Roland Faure, dont le mandat arrive à son terme. Le président de la République, Jacques Chirac, et le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, doivent faire connaître leur choix avant le 23 janvier pour désigner les successeurs de Monique Audo-Lafon et de Geneviève Guichenev.

L'annonce séparée du choix de M. Monory, alors que M. Chirac est en voyage officiel en Hongrie, apparaît comme une légère dissonance, qui rappelle la tension entre les deux hommes depuis le refus de M. Chirac d'avaliser le choix du président du Sénat au

Conseil de la politique monétaire (Le Monde du 4 janvier et daté 5-6 janvier). Dans un entretien à La Tribune du 6 janvier, René Monory avait expliqué : « On a rompu avec la représentativité des trois présidents. (...) C'est une dérive désagréable, très malsaine. Il était inutile d'humilier gratuitement le Sénat. » Généralement, les noms des trois nouveaux membres sont annoncés simultanément. Le cabinet de M. Séguin souligne que « par déférence » le président de l'Assemblée nationale devrait ainsi faire part de son choix à M. Chirac, et lui laisser le soin d'annoncer les deux nominations.

UN PROFIL DE JURISTE ?

Avec Janine Langlois-Glandier, René Monory a choisi une professionnelle de l'audiovisuel, de préférence à la conseillère d'Etat

Jacqueline de Guillemin, donnée favorite. « Forte de sa grande expérience de l'entreprise, de sa pratique internationale et de sa très grande connaissance du secteur audiovisuel, elle contribuera à une meilleure prise en compte par le CSA des grandes questions qui engagent l'avenir de notre pays dans le secteur de la communication et des médias », souligne le communiqué de M. Monory, qui poursuit : « Face à la révolution du numérique et du développement commercial des nouvelles techniques de communication, le CSA doit pouvoir renforcer son rôle de réflexion, d'anticipation, d'impulsion et de décision dans un domaine (...) sur lequel se battra demain une partie importante de nos succès économiques. »

Le favori du président de l'Assemblée nationale est un autre grand professionnel des médias, Pierre Wiehn, PDG de Protégée, bon connaisseur de la radio, de la télévision et de la production. Le nom d'une autre productrice, Hélène Fatou, qui fut chef du département jeunesse de FR3 de 1975 à 1985 avant de rejoindre Revcom Télévision, est évoqué comme choix du président de la République. Mais le profil de l'un des deux nouveaux membres pourrait cependant être celui d'un juriste. Les noms d'Alain Grangé Cabane, président de l'Union des annonceurs, et de la conseillère d'Etat Michèle Puybasset, tous deux énarques, sont également avancés.

A. S.

CEP-Communication, un groupe franco-français

Le contrôle total de sa filière presse-édition par Havas devrait faciliter ses négociations sur le plan international

LE GROUPE Havas est désormais en situation de contrôler 100 % de sa filiale CEP-Communication (presse écrite, édition et saisons), dont il possédait jusqu'à présent 74,2 % (Le Monde du 16 janvier). Le conseil d'administration d'Havas a en effet approuvé à l'unanimité, jeudi 16 janvier, le projet d'offre publique d'achat (OPA) simplifiée sur sa filiale (lire page 22). Havas investira 2,7 milliards de francs dans cette opération, qui correspond à la volonté de Pierre Daurier, PDG d'Havas, de « remonter » dans le capital de ses filiales, afin de faciliter les synergies entre celles-ci et de futures discussions à l'international. « Il est important de parler d'une seule voix sur la scène internationale », souligne un directeur d'Havas. Mais cette politique d'intégration ne doit pas, assure-t-on à Havas, mettre en cause l'autonomie des filiales du groupe (de Havas Advertising à CEP) et « leur liberté de création et de gestion ».

CEP-Communication est un géant français de l'écrit. Depuis l'accord entre Havas et Alcatel en 1995, le groupe présidé par Christian Brégué a pris notamment le contrôle de L'Express, du Point, de Courrier international et de la totalité du Groupe de la Cité (édition). CEP-Communication a ainsi doublé de volume et pèse aujourd'hui 11,3 milliards de francs de chiffre d'affaires pour un résultat net de 521 millions de francs. Dans son giron, des magazines, généralistes et spécialisés, comme L'Exposition, L'Usine nouvelle, La Vie française, 01 information, ses

L'ordinateur individuel, Le Moniteur, La Maison française, La France agricole, etc., et des maisons d'édition (deux tiers de son activité) comme Bords, Larousse, Nathan, Masson, etc., sans oublier 30 % de France-Loisirs.

Fondé en 1975 par Christian Brégué, directeur financier d'Havas, la Compagnie européenne de publication (CEP) a entamé une croissance régulière, à l'image de son PDG : discrète, efficace et sans états d'âme. L'accord en 1988 avec la Générale Occidentale d'Ambroise Roux a mis CEP sur le devant de la scène et a permis à Christian Brégué d'affirmer son autonomie vis-à-vis d'Havas.

UNE ÉTAPE CRUCIALE

La reprise du pôle presse et édition d'Alcatel a été une étape cruciale pour CEP, qui est engagé dans la restructuration du nouvel ensemble, non sans difficultés, notamment à L'Express, où les tensions ont été extrêmement vives. Depuis, l'actualité du groupe s'est nettement ralentie. Paradoxalement, au moment où il atteignait une nouvelle dimension, son cours de Bourse a chuté, perdant 9 % depuis la fin de l'année 1995. Les marchés financiers attendent une réaction du groupe, qui a une trésorerie de plus d'un milliard de francs. L'image d'un groupe solide, bien géré et sans problèmes, est devenue plus floue.

Au moment où le groupe de presse spécialisée étendait son activité à la presse grand public, ses

principaux concurrents européens ou américains, comme Reed-Elsevier ou le canadien Thomson, opèrent un mouvement inverse en cédant leurs participations dans les journaux, pour se concentrer sur l'information spécialisée, sur papier et sur écran, jugée plus rentable. Le groupe a aussi tardé à se lancer dans la multimédia via sa filiale Liris Interactive.

En 1995, Christian Brégué avait reconnu devant ses actionnaires qu'il n'avait pas les moyens, comme le groupe néerlandais Wolter Kluwer venait de le faire, de racheter pour 10 milliards de francs un éditeur américain spécialisé dans les banques de données juridiques. Un symbole, quand on sait que cet éditeur néerlandais a successivement racheté, en France, Lamy, Larousse et récemment le groupe Liaisons.

CEP souffre de sa faible présence internationale, où il réalise 20 % de son chiffre d'affaires. Une étude de la société de Bourse Wargny notait, en février 1996, que CEP devait « faire progresser son chiffre d'affaires étranger, faute de quoi le groupe risque d'être marginalisé à un moment où les sociétés d'édition et de presse réalisent de plus en plus d'alliances avec les nouveaux réseaux technologiques ». La réorganisation de l'actionnariat de CEP-Communication, dont Christian Brégué conserve la présidence, pourrait anticiper une acquisition ou une alliance internationale.

Alain Salles

Une professionnelle de l'audiovisuel

Depuis son entrée en 1967 à l'ORTF, au secrétariat général de l'administration, puis au contrôle de gestion, Janine Langlois-Glandier, cinquante-sept ans, a fait toute sa carrière dans la communication. En 1975, elle entre à la Société française de production (SFP) dont elle est directrice générale en 1982. Alors que la gauche est au pouvoir, elle est nommée en 1985 PDG de FR 3. Avec le soutien de Michèle Cotta, alors présidente de la Haute Autorité, elle y reste treize mois, au cours desquels elle nomme René Han, un RPR bon teint, à la direction générale. Il prendra sa succession.

Le court mandat de Janine Langlois-Glandier à FR 3 est marqué par la création du « 19-20 », devenu un succès et un modèle de journal télévisé, et par une « forte reprise en main politique » dénoncée par les syndicats, pendant la cohabitation. De 1987 à 1990, elle préside l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Puis elle passe au privé pour devenir PDG de Pathé Télévision et de Pathé Interactive. Janine Langlois-Glandier s'occupait également activement de Libération, dont Chergue-Pathé est actionnaire.

VENDREDI 17 JANVIER

TF1

12.55 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.30 Femmes. Magazine.
14.00 Les Feux de l'amour. Feuilleton.
14.25 et 15.15 Côte Ouest. Feuilleton.
14.45 et 15.15 Côte Ouest. Feuilleton.
15.00 Un secret bien gardé. Intermédiaire.
16.05 Karine et Ari. Série.
16.30 L'homme qui tombe à pic. Série. Au nom de la loi.
17.25 Métrouze Place. Feuilleton.
18.15 Flipper. Série.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.55 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
L'image du jour.

20.45
LES GROSSES TÊTES
Divertissement présenté par Philippe Bourard. Invité d'honneur : Enrico Macias. Avec Francis Perrin, Vincent Perrot, Darie Boudard, Christian Morin, Stin, Carlos, Amanda Lear... (120 min.) 774766

22.45
SANS AUCUN DOUTE
Magazine présenté par Julien Courbet. Les familles d'accueil. Avec Marie Lucio, M. Didier Borge (110 min.) 369814
0.35 Les Aventures du bien. Un mot qui fait peur (5 min.) 73452147
0.40 et 2.40, 3.50, 4.35 TF 1 nuit.
0.50 Ténor. Filice de Ken Ludwig, mise en scène de Jean-Luc Moreau, avec Michel Leeb (110 min.) 80158463
2.50 et 4.00, 4.40, 5.15 Histoires nationales. Documentaire (rediff.). 5.10 Musique. Concert (15 min.)

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

21.00 Bon week-end. Invité : le groupe Alhama.
22.00 Journal (France 3).
22.30 Thelata. Éros Natassia.
23.45 Ca cartoonne. Invité : Jean-Pierre Coffe.
0.30 Sol 3 (France 3).

Planète

20.35 E.T. téléphone planète Terre.
21.25 Paul Catelain, un soldat oublié.
22.30 Un monsieur si gentil.
23.20 Maroc, corps et âmes. (40 min.) de Martine de Martine.
23.45 Ballet. (12).

France 2

12.20 Pyramide. Jeu.
12.55 et 13.40 Météo.
13.00 Journal.
13.30 Secret de chef.
13.50 Derrick. Série.
14.55 L'As de la Crime. Série.
15.30 La Classe aux chansons. (38) Adamo d'amour, et des lettres. Jeu.
16.50 Des chiffres.
17.20 Le Prince de Bel-Air. Série.
17.45 C'est cool ! Série.
18.15 Studio des artistes. Série.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 0.30 Studio Gabriel. Invités : Chantal Lauby, Jean-Pierre Orousselin.
20.00 Journal, image du jour. A cheval !, Météo, Point route.

20.55
L'AMOUR ASSASSIN
Téléfilm d'Elizabeth Rappeneau, avec Lucinda Millock (90 min.) 139378
Une femme quadragénaire, mal remise de son récent divorce, est prête à tout pour récupérer son ex-mari.

22.30
BOUILLON DE CULTURE
Magazine présenté par Bernard Pivot. La Chine et ses dissidents. Invités : Harry Wu (Roux ou Laogai, la vérité sur les camps de la mort dans la Chine d'aujourd'hui) ; Alain Peyrefitte (La Chine est-elle ?) ; Noël Mamère et Marie Holzman (On ne bâillonne pas la lumière) (65 min.) 993253
23.35 Journal, Météo.
23.45 Dakar - Agadès - Dakar. (45 min.) 5862889
1.00 Envoyé spécial. Magazine (rediff.). 3.30 Un 100. Documentaire. Aider l'homme. 3.30 Un 100. Documentaire. L'homme des eaux. 4.00 Controverse. Documentaire (rediff.). 4.15 Les 2 Amours (rediff.). 4.45 Pyramide (rediff.). 5.15 La Conquête. A la santé. 5.40 Clip et Chary.

Paris Première

21.00 Paris chante Francis Lemarque 933908
21.55 et 1.50 Le J.T.S.
22.25 Xerxes. Opéra de Georg Friedrich Händel, mise en scène de Nicholas Hyslop. Direction d'orchestre : Charles Mackerras. Enregistré à London Coliseum en 1986 (95 min.) 8179340

France Supervision

21.20 Grand Prix des chiens de traîneaux.
21.50 Cyclo-cross. Championnat de France.

France 3

12.05 Le 12-13 d'information.
13.30 Keno. Jeu.
13.35 Parole d'Expert 1.
14.30 L'Engrenage. Téléfilm de Peter Werner (100 min.) 2617068
16.10 Couleur pays. 16.40 Minikéums. 17.35 La Piste du Dakar. 17.55 Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. 1.20 de Ré. de Vincent Brunet.
18.55 Le 19-30 d'information.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.38 Le Journal du Dakar.
20.45 Consomag.

20.55
THALASSA
Présenté par Georges Pernoud. Un paquebot dans le jardin (45 min.) 3941398
Un mineur de fond karaté, passionné par les paquebots, décide d'en construire un de ses propres mains. Si tout se passe bien, il sera baptisé en l'an 2003.

22.00
FAUT PAS RÉVER
Magazine. Invité : Nadia Fares. Trinité : les tambours d'acier. France : les hommes du canal. Pakistan : la route de l'amitié (55 min.) 19578
23.20 Nimbos. 0.15 Libre Court. Court métrage de Daniel Duqu. Entre ciel et terre (20 min.) 161078
0.35 Sidamag (rediff.). 0.55 Capitaine Furillo. Série. 1.00 Musique gratin. Magazine. Pot d'ail. Les Divines (extraits) (20 min.)

22.50 World Music. Noa.
23.40 Ecran Large. Magazine.

Ciné Cinéfil

20.50 Une lame sur 100 visages. Film de John Boorman (1985, N., v.o., 90 min.) 2891678
22.00 Texas. Film de G. Marshall (1991, N., v.o., 90 min.) 1389475
23.35 Au son des guitares. Film de Pierre-Jean Ducq (1996, N., 75 min.) 9689340

Ciné Cinémas

21.00 La Disparue. Film de George Skutny (1992, 105 min.) 13288415
22.45 La Forêt d'émoussa. Film de John Boorman (1985, v.o., 115 min.) 82490104
0.40 Mo'Money. Film de Peter MacDonald (1992, 90 min.) 5301196

La Cinquième

12.00 Atout savoir. Les dangers de la vie quotidienne : faut-il faire peur ? Invité : Martine Alain-Régault. 12.25 Le Jardin des délices. 12.30 Nouveaux Horizons. 12.55 Attention santé. 13.00 Détours de France. Romans : capitale de la chaussure. 13.35 Un auteur, une œuvre. L'Éducation sentimentale (38). 14.30 Le Sens de l'histoire. Le 570 (rediff.). 16.00 Terre humaine (N.). 17.00 Jeunesse. Cello. 17.25 AK. 17.55 Les Grands Tourments de l'Histoire. La bataille d'Actium. 18.25 Le Monde des animaux. Oiseaux des cinq continents : le rouge-gorge d'Europe. 18.55 Le Journal du temps.

Arte

19.00 Tracks. Magazine. Flash Tracks : la vague androgyne ; On track : Boygroups ; Back Tracks : Di Mento.
19.30 7 1/2. Les réseaux d'influence soviétiques. 20.30 Brut. Magazine (30 min.) 6185
20.38 1/2 Journal.

20.45
MARIA LA MALÉFIQUE
Téléfilm de Tom Tykwer, avec Nina Proll, Kaja Stad (100 min.) 474017
Maria mène une vie de couple désastreuse. Elle copie ses peines et ses rêves à son frère, « l'homme », une femme africaine. Atmosphère oppressante proche du fantastique. Ce téléfilm a reçu plusieurs prix en Allemagne.

22.25
GRAND FORMAT : LE MYSTÈRE PICASSO
Film documentaire d'Henri-Georges Clouzot, avec Pablo Picasso (N. et couleur, 1956, 80 min.) 6483907
Un grand documentaire sur le peintre et l'acte de création qui repart le Prix spécial du jury (à l'unanimité) au Festival de Cannes 1956. Passionnant.
23.45 Mystères de l'eau-dela. Téléfilm de Klaus Gietinger, avec Walter Huber, Robert Huber (100 min.) 6483291
1.25 Le Dessous des cartes. Chronique géopolitique. La Nouvelle-Zélande : l'Europe (rediff.). 1.35 Pop Galerie : Les Docks. Documentaire (rediff., 60 min.) 6582499
2.35 L'Enfant de La Clotat. Court métrage (1995, rediff., 20 min.) 5842708

Série Club

20.50 Au-delà du réel, l'aventure continue. 21.40 et 1.30 Le Chevalier de Pardallan. 22.30 Zéro un Londres. 23.00 Elery Queen. 23.45 Chapeau melon et Bottes de cuir.

Canal Jimmy

20.50 Star Trek. Cour martiale. 21.45 The New Statesman. 22.10 On the Air. 22.35 Chronique du front. 22.40 Dream On. 23.05 Seinfeld.

Eurosport

21.30 Rallye raid. 19^e étape du Dakar : Néma - Kiffa. 22.00 Tennis. Les temps forts. 1.00 Tennis. En direct. Open d'Australie (6^e jour) (450 min.) 35308012

M 6

12.25 La Petite Maison dans la prairie. Série. Le wagon fou. 13.20 Les Routes de la vie. Téléfilm de Michael Landon, avec Michael Landon (100 min.) 468272
15.00 Les Rites de San Francisco. Série. Une adoption légitime. 16.50 Hit machine. Magazine. Invités : 2 B 3, Zazie, Tribal Jam.
18.00 Bugs. Série. 18.30 chouchous. 19.00 Code Quantum. Série. La corde raide. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Papa bricole ! Série. 20.35 Capital 6. Magazine.

20.45
TRAQUE À MANHATTAN
Téléfilm (9) de Tom Mandavich, avec Tony Goldwyn (100 min.) 472689
Un juppier, témoin d'un meurtre perpétré par un patron de la Mafia, est convoqué au tribunal.

22.25
POLTERGEIST
La doctrine de Girard. Série (4) (55 min.) 552543
La conservation d'un musée dérobe une clochette médiévale supposée détenir de sumatréens pouvoirs. 23.20 Une étrange baby-sitter. Téléfilm de Rick Berger, avec Kim Ayers, Brett Cullen (90 min.) 759874
0.30 Best of groove. Clips. 1.30 Trépassés. Magazine. Invités : Emile Haddad, 2.45 Jazz à l'ancienne. 3.45 Le ciel cadavre. Documentaire. 4.25 et 5.45 M6 Magazine (rediff.). 4.50 Culture pub. Magazine (rediff.). 5.15 Conflits : Patricia Kaas. Documentaire. 5.40 Soudain des clips (75 min.)

Nelly et M. Arnaud

20.35
LA FAMILLE SAPIJOU
Téléfilm d'Elizabeth Rappeneau, avec Robin Renucci, Marie Trépoignant (95 min.) 326746
Une famille très système D. 22.10 Babylo 5. Série. 22.50 Flash d'information.

Radio

20.00 Concert franco-allemand. En direct de l'ancien Opéra de Frankfurt, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Frankfurt, dir. Gidon Kremer. Symphonie n° 4 de Beethoven. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Bach, Henry. 23.07 Miroir du siècle. 0.08 Jazz-club. En direct du Duc des Lombards à Paris. Flavio Bolzoni (trompette), Stefano Di Battista (saxophone), Eric Legnini (piano), Rémy Vigliani (contrebasse), Jean-Pierre Arnaud (batterie). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le violoniste et chef d'orchestre Andrew Manze. Sonate n° 4, de Beethoven. Concerto op. 4 n° 6 de Handel ; Fantaisie n° 7, de Telemann ; Concerto pour violon n° 4 n° 1, de Paganini ; Trio n° 25 en mi bémol, de Haydn. 22.35 Les Soirées. (Série). Œuvres de Sibelius, Stravinsky, Nielsen, Grieg. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

LE CÂBLE CHEZ VOUS

TV CABLE

ANN 2000 distributeur agréé

TEL. 01 4651 2000

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

21.45 Le Ren du labo 4. Film de Jacques Besnard (1967, 95 min.) avec Jean-Luc Bideau, Comédie.

RTL 9

22.40 Eternelles. Film de Just Jackin (1974, 90 min.) avec Sylvia Kristel, Érotisme. 0.35 Caquet de bal. Film de Julien Juvray (1997, 125 min.) avec Louis Jouvet. Comédie dramatique.

TSR

20.05 Dangers et mystères. Film de John Glen (1985, 135 min.) avec Roger Moore. Espionnage. 22.30 Benny and Joon. Film de Jeremiah Chechik (1992, 100 min.) avec Johnny Depp, Comédie. 0.15 Le Péri jeune. Film de Cécile Klapisch (1993, 100 min.) avec Julien Lambolec. Comédie dramatique.

► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.

► **Signalé dans « Le Monde de la Musique-Radio-Multimédia ».**
 ► **On peut voir.**
 ► **On ne pas manquer.**
 ► **Le Chef-d'œuvre ou classique.**
 ► **Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.**

سنة من العمل

Fauteurs de morosité

par Pierre Georges

IL Y EUT, il n'y a pas si longtemps, un farceur pour inscrire à son programme électoral « l'extinction du paupérisme après 20 heures ». Le projet ne ruait ni d'ambition ni de gaieté. Et la candidature n'engendrait ni la mélancolie ni, surtout, la morosité.

La morosité justement, parlons-en. Alain Luppé, qui n'est pas un obscur et moins encore un farceur, vient d'engager un joli combat contre l'étrange langue, la molle dépression qui semblait s'être emparée, depuis quelques lunes, d'un peuple ordinairement réputé gai, optimiste et entreprenant. Il le dit, le répète à l'envi : l'abandon de la morosité !

A Saint-Quentin, joyeuse et lumineuse cité de l'Aisne, qu'il visitait jeudi, le premier ministre a encore accentué son discours contre la funeste coalition des docteurs Tant-pis. « Il y a des phénomènes collectifs et médiatiques, des mœurs. Et pendant quelques mois l'année dernière, la mode, c'était la morosité. La morosité n'est pas une réponse aux problèmes. La bonne, c'est la confiance, l'enthousiasme, l'espérance, la volonté de se battre. »

L'envoi est séduisant. Et pour notre part, nous ne trouvons rien à y redire. Comme il a raison, notre joyeux premier ministre, d'engager le fer contre les fauteurs de morosité, notamment médiatiques. La vie est belle. La vie économique et sociale de la France est encore plus belle. Et ce ne sont pas quelques bonnets de nuit mélancoliques et dépressifs, plumeaux d'oiseaux et mauvais augures, qui vont altérer l'enthousiasme et la confiance du pays. Halte au dernier chic parisien ! Halte à la pensée grunge et dépenalisée !

Halte-là, chevaliers à la triste figure et au teint blême !

Le bonheur désormais sera dans le pré France. Il faut s'y engager. Il faut résolument partir en guerre contre « les fourbes sans esprit, les intrigants marasmes » que décrivait un jour Emile de Girardin, journaliste justement. 1997 sera gale, lumineuse, l'année de la confiance. Ou elle ne sera pas.

Dans un magnifique sursaut, contribution volontaire à l'effort d'optimisme, nous avons donc décidé d'être gai. Gai comme un pinson, sinon comme un ortolan qui n'a, à ce que l'on a compté, plus trop de raison de l'être. Gai et enthousiaste, par nécessité civique encore plus que par décret ministériel.

L'optimisme, cela peut en effet se commander. C'est une posture et une disposition d'esprit. C'est une manière de voir les choses, de ne pas faire en sorte que chaque matin la France se lève du pied gauche. Désormais la France, on s'y engage, se lève du bon pied, le droit.

L'optimisme, c'est l'anti-chambre du cynisme. Et on le prouve immédiatement. De partout, on nous dit, on nous répète, que ces jours-ci, le fond de l'air est glauque et irrespirable. Singulière morosité ! Ne nous l'aurait-on point dit que nous ne l'aurions point su. Quoi, Paris pollué ? Bah, vivez. Face à nous ce matin, par la fenêtre, le ciel est bleu. Bleu d'azur, de France, même. Les pigeons paraissent, au balcon, s'aimer d'amour tendre. Dans l'azur, un avion fait sa trace, on le suppose volonteux, vers ces bonheurs carabes où nous irons tous, sur ordonnance, nous requinquera la griotte. Morosité est morte ! La maison France ne fait plus débit.

Les préfets sont appelés à mettre en œuvre des plans d'urgence en cas de pics de pollution

Des mesures visant à réduire la circulation automobile sont envisagées

LES NIVEAUX de pollution semblaient commencer à baisser dans un certain nombre de villes dans la matinée de vendredi 17 janvier. La préfecture du Rhône a ainsi désactivé la procédure d'alerte à la pollution, le niveau de dioxyde d'azote (NO_2) dans l'agglomération lyonnaise. Elle a cependant maintenu l'interdiction du transit des poids lourds par la ville. A Paris, la pollution était redescendue au seuil 1 (200 microgrammes/m³ de NO_2) et, à Rouen et Le Havre, on ne constatait aucun dépassement des valeurs limites. Seules les villes de Metz et Thionville (Moselle) restaient dans le rouge avec des valeurs au-dessus de la cote d'alerte (721 microgrammes/m³ à Metz et 420 microgrammes/m³ à Thionville).

L'heure restait cependant au branle-bas de combat au ministère de l'environnement. Pour faire face à la vague de pollution d'une ampleur inattendue qui a touché les principales villes françaises, ces derniers jours, Corinne Lepage a annoncé, jeudi 16 janvier, la mise en place de « plans d'urgence » dans les agglomérations touchées par la pollution atmosphérique.

Le ministre de l'environnement avait convoqué ce même jour les préfets du Rhône et de Paris et s'est entretenu avec ceux des Bouches-du-Rhône et de Seine-Maritime, afin de leur demander, en application de la loi sur l'air du 30 décembre 1996, de préparer des mesures d'urgence en cas de pic de pollution. L'article 2 de la loi prévoit en effet que le préfet doit, « lorsque les seuils d'alerte sont atteints ou risquent de l'être », informer la population et prendre des mesures de restrictions des activités polluantes dans l'industrie et les transports.

On a ainsi vu, pour la première fois en France, Paul Bernard, le préfet du Rhône, prendre un arrêté préfectoral interdisant la circulation de transit des poids lourds de plus de 7,5 tonnes sur l'axe A6 et A7 qui traverse Lyon, et conseiller aux voitures d'éviter de rentrer en ville (lire ci-dessous). A la préfecture des Bouches-du-Rhône, on envisageait de réduire la circulation des poids lourds et de mettre en place des « déviations sur les points les plus sensibles » si la pollution atteignait le seuil d'alerte.

A Paris, le préfet de police, Philippe Masson, s'est contenté de rappeler le plan de mesures annoncé en juin 1996 : réduction de 20 km/h de la vitesse autorisée sur les boulevards périphériques et voies sur berge, interdiction pour les autocars de circuler sur l'île de la Cité et l'île Saint-Louis, graminé du stationnement résidentiel, renforcement des contrôles anti-pollution sur la voie publique.

Les autorités préfectorales ont été vivement invitées par M^{me} Lepage à réfléchir à des mesures de restriction de la circulation automobile comme la circulation alternée et de la gratuité des transports en commun. « C'est à l'étude », assure Michel Boutard, de la Direction régionale de l'environnement du Rhône. « A Paris, Lyon et dans les autres villes, il s'agit bien de réduire la circulation automobile dans la ville en cas d'alerte trois de pollution », a insisté Corinne Lepage.

EFFETS TRÈS NOCIFS

Mais, quand le seuil d'alerte de niveau 3 est atteint, la pollution est déjà largement installée sur la ville, formant un couvercle dans le ciel. Les effets de la pollution sont alors très nocifs. Or, les dernières études épidémiologiques ont démontré que les conséquences de la pollution sur la santé se font sentir bien en-deçà des niveaux maximum à partir desquels les pouvoirs publics

peuvent intervenir. « Ce qui est proposé sont des petites mesures d'accompagnement des pics de pollution mais aucune mesure de prévention. Une fois de plus, les pouvoirs publics n'ont pas osé limiter la circulation automobile », constate Jean-Félix Bernard, porte-parole des Verts parisiens, accusant le gouvernement de « démission ».

Corinne Lepage demeure persuadée qu'« il est impossible d'interdire aux Parisiens de prendre leur voiture si on n'a pas des moyens de la part de la RATP comme des bus supplémentaires. Cela nécessite un peu d'organisation et de prévision ». Le ministre prévoit de sortir les décrets d'application de la loi sur l'air, notamment ceux fixant les nouvelles valeurs limites et seuils d'alerte, avant l'été. Le niveau fixé constituera un test de la volonté gouvernementale d'aller plus loin dans la lutte contre la pollution.

Sylvia Zappi

Lyon, victime du « couloir de la chimie »

LYON

de notre correspondant régional

Le message du bulletin d'information diffusé sur le numéro vert ouvert par la municipalité lyonnaise (08-00-052-052) conseillait, vendredi 17 janvier au matin, « aux personnes sensibles d'éviter de faire des efforts », mais estimait, en conclusion, que « le tabagisme reste le plus grave des facteurs ».

Les taux de dioxyde de soufre et de dioxyde d'azote ont affolé, ces derniers jours, la centaine de capteurs installés sur l'ensemble de l'agglomération. A plusieurs reprises, les pics de pollution de l'air ont atteint le niveau 3 - le plus élevé - celui qui exige une « alerte des autorités et l'information des médias et du public ».

Mais, même entre deux anti-cyclones, la pollution est permanente à Lyon : selon une étude de la Copary (Comité de coordination pour le contrôle de la pollution atmosphérique dans la région lyonnaise), le taux moyen de dioxyde de soufre est, été comme hiver, supérieur de 50 % à celui enregistré dans la région parisienne.

Principale cause de cette situation : le « couloir de la chimie » au sud de l'agglomération. Depuis plusieurs années, les industriels se sont engagés à réduire leurs émissions toxiques. Cela n'empêche pas la pollution d'atteindre des seuils dangereux. Alors ces entreprises, ainsi que les centrales de chauffage urbain, sont sommées d'utiliser des combustibles plus légers, donc moins polluants, mais plus onéreux. Dès que les taux baissent, elles reviennent à l'utilisation des combustibles « normaux ». Jusqu'à la prochaine alerte.

La procédure semblait rodée. Ces derniers jours ont pourtant révélé des dysfonctionnements. Ainsi, mercredi 15 janvier, constatant que la pollution d'oxyde de soufre était revenue à son niveau 0, la préfecture a

levé l'alerte auprès des industriels, mais aussi de l'éducation nationale : les enfants pouvaient donc de nouveau aller courir sur les stades. Quelques heures plus tard, les taux de dioxyde d'azote contraignaient la même préfecture à conseiller aux établissements scolaires d'« éviter toute activité sportive et récréative ».

La succession des pics de pollution a à l'évidence pris de court les responsables, et l'information n'a pas toujours bien circulé. A ces flottements s'est ajoutée la pression du ministère de l'environnement qui souhaitait des mesures très contraignantes sur la circulation automobile.

INTERDICTION DES POIDS LOURDS : UNE PREMIÈRE

La cellule de crise mise en place à la préfecture a vite constaté, comme le résume un fonctionnaire, qu'on ne peut improviser de telles décisions, et « surtout pas dans une période tendue ». En attendant, l'arrêté préfectoral interdisant aux poids-lourds de transit de traverser la ville - une première en France - ne concerne que 3 000 véhicules par jour.

Pendant ce temps-là, les automobilistes continuent de boucher sur les grands axes. Entre 1986 et 1995, les déplacements quotidiens ont augmenté de 25 % dans l'agglomération lyonnaise : c'est la voiture qui se taille la part du lion de cette augmentation (+38 %). « La seule solution durable à la pollution de l'air consiste à limiter et à dissuader l'usage de la voiture en ville », soutient Gilles Buis, maire (Verts) du premier arrondissement. Le syndicat des transports en commun de l'agglomération prépare un nouveau plan de déplacements urbains. Dans sa version actuelle, il n'envisage pas de véritables ruptures avec les politiques passées. Et sa réalisation s'étalera sur dix ans.

Bruno Caussé

Aliments génétiquement transformés : compromis au Parlement européen

STRASBOURG
(Union européenne)

Par 339 voix contre 60, le Parlement européen a finalement rejeté, jeudi 16 janvier, la proposition d'un contrôle accru et d'un étiquetage précis des aliments génétiquement modifiés. Il a entériné l'accord conclu, le 27 novembre 1996, dans le cadre de la procédure dite de « conciliation », entre le Conseil des ministres de l'Union et une délégation d'eurodéputés. Les deux principaux groupes - socialiste et démocrate-chrétien - ont voté en faveur du compromis tandis que les Verts, les communistes, les radicaux et une bonne partie des parlementaires autrichiens ont refusé d'approuver un texte trop éloigné des propositions initiales de l'hémicycle.

Sur ce dossier, l'Assemblée de Strasbourg essuie donc un échec sévère face au Conseil des ministres de l'UE. La directive adoptée, qui entre en vigueur dans un délai de trois mois, fait en effet peu de place aux revendications du Parlement. Les Quinze ont admis que les aliments pour lesquels « une évaluation plus approfondie n'est pas nécessaire », devront malgré tout satisfaire aux exigences en matière d'étiquetage. C'est une maigre consolation en regard des dispositions imposées par les capitales européennes.

La nouvelle législation prévoit ainsi que l'identification concernera les produits contenant des cellules gé-

nétiquement modifiées « vivantes » mais que, pour les autres, cette identification sera obligatoire uniquement s'ils diffèrent sensiblement des aliments classiques équivalents. En d'autres termes, l'huile de soja et la levure de boulanger génétiquement modifiées ou le ketchup préparé à partir de « nouvelles » tomates n'auront pas à faire l'objet d'avertissement spécial. Le reste est du même ordre. Les livraisons en vrac contenant à la fois des produits ordinaires et transgéniques devront simplement mentionner la possibilité de la présence de produits manipulés.

CONTRE L'AVIS DU PUBLIC

Greenpeace a réagi violemment après le vote de l'Assemblée. L'organisation écologiste affirme que « la directive va permettre à l'industrie de glisser plus facilement des aliments transgéniques dans l'assiette du consommateur au lieu de le protéger ». Selon un sondage récent de Market & Opinion Research International, cité par Greenpeace, 77 % des personnes interrogées en France, 78 % en Suède et en Allemagne, 65 % au Danemark et 53 % au Royaume-Uni sont « opposés à l'idée de consommer des aliments issus du génie génétique ».

Marcel Scotto

Lire aussi notre éditorial page 18

Voitures proscrites dans quatre villes italiennes

La circulation automobile était complètement interdite vendredi 17 janvier dans quatre villes italiennes : la capitale Rome, Florence (Toscane), Udine (Frioul) et Bolzano (Haut-Adige), en raison du taux trop élevé de monoxyde de carbone dans l'atmosphère. A Florence, malgré l'interdiction de circulation imposée jeudi, les taux sont restés supérieurs à la normale.

Les transports en commun peuvent circuler et sont accessibles gratuitement. Il en est de même dans les autres agglomérations soumise à la pollution de l'air.

A Udine, le taux de bioxyde d'azote a également dépassé la norme autorisée.

VOUS CHERCHER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Une seule adresse

LE TOUR DU MONDE

et son réseau de 250 correspondants

5, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél. : 01.42.88.73.59
Fax : 01.42.88.40.57

L'une des plus retentissantes controverses scientifiques de cette fin de siècle
L'eau a-t-elle une mémoire ?
reconnue pendant trois jours dans les pages « Horizons » du Monde

Un polar scientifique à suivre

lundi 20, mardi 21 et mercredi 22 janvier dans Le Monde

300 TAPIS PRECIEUX A DES PRIX EXCEPTIONNELS

LA GALERIE YVES MIKAELOFF
SOLDE TOUTES SES COLLECTIONS DE TAPIS MODERNES

10, rue Royale
75008 Paris

Métro : Concorde/Madeleine

du 15 janvier au 14 février 1997 inclus
Visites tous les jours de 10 h à 19 h
Nocturnes privées jusqu'à 22 h les mercredi et vendredi

ENTRÉES LIMITÉES EN NOCTURNE
Téléphoner pour rendez-vous

(33) 01 42 61 64 42

BOURSE

Cours relevés le vendredi 17 janvier, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei

-6,5%

Hong Kong Index

13180,20

+0,4%

+2,8%

Tokyo Nikkei sur 3 mois